

هكذا من الأصل

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,60 F

Algérie, 1,30 DA; Maroc, 1,60 dir.; Tunisie, 1,30 m.; Allemagne, 1 DM; Autriche, 11 sch.; Belgique, 13 fr.; Canada, 5 \$; Danemark, 3,50 kr.; Espagne, 35 pes.; Grande-Bretagne, 20 p.; Grèce, 20 dr.; Iran, 45 rls; Italie, 350 L.; Liban, 175 p.; Luxembourg, 13 fr.; Norvège, 3 kr.; Pays-Bas, 1,25 fl.; Portugal, 17 esc.; Suède, 2,80 kr.; Suisse, 1 fr.; U.S.A., 65 cts; Yougoslavie, 10 d. din.

Tarif des abonnements page 17

5, RUE DES ITALIENS

75007 PARIS - CEDEX 09

C.C.P. 4297-23 Paris

Tél. Paris n° 450572

Tél. : 246-72-23

Le franc continue à s'affaiblir

LIRE PAGE 44

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Moscou et les eurocommunistes

Les dirigeants soviétiques comptent faire du soixantième anniversaire de la révolution d'octobre, une grande fête, au cours de laquelle tous les représentants du mouvement communiste international célébreraient leurs mérites. M. Berlinguer a fait entendre dans ce concert une voix discordante, et M. Carrillo a été interdit de tribune. M. Marchais, lui, avait jugé inutile de se soulever à ce propos, mais il a souligné à ce propos que le mouvement communiste international n'est pas une secte, mais une école, et qu'il appelle les eurocommunistes.

Pourtant, les chefs des principaux P.C. d'Occident, liés par la nécessité d'adapter leur stratégie aux nécessités d'une société capitaliste développée ne portent pas le même jugement sur les résultats de l'expérience soviétique et les leçons à en tirer. Les Italiens furent des précurseurs : dès 1956 ils affirmaient qu'il ne suffisait pas de dénoncer le « culte de la personnalité » pour rendre compte des échecs et des insuffisances de l'U.R.S.S. ; une analyse marxiste devait révéler ce qui dans le système même provoquait des abus.

En présentant des doléances, on faisait des suggestions, en exprimant des désaccords, les Italiens ont toujours pris soin de ne pas employer un langage que les Soviétiques ne pouvaient démentir. Le parti communiste français, tiré à l'occasion de son long compagnon exemplaire du P.C. soviétique, fait maintenant des éclats. A l'occasion, il dit bien haut ce qui lui déplaît dans la politique russe. M. Paul Laurent, présent à la séance de Moscou, a rappelé que son parti, tout en étant fidèle à son « devoir international », avait « des vues particulières » sur certaines questions. « Mais que, depuis quelques jours des liens fraternels existent entre le P.C.U.S. et le P.C.F. ».

Communismes français et italiens admettent qu'il y a des « déformations » dans le socialisme appliqué à l'Est. Ils s'engagent, pour leur part, à s'écarter du modèle soviétique s'ils accèdent au pouvoir. Mais ils ne tentent en question ni le caractère socialiste de ce modèle, ni les grandes lignes de la politique étrangère soviétique. M. Carrillo de la Côte d'Ivoire, la critique. Dans son ouvrage sur « l'eurocommunisme et l'Etat », il fait un tel tableau du système qu'on se demande s'il n'a pas quelque doute sur le socialisme des dirigeants actuels de l'U.R.S.S.

La querelle entre Moscou et ses amis de l'Ouest porte notamment sur le contenu de l'internationalisme. Il en avait été beaucoup question avant la conférence des P.C. européens à Berlin en juin 1975. Les Russes voulaient garder la formule « internationalisme prolétarien ». Ils se sont résolu à ne parler dans les documents officiels que de « solidarité internationale ». An fil des années, la première formule a pris un sens précis : elle indique que les détachements communistes dans le monde entier sont absolument fidèles à l'Etat qui, le premier, construisit le socialisme et dont les succès devraient rejeter sur le mouvement tout entier. Elle marque dans les faits et en dépit des précautions de langage la prédominance de l'U.R.S.S.

Ceux qui refusent de parler d'internationalisme prolétarien ont une autre conception : l'internationalisme doit, selon eux, cesser d'être à sens unique. Il faut que l'U.R.S.S. et les Etats socialistes adaptent leur politique aux intérêts de partis frères qui militent en terre capitaliste. Qu'ils cessent, par exemple, de faire l'éloge d'un « gouvernement de droite » qui combat dans son pays le P.C. M. Berlinguer, qui coopère avec le gouvernement italien, n'a pas à se plaindre à cet égard de l'attitude des Soviétiques ni, pour le moment, M. Carrillo. M. Marchais, en revanche, qui jusqu'à l'été croyait à l'union de la gauche, regrettait vivement les complaisances des Soviétiques ni, pour le moment, giscardienne et gaulliste.

(Lire nos informations page 4)

La Libye proposerait ses « bons offices » dans la question sahraouie

Le commandant Jalloud, « numéro deux » libyen, s'est entretenu jeudi soir 3 novembre à l'Elysée, durant une heure vingt minutes avec le président Giscard d'Estaing. La discussion a porté sur la situation créée par l'enlèvement de deux nouveaux Français en Mauritanie et sur les initiatives prises par Paris pour obtenir la libération de ses ressortissants.

Loi sur les prisonniers a été également évoquée au cours d'un entretien d'une heure que M. Bedjaoui, ambassadeur d'Algérie en France, a eu jeudi après-midi avec M. Jacques Chirac, président du R.P.R. M. Bedjaoui doit également s'entretenir ce vendredi avec M. Edgar Faure, président de l'Assemblée nationale.

A ALGER, le président Boumedienne a réuni jeudi un conseil des ministres extraordinaire portant sur « les derniers développements du Sahara occidental ».

M. Claude Chouet, envoyé spécial du gouvernement français, qui a discuté jeudi durant quatre heures avec des dirigeants du Polisario, doit rencontrer ce vendredi ce nouveau chef. Dans une déclaration faite à Bruxelles, un responsable du Front a indiqué que son organisation souhaitait « dialoguer avec la France et n'a jamais refusé de contact avec le gouvernement français ».

A GENEVE, le Comité international de la Croix-Rouge, qui envisageait d'envoyer l'un de ses responsables à Alger, a annoncé le report de ce voyage à la demande du Croissant-Rouge algérien.

La mission d'information du commandant Jalloud, qui ressemble à une tentative de médiation, paraît, à première vue, surprenante. Les relations entre la Libye et les parties concernées par le problème que posent les otages détenus par le Front Polisario n'étant pas des meilleures, on pourrait se demander quelles sont les chances de succès du représentant personnel du colonel Kadhafi.

Le président de la République libyenne n'hésitait pas récemment (le Monde daté 25-26 septembre) à comparer la politique de la France en Afrique aux « pratiques qui furent celles de Bonaparte, de Hitler et de Mussolini ». Il reprochait essentiellement à la France de soutenir les régimes réactionnaires et de vendre à l'Egypte des armes qui lui ont servi à attaquer la Libye l'été dernier.

Tripoli n'a pas pris à partie publiquement Alger, mais sous quel qu'il soit l'occasion d'approcher le colonel Kadhafi, ces dernières semaines, on pu constater son attitude à l'égard de l'attitude du président Boumedienne. Ce dernier avait préféré proposer sa médiation plutôt que de soutenir militairement la Libye face à l'« agression » égyptienne, conformément aux accords passés, à Hesse-Messoud, le 28 décembre 1975.

Les divergences entre Alger et Tripoli sur l'avenir du Sahara occidental sont extrêmement profondes. Le colonel Kadhafi a non seulement refusé de reconnaître le gouvernement provisoire de la République sahraouie démocratique (R.S.D.), mais a pris encore ses distances à l'égard du Front Polisario, dont la délégation à la tête de la révolution libyenne le 1^{er} septembre dernier, n'avait pas eu droit à la tribune d'honneur, où figuraient pourtant les représentants d'autres mouvements de libération nationale. Cet ostracisme s'explique : le colonel Kadhafi, fervent unioniste, hostile à toute « bannière » dans le tiers-monde, ne veut pas favoriser l'implantation d'un nouvel Etat indépendant, au Sahara occidental, ce qui équivaldrait à ses yeux à une sorte de sécession. Son opposition à l'objectif du Front Polisario est, par conséquent, à celui d'Alger, l'a conduit à se rapprocher du Maroc — sans pour autant soutenir les thèses « annexionnistes » du roi Hassan II — tout en

Le mut de Cartier

Perfection technique, raffinement esthétique, garantie à vie.



Les mesures contre la hausse des prix rencontrent le scepticisme ou l'hostilité plus souvent que l'approbation

La C.G.T., la C.F.D.T., la FEN, préparent une grève nationale pour la fin du mois

Pour lutter contre la hausse des prix, le conseil des ministres a pris des mesures qui ont été commentées à la télévision par M. Raymond Barre jeudi 3 novembre : blocage de certains prix (poulet, eaux minérales, pâtisseries, vins servis dans les débits de boissons), limitation de la marge commerciale sur le vœu, réduction des droits de douane sur les pommes et les oranges.

Les réactions des commerçants vont de la compréhension (grossistes et Centre national du commerce) à la réserve (chambres de commerce et même à la franco hostile ICID-UNATI de M. Nicoud, Fédération des associations commerciales).

Cette gradation semble liée à la nature des dispositions prises : la réorganisation du marché du Rungis et les importations accrues de fruits ne suscitent aucune opposition des

commerçants, tandis que, à l'inverse, le blocage de prix et de marges ou l'ouverture prochaine de nouvelles grandes surfaces pour intensifier la concurrence provoquent de vives protestations, sans commune mesure cependant avec celles enregistrées naguère pour des décisions du même ordre.

Le scepticisme paraît toucher non pas la majorité, puisque « la Nation », quotidien du R.P.R., se déclare « sans illusions » sur l'effet des mesures prises et réclame « une autre politique ».

La C.G.T., la C.F.D.T. et la FEN préparent dès maintenant une action d'ampleur nationale avec appel à la grève contre la « politique d'austérité » du gouvernement et du patronat. Cette riposte, qui se situe dans le prolongement de la journée de protestation du 24 mai, se situera entre le 20 et le 30 novembre.

Pourquoi si tard ?

Il aura fallu huit mois à M. Barre pour se décider à engager le fort avec les commerçants, accusés jeudi soir, en termes de peine volée, d'être responsables de la vie chère.

C'est un virage politique probablement important que prend là le premier ministre, les commerçants constituant, depuis des années, une clientèle électorale habituellement fidèle à la majorité. Clientèle courtoise par un pouvoir qui n'a pas hésité à multiplier en sa faveur cadeaux fiscaux et dérogations aux règles communes : « loi Royer » de 1973 atténuant la concurrence en freinant la création des supermarchés ; promesse de l'égalité fiscale avec les salariés, alors que les possibilités de fraude des uns et des autres résistent fort inégales ; allègement de la patente.

L'annonce de cette politique de complaisance avait été marquée en 1970 par une démission passée alors inaperçue : pour protester contre l'interdiction faite par M. Marcellein, ministre de l'intérieur, de créer de nouveaux supermarchés, M. Pourcade, qui malait

sur la concurrence pour freiner la hausse des prix, — on fait sur la disparition de la partie vieillotte du petit commerce pour abaisser les coûts de la distribution — avait démissionné de ses fonctions de directeur des prix au ministère de l'économie et des finances. Plus tard, fin 1973, M. Giscard d'Estaing, qui officialisa Rue du Rivoli, s'était heurté — déjà — avec M. Chirac, ministre de l'agriculture, au sujet d'une grève de commerçants qui protestaient contre des mesures de taxation.

Ces rappels montrent assez ce qu'a coûté au pouvoir une clientèle d'autant plus adhérente qu'elle se sentait menacée par l'évolution rapide des structures économiques, sociales, urbaines du pays, évolution qui faisait une place de plus en plus importante aux grands groupes capitalistes de la distribution, soutenus par les banques.

Si M. Barre prend maintenant le risque de contrarier une fraction sensible de sa majorité — en agitant l'épouvantail des supermarchés qui seront encouragés,

dans la région parisienne en particulier — on peut se poser la question de savoir pourquoi le premier ministre n'a pas agi ainsi beaucoup plus tôt. Politiquement, le risque n'est pas si grand : économiquement, le résultat eût été bien meilleur.

La première flambée des prix alimentaires remonte à janvier dernier. Elle avait été accueillie avec l'indifférence par les pouvoirs publics qui assuraient alors « qu'il fallait laisser jouer librement le marché ». Comme si les lois du marché jouaient en France, comme en Allemagne ou aux Etats-Unis. En attendant la fin juin pour commencer à prendre quelques mesures à l'encontre des grossistes (le Monde du 8 juin), M. Barre a couru le risque de réduire les chances de son plan. Ce risque, le premier ministre doit maintenant le percevoir plus clairement si l'on en juge par le ton moins assuré qu'à l'habitude de son propos.

ALAIN VERNHOLLES.

(Lire la suite page 37.)

LES RELATIONS FRANCO-ALLEMANDES

Connaitre avant de juger

L'évasion d'un criminel de guerre et les tragiques événements qui se sont déroulés en Allemagne, puis en Somalie, du fait de groupes terroristes, ont montré que le temps n'était pas encore venu où les affaires allemandes seraient appréciées en France sans passion.

Non pas que l'opinion française, dans son ensemble, n'ait pas pris parti pour les autorités fédérales dont le jugement et la fermeté ont été admirés. Ce qui a été perçu était ou a pu tout au moins l'être, la crainte qu'il en était autrement. Certains commentateurs, aux yeux des Allemands attachés, pouvaient trop d'importance, ont causé outre-Rhin un malaise, parce qu'il est dur d'être injustement traité, surtout lorsqu'on revient d'où l'Allemagne est revenue depuis 1945.

Les jugements cavalliers portés sur la société et sur la situation

par OLIVIER WORMSER (*)

politique ou République fédérale s'expliquent par plusieurs facteurs.

Une certaine ignorance, à commencer par celle de la langue. Le petit nombre de bons germanistes. Notre goût, en matière politique, pour les généralisations et notre propension à transporter sur le plan extérieur nos polémiques nationales. Mais surtout certaines souvenirs de 1914-1918, ceux de la guerre de 1939-1945, et par dessus tout, bien entendu et très naturellement, ceux de l'occupation, font qu'une partie de l'opinion française ou bien entend ne rien savoir de l'Allemagne, ou bien est disposée à accueillir, sans examen, si on les lui sert à nouveau des clichés. Le rappel des crimes nazis trouve aussi une vaste audience.

possible sur ce qu'ont accompli nos voisins. Ainsi s'explique, semble-t-il, qu'à la moindre difficulté rencontrée par la R.F.A. sur le plan interne, se disent et s'écrivent choses extravagantes. Si la République fédérale devient du plus en plus l'ordre économiquement, si l'armée allemande joue un rôle majeur dans la défense, l'influence politique de Bonn s'accroît, deviens-nous nous en prendre aux Allemands, qui, eux, tout compte fait, les voies qui leur sont ouvertes, ou, au contraire, à nous-mêmes qui nous sommes laissés distancer ? Pour que les relations franco-allemandes soient meilleures encore, il suffirait que la France reprît, avec la chemin de l'effort, celui du succès. En attendant, il faut voir les choses telles qu'elles sont.

(Lire la suite page 5.)

AU JOUR LE JOUR

La tarte à la crème

M. Raymond Barre attaque sur le front de la tarte à la crème. Les prix ne passeront pas et la route de la brioche est coupée.

Cette stratégie est habile. Déjà le fruit était cerné. Bientôt, toute l'arrière-garde du dessert sera menacée. En même temps, on harcèle le veau, le poulet, le poisson : on contient le bon d'appellation contrôlée. Demain, les avant-gardes du salami et du cèleri remués se rendront sans condition.

Un jour, enfin, il faudra bien s'attaquer au plat de résistance. La bataille sera dure. Mais si elle est gagnée, quelle victoire ! Lors de ses repas secrets où, dit-on, elle prépare des stratégies souveraines, l'opposition n'aura plus rien à se mettre sous la dent.

ROBERT ESCARPIT.

AU FESTIVAL DE PARIS

La révolution récite par Chris Marker

« Les véritables auteurs de ce film, écrit Chris Marker au terme des quatre heures de projection du « Fond de l'air est rouge », le bien que pour la plupart ils n'ont pas été consultés sur l'usage fait ici de leurs documents, sont les innombrables commerçants, ouvriers, soldats et militants dont le travail s'oppose sans cesse à celui des pouvoirs, qui nous vaudraient sans mémoire. »

L'outre, car il s'agit bien d'un film d'auteur — aucune prétention à l'objectivité, à la vérité faite cinéma — situe à la perfection l'originalité de son travail, ses limites, sa folle ambition. Des dizaines d'auteurs deviennent « un » auteur, des images et des sons du monde entier réordonnés

selon une même thématique : la révolution est constamment bafouée, elle continue, tout un cinéma « aujourd'hui » rédit le cocasse, le tragique, le rêve d'une humanité sans frontières, mais bien réelle, bien située dans le temps et dans l'espace.

L'ouverture, prélude à quatre grands mouvements du récit, sur la « Musica notturna delle strade di Madrid », de Luciano Berio, nous jette au visage la pari insensée de Chris Marker : l'histoire est devenue cinéma, la réalité a recopié le film, les manifestations d'aujourd'hui redoublent les mutins du « Cuorossé Polemkin » d'hier et d'avant-hier.

LOUIS MARCORELLES.

(Lire la suite page 32.)

En Ethiopie du Derg a été assassiné

de violence la capitale enant. Ce membre du suprême vices d'ins- seur Gata la matrie on la radio s mercredi s agents a tres ». ens avalent yembre, la en spécial étre les », respon- troubles mandé que mpsionnés mpsionnés, olis la gardo travailleurs

M. Temesgen Madebo, chef du syndicat officiel. Le parti marxiste-léniniste du Derg, semble en partie à la tête de cette agitation urbaine. D'autre part, la radio a été envahie de « propagande » sur la Somalie, les Indes, les Philippines, les Israéliens, les équipages de chars mécanisés, éthiopiens.

A Djibouti, le consulat d'Ethiopie, M. Aden Chik, a été envahi par des « agents » du Derg, qui ont été envoyés à la capitale. Le Derg a été assassiné.

es batailles s, la phase est ouverte sassinat de

SISTRES TANNIQUE IAND

ministre de jeudi 3 et les minist- allemand red Mulley libérer dans tristes mili-

LA C.G.T. CHANTIERS ANDIE

LA C.G.T. CHANTIERS ANDIE

LA C.G.T. CHANTIERS ANDIE

LA C.G.T. CHANTIERS ANDIE

LA C.G.T. CHANTIERS ANDIE

LA C.G.T. CHANTIERS ANDIE

LA C.G.T. CHANTIERS ANDIE

LA C.G.T. CHANTIERS ANDIE

LA C.G.T. CHANTIERS ANDIE

LA C.G.T. CHANTIERS ANDIE

idées

SUR LES NOUVEAUX PHILOSOPHES

L'INTERNATIONALE TRANSATLANTIQUE OU UN GAUCHISME DE CROISIÈRE

par JÉRÔME BINDÉ (*)

L'heure où s'incruste en Occident le pessimisme des éres de crise, de tous côtés on se tourne vers les intellectuels, comme au temps des années 30, en quête de prophètes crédulistes et de docteurs magiciens : réminiscences de l'avant-guerre. La crise rouge des années 30, les crises de la décadence, selon Charles de Gaulle. Si l'on ne devait retentir de ce nouveau « pessimisme libéral » que deux symptômes, dans l'intelligentsia française, il faudrait citer la nouvelle philosophie et, fait nouveau, le changement de ligne intervenu dans le groupe Tel Quel, révélateur du passage des intellectuels de gauche français de la sinophilie militante à un nouveau stalinisme non moins décalé. Ces deux microcosmes de l'intelligentsia européenne — dont les moindres éclats sont très commens-

lés à l'étranger, de Rome à New-York en passant par Berkeley, Londres ou Milan et Venise, où se tiendra bientôt la Biennale de la dissidence — s'inscrivent, par-delà leur originalité théorique, dans l'orbite de deux mouvements internationaux de grande ampleur, actuellement au sommet de leur offensive, même si le repli tactique du président Carter laisse pressager une pause : Une attaque générale contre l'empire du marxisme sur les petites bourgeoisies occidentales, social-démocratie incluse ; D'autre part, un grand mouvement renaissant de ses cendres pour les Droits de l'homme, sensible depuis les accords d'El-Eisawi, soulevé par la condamnation à l'Éclat de la psychiatrie soviétique, et l'attribution du prix Nobel de la paix à Amnesty International.

« Le capitalisme américain », écrit Julia Kristeva, est un système de récupération permanente, de repli sur soi, et je mets dans ces termes non pas une valeur péjorative, mais plutôt un sens de possibilité de survie des plus viables. On se serait fait lapider pour moins que ça, il y a à peine cinq ans, dans les coulisses de Vincennes ou de Nan-

terre, ou aux séminaires de la rue d'Ulm. Les temps changent, madame. Leonardo Sciascia et Rudi Dutschke présentent les éditions italiennes et allemandes de la *Barbare et sage humanité*. Le gauchisme n'est plus dans le gauchisme, le communisme est dans Rome. Gauchisme d'État ou gauchisme privé, le gauchisme n'est plus révolutionnaire. Il est allié avec l'État, comme au temps de Lassalle, en Allemagne, ou est rentré dans ses foyers.

Changer de continent

Souignons tout de même un aspect positif de ce nouvel atlantisme : la mise en lumière de ces diverses temporalités américaines, liées à la persistance des cultures hétérogènes qui constituent la singularité des États-Unis, un peu comme si les Américains n'avaient pas assimilé nos concepts d'histoire, d'un progrès linéaire tendant à l'unité et à l'écrasement des différences. Soliers et Kristeva, sans le dire, renversent paradoxalement la thèse de Tocqueville, qui voyait dans la démocratie en Amérique, une marche inéluctable vers le nivellement et la grisaille de l'indifférencié. C'est désormais l'Europe qui assume ce pèché de nihilisme, tout occupée qu'elle est à se déprendre des deux fléaux qui l'ont séjournée, de ces deux corruptions totalitaires de la démocratie que sont le fascisme et le stalinisme.

Il faut changer de continent », dit Julia Kristeva. Elle est un dernier avatar de cette inaptitude de l'intelligentsia française à se passer d'une mythologie politique, et exotique ? Souvenons-nous de Rimbaud qui, déjà, voulait fuir l'Europe des esclaves, l'Europe « aux anciens parpays ». Avant la guerre, c'était l'Union soviétique et l'Espagne pour les uns, l'Italie fasciste et l'Allemagne pour les autres. Après la guerre, le tiers-monde, l'URSS toujours. Maintenant, après Cuba, la Chine ou l'Italie extrême. Après la Chine, les États-Unis. Un peu

comme la classe politique grecque avait à une époque son parti « anglais », son parti « français », son parti « russe », les intellectuels français, de droite ou de gauche, semblent perpétuellement chercher une terre promise, un paradis politique et terrestre, qui serait le terme de leur errance et de leur exil.

Cinquante ans après Marcel Duchamp, Philippe Sollers traverse l'Atlantique. Peut-être, comme le soulignent Gregory Corso et Julia Kristeva, parce qu'il fait plutôt bon vivre, d'être dissident aux États-Unis, sauf si l'on est membre du parti communiste, ou l'un des Frères de Solidaire. Le système entretient de nombreux ghettos, relativement confortables, quelques-uns luxueux (fondations, universités, etc.), cloisonnés et communicants à la fois. Peut-être parce que l'intelligentsia française prend conscience du provincialisme parisien, et que l'orgueil d'être l'un des « derniers » penseurs-poètes de l'Occident, capable d'arpenter le champ des possibles mentaux de la Bible à Lacan en passant par Burroughs et Céline, ne saurait se satisfaire de d'espaces plus vastes, où le mythe de la Frontière persiste dans la culture, et souvent efficacement.

Notons cependant, pour conclure, que la théorie, comme à l'époque de Flaubert, n'a pas la politesse des *romans*. Perpétuelle retardataire, elle court après cette prodigieuse mutation artistique et culturelle américaine, précisément à l'heure où celle-ci marque le pas et où certains pensent qu'elle est sur le point d'être embaumée dans l'histoire.

(*) Normalien et agrégé de l'Université, maître de conférences de littérature à l'École polytechnique.

A MOURIR DE RIRE

par FRANÇOIS-MARIE BANIER

U théâtre ce soir-là, le tout-Paris qui rit, qui chante, qui ne danse pas ni ne pense, était là. La critique aussi avec ses grandes pompes et ses petites mines. Et pour sucrer tout ce monde, pour faire public, des amis, dissimulés ici et là. Mais la salle était acquise : l'auteur catalogué « difficile » y donnait sa neuvième pièce énigmatique dont le titre ne l'était pas moins. D'emblée il vous plongeait dans un abîme de perplexité dont vous ne pouviez décambrer vous sortir : il n'y avait pas d'entracte. Si tous les meilleurs en scène n'ont pas autant de génie qu'ils ne s'en vantent, s'ils n'ont pas tous un certain pouvoir sur les spectateurs, ils ont au moins sur le spectateur qui n'a aucune opportunité de s'en aller ; de plus, il lui a été inculqué que le silence, aujourd'hui, au théâtre comme dans bien d'autres arts — regardons la peinture — est sinon une vertu, du moins l'expression de quelque chose de rare. D'abord, cela tient de la confiance, de la magie, du possible. C'est un monde, une nuit de silence, et pour peu qu'il soit bien encadré, de propos à double sens, ou à un seul, qui pourrait tout de même en avoir un autre, le « non-dit » prend une valeur qu'aucun mot, aucune forme, aucune couleur n'aurait su traduire. Le vide attire, attire, la salle était pleine.

Snirée : genre cérémonie secrète. Les tentes, pas comme autrefois où il y avait du jaune, du bleu, des bijoux, des insignes, des perles, des bijoux, du balmain ; non, là, du gris-noir, beaucoup de noir, un parterre de défunts. Mises basses chez l'ennemi. Pas d'éclats de voix, du chuchotement. Et encore.

On se faufila jusqu'à sa place. On sortait pour se faire voir, maintenant pour ne pas être vu mais pour avoir vu. Un de ces privilèges du snobisme : il faut croire qu'on pense, qu'on a pensé.

L'auteur est né à Prague. Pendant deux heures quarante, trente-deux fois cinq minutes, le temps de 45,8 cent à la coque, si on les aime bien cultes, il les soumet au drame ou à la comédie, ce n'est pas précisé dans le programme, de cet enfer où vous devez voir et comprendre cette

parturiente du Mésopotamisme dont le mari, qui gagnait 1200 F par an au noir, a été assassiné vingt ans auparavant par un métallo des docks. Sa sœur vendait de l'opium à Hambourg à la sortie du super-marché dans le seul but de racheter un peu de gazou à l'usage des Mésopotamiens pour y parquer sa vieille 15 CV Citroën avec qui hébergeait trois enfants innocents.

On est un peu perdu car ça s'arrête pas là. Devant vous, dans la salle, un homme sanglotait. Ce n'est pas tant qu'elle a été prise par l'émotion, il n'y en a pas, mais elle revoit au chevet de sa mère morte l'année passée. Pourquoi cette idée ? Il faut bien que qu'un en ait.

Revenons à la scène. L'émotion est faible. Des gens viennent, disent, une chaise ou une chaussette à la main, que « la Citroën avenue de Robit qui a écrasé Fatima, cinq ans sans le faire exprès sans pouvoir ne pas le faire exprès », et on voit reparaitre à reculer côté cour ou côté jardin, on sait plus, côté désert, pas de décor, c'est plus allusif, un jeune homme épuisé, une gus d'ange et de brute à la fois représentant : « La Citroën avenue de Robit, qui a écrasé Fatima cinq ans, sans le faire exprès sans pouvoir ne pas le faire exprès ». Les répétitions, dans le texte, sont les seules répétitions garanties du théâtre d'aujourd'hui. « Robit qui a écrasé Fatima... » Les spectateurs écrasés ne savent pas ce qu'ils suivent. Enfin ils sont là. On ne le dira jamais assez. Engourdi, on discernait mal ces inanimés. Le fond de l'œil ? Pas clair. Le temps ne passe pas. Tristes épaules qui ont franchi le seuil de la maison, qui semblent dans leur fauteuil. On dirait que cette torpeur qui les ensorcelle leur sied. Un des papes de l'avant-garde n'a pas résisté, les paupères ont glissé, il aura des mains pour applaudir.

Si les spectateurs s'étaient vus dans cette brume, transformés en spectres, s'ils avaient pu prendre conscience de ce que signifiait leur présence, ils auraient trouvé la force de se lever et peut-être d'écrire pour le théâtre.

Tel Quel

Côté parisien, les « nouveaux philosophes » sont connus, leur lacune-magisme d'après a été mille fois analysé, nous n'insisterons pas. Le groupe Tel Quel l'a moins été, bien qu'il ait contracté une alliance informelle avec les nouveaux Saints-Pères. Tel Quel, c'est cette avant-garde qui terrorise naguère les salons et les cafés littéraires au nom du matérialisme dialectique, ultra-révolutionnaire, puis communiste, enfin « maoïste ». Les temps changent. Aujourd'hui, Julia Kristeva et Philippe Sollers ont jeté le marxisme avec l'eau du bain, par-dessus les moulins, et l'ont relégué, parmi les curiosités historiques, entre la hache de bronze et le marteau à tisser. Haro sur le dix-neuvième siècle !

Cela nous vaut, par un mouvement pendulaire très parisien, un panorama à 180 degrés. Après la Chine, les États-Unis. On se dit, depuis quelques mois, le vent d'est se mue en vent d'ouest, la rupture, cette fois, est consommée publiquement. Nous ne nous en plaignons pas forcément, puisque au sectarisme incorruptible, a succédé un empirisme à visage humain, empreint d'une réappropriation soudaine de tout le musée de la culture occidentale, et d'une ouverture à tous les grands courants de la modernité. Adieu, camarade Mallarmé, vive le nouveau camarade Céline ! On peut lire dans Tel Quel, depuis quelques mois, des textes de Burroughs (1), d'Aschberry, de Gregory Corso ou de Bob Wilson, chose inconcevable il y a à peine quinze mois. La révolution artistique américaine, griffe sump-tueuse, de l'art européen allié à New-York, est ainsi diffusée, en France, dans les cercles qui rivalisent les plus aveugles à son extrême richesse pinarielle. Au premier rang de ces cercles anti-américains, il y avait, rappelez-le, le groupe Tel Quel, chapelle terrible entre toutes, Saint-Office et papasse des lettres françaises, comme la N.R.F. J'avais été dans le premier tiers du siècle.

On tremble tout de même un peu pour le théâtre de Wilson ou de Foreman, pour la peinture de Motherwell ou de Stella, de voir

ces nouveaux conquérants consolider leur hégémonie théorique sur de bons ouvrages aussi civilisés et aussi en avance sur nos vieilles provinces impériales. « Vous autres Américains, vous avez des artistes », semble argumenter Sollers. « Nous n'en avons plus beaucoup, contrairement à l'idée reçue. Mais nous sommes des penseurs, des théoriciens de première force. Laissez-nous vous penser, réfléchir votre aphasie créatrice. Associons-nous dans l'intérêt d'une Internationale transatlantique bien comprise. » Penser fait mal, écrit Stendhal en tête d'un des chapitres de *Rouge*. Surtout lorsque la pensée est une variante du cannibalisme exogamique. Il est vrai que Tel Quel n'est plus tout à fait cette revue qui répandait la terreur dans les belles-lettres. Comme si sa bouillotte politique s'était affaïfée, elle donne son appui, par un artifice, à certains auteurs nouveaux philosophes. La rupture avec la Chine nécessiterait-elle de nouvelles alliances parisiennes ? Cela n'empêche pas Philippe Sollers, dans des envolées proches des diatribes flamboyantes de Malraux, au temps du R.P.F., s'il n'y avait la psychanalyse traversée, d'avoir des intuitions profondément justes. « La question est de savoir si nous allons devenir une colonie de l'Union soviétique, un peu plus privilégiée que les autres, ou si nous acceptons que les États-Unis nous retiennent dessus. Beau-bourg, avec ses viscères évidents et bleus tournés vers le ciel, c'est le retour du refoulé. »

Voilà donc les signes de l'air du temps. Time compare, dans son numéro du 5 septembre, les thèses de la nouvelle philosophie à la politique nouvelle du président Carter. La *New Republic*, ce *New York Observer* libéral d'origine américaine, propose à Bernard-Henry Lévy de devenir son prestigieux columnist. Les nouveaux philosophes, après avoir été le sujet de la *Cover Story* de Time, vont passer au C.E.S. News, ce *Network* diffusé sur tant de chaînes de télévision américaines, après la R.A.I., avant d'être écrits au Mexique, où la télévision les invite pendant quinze jours, leur « itinéraire de Paris à Acapulco ».

Psychologie en miettes

Dans son livre sur la psychanalyse, le psychiatre allemand Schultz raconte sa rencontre avec Freud ; il s'exprime, observe-t-il, dans une langue classique et châtiée. La première question qu'il lui pose, fut : « Vous ne croyez pas réellement que vous êtes capable de guérir ? » En aucune façon, répondit Schultz, mais je pense, à la façon d'un jardinier, écartier les obstacles qui entravent la croissance personnelle. « Dans ce cas, nous nous entendons », ajoute Freud en souriant.

Vers la fin de sa vie, Ernst Schwennberg, qui lui médisait cinquième de Bismarck, s'écarta de la pratique médicale, du « vouloir aider », persuadé que « l'utile qui aide le mieux est celui qui se renonce à vouloir aider. » Georg Groddeck, son disciple, recommanda avoir mis longtemps à comprendre son attitude. Dans

l'hommage qu'il lui rendit en 1930, il écrivait : « Ne rien vouloir (pour entrer), uniquement être prêt, être là, c'est la dernière chose et la plus grande que j'aie apprise de lui. »

A une jeune amie fraîchement inscrite en psychologie et qui s'inquiète de la qualité des cours qu'elle s'apprête à suivre, je rappelle que la psychologie ne s'apprend pas sur les bancs de l'université, mais dans les maigres pages politiques, les secrets radicaux, les lieux de plaisir et, qu'en outre, dans la connaissance de soi seule se descende aux entiers nous ouvre la voie de l'apothéose.

Les Chinois aiment à dire que le plus court chemin qui mène à la découverte de soi passe par le monde entier.

ROLAND JACCARD.

BOUCHARD PÈRE & FILS
Depuis 1731
80 Hectares -
dont 68 hectares de
premiers crus et
grands crus



Documentation L.M.
sur demande à Maison
BOUCHARD PÈRE & FILS
au Château Boite Postale 70
21202 BEAUNE CEDEX
TEL (80) 22.14.41
Téléc Bouchard 350 830 F

ADOLESCENCE ET SAINTETÉ

par GABRIEL MATZNEFF

La pensée de la mort ne déprime pas ; elle stimule. Savoir qu'on peut être immortel, sauvegarde la plénitude de l'instant volé, vivre chaque jour comme s'il devait être le dernier, n'a rien de macabre : une telle disposition d'esprit est, au contraire, la source de notre énergie vitale, et le meilleur remède contre l'aveuglement.

Cette mémoire de la mort, qui fonde l'enseignement des stoïciens, demande toutefois, pour être pleinement féconde, à être conjuguée avec l'élan vers la sainteté — une sainteté qui, es-t-il besoin de le préciser ? n'est pas de l'ordre de la transgression. « Fais reposer, Christ Dieu, l'âme de ton serviteur avec les saints », chante l'Eglise orthodoxe dans son office funéraire. C'est à cette prière que fait écho la phrase de Léon Bloy : « Il n'y a qu'une sainteté, c'est de n'être pas des saints. »

La nostalgie de l'absolu n'est pas un artifice de cathéchisme ; elle ne s'apprend pas dans les livres, mais s'éprouve dans l'intimité du cœur. On ne peut fréquenter les adolescents de l'un et l'autre sexe sans être frappé par la faculté qu'ont les meilleurs d'entre eux d'échapper à la grossièreté de l'universa-lité dans lequel ils grandissent : en vérité, ce sont les pierres précieuses qui brillent entre les ordures, dont parle saint Jérôme. Aussi, si nous faisons pas trop de bruit pour eux. La lutte en faveur des droits des enfants, que nous sommes présentement quelque-

une à mener, est certes nécessaire ; mais nous devons savoir qu'un adolescent exceptionnel, c'est-à-dire plus sensible, plus fin et plus intelligent que son entourage, ne peut d'aucune façon faire l'économie de la lutte contre ses proches, ni de l'expérience de la rébellion.

C'était à ces âmes rares, à ces fils de roi, que le Christ songeait lorsqu'il déclarait que nous aurions pour ennemis les gens de notre propre maison. Ce combat, si exaspérant qu'il soit, ne laisse pas d'être heureux, car il nous permet de prendre conscience de notre singularité. Un enfant supérieur qui vit parmi des gens ordinaires peut être conduit à rompre, au moins intérieurement, avec sa famille, car une telle rupture est la plus sûre vaccine contre la gangrène de la médiocrité et le voile aride mais primordiale qui mène à la possession de soi.

Quelque chose d'archaïque

L'exigence stoïcienne de pureté est une exigence proprement adolescente. C'est à seize ans qu'on découvre Sénèque et Marc Aurèle. Plus tard, les hommes sont moins capables d'une pareille intégrité et s'éloignent de cette religion étirée qui, selon le mot de Vigny, ne connaît qu'un seul sacrement :

le suicide. Dans un très bel article sur le film de Robert Bresson, le Diable probablement, Michel Marmion écrit du jeune héros du film, Charles : « Une révolte la conscience, mais la plus haute et la plus légitime des révoltes possibles... La révolte de Charles est une révolte par le haut, la révolte précisément de la supériorité en notre époque de nivellement par le bas. Et plutôt que de vivre au prix de compromissions dégradantes, Charles choisit de mourir. » (1).

Michel Marmion le note avec justesse, le décalage de Charles à quelques choses d'archaïque. Quel qu'il doive rencontrer de l'autre côté du miroir, Dieu ou le néant, le garçon rebelle de Bresson est sauvé.

Je viens de recevoir le livre d'une jeune femme de dix-neuf ans, qui fut jadis l'adolescente la plus captivante, la plus générale, que j'aie connue, et qui aujourd'hui est rentrée dans le rang, s'est banalisée. Elle m'écrit : « Je crois découvrir celle que j'étais à quinze ans, qui rêvait d'expériences mystiques et vivait un amour fou. » Il est déjà bien qu'elle confesse cette déception. Tant d'adultes n'ont pas conscience de leur déchéance ! Mais il aurait été préférable d'échapper à la dégradation. N'avons-nous vraiment pas d'autre issue que cette alternative formée par le suicide et la corruption ? Telle est la question que les plus généreux d'entre les adolescents se posent, et nous posent. La seule question sérieuse parmi toutes celles qui ne le sont pas.

(1) *Éléments*, n° 23.

هكذا من الأصل

فكرنا من الأصل

Le Monde

étranger

LES CRISES AFRICAINES

Le sort des Français enlevés en Mauritanie

M. Chayet a longuement rencontré deux dirigeants du Front Polisario

De notre correspondant

Alger. — M. Claude Chayet, ambassadeur de France en Algérie, a longuement rencontré, jeudi 3 novembre, deux dirigeants du Front Polisario, M. Ould Salek et M. Ould Mohamed Salem, à l'occasion d'une tournée de travail.

On est un peu perdu par la suite, dans la mesure où l'ambassadeur a été pris en otage par les forces armées du Front Polisario, qui ont exigé sa libération.

Revenons à la scène. L'ambassadeur a été pris en otage par les forces armées du Front Polisario, qui ont exigé sa libération.

Le général Ahmed Dlimi, chef de l'état-major, a été libéré par les forces armées du Front Polisario, qui ont exigé sa libération.

Le général Ahmed Dlimi, chef de l'état-major, a été libéré par les forces armées du Front Polisario, qui ont exigé sa libération.

Le général Ahmed Dlimi, chef de l'état-major, a été libéré par les forces armées du Front Polisario, qui ont exigé sa libération.

Le général Ahmed Dlimi, chef de l'état-major, a été libéré par les forces armées du Front Polisario, qui ont exigé sa libération.

LA LIBYE PROPOSERAIT SES « BONS OFFICES »

(Suite de la première page.)

Après de longues années d'isolement, la Libye propose ses « bons offices » pour la résolution des crises africaines.

Après de longues années d'isolement, la Libye propose ses « bons offices » pour la résolution des crises africaines.

Après de longues années d'isolement, la Libye propose ses « bons offices » pour la résolution des crises africaines.

Après de longues années d'isolement, la Libye propose ses « bons offices » pour la résolution des crises africaines.

Après de longues années d'isolement, la Libye propose ses « bons offices » pour la résolution des crises africaines.

Après de longues années d'isolement, la Libye propose ses « bons offices » pour la résolution des crises africaines.

Après de longues années d'isolement, la Libye propose ses « bons offices » pour la résolution des crises africaines.

Angola

Les militaires cubains resteront chez nous tout le temps nécessaire

déclare au « Monde » le ministre des affaires étrangères

M. Georges Sanguin, secrétaire aux affaires étrangères, a déclaré au « Monde » que les militaires cubains resteront en Angola tout le temps nécessaire.

M. Georges Sanguin, secrétaire aux affaires étrangères, a déclaré au « Monde » que les militaires cubains resteront en Angola tout le temps nécessaire.

M. Georges Sanguin, secrétaire aux affaires étrangères, a déclaré au « Monde » que les militaires cubains resteront en Angola tout le temps nécessaire.

M. Georges Sanguin, secrétaire aux affaires étrangères, a déclaré au « Monde » que les militaires cubains resteront en Angola tout le temps nécessaire.

M. Georges Sanguin, secrétaire aux affaires étrangères, a déclaré au « Monde » que les militaires cubains resteront en Angola tout le temps nécessaire.

M. Georges Sanguin, secrétaire aux affaires étrangères, a déclaré au « Monde » que les militaires cubains resteront en Angola tout le temps nécessaire.

M. Georges Sanguin, secrétaire aux affaires étrangères, a déclaré au « Monde » que les militaires cubains resteront en Angola tout le temps nécessaire.

Il a réaffirmé la « détermination de l'UNITA à se battre tant que les Cubains et Soviétiques (trois mille conseillers, selon lui) resteront en Angola ». Il a enfin assuré que M. Neto, lors de son dernier voyage en Union soviétique, avait refusé de se défaire de trois mille soldats cubains qui devaient, à la demande du Kremlin, se joindre à l'Ethiopie pour se battre contre la Somalie.

Il a réaffirmé la « détermination de l'UNITA à se battre tant que les Cubains et Soviétiques (trois mille conseillers, selon lui) resteront en Angola ». Il a enfin assuré que M. Neto, lors de son dernier voyage en Union soviétique, avait refusé de se défaire de trois mille soldats cubains qui devaient, à la demande du Kremlin, se joindre à l'Ethiopie pour se battre contre la Somalie.

Il a réaffirmé la « détermination de l'UNITA à se battre tant que les Cubains et Soviétiques (trois mille conseillers, selon lui) resteront en Angola ». Il a enfin assuré que M. Neto, lors de son dernier voyage en Union soviétique, avait refusé de se défaire de trois mille soldats cubains qui devaient, à la demande du Kremlin, se joindre à l'Ethiopie pour se battre contre la Somalie.

Il a réaffirmé la « détermination de l'UNITA à se battre tant que les Cubains et Soviétiques (trois mille conseillers, selon lui) resteront en Angola ». Il a enfin assuré que M. Neto, lors de son dernier voyage en Union soviétique, avait refusé de se défaire de trois mille soldats cubains qui devaient, à la demande du Kremlin, se joindre à l'Ethiopie pour se battre contre la Somalie.

Il a réaffirmé la « détermination de l'UNITA à se battre tant que les Cubains et Soviétiques (trois mille conseillers, selon lui) resteront en Angola ». Il a enfin assuré que M. Neto, lors de son dernier voyage en Union soviétique, avait refusé de se défaire de trois mille soldats cubains qui devaient, à la demande du Kremlin, se joindre à l'Ethiopie pour se battre contre la Somalie.

Il a réaffirmé la « détermination de l'UNITA à se battre tant que les Cubains et Soviétiques (trois mille conseillers, selon lui) resteront en Angola ». Il a enfin assuré que M. Neto, lors de son dernier voyage en Union soviétique, avait refusé de se défaire de trois mille soldats cubains qui devaient, à la demande du Kremlin, se joindre à l'Ethiopie pour se battre contre la Somalie.

Il a réaffirmé la « détermination de l'UNITA à se battre tant que les Cubains et Soviétiques (trois mille conseillers, selon lui) resteront en Angola ». Il a enfin assuré que M. Neto, lors de son dernier voyage en Union soviétique, avait refusé de se défaire de trois mille soldats cubains qui devaient, à la demande du Kremlin, se joindre à l'Ethiopie pour se battre contre la Somalie.

A TRAVERS LE MONDE

Tunisie

L'U.G.T.T. SOUTIENDRAIT LA GRÈVE DES MINEURS DE PHOSPHATE

(De notre correspondant.)

Tunis. — Plusieurs mouvements de grève ont été déclenchés ces derniers jours en Tunisie avec, semble-t-il, l'accord de la centrale syndicale U.G.T.T.

Tunis. — Plusieurs mouvements de grève ont été déclenchés ces derniers jours en Tunisie avec, semble-t-il, l'accord de la centrale syndicale U.G.T.T.

Tunis. — Plusieurs mouvements de grève ont été déclenchés ces derniers jours en Tunisie avec, semble-t-il, l'accord de la centrale syndicale U.G.T.T.

Allemagne fédérale

LA VISITE OFFICIELLE A BONN

Bonn. — La visite officielle de M. Adolfo Suarez à Bonn, en Allemagne fédérale, a été marquée par une réception officielle.

Bonn. — La visite officielle de M. Adolfo Suarez à Bonn, en Allemagne fédérale, a été marquée par une réception officielle.

Bonn. — La visite officielle de M. Adolfo Suarez à Bonn, en Allemagne fédérale, a été marquée par une réception officielle.

Bonn. — La visite officielle de M. Adolfo Suarez à Bonn, en Allemagne fédérale, a été marquée par une réception officielle.

Inde

L'ANCIEN PREMIER MINISTRE, MME GANDHI, A ÉTÉ BLESSÉ

New-Delhi. — L'ancien premier ministre, M. Indira Gandhi, a été blessé lors d'une manifestation.

New-Delhi. — L'ancien premier ministre, M. Indira Gandhi, a été blessé lors d'une manifestation.

New-Delhi. — L'ancien premier ministre, M. Indira Gandhi, a été blessé lors d'une manifestation.

New-Delhi. — L'ancien premier ministre, M. Indira Gandhi, a été blessé lors d'une manifestation.

Israël

TRENTE MILLE PERSONNES ONT MANIFESTÉ

Tel-Aviv. — Trente mille personnes ont manifesté à Tel-Aviv pour protester contre le gouvernement.

Tel-Aviv. — Trente mille personnes ont manifesté à Tel-Aviv pour protester contre le gouvernement.

Tel-Aviv. — Trente mille personnes ont manifesté à Tel-Aviv pour protester contre le gouvernement.

Tel-Aviv. — Trente mille personnes ont manifesté à Tel-Aviv pour protester contre le gouvernement.

Uruguay

PLUSIEURS PARLEMENTAIRES VENEZUELIENS EN URUGUAY

Montevideo. — Plusieurs parlementaires vénézuéliens se sont rendus en Uruguay.

Montevideo. — Plusieurs parlementaires vénézuéliens se sont rendus en Uruguay.

Montevideo. — Plusieurs parlementaires vénézuéliens se sont rendus en Uruguay.

Montevideo. — Plusieurs parlementaires vénézuéliens se sont rendus en Uruguay.

Ouganda

LES FORCES DE SÉCURITÉ OUGANDAISES ONT ARRÊTÉ

Kampala. — Les forces de sécurité ougandaises ont arrêté plusieurs personnes.

Kampala. — Les forces de sécurité ougandaises ont arrêté plusieurs personnes.

Kampala. — Les forces de sécurité ougandaises ont arrêté plusieurs personnes.

Kampala. — Les forces de sécurité ougandaises ont arrêté plusieurs personnes.

Portugal

DOUZE PERSONNES ONT ÉTÉ ARRÊTÉES

Lisbonne. — Douze personnes ont été arrêtées à Lisbonne.

Lisbonne. — Douze personnes ont été arrêtées à Lisbonne.

Lisbonne. — Douze personnes ont été arrêtées à Lisbonne.

Lisbonne. — Douze personnes ont été arrêtées à Lisbonne.

Didier Decoin



JOHN L'ENFER

"L'apocalypse new yorkaise de Didier Decoin : un roman à la fois romanesque, réaliste, fabuleux et symbolique..."



Quand on veut garder longtemps un enregistrement, on ne peut pas prendre de risques...

Le temps menace vos enregistrements : démagnétisation, bandes qui se débloquent, mécanismes qui se coincent. Pour vous protéger contre ces risques, prenez les cassettes BASF "Haute-Longévité".

BASF : une sécurité magnétique

BASF fabrique ses propres oxydes, les micronise et les couche sur la bande selon un procédé exclusif. La magnétisation est meilleure, plus tenace : moins de souffle maintenant, moins de souffle plus tard.

BASF : la Sécurité Mécanique

C'est un brevet BASF. Fini le pleurage, finies les bandes qui s'entortillent ou se bloquent. Après vingt, cent, mille bobinages et rembobinages, le déroulement est toujours impeccable.

BASF : sécurité de conservation

La C-box est une exclusivité BASF. Quand vous l'achetez, la cassette BASF est déjà dans ce véritable petit coffre-fort qui assure après années, la protection contre les pires ennemis, la poussière et l'humidité. Les C-box sont embossables et constituent le plus rationnel des systèmes de conservation.

Alors, si vous enregistrez n'importe quel pour l'effacer juste après, prenez n'importe quelle cassette. Mais si vous enregistrez pour garder, et garder longtemps, choisissez BASF.



Nous avons inventé la bande magnétique... et nous continuons.

OFFRE EXCEPTIONNELLE BASF

Avec BASF, vous pouvez dès maintenant bénéficier d'une offre exceptionnelle. BASF vous propose, en plus, de gagner 20 francs sur l'achat de 5 cassettes en C-box. Il vous suffit pour cela de remplir le coupon ci-dessous ou le bulletin n° 1 à votre disposition dans les magasins.

Des cassettes "Haute-Longévité" ou vous rendront moins cher que les cassettes ordinaires. Voici l'occasion de demander enfin une vraie sonothèque.

20F

Nom _____

Adresse _____

Code Postal _____ Ville _____

Vous pouvez gagner 20 francs. Pour cela, il vous suffit de joindre 3 emballages-carton enveloprant les cassettes BASF sous C-Box et de nous adresser le tout, avant le 31 janvier 1978, à CERCA BASF S.P.A. N° 1-84500 CHAMPIGNY.

Une dotation de 5000 chèques sera répartie, en priorité, aux coupons possédant la bonne réponse à la question suivante :

Quelle est la hauteur totale, en mm, de 12 C-Box assemblées, dans leur position normale d'utilisation ?

Si la quote était atteinte avant le 31.1.1978, BASF publierait une information dans Le Monde, prévenant le public de l'arrêt de l'opération 24 heures après la date de parution. (Un seul remboursement de 20 francs par mois, par foyer.)

alfa romeo

CONCESSIONNAIRE EXCLUSIF

GAP

122 R. VAILLANT COUTURIER

93130 NOISY-le-SEC

PANTIN 845-97-67



LES BAHAMAS vous connaissez?



Les Bahamas, au nord de la mer des Caraïbes, à deux pas de la Floride et tout près de Miami. 700 îles au soleil, baignées d'une eau bleue, transparente, tiède en toutes saisons. Les Bahamas où vous apprécierez tous les sports nautiques, les joies du farniente. Les Bahamas où vous irez tenter la chance au casino. Les Bahamas où tout semble possible. Paradis pour milliardaires? Jugez-en vous-même : 1 semaine à Nassau (la capitale) vous coûtera F. 2490*.

*1 semaine, transport Jet, hôtel, compris. Lic. A 478. Lic. A 496. Lic. A 702.

Retournez cette annonce à votre Agent de Voyages ou à AIR BAHAMA, 32, rue du 4 Septembre - 75002 Paris tél. 742.52.26 - 073.75.42 et vous saurez tout sur vos prochaines vacances!

NOM _____ Adresse _____

C'est mieux aux Bahamas! AIR BAHAMA

EUROPE

Espagne

Les prisonniers de « droit commun » réclament une véritable réforme pénitentiaire

Des mutineries de détenus de droit commun ont été réprimées dans plusieurs prisons espagnoles, notamment à Cadix, les mercredi 2 et jeudi 3 novembre. Il y a eu des blessés légers et des dégâts matériels importants. Les prisonniers de droit commun réclament une amnistie, comme celle dont ont récemment bénéficié les détenus politiques.

Madrid. — « Les prisons espagnoles sont les dernières réduites du franquisme », L'Avocat madrilène qui fait ce commentaire était allé à Barcelone, au début d'octobre, avec plusieurs autres collègues, pour attirer l'attention des autorités sur le sort des prisonniers de droit commun et sur la révolte qui secoue, depuis plusieurs mois, les prisons d'Espagne. L'avertissement avait été répété à Madrid au cours d'une conférence de presse.

La mutinerie qui s'est produite dans la nuit du samedi 23 au dimanche 30 octobre à la prison modèle de Barcelone a confirmé ces inquiétudes. Le bilan est assez lourd : un juillet, après la révolte de la prison de Carabanchel à Madrid, cette fois la moitié des cellules ont été détruites, dix détenus, deux policiers et deux gardiens ont été blessés. Environ deux cents prisonniers ont dû être évacués.

Les sautes, les grèves de la faim, les blessures volontaires au ventre, aux jambes, aux bras ou par ingestion de lames de rasoir et d'objets métalliques : ces diverses formes de protestation se sont multipliées depuis juillet dans les principales établissements pénitentiaires d'Espagne. La loi d'amnistie adoptée le 14 octobre n'a fait qu'accentuer le désespoir dans les prisons : contrairement à l'attente des « droit commun », celle-ci n'intéresse en effet que les personnes condamnées pour délits politiques, et elle n'a concerné jusqu'à présent que cent vingt-trois détenus, dont quatre-vingt-trois objecteurs de conscience et seize militants de l'E.T.A.

Les « droit commun » — appelés aussi « prisonniers sociaux » en Espagne — estiment qu'ils ont droit à une mesure de grâce, car

De notre correspondant

ils se sentent victimes, eux aussi d'une société et d'une législation qui ont été particulièrement répressives ces quarante dernières années. « Il est intolérable qu'une société où règne la spéculation, la fraude fiscale, la malversation et la dilapidation des fonds publics, qui se caractérise par les attentats à la santé publique, les évasions de capitaux, les fuites frauduleuses, l'exploitation du travail se permette d'enfermer pendant des années, dans des conditions inhumaines, un résident qui a volé une moto, un homosexuel ou une femme adultère. » Ainsi s'exprimait le 14 octobre le comité d'avocats qui a pris la défense des quelque dix mille « droit commun » actuellement incarcérés.

La réforme pénitentiaire décrétée au début de septembre prévoyait un certain adoucissement du régime des prisons : suppression de la censure sur le courrier et les journaux, permissions de sortie le dimanche, visites conjugales, réduction des peines de cachot. « En fait, dit M. José-Luis Galán, l'application de ces mesures est laissée à l'appréciation des directeurs de prison qui, eux, n'ont pas changé. La visite conjugale n'existe toujours pas. La censure sur les journaux s'est atténuée, mais elle subsiste. L'ouverture du courrier reste possible si le juge le permet. Les permissions de dimanche n'intéressent que 1 % des prisonniers : ceux qui ont droit de leur peine, ou bien les mouchards. »

En février 1976, un Comité de coordination des prisonniers en lutte (COPEL) s'est créé à la prison de Carabanchel. Au départ, le comité s'est contenté de présenter des revendications portant uniquement sur le régime pénitentiaire. Au fil des mois, son langage s'est beaucoup politisé : dans les tracts qu'il fabrique à l'aide d'imprimantes clandestines (les caractères sont taillés dans des gomme à crayon), il situe la position et la lutte des prisonniers de droit commun dans le cadre général de la société espagnole. Des COPEL se sont créés dans la plupart des prisons espagnoles. Ils sont appuyés par des associations de parents et

d'amis de prisonniers, par des avocats, par des partis d'extrême gauche. Le 18 juillet, les muni de Carabanchel ne demandaient pas seulement « l'amnistie », « l'indult », mais aussi la réforme du code pénal et l'abrogation de la loi de danger social qui permet d'envoyer en prison ceux qui sont considérés comme des « sociaux ».

Les COPEL protestent contre les brutalités des gardiens, l'exploitation du travail des détenus qui est payé 3000 pesetas par mois, soit 170 F., et sert à 9 firmes comme Philips, Adia Reader's Digest, Iberia. Mais s'indignent aussi de la classification des prisonniers en six catégories, destinée à faire bénéficier d'un régime moins sévère les plus « méritants » d'entre eux. Car cette division, disent-ils, finit par récompenser les pervers et par punir ceux qui se solidarisent avec leurs camarades. « Elle aboutit à la dégradation des détenus. »

CHARLES VANHECKE.

● ERATUM. — « Le conseil provincial, formé à Madrid par des représentants de l'administration espagnole et des parlementaires, contrôlera l'objectivité et le fonctionnement de la radio et de la télévision d'Etat », et non l'« objectif », comme il a été indiqué par erreur dans le Monde le 28 octobre.

PUBLICATION JUDICIAIRE

Le Tribunal de Grande Instance de Paris (3^e Chambre) a rendu, le 4 décembre 1977, son premier jugement suivant : Jean ICXI a demandé le 20 mai 1948, un brevet d'invention, sous n° 1 007 581, pour « solution électrolytique de chrome, procédé de préparation de cette solution et revêtement électrolytique qu'elle permet d'obtenir », puis, le 23 mars 1949, un second brevet, sous le n° 1 007 720, concernant un « appareil perfectionné pour la galvanoplastie au chrome ». La Société DALIO est devenue régulièrement propriétaire du brevet 1 007 581 et copropriétaire du brevet 1 007 720 avec la Société SELECTIONS.

Ces brevets ont, venus à expiration en mars 1968, à l'issue de la durée normale des brevets. ICXI et DALIO ont assigné la Société SELECTIONS en contrefaçon des deux brevets dont s'agit. Attendu que ces lettres (lettres adressées en 1967 par la Société SELECTIONS à ses agents européens) démontrent clairement que la Société SELECTIONS a participé elle-même et activement aux négociations précitées à l'introduction en France de produits fabriqués par ses soins ; que par ailleurs, les documents de la cause démontrent que ceux-ci constituent une contrefaçon certaine des produits visés aux brevets dont il s'agit.

PAR CES MOTIFS

Statuant par jugement réputé contradictoire, Déclare ICXI et DALIO fondés en leur demande pour contrefaçon des mêmes brevets (brevets français n° 1 007 581 et 1 007 720 et premier certificat d'addition au brevet 1 007 720 à l'égard de la Société de droit américain SELECTIONS LAMITTO ; En conséquence, condamne cette dernière à verser à ICXI et DALIO la somme de quinze mille francs (15 000 francs) à titre de dommages-intérêts ; Condamne la Société SELECTIONS aux dépens. Pour extrait : M. BRAQUET, avocat à la Cour.

EXTRAIT DES MINUTES DU SEGRETAIRE-GEREUF OU TRAIT. DE CHANDRE INST. DE GRENOBLE. Un jugement du 22 mars 1977 par le trib. correct. de Grenoble a condamné SCHNEIDER JEAN, 51 ans, architecte, dem. à Paris-18, 18, rue Nungesser-et-Colli, à 10.000 F. d'amende pour infraction au code de l'urbanisme.

Qu'y a-t-il de différent dans ces nouvelles gentilhommières à CHANTILLY?



TOUT!
131 GENTILHOMMIÈRES dans un parc de 4 ha 1/2 entouré de hauts murs. Noblesse traditionnelle de construction et le plus luxueux confort. Modèle Delphine à partir de 696.000 F.

DEVIE, 60, avenue Joffre - 60500 CHANTILLY - Tél. (03.44) 457.12.92

Veuillez m'envoyer, sans engagement, une documentation sur les GENTILHOMMIÈRES DU HARAS AU BOIS.

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____ Tél : _____

Vous vivez dans 40 m², ou vous venez d'emménager dans un 5 pièces?

ROCHE-BOBOIS

Chez Roche-Bois vous rencontrerez des gens qui connaissent leur métier et qui sont là pour vous conseiller. Vous cherchez une idée de cadeau, vous hésitez entre deux modèles de canapés, ou vous avez toute une ambiance à créer. Roche-Bois est là. Venez samedi, vous en assurer vous-même.

A Paris, 10 à 18, rue de Lyon - 92-98, bd de Sébastopol - 197-207, bd St-Germain 52, avenue de la Grande Armée et dans toutes les grandes villes de France.

مكتبة من الأصل

DIPLOMATIE

AUX NATIONS UNIES

La condamnation de la piraterie aérienne est ratifiée

commun » réclament e pénitentiaire

ondant
eux aussi
législation
remontant ré-
dernières
sible qu'une
ulation, la
ération et
des publics,
les atten-
us les fées
tion du tra-
ermer pen-
des consti-
résultats
une homo-
atulaire, à
octobre, la
a pris la
ix mille
llement in-
aire décré-
mbre pré-
llement
supprime
le courrier
ations de
des conjon-
cines de
de ces à
de l'oppre-
de prison
changé. La
le toujours
à toujours
le subsiste
restes pos-
ermet. Les
de leur
sachants, à
Comité de
niers en
crés à la
de dé-
ontent de
ations por-
le régime
des mois,
sont poli-
la fabrique
à l'indus-
sion, il n'y
crayon, il
la lute des
main dans
se sent
des prison-
suyés par
parfois et

New-York (Nations unies) (A.F.P.). — L'Assemblée de l'ONU a ratifié, jeudi 3 novembre, sans vote, la résolution de la commission politique spéciale condamnant les déviements d'avion et autres infractions par la violence dans la navigation civile aérienne. La résolution demande également à tous les Etats de ratifier et d'appliquer les conventions internationales sur la répression des atteintes à la sécurité de l'aviation civile.

Cuba a cependant refusé de s'associer à la résolution. Son délégué, M. Alarcon de Quesada, a rappelé que « personne n'a jugé approprié de saisir de toute urgence l'Assemblée générale », quand, le 6 octobre 1976, un avion de ligne cubain a été saboté ce qui a provoqué la mort de soixante-dix personnes.

L'association américaine des pilotes de ligne a exprimé sa satisfaction après la décision de l'Assemblée, tout en soulignant qu'elle aurait préféré une résolution plus énergique. Pour sa part, la Fédération internationale des associations de pilotes de ligne

(IFALPA) a déclaré que « son action protestataire est maintenue en suspens ».

Enfin, M. Brook Adams, secrétaire d'Etat américain aux transports, a affirmé, à Montréal, que les Etats-Unis pourraient agir unilatéralement pour prévenir les actes de piraterie aérienne si aucune action multilatérale n'était prise.

Accord

entre Bonn et Madrid

Une taxe spéciale de 80 pence (environ 6,80 francs) par passager sera prochainement perçue sur les passagers arrivant dans tous les aéroports du Royaume-Uni, a annoncé la reine Elisabeth dans son discours du trône. Cette taxe est destinée à financer les mesures de sécurité supplémentaires prises dans les aéroports britanniques. La « trésorerie » dépense actuellement environ 15 millions de livres par an pour assurer la sécurité des aéroports du Royaume-Uni.

D'autre part, le chancelier Schmidt et M. Suarez, premier ministre espagnol, ont annoncé, jeudi 3 novembre, au cours d'une conférence de presse commune, que Bonn et Madrid se sont mis d'accord pour renforcer la sécurité sur les aéroports.

C'est, on s'en souvient, à l'aéroport de Palma de Majorque qu'avaient embarqué en octobre dernier les responsables du détournement d'un avion de la Lufthansa. Bonn demanda alors que des agents de la Lufthansa soient autorisés à contrôler les passagers sur un certain nombre d'aéroports étrangers, notamment dans deux aéroports espagnols. Il semble que Madrid ait finalement accepté cette proposition.

Le premier ministre de Bahreïn a eu, jeudi 3 novembre, un entretien avec M. Barre, qui l'a reçu ensuite à déjeuner.

EN VISITE A PÉKIN

Le premier ministre de Malte souligne le « contraste » entre les « actes généreux » de ses hôtes et l'attitude de Moscou

Pékin (A.F.P., Reuter). — Le premier ministre de Malte, M. Dom Mintoff, en visite officielle en Chine, a critiqué Moscou, jeudi 3 novembre, à Pékin, et provoqué ainsi le départ de l'ambassadeur de l'Union soviétique et des représentants des pays du bloc de l'Est de Mongolie et de Cuba, au cours d'un banquet offert en son honneur. C'est la première fois qu'un hôte officiel de la Chine saccède au « gel » des représentants du bloc de l'Est. Ce genre d'incident est, en revanche, couramment provoqué par les dirigeants chinois eux-mêmes.

« L'histoire de la nouvelle Méditerranée », a déclaré M. Dom Mintoff, « retient le fait que l'Union soviétique, bien qu'elle ait beaucoup gagné sur le plan militaire à travers les efforts tentés par Malte toute seule pour briser l'OTAN hors de son sol, reste distante envers Malte et o même refuse les échanges de produits commerciaux et d'informations les plus élémentaires avec elle. » C'est à ces mots que l'ambassadeur de l'Union soviétique a quitté la salle.

Le premier ministre maltais a continué son allocution en soulignant le « contraste frappant » entre les « actes généreux » de la Chine et l'attitude soviétique à l'égard de Malte. Il a énuméré les réalisations chinoises à Malte, en particulier « plusieurs usines fournissant un emploi à des milliers d'ouvriers maltais ».

M. Dom Mintoff, dont c'est la troisième visite en Chine, avait

été accueilli à l'aéroport par le président Hua Kuo-feng et M. Li Hsien-nien, vice-premier ministre. Celui-ci, lors du banquet, a félicité Malte d'avoir condamné la rivalité des super-puissances en Méditerranée et d'avoir « exigé avec résolution le retrait de leurs forces militaires pour que les peuples des pays méditerranéens puissent véritablement devenir les maîtres chez eux ».

M. CARTER POURRAIT LIMITER SON PROCHAIN VOYAGE

Washington (A.F.P.). — Le président Carter n'a toujours pas décidé s'il allait accomplir la tournée dans neuf pays d'Amérique latine, d'Afrique, d'Asie et d'Europe, qui devait avoir lieu entre le 22 novembre et le 2 décembre. Le porte-parole de la Maison Blanche, M. Powell, a confirmé que des modifications étaient à l'étude et qu'aucune décision n'avait encore été prise. L'une des options consiste à ajourner d'une semaine le départ et de commencer le voyage par Paris, le 29 ou le 30 novembre, dates auxquelles le président devrait séjourner dans la capitale française selon le programme initial. Il se rendrait ensuite à Varsovie et à Bruxelles. Ce nouveau programme permettrait à M. Carter de rester plus longtemps à Washington pour faire adopter par le Congrès son plan énergétique.

Nationalisations. Au-delà des querelles, le vrai débat.

Flammarion.



Entreprises modèles ou gouffres à milliards ? Quel est le bilan des entreprises nationalisées françaises et étrangères ? Peut-on justifier de nouvelles nationalisations ? Jusqu'où aller et comment gérer le nouveau secteur public ? Par deux économistes.

Christian Stoffaes, Jacques Victorini, Nationalisations. 440 pages, 42 F.

FLAMMARION

M. JEAN-CLAUDE GUISSSET EST NOMMÉ AMBASSADEUR DANS LES ÉMIRATS ARABES UNIS

Le Journal officiel du vendredi 4 novembre publie la nomination de M. Jean-Claude Guisset comme ambassadeur. Abou-Dhabi (Émirats arabes unis) en remplacement de M. Paul Martin.

M. Guisset, né en 1933, ancien élève de l'école nationale d'administration, a été en poste à l'administration centrale (coopération technique) et à Tokyo, sous-secrétaire d'Etat au secrétariat d'Etat, puis au ministère chargé de la coopération. En 1973, il a été détaché en 1974 auprès de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture.

PROCHE-ORIENT

L'O.L.P. ne constituera un gouvernement palestinien en exil que si elle est invitée à la conférence de Genève

De notre correspondant

Le président Sadat, de retour au Caire après sa tournée diplomatique en Roumanie, en Iran et en Arabie Saoudite, a déclaré, jeudi 3 novembre, que l'Egypte ne se rendrait pas à Genève si la conférence de paix n'était pas précédée d'une véritable préparation comportant un accord entre les Arabes et les Etats-Unis sur les têtes de chapitres à débattre. De son côté, le ministre israélien des Affaires étrangères, M. Moshe Dayan, a estimé, jeudi, qu'il y avait des « quelques nœuds » à la conférence de Genève, si elle se réunissait, n'aboutisse qu'à un accord sur la fin de l'état de belligérance sans que le fond du problème soit réglé.

A Beyrouth, un responsable de l'agence palestinienne Wafo a catégoriquement écarté, jeudi, les informations émanant de la capitale libanaise sur la formation en secret d'un gouvernement palestinien. A Paris, M. Ezzedine Khatib, porte-parole de l'O.L.P. à Paris, a déclaré, jeudi, qu'« il n'y avait pas aujourd'hui de décision officielle concernant la formation d'un gouvernement provisoire palestinien ».

Beyrouth. — La constitution d'un gouvernement palestinien en exil ne sera envisagée par l'O.L.P. que lorsqu'une formule acceptable pour la résistance aura été mise au point concernant l'invitation des Palestiniens à la conférence de Genève. Cependant, que la formation d'un tel gouvernement constituerait la conséquence logique de leur admission aux négociations de paix, les Palestiniens se sont préparés à cette éventualité depuis le début de l'été dernier (le Monde du 13 juillet).

L'agitation qui est entretenue aujourd'hui autour de cette question est due à une « fuite » dont l'origine est Le Caire, qui a toujours insisté sur la nécessité de la formation rapide d'un tel gouvernement.

Il convient cependant de nuancer les démentis de source palestinienne. En effet, les chefs de la résistance, particulièrement M. Arafat, paraissent disposés, pour satisfaire les pays arabes désireux de débloquent la conférence de Genève, à se montrer très souples sur la composition d'un tel gouvernement. Ils considèrent que si ce dernier est désigné par le comité exécutif ou le conseil central de l'O.L.P., il sera, quels qu'en soient ses membres, représentatif de la centrale palestinienne, qui pourrait renouer à son existence initiale de confier la présidence de ce gouvernement à l'un de ses principaux chefs, M. Farouk Kaddoumi.

A toutes fins utiles, des contacts semblent déjà avoir été pris avec des personnalités qui ne sont pas particulièrement proches de l'O.L.P., dont M. Chawar, maire de Gaza, lié au roi Hussein de

Jordanie, qui vient de passer plusieurs jours à Beyrouth. Parmi les autres « possibles » figurent M. Walid Khaldil, professeur de sciences politiques à l'université de Cambridge, aux Etats-Unis. Son départ de la capitale libanaise remonte au mois d'août.

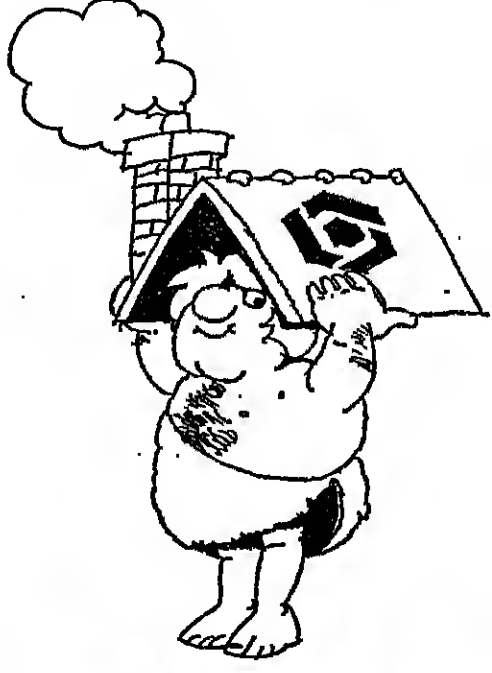
Les mêmes considérations s'appliquent à la situation au Sud-Liban. Convaincus que leur départ du Sud-Liban fait partie du prix à payer pour se rendre à Genève, les dirigeants palestiniens sont, dans ce domaine également, prêts à s'exécuter, mais seulement au moment opportun.

Quant à la Syrie, elle considérerait que la présence palestinienne au Sud peut, dans un climat de tension, lui servir au moins de système d'alerte en cas d'invasion israélienne par la troupe qui, à travers cette région du Liban, mène à Damas. On croit savoir que le but de la visite du président libanais, M. Sarkis, samedi à Damas, est la publication d'une déclaration commune attribuant l'impasse de la situation au Sud à l'obstruction d'Israël.

LUCIEN GEORGE.

Syrie

UN PROFESSEUR D'UNIVERSITE SYRIEN, membre du parti Baas, le Dr Ben Abdel All, a été assassiné le mardi 1^{er} novembre, à Alep, annonce l'agence syrienne de presse, qui rejette sur l'Etat la responsabilité de cet assassinat. — (A.F.P.)



aider les hommes à mieux se loger

Dans la chimie, parmi les groupes de niveau international, nous ne sommes ni les plus grands, ni sans doute les plus ingénieux.

Le chiffre d'affaires annuel de DSM* équivaut cependant à plus de 20 milliards de francs — ce qui nous classe au 16^e rang de la chimie mondiale et parmi les 50 plus grandes entreprises européennes.

Rien que nous n'ayons pas la prétention de savoir tout faire (pas encore...), DSM s'est fixé pour objectif de faciliter la vie des hommes en les aidant à faire face à leurs besoins essentiels, tels que se loger.

Savez-vous, en effet, que DSM, à partir de pétrole et de gaz naturel, de sable, de chaux ou d'argile, produit de la chaleur, fabrique des matériaux de construction et des maisons, et aussi des peintures, des céramiques, des isolants.

Savez-vous que DSM produit des matières plastiques et, à partir d'elles, des articles ménagers, des meubles, des équipements sanitaires... et beaucoup d'autres "objets" qui concernent l'habitation et la vie quotidienne de l'homme.

En fait, croyons-nous, nos progrès sont dus, à notre expérience — 75 ans d'ancienneté cette année — et peut-être aussi à notre caractère hollandais, à qui l'on reconnaît ténacité et rigueur.

Entreprise d'Etat au dynamisme affirmé, nous faisons de notre mieux pour aider les hommes à vivre mieux.



Si vous souhaitez en savoir plus sur le groupe DSM, le Département Information PO Box 65 Heerlen Holland est à votre disposition.

*DSM, c'était hier: Nederlandse Staatmijnen, en néerlandais, Dutch State Mines, en anglais, Mines d'Etat néerlandaises, en français. Aujourd'hui, DSM signifie "chimie" dans toutes les langues du monde.

DIPLOMATIE

LA VISITE A PARIS DE M. RENÉ LÉVESQUE

M. Giscard d'Estaing : vous pouvez compter sur la « compréhension, la confiance et l'appui » de la France

Accueilli à l'Élysée ce jeudi 3 novembre aux accents de l'enthousiasme, le premier ministre québécois René Lévesque a été l'hôte d'honneur d'un déjeuner auquel assistaient, autour du président de la République, l'ensemble des membres du gouvernement. Le premier ministre québécois a en effet un tête-à-tête avec M. Giscard d'Estaing.

Dans son allocution, le président de la République a notamment déclaré :

« La venue du premier ministre du Québec en France est une réunion de famille (...). La France est la voisine, l'alliée ou l'ami de nombreux pays. Avec le Québec, ses rapports sont, au sens précis du terme, fraternels (...). Nous mesurons ce que représente votre longue fidélité et (...) nous savons ce qu'il faut d'efforts, d'obstination et de courage à des générations de Québécois pour sauver tout seuls leur héritage français (...). Que qu'il arrive, le Québec peut compter sur la sympathie fraternelle de la France.

« Il peut y compter d'autant plus que nous la savons aux prises une fois de plus avec le problème de son destin. Longtemps, les Français du Canada ont consacré leur attachement à survivre et à grandir. Aujourd'hui, ils ont pris conscience de ce qu'ils sont, de ce qu'ils valent et de ce qu'ils veulent. Ils sont un peuple et ils apprennent naturellement à en reconnaître la qualité et les pré-

rogatives (...). Comment assurer la sauvegarde et l'affirmation de cette personnalité québécoise ? Cette question est au centre de votre débat politique. Je n'ai pas besoin de vous dire que ce débat ne laisse pas la France indifférente. Mais il ne lui appartient pas d'y intervenir. Ce ne serait conforme ni à votre volonté ni à votre dignité.

« Vous déterminerez vous-même, en ingénierie les chemins de votre avenir vous en avez le droit et vous en avez la capacité. Ce que vous attendez de la France, je le sais pour avoir vécu parmi vous, c'est sa compréhension, sa confiance et son appui. Vous pouvez compter qu'ils ne vous manqueront pas le long de la route que vous déciderez de suivre. »

« Aux Québécois, dont la ténacité a réussi à faire du souvenir une réalité politique, à vous, messieurs le premier ministre, investis de la confiance de vos compatriotes, j'adresse, au nom de « vieux pays », ce message de confiance et de fraternité. »

LA LÉGION D'HONNEUR DE M. LÉVESQUE

M. René Lévesque remportait-il au gouvernement d'Ottawa les insignes de grand officier de la Légion d'honneur que lui a remis, jeudi, le président de la République ?

À l'ambassade du Canada à Paris, on rappelle qu'aucun citoyen n'a le droit d'accepter une décoration ou un titre quelconque d'un pays étranger sans l'autorisation du gouvernement fédéral. On ajoute avec quel-que malice qu'aucune « personnalité publique » canadienne n'a atteint jusqu'à présent cette règle, édictée pour éviter l'ennoblissement des Canadiens par le royaume d'Angleterre et du Canada.

Lorsque des Canadiens sont pris de court à l'étranger et décorés par surprise, l'usage veut qu'ils leur retour les remettent à leur décoration aux autorités d'Ottawa.

M. LÉVESQUE : des retrouvailles définitives.

Dans sa réponse improvisée, M. Lévesque a d'abord marqué son émotion d'avoir reçu des mains du président de la République les insignes de grand officier de la Légion d'honneur, puis il a déclaré : « Les retrouvailles de la France et du Québec sont définitives. » Après avoir souligné que trois présidents de la République française et quatre premiers ministres québécois les avaient scellés, M. Lévesque a retenu l'évolution du Québec des relations franco-québécoises. Les assistants debout ont longuement applaudi le chef du gouvernement québécois.

Les premiers ministres français et québécois tiendront des réunions régulières

Le premier ministre du Québec, M. René Lévesque, terminera ce vendredi 4 novembre sa visite officielle en France. Après avoir déposé une gerbe à l'Arc de triomphe et s'être entretenu avec M. Peyrefitte, garde des sceaux, et avec M. de Guiringaud, ministre des affaires étrangères, il a offert un déjeuner en l'honneur de M. Raymond Barre.

Jeudi le premier ministre québécois avait été reçu à déjeuner à l'Élysée et à dîner au Quai d'Orsay. Entre-temps il avait eu un entretien avec M. Giscard d'Estaing puis avec M. Barre, entouré de plusieurs ministres.

Les entretiens des deux premiers ministres comme les allocutions du dîner ont surtout porté sur la coopération franco-québécoise dont M. Barre a déclaré : « Nous avons toujours veillé à ce qu'elle ne s'enlise jamais dans l'habitude et la routine. » Les deux premiers ministres ont notamment décidé de se réunir régulièrement, alternativement en France et au Québec. Cette décision avait déjà été prise en 1967 (l'année de la visite du général de Gaulle au Québec), mais n'était pas appliquée.

M. Lévesque a souligné les perspectives ouvertes aux investissements français, notamment dans les secteurs du culte et de l'industrie. M. Barre a noté le déséquilibre constant, au détriment de la France, dans les échanges commerciaux entre la France et l'Amérique du Nord et a encouragé les industriels français à s'intéresser davantage aux ressources du Québec.

Dans le domaine culturel trois sujets ont été abordés : la diffusion des livres, les échanges audiovisuels et l'Office franco-québécois de la jeunesse. Les deux parties ont exposé les difficultés qui font obstacle à la diffusion au Québec des ouvrages et des films de télévision d'origine française. Elles tiennent en grande partie, selon Paris, à la dispersion des distributeurs québécois face à la concentration de l'offre française. La France souhaite notamment que le Québec invite ses principaux éditeurs à se grouper ou, du moins à tenir « un langage commun », afin de faciliter les échanges. La délégation québécoise a regretté les prix de vente trop élevés des livres français. Le problème est le même dans le secteur de la télévision, la difficulté du dialogue entre la France et le Québec tenant, là aussi, à la dispersion de la distribution canadienne, la multiplication des réseaux de télédiffusion par câbles. Limitant la pénétration des productions anglophones, la commission

franco-québécoise de coopération culturelle essaiera d'améliorer cette situation.

Les deux délégations se sont félicitées, en revanche, de la revitalisation de la dotation accordée à l'Office franco-québécois de la jeunesse qui permettra d'échanger chaque année mille cinq cents jeunes Québécois et Français. Enfin, la France et le Québec ont décidé de poursuivre, en les élargissant, les échanges de fonctionnaires jusqu'à présent ceux-ci ont été limités aux stagiaires. Les deux parties sont convenues de les ouvrir aux personnels administratifs et techniques expérimentés qui auront ainsi un rôle de « participants opérationnels » à jouer au lieu de demeurer de simples « observateurs ».

M. Jean Charbonnel, ancien ministre, président de la Fédération des républicains de progrès (gaullistes d'opposition), dans une déclaration publiée jeudi, voit « une singulière ironie du destin » dans le fait que M. Giscard d'Estaing « reçoit solennellement M. René Lévesque, alors que, il y a dix ans, s'était vivement

élevé contre l'appui apporté au général de Gaulle à la tête du Québec ». M. Charbonnel, qui se réjouit de cette « convergence », fait allusion à une prise de position de la Fédération des républicains indépendants, alors présidée par M. Giscard d'Estaing, après le discours du général de Gaulle au balcon de l'hôtel de ville de Montréal, les républicains indépendants regrettaient que la « forme » prise par l'encouragement donné aux Canadiens français fut « contraire l'un des principes » sur lequel général de Gaulle fondait sa politique, « le refus de l'intervention dans les affaires intérieures des États » (le Monde 19 août 1967).

Le Times de Londres (indépendant), commentant la visite de M. Lévesque, écrit que M. Giscard d'Estaing « porte naturellement une grande attention aux réactions des gaullistes dans cette période pré-électorale, particulièrement du fait qu'il a été critiqué par les gaullistes pour ne pas avoir suffisamment promu l'intérêt français à l'étranger ».

L'irritation grandit à Ottawa

De notre correspondant

Montréal. — La visite de M. Lévesque en France semble engendrer un mécontentement grandissant à Ottawa. Au cours de sa conférence de presse hebdomadaire, M. Trudeau a relevé que si beaucoup de Français croyaient encore que le Québec était une colonie, c'était la pure ignorance de leur part et, à-t-il ajouté, « c'est à nous de redresser leur point de vue ».

Officiellement, Ottawa attend de recevoir un rapport détaillé de son ambassadeur. Mais, dans les milieux proches du gouvernement, on se montre en privé plus sévère à l'égard de l'attitude de la France. Le fait que M. Lévesque, citoyen canadien, ait reçu la Légion d'honneur, sans que le gouvernement de son pays en ait été informé à l'avance, a particulièrement déplu.

Dans la presse écrite et parlée de langue anglaise, le voyage du premier ministre québécois est traité avec une discrétion appuyée. Il était placé mercredi en troisième ou quatrième rang des sujets traités par les journaux et, en fait, en fait, un des quotidiens les plus importants du pays, le Globe and Mail de Toronto. Les journalistes notent qu'on est encore très loin de voir le Québec indépendant. Avant la visite, plusieurs journaux avaient publié des articles montrant que le gouvernement québécois avait particulièrement « courtois » la presse étrangère, invitant des journalistes français à participer à un colloque sur le voyage de M. Lévesque une semaine après qu'il n'aurait peut-être pas eu sans cet artifice.

La presse francophone, en revanche, fait une large part à la visite du premier ministre provincial. Le chaleur et l'ampleur de

l'accueil réservé à M. Lévesque sont notés partout avec satisfaction. « Lévesque fait furor Paris », titre le Journal de Montréal. La partie historique du discours qu'il a prononcé devant les membres de l'Assemblée nationale a, elle aussi, été généralement appréciée. Les olivages politiques apparaissent, en revanche, dès qu'il s'agit de plaider d'un premier ministre en faveur de l'indépendance et de sa critique du gouvernement fédéral.

Les éditoriaux du journal : Depuis récemment bien les arguments d'une partie de l'opinion québécoise. Son directeur M. Claude Ryan, éditorialiste très respecté dans l'ensemble du Canada, s'exprime, dit-on, à brève la succession de M. Robert Bourassa (ancien premier ministre battu par M. Lévesque aux élections de novembre dernier) à la tête du parti libéral du Québec. M. Ryan reproche à M. Lévesque d'avoir outrepassé le mandat de ses électeurs en les entraînant à sa bannière indépendantiste et critique le gouvernement fédéral.

Toutefois, c'est à la France qu'il a réservé ses foudres les plus acérées : « Avec un sens exigu de la formule, à la fois éloquent et ambigu, M. Edgar Faure s'est empressé d'offrir le concours de la France à ce malheureux peuple québécois qui chercherait à se décoloniser. Avant de se lancer dans une telle aventure, le gouvernement français devrait mieux réfléchir sur sa propre politique intérieure en matière de minorités ethniques, et certaines politiques en matière étrangères qui ont gravement terni, ces dernières années, le prestige moral de la France. »

ALAIN-MARIE CARRON.

Vous installez une chambre de petite fille modèle ou celle d'un petit diable ?

ROCHE-BOBOIS

Chez Roche-Bobois, il y a toutes les chambres dont les parents rêvent pour leurs enfants, des chambres très simples, très pratiques et très astucieuses en bois naturel.

Et pour personnaliser ces charobres, on trouve aussi des tissus, des moquettes et des papiers peints clairs et pais, charmants et pas fragiles. Venez les découvrir samedi.

A Paris, 92-98, bd de Sébastopol - 10 à 18, rue de Lyon - 197-207, bd St-Germain 52, avenue de la Grande Armée et dans toutes les grandes villes de France.

TAPIS D'ORIENT, MOQUETTES, PAPIERS PEINTS... ET LA BOUTIQUE MARIE CLAIRE.

Shopping Décor les prix les plus bas

Si vous trouvez moins cher ailleurs, Shopping Décor vous offre la différence, et en plus 10 % sur votre prochain achat.

Shopping Décor le grand magasin de la décoration
5 magasins: Parly 2, Vélizy 2, Rosny 2, Belle Epine, Cergy 3 Fontaines.

ASIE

CORRESPONDANCE

Une controverse sur le passé de deux exilés cambodgiens en France

À la suite de la publication de témoignages sur la répression en Cambodge (le Monde des 7 et 8 septembre), nous avons publié une lettre d'un ingénieur cambodgien vivant en France, M. Chhuy Sok, qui accusait un des réfugiés cités dans l'article, M. Pin Yatay, d'avoir été par tous les moyens les pervers. (le Monde du 25 octobre). M. Pin Yatay nous a adressé la mise au point suivante :

En tant que secrétaire général de l'Association des ingénieurs khmers pendant plusieurs années, mes activités professionnelles étaient consacrées quasi exclusivement à la défense des droits, et surtout à la sécurité des jeunes intellectuels, de ceux des ingénieurs en particulier, lesquels j'en suis sûr — n'étaient pas toujours en bonne position vis-à-vis du pouvoir en place. Je n'ai jamais participé, de près ou de loin, au « COS » (?) ou à quelque organisme de cette nature, dont a fait état M. Chhuy Sok.

Toutefois, j'ai connu personnellement M. Chhuy Sok : ce dernier était l'un des chefs de service du ministère des travaux publics, et travaillait sous ma responsabilité directe. (...) Un jour, j'ai appris que M. Chhuy Sok « était » à l'étranger, quelque part qu'il obtint exceptionnellement une bourse du gouvernement Lon Nol pour effectuer un long stage à l'étranger, et put ainsi quitter le pays en pleine guerre, « ayant même les possibilités d'émigrer » (sic) lui sa nombreuse famille (...).

Je suis resté, quant à moi, dans

mon pays pendant toute la durée de la guerre, ensuite pendant plus de deux horribles années après la prise du pouvoir par les Khmers rouges. J'ai, certes, mes convictions politiques, et j'ai attendu de bien voir sur place, avant de juger le pouvoir khmer rouge. Mais j'ai vu mourir sous mes propres yeux, non seulement mes trois enfants, ma femme et les autres membres de ma famille, mais également des milliers de mes compatriotes, dont mes amis, tels que les ingénieurs Seng Kang, Bou Khim, Eou Thay pour ne citer que les anciens collègues et amis propres de M. Chhuy Sok ! Je n'ai pas à en vouloir à ce dernier des souffrances que d'autres m'ont fait subir. Mais je ne comprends pas que de « grands patriotes », attardés, dont M. Chhuy Sok, qui semblaient certains de la « politique de clémence » et de large union nationale » des Khmers rouges, traitent encore aujourd'hui leur ardeur « révolutionnaire » en France. Pourquoi se privent-ils si longtemps de tant de « bonheur » qu'ils attendent ? Ils seront certainement à « paradis » une fois rentrés au Kampuchea « démocratique » !

هكذا من الأصل

REIMS : l'union est un combat

De notre envoyé spécial

département et dès lors la démission de la P.C.F. permettrait d'effectuer lors des élections législatives devaient beaucoup plus aisément. Car, bien sûr, le P.C.F. ne lui fait pas de cadeau. Il présentera en mars prochain une liste de cinq circonscriptions : le maire de Reims, M. Lamblin, son premier adjoint, M. Michel Delaître, le maire d'Espéry, M. Perrein, et deux élus de Châlons-sur-Marne, M. Seyffert (2). Ende peut-être un handicap pour ceux qui éprouvent un besoin vital d'affirmer leur présence et qui sont donc amenés à se dresser face à une alliance jugée trop puissante. Ainsi, à Espéry, les dix élus socialistes, appuyés par l'ancien maire, M. Stasi (C.D.S.), et trois autres élus de la commune, présidentielle ont mis la majorité à la main communiste et ses deux camarades qui voulaient passer un contrat avec un bureau d'études proche du P.C.F. Ainsi, le maire du district de Reims, les socialistes, le contrôle du bureau d'aide sociale et de l'agence d'urbanisme avec

Une erreur d'appréciation

marriage prévu entre socialistes et communistes. Durant le scrutin de mars, est revenu au second tour, présidé par M. Georges Colin, conseiller général, qui vient en outre s'installer dans la première circonscription afin de continuer le rôle de M. Lambilliotte, conseiller législatif. Mais la ville de Reims fournit l'essentiel des ressources de ce bureau d'aide sociale.

Après la guerre, lors des élections législatives, M. Lambilliotte, conseiller législatif, M. Lambilliotte, conseiller municipal, M. Lambilliotte, conseiller municipal de Reims fournissent l'essentiel des ressources de ce bureau d'aide sociale.

Le P.C. n'entend donc pas persister dans une attitude de subventions qu'il peut aussi accorder, et il faut volontiers transférer les aides par le Secours populaire. D'où, sur les protestations des socialistes, la décision de cette association est trop proche du P.C.F. et qui réclament que les fonds soient versés au bureau d'aide sociale du district, qu'ils contrôlent.

Il n'y a, dans ces conditions, aucune raison pour que l'après rivalité s'apaise d'ici le scrutin du mars, mais si, dans les prochaines semaines, elle doit reprendre une forme plus larvée, moins spectaculaire. Du côté socialiste on n'envoie pas de poursuivre l'escalade et faire démissionner le bureau municipal communiste ou accueillir les péripéties actuelles avec calme et sans réelle surprise. Comme le disait M. Etienne Fajon, membre du bureau municipal communiste en parlant de l'alliance nouée autour du programme commun : « L'union est un combat ».

THÉRIER FÉB.

(1) La municipalité de Reims compte 14 conseillers.

VOTRE SECURITE

PRIX LASKYS
5405F

1995 F

"A CRÉDIT 640 F PAR COMPTANT
10 mensual. de 100,00 F plus 23,00 F d'INT."



PIONEER

Le tout le meilleur en matière de Hi-Fi. Vidéo - 25 re

25 W s'adaptent très correctement aux SANSUI AU 2000, et leur rendu dans les graves est excellent.

KENWOOD

Le KENWOOD KA 6500 est un amplificateur à tube classe, des 2 x 40 W. Muni de tous les réglages modernes, il séduira par son sérieux. La platine THORNENS TD 265 est robuste. Son rendu est tout particulièrement fidèle. Les enceintes WAUFREDALE GENRALES 209, de dimensions assez importantes, permettent une reproduction impeccable des sons, surtout dans les registres graves.

PRIX LASKYS 2995 F

"A CRÉDIT 640 F PAR COMPTANT
10 mensual. de 100,00 F plus 23,00 F d'INT."



L'association parfaite de l'accoustique de votre domicile, la perfection de vos goûts artistiques.

Les Laskys - King Musique:

Immersion 13001 - Tél.: 15.51.50.35.59

Anne Pons
**Le Tour
 de France**
 par
 Camille et Paul,
 deux enfants
 d'aujourd'hui

Ce livre qui raconte la France
 d'aujourd'hui (1977), ne saurait
 être confondu avec l'œuvre de
 G. Bruno (1976) : « Le Tour de la
 France par deux enfants », édité
 Editions Belin, en 1951 et réédité
 l'éditeur du centenaire.



TCHOU

**Pour votre
DEMEULEMENT**
208 10-30 ODOUL
16, rue de l'Atlas - 75019 PARIS

**CUIR
CENTER**
Seul à Paris
100 salons cuir en exposition

**commandé le matin
livré le soir**

le canapé cuir 3 places
2.950 f
Colorado
Le salon cuir 5 places
103.500 f / 230.500 f
Prix Cuir Center: 5.300 f

Atlanta Le salon cuir 5 places
170.500 f / 210.500 f
Prix Cuir Center: 6.500 f

Miami Le salon cuir 5 places
210.500 f / 277.500 f
Prix Cuir Center: 9.975 f

Los Angeles Le salon cuir 5 places
210.500 f / 277.500 f
Prix Cuir Center: 11.500 f

Boston Le salon cuir 5 places
199.000 f / 260.000 f
Prix Cuir Center: 11.900 f

Dakota Le salon cuir 5 places
190.500 f / 250.500 f
Prix Cuir Center: 12.560 f

Oxford Le salon cuir 5 places
210.500 f / 277.500 f
Prix Cuir Center: 14.500 f

**CUIR
CENTER**
176 à 182 Bd de Charonne
75020 PARIS
tel. 373.36.13
METRO: Alexandre Dumas

Nocturnes:
mardi, mercredi,
jeudi, vendredi
jusqu'à 22h

**PARIS
CLERMONT-FD**
3 vols quotidiens
dont 2 en Caravelle
(en semaine)

a compter du 2 novembre
DEPART PARIS ORLY-OUEST
06 h 50-19 h 05 - Nouveau vol: 11 h 20

***c'est un vol bleu:**
il vous permet de bénéficier des avantages de la carte
"Horaires Confort" et de la réduction "groupes" 50 %
à partir de 10 personnes

Renseignements:
Tous points de vente AIR INTER,
en ville ou aux aéroports
et toutes Agences de voyages
Réservation Paris: Tél.: 539.25.25

AIR INTER
le temps retrouvé

**PARIS
CLERMONT-FD**
3 vols quotidiens
dont 2 en Caravelle
(en semaine)

a compter du 2 novembre
DEPART PARIS ORLY-OUEST
06 h 50-19 h 05 - Nouveau vol: 11 h 20

***c'est un vol bleu:**
il vous permet de bénéficier des avantages de la carte
"Horaires Confort" et de la réduction "groupes" 50 %
à partir de 10 personnes

Renseignements:
Tous points de vente AIR INTER,
en ville ou aux aéroports
et toutes Agences de voyages
Réservation Paris: Tél.: 539.25.25

AIR INTER
le temps retrouvé

POLITIQUE

CORRESPONDANCE

La déception des « unitaires »

La mort de l'espoir

Tout d'abord, il se sentait envahi par un affreux mélange d'amertume, de colère et de doute. Comme après la mort d'un être cher subitement terrassé. Il en avait parlé, mais très peu, comme aux enterrements. Maintenant, c'est le silence qui l'entourait, troublé seulement par quelques paroles grotesques, comme après les enterrements.

A propos, quand les assassins seront-ils traduits devant un tribunal des militants ?

A. DUVON
(Nantes)
ex-P.S.U., ex-P.S.,
qui votera blanc en mars.

Mariage mixte ?

(...) Actuellement P.C. et P.S. peuvent s'engager dans une période d'union mixte et libre, mais il leur reste peu de temps. Soit, ils pensent l'un ou l'autre, ou les deux ensemble, à un divorce précoce. Et l'affaire est réglée. Encore faut-il se confondre en rites de séparation, dans des délais acceptables pour tout l'environnement électoral. Ce qu'ils sont peut-être en train de faire. Soit, ils hésitent encore. S'il y a trop, d'autres maux plus graves risquent de menacer les conjoints potentiels : impuissance et ménopause sont de fait des choses qui arrivent aussi à un certain âge politique et qui affaiblissent la libido.

C'est d'une certaine volonté qui est maintenant l'acte le plus politique que les électeurs attendent de M. Marchais et de M. Mitterrand. Vont-ils accepter d'épouser leurs différences profondes. Dans certains mariages mixtes, il est une dynamique conjugale qui — difficile à certains moments — est un espoir qui s'oppose à l'indifférence de certains mariages simples.

AUGUSTIN BARRIARD-DEBÈRE,
sociologue à l'F.H.E.S.S.
(École des hautes études
en sciences sociales).

Voter ou ne pas voter...

Profondément écœuré par l'attitude partisane des composantes de l'agglomération gauche, je me demande si je ne dérangerais pas les élections de mars 1978. Irrité par l'offre de bulletin à un parti qui s'empresse de compter ses voix et de crier à la télévision et à la radio qu'il est devenu — ou qu'il est resté — le premier parti de France ? Irrité par un bulletin à un premier secrétaire (général ou pas) qui se proclame premier homme politique de France et qui annonce la suppression de sa trêve promotion par le président de la République ? Irrité — par mon vote — par son paroxysme la cruelle combat politique public qui me fait tant souffrir aujourd'hui ?

Je me refuse à rêver qu'un parti — à lui seul — puisse obtenir 50 % des suffrages. Alors ? Il faudra bien qu'il s'accorde avec un autre s'il est appelé au gouvernement. Surtout la saison des discours, des compromis, des fausses sorties ? Il faudra agir et vite ! pour réconcilier la France avec son peuple.

Que les leaders politiques pensent qu'ils seront suivis quel qu'ils soient ou fassent — par leurs incohérences, c'est leur affaire — qu'ils se dépensent, chacun pour son cher parti, c'est leur droit, mais qu'ils oublient cependant les Français qui souffrent de la droite, et la FRANCE, c'est intolérable.

Tout bien pesé, je ne voterai pas. A moins que...

IDR ABOUARD
(Fiers).

Une mystification politique ?

Une chose est troublante : cette façon de se tourner vers l'opinion publique pour plaider son dossier et rejeter la responsabilité sur l'autre. Cette attitude est suspecte. En effet, ne pas vouloir affronter l'impopularité d'une responsabilité de la rupture, c'est déjà admettre cette dernière. pire encore, c'est penser aux prochaines élections et, par conséquent, c'est faire de l'électoralisme.

On en arriverait alors à se demander si le programme commun n'aurait pas été, selon une parodie de Villiers, un traité entre des arrière-pensées. Il y aura eu alors, pendant cinq ans, une tromperie réciproque laissant égarer, derrière la parodie de l'union, des rancunes et des méfiances.

Le programme commun aura-

ti-l donc été la plus grande mystification politique du siècle ?

En réalité, le programme commun 1972 a bien été au départ l'expression d'une sincérité, mais d'une sincérité à contenu variable, chacun espérant que le rapport de forces tournerait à son avantage. Inéluctablement le parti socialiste a lâché les radicaux de gauche et a bloqué le rôle du parti communiste (...)

On comprend mal, cependant, que l'on se soit empressé de prendre, de façon aussi immédiate, acte du refus de l'autre. Ce qui est plus grave, c'est que beaucoup dans la gauche non communiste considèrent la rupture comme politique et par conséquent définitive, mais ne veulent pas le dire. Ils ont peur de prendre une telle responsabilité devant l'opinion publique. Alors il est logique que l'on essaie maintenant de faire croire que la raison profonde de la rupture réside dans des réactions de dépit ou de colère ou dans l'escalade à la suite de la rupture technique. Autrement dit, ce sont les péripéties techniques qui constitueront en quelque sorte le bon sens, le prétexte, le paravent.

On assiste ainsi à une incroyable tentative de substitution de motifs, à une construction artificielle d'une bonne conscience.

Georges Renard
(Dijon),
membre du comité directeur
du Mouvement
des radicaux de gauche.

Laissez la place !

Le programme commun a-t-il été signé PARCE QU'il comportait suffisamment d'ambiguïtés pour satisfaire tout le monde ? Mais ceux qui posaient ces questions étaient des traitres.

On bien M. Marchais et M. Mitterrand (ordre alphabétique) savaient qu'il y avait des ambiguïtés dans le texte de 1972 et ils les ont volontairement passées sous silence, mentant par omission et donnant de fausses espérances à la gauche et surtout aux plus déshérités qui ont mis leur espoir dans l'union de la gauche.

On leur dit ne le savent pas, et ils sont indignés du poste qu'ils occupent. Hypothèse absurde. Il est à craindre que M. Marchais et M. Mitterrand ne puissent à présent parler de l'union de la gauche sans susciter ironie ou interrogation.

Il leur reste à laisser la place à une nouvelle équipe. Ce sera la meilleure preuve de leur dévouement à l'union de la gauche et de leur abnégation.

Et pourtant, le socialisme reste la seule espérance de millions de gens.

CLAUDE BRAUN
(Dijon).

Le marginalisme du désespoir

Je n'ai jamais écrit à un journal, mais il m'est impossible de ne pas prendre position publiquement sur un problème qui, aujourd'hui, nous concerne tous à la façon d'un pressentiment. La situation politique est bloquée ; chacune des formations de gauche s'est retournée sur elle-même, interdisant à ceux qui ont espéré, la possibilité d'envisager un monde quelque peu différent. Depuis mai 68, nous avons connu le marginalisme politique (mouvement gauchiste), le marginalisme intellectuel (rise à l'épreuve d'une philosophie sur le sens possible) et je crains que l'on ne connaisse, à présent, le marginalisme du désespoir politique, et rien de nouveau ne soit en 1978. Je veux encore croire que le peuple, enfin, pourra s'assurer le droit à la parole sans l'intermédiaire du filtre officiel de la parole politique.

MARC-VINCENT ROWLETT
(Paris-13).

Trop tard pour reculer

Puisque l'on vient tuer notre espoir, nous avons le devoir, nous, militants, d'interroger. Chaque parti est menacé par ses vieux démons : les socialistes craignent de s'engager trop avant et se sentent sécurisés par un repli sur des positions plus confortables ; les communistes retrouvent les réflexes des bolcheviks qui, par leur intransigence et leurs terribles certitudes, refusent tout compromis et exigent le pouvoir pour eux seuls. La stratégie du soupçon a dégenéré en crise de confiance. (...)

En 1972, le défi avait été relevé avec lucidité et courage. Aujourd'hui, les responsables de la gauche sont à un carrefour : d'un côté le suicide, de l'autre l'aventure. Celle qui est désirée et qu'ils redoutent maintenant qu'elle est proche. Ce n'est pas vraiment sur des dossiers que l'on vote ni sur des analyses contradictoires entre économistes, mais sur la prononciation du vœu qui engage à partager l'avenir. Il est trop tard pour reculer.

YVES TERNON
(Paris-18).

LA CRISE

La dégradation des relations entre les formations politiques signataires du programme commun de gouvernement de la gauche nous a vu de recevoir au cours des dernières semaines — et plus particulièrement depuis le 23 septembre, date de la rupture des négociations entre le P.C.F. et le P.S., et le Mouvement des radicaux de gauche — un courrier exceptionnellement abondant.

Un peu de bon sens !...

M. Marchais me dit qu'il ne peut aller plus loin dans les concessions sans entamer son idéal. Je l'écoute, mais je ne le crois pas. Il me semble que les dernières divergences apparues au regard de la ligne antérieure du P.C.F. lui ont posé un problème de conscience beaucoup plus aigu. Je veux parler ici de ce qui se rattache au vingt-deuxième congrès et de la politique de défense. Et M. Garaudy ne me contredira pas. M. Mitterrand ne dit que la meilleure solution consiste à ne plus répondre aux attaques dont son parti fait l'objet et à camper sur ses positions afin paradoxalement — d'aller de l'avant. Je l'écoute, mais je ne le crois pas. Le congrès de Nantes a prouvé, et cela était encore nécessaire, que lorsqu'il veut obtenir satisfaction sa démarche était bien autre que celle du mutisme, et M. Chevènement ne me contredira pas.

Pour conclure, je voudrais faire une requête auprès de ceux que je considère comme responsables de la situation actuelle. Monsieur Marchais, utilisez une nouvelle fois votre bon sens afin de fléchir des positions qui ne doivent pas être irréductibles. Monsieur Mitterrand, utilisez une nouvelle fois votre sens politique afin d'influer sur une situation qui ne doit pas être celle de l'immobilisme. Je pense que la majorité des femmes et des hommes de gauche vous seraient très grès de ces évolutions respectives.

THIERRY DUMONT
(Clichy).

Un débat non démocratique

Nous avions vu, aux dernières élections cantonales et municipales, des candidats se présenter sous l'étiquette Union de la gauche. Ce parti a rallié des millions de sympathisants dégoûtés de la politique conservatrice de la droite, mais qui n'ont pas engagé dans une quelconque Union de la gauche. L'Union de la gauche n'est le parti des non-militants pour le changement social et économique.

L'anticipation peut-être en parlant... au passé... mais je crains qu'un accord ne soit qu'un répit éphémère pour sauver les meubles (...).

Le débat sur l'actualisation du programme commun ne fut pas démocratique comme l'ont vanté les trois partis. Ce n'est pas parce qu'un débat se tient au grand jour qu'il est démocratique. Il faut que tous puissent y être entendus, et justement, la voix de l'Union de la gauche n'a pas été écoutée.

La rupture de l'Union de la gauche va faire évoluer les espoirs de millions d'électeurs, qui don-

neront leurs voix à une droite en qui ils n'ont pas confiance, ou bien continueront à lutter isolément, et les élus sous l'étiquette Union de la gauche n'auront plus qu'à démissionner.

DENIS BASILE
(Longueville).

Un modèle pour l'étranger

C'est avec une certaine stupéur que les observateurs étrangers ont enregistré les événements autour du « sommet » de la gauche, ce triste spectacle frôlant le ridicule. Les réactions ne se font pas attendre. Dans les pays où un léger rapprochement des forces de gauche a été amorcé durant les dernières années, l'adhésion et le doute réapparaissent. Mitterrand, Marchais et Fabre ne doivent, en aucun cas, oublier que l'union de la gauche et le programme commun sont devenus un véritable modèle pour beaucoup de militants socialistes et communistes étrangers. Les signataires du programme commun doivent être conscients que leur union est non seulement souhaitée par une grande partie des Français, mais aussi que des millions d'étrangers ont mis leurs espoirs dans cette alliance des forces de gauche.

ALEX BODRY
(Grand-Duché de Luxembourg).

Le droit à la responsabilité

Que chaque parti porte sa part de responsabilité dans cette rupture, soit. Mais que l'on en vienne à douter des motivations du partenaire pour la victoire finale, non. Il est aussi facile de trahir le parti socialiste de réformiste ou de parti bourgeois que de trahir le parti communiste de parti étalinien. Mais ceci n'intéresse personne, sauf les dirigeants d'état-major qui se sentent concernés.

Quand comprendrez-vous, messieurs, que les gens que vous êtes censés représenter revendiquent le droit à la responsabilité. Des millions de gens ont voté pour le programme commun. Que ce soit comme socialistes, communistes ou radicaux, ils avaient tous le même désir, celui de le voir se réaliser. Les militants socialistes n'ont aucune raison de recevoir de leçon de combativité contre la domination du grand capital, et ils le montrent tous les jours, comme les militants communistes n'en ont aucune à recevoir sur leur désir de faire arriver la gauche au pouvoir. L'unité populaire doit être notre slogan à tous. Si elle ne le devient pas la responsabilité risquerait d'être lourde de conséquences pour vous.

PHILIPPE BERNARD
(Crouy-sur-Seine).

Les adresses à la direction du P.C.F.

Une politique empirique

Après avoir passé cinq ans à cultiver les illusions, cinq ans à répéter aux militants que la social-démocratie a changé de nature, que la victoire électorale de la gauche était polémique, après cinq ans d'abandonnement sans principes sur cette base, les opportunistes du bureau politique choisissent de leur responsabilité en abandonnant à l'arbitraire la direction de la politique publique les enfants du programme commun et du XXII^e Congrès. (...) Puisque la volonté de changement domine dans les plus larges masses, il faut, disaient-ils, aller au gouvernement. Mais, puisque l'anticommunisme reste un facteur non négligeable, il faut provisoirement recourir à ce que le programme commun soit une transition vers le socialisme. L'empirisme de cette politique, fondée pourtant sur des prémisses exactes, empêche la direction du parti de voir ce fait capital : que sa propre analyse montrait l'existence d'une base de masses potentielles pour la montée d'un parti réformiste, d'un parti de la social-démocratie classique ; d'un parti qui, comme le reconnaît tardivement Georges Marchais, chercherait à la caution du parti communiste pour recruter largement militants et électeurs. D'un parti qui romprait à la première occasion, et même provoquerait cette occasion si besoin était.

JEAN-MICHEL VAYASSE
(Paris-18),
ancien militant du P.C.F.

Un calcul scandaleux

L'électeur communiste que je suis est consterné par la situation politique et son évolution... Des stratèges en chambre ont remarqué que, parallèlement au développement de l'Union, l'adhésion électorale du parti s'annulait. Donc c'est simple : on

« démontre » la trahison des socialistes, et on redevient le premier parti de France. Miférable calcul. N'avez-vous pas songé que ces quelques désertions de voix provoquent de la frange de réformistes la moins mûre politiquement, et que les luttes à venir leur auraient donné plus d'une occasion de rendre leur suffrage au parti de l'honnêteté et du courage politique. Alors que vos manœuvres insensées émettent le désarroi et le doute dans vos propres vives.

Votre calcul n'est donc pas seulement immoral, il est complètement faux.

CHANTAL SIMON-GARUPY,
(Paris-13).

Ne pas gérer la crise ?

Pourquoi n'a-t-on pas suscité la mobilisation des bases respectives du P.C. et du P.S. favorisant les débats, les travailleurs d'usine que les éternels apostrophes de l'histoire et de l'actualité ; et l'on arrive à la question qui m'angoisse. Le P.C. veut-il le pouvoir maintenant ? J'aimerais d'avance la thèse de ses détracteurs habituels que Moscou ne veut pas tout de suite d'un changement de pouvoir en France ; il faudrait prouver que le P.C.F. en est l'appentis et l'écho ; c'est méconnaître les changements récents de ce parti. Ou ne veut-il pas tout simplement, comme en 1968, gérer la crise du capital, qui irait en s'aggravant, qui créerait plus tard une situation plus intéressante à exploiter, auquel cas il doit le dire et le prouver. Ses éternelles dénégations sont trahies par sa politique qui semble bruler tous les acquis de ces dernières années.

Oo ne joue pas, et c'est valable pour le P.C. comme pour le P.S. impunément avec les espoirs des masses.

HAMID HERRASSI
(Paris-18).

هكذا من الأصل

POLITIQUE

SANTÉ ET SÉCURITÉ SOCIALE : il s'agit de conforter l'institution et non de la démanteler, déclare Mme Veil

Santé et Sécurité sociale
Jeudi 3 novembre, l'Assemblée nationale examine le budget de la santé et de la Sécurité sociale qui s'élève à 21,87 milliards de francs. (Voir « Le Monde » daté 18-19 septembre 1977.)

M. CRÉPEAU (rad. de s.), rapporteur spécial pour le budget de la santé, indique que, pour 1978, le dernier s'élèvera à 15,9 milliards, soit 4 % du budget de l'État. Il souligne les difficultés de plus en plus décelées dans lesquelles le Parlement contrôle le budget de la santé, un contrôle devenant de plus en plus un pilotage sans réelle efficacité. Il rappelle que sur les 75 milliards environ que représentent en France les dépenses de santé, une quinzaine seulement entrent dans le cadre du présent budget, le reste échappant très largement au contrôle du Parlement. M. Crépeau insiste ensuite sur la nécessité d'un effort de recouvrement plus important. Il s'inquiète de la part toujours croissante qui revient à l'aide sociale dans les dépenses de santé. Il observe que face à l'inductible augmentation des dépenses de santé, les charges de fonctionnement seront de plus en plus lourdes et deviendront rapidement insupportables pour l'ensemble des budgets.

Au niveau budgétaire, cela implique une politique de plus en plus volontariste. La commission des finances a adopté les crédits en discussion.

Rapporteur spécial pour les crédits de la Sécurité sociale, M. HESBON (R.P.R.) constate que l'année 1977 est marquée par une évolution des prestations moins rapide que prévue en raison d'une certaine modification de la consommation médicale. En outre,

les rentrées de cotisations ont dépassé le montant escompté. Ces deux faits expliquent que, d'un côté, le budget de la santé pour 1978, à 2 milliards au total, soit passé, pour 1977, à un excédent qui devrait être de l'ordre de 1,6 milliard. Toutefois, observe-t-il, le déficit pour 1978 a été chiffré à plus de 5 milliards et il semble inéluctable en raison d'une certaine reprise de la consommation médicale et du coût des nombreuses mesures sociales prises en 1977. Le rapporteur a recommandé à la commission l'adoption des crédits, ce qu'elle a fait.

M. DELANEAU (P.R.), rapporteur pour avis (affaires culturelles, familiales et sociales) souligne la nécessité de réformer l'ensemble du système de l'aide sociale et médicale, le système « décapé » du prix de journée et le système de santé sociale. Il souligne la nécessité de s'attaquer à l'alcoolisme. Sa commission a émis un avis favorable.

Rapporteur pour avis (affaires culturelles) sur le budget de la Sécurité sociale, M. LÉGERAND (P.C.) observe que « l'émiettement de la protection sociale est tel que personne ne sait plus très bien quel rôle quel est et quel bénéfice de quoi ». Il dénonce l'immobilisme du gouvernement en matière de réforme de la Sécurité sociale, puis estime « totalement injustifié le martèlement de l'opinion sur le thème des déficits de la Sécurité sociale ». Après avoir affirmé qu'il n'y a aucun danger dans la dépense de la Sécurité sociale, il conclut : « La Sécurité sociale n'a plus d'avenir si son financement n'est pas réformé d'urgence. Ce n'est pas l'année 1977 qui sera une année de réforme, mais une obligation ». Suivant les conclusions du rapporteur, la commission a donné un avis favorable aux crédits présentés.

Organiser un grand débat

Dans la discussion générale, M. BERGER (R.P.R., Côte-d'Or), président de la commission des affaires culturelles, estime que, si le système actuel de sécurité sociale présente des insuffisances, il n'est pas concevable de le remplacer par un autre. Il faut donc le réformer par une double action : sur les individus, en développant la responsabilité et sur le financement, mais sans diminuer les prestations. M. BERGER (P.S., Isère) constate que la législation, s'achève sans que l'État ait organisé un grand débat sur la santé et la sécurité sociale.

son avis, le budget présenté est grandement trompeur : il ne traduit qu'une faible part de l'effort consenti pour la santé et plus de la moitié des crédits, ceux de l'aide sociale, ne présentent pas un caractère volontariste. Il insiste sur le fait que, sous la présidence de M. ALLAINMAT (P.S.), M. PERONNET (rad. Allier) évoque la situation du thermisme, secteur dont il souligne la vitalité et l'importance. « Mais, à son avis, c'est un capital santé encore sous-exploité. Ainsi, plaide-t-il notamment en faveur de la prise en charge des cures

thermales par la Sécurité sociale. Mme MOREAU (P.C., Paris) estime que « le budget d'urgence doit renforcer les inégalités existantes ». Dénouant « un système fondé sur la recherche éternelle du profit », elle rappelle les grands lieux de contre-projet présentés par son groupe. Pour M. CABANEL (P.R., Isère), « c'est le pays qui offre à sa population un système de protection de la santé aussi développé que la France ».

M. ROYER (n.l., Indre-et-Loire) insiste sur la nécessité d'harmoniser la situation des travailleurs salariés et celle des travailleurs indépendants. M. GRUSSEMEYER (R.P.R., Bas-Rhin) déplore l'absence d'une véritable politique en faveur de la famille. Mme CHOIVANET (P.C., Seine-Saint-Denis) affirme que le niveau de vie des familles ouvrières diminue de même que le pouvoir d'achat des prestations sociales.

Après les interventions de M. GISSINGER (R.P.R., Haut-Rhin) et DESANLIS (rad. Loiret), M. PAUL DUBAÏ (rad. Isère, Seine-et-Loire) souligne l'importance de la réinsertion des mutilés du travail et de la prévention des accidents. M. CLAUDE WEBER (P.C.,

Val-d'Oise) dénonce « la pénurie hospitalière ». M. COMBAY (app. rad. Landes) demande au gouvernement de sensibiliser l'opinion au grave danger de la récession démographique. M. GUY-HERBERT (R.P.R., Finistère) plaide en faveur du maintien de la médecine libérale. M. FERRI (P.R., Moselle) évoque les problèmes des retraités d'Alsace et de Lorraine. Après M. LA-BORDE (P.S., Gers), M. AN-DRIEUZ (P.C., Pas-de-Calais) évoque la situation des personnes âgées.

M. HASSERBROCK (P.S., Nord) critique la politique du gouvernement d'ajournement des dépenses. M. DESANLIS (P.R., Indre-et-Loire) souhaite que soit aménagée l'assiette des charges sociales. M. JOURDAN (P.C., Gard) souligne la qualité de l'action de son parti en faveur des handicapés et des mutilés du travail, alors que le gouvernement s'avère, à son avis, incapable de prendre en compte cet important problème.

Pour M. ERM (R.P.R., Bas-Rhin), « mieux vaut encourager le développement des hôpitaux de dimension moyenne ». Après l'intervention de M. BODDON (n.l., Maine-et-Loire), M. MARCUS (R.P.R., Paris) plaide en faveur de l'assistance publique de Paris.

La généralisation de la sécurité sociale

Mme SIMONE VEIL, ministre de la santé et de la Sécurité sociale, présente ensuite les grandes lignes d'un budget de grande ligne qui traduit des choix et des priorités. Elle rappelle que la politique cohérente que vise à développer la solidarité sociale. Elle indique qu'une enquête montre que, entre le 1^{er} janvier 1978 et le 1^{er} janvier 1977, 87 000 lits en salles communes auront été supprimés. Au total, 110 000 lits sur 235 000 auront été, en 1^{er} janvier 1978, à l'usage de la Sécurité sociale. Ainsi, observe-t-elle, la politique de suppression des salles communes en 1981 n'est pas utopique.

Elle confirme qu'un projet de loi qui sera déposé au cours de cette session, permettra, de façon forfaitaire, la prise en charge par la Sécurité sociale des dépenses de soins des personnes âgées de 75 ans et plus, résidentes dans les établissements de long séjour.

« Mais, à son avis, c'est un capital santé encore sous-exploité. Ainsi, plaide-t-il notamment en faveur de la prise en charge des cures

thermales par la Sécurité sociale. Elle déclare que ce n'est pas un miracle que d'équilibrer les comptes, mais des mesures telles que la baisse de la T.V.A. sur les médicaments, une gestion plus rigoureuse dans les hôpitaux, la participation de l'État aux dépenses du régime général au titre du Fonds national de solidarité, « le plan de redressement, précise-t-elle, et apporté plus de 4 milliards sur les 12 milliards qui étaient nécessaires. Plusieurs orateurs ont ainsi reproché de ne pas réaliser une « vraie réforme » de la Sécurité sociale, mais Mme Veil a répondu que la réforme des structures, c'est-à-dire de la création d'un régime unique, n'est ni envisageable ni souhaitable. Enfin, de réformer les financements,

c'est-à-dire de modifier l'assiette des cotisations ? On ne peut pas charger une catégorie d'entreprises sans en charger une autre. Quant à l'augmentation de la part du financement budgétaire, elle impliquerait que l'on allège la charge fiscale en conséquence. De toute façon, les problèmes de fond subsisteraient : ceux d'une croissance des dépenses de santé croissantes au PIB. Ce sont ces problèmes que le gouvernement a choisis d'aborder par des actes. Pour lui, il s'agit non de démanteler l'institution, mais de la préserver et de lui donner un nouveau dynamisme. Le gouvernement est d'autre part convaincu que l'on peut faire appel au sens des responsabilités de chacun et, à terme, la croissance accélérée des dépenses de santé, plus de la moitié de la Sécurité sociale, à tous les Français, réviser tous les programmes hospitaliers sur la base d'une stabilisation du nombre des lits. D'ores et déjà, constate Mme Veil, l'extension de l'assurance vieillesse à l'ensemble des personnes exerçant une activité professionnelle sera réalisée par décret d'ici la fin de l'année, et l'ensemble des décrets d'application de la loi relative au droit aux prestations familiales interviendra dans les mêmes délais. « Notre politique conclut-elle, est une politique de continuité et de progrès ».

M. JENOT, secrétaire d'État chargé de l'action sociale, expose la politique du gouvernement en ce domaine. Il indique que les dépenses d'aide sociale, selon les données de la loi de finances de 1978, constitueront 75 % environ par des dépenses d'hébergement et de soins et 25 % environ par des dépenses d'insertion. C'est ce qu'il appelle un budget d'action sociale en plein progrès et tout à fait prioritaire qui est présenté à l'Assemblée.

Après avoir répondu, plusieurs amendements communistes, l'Assemblée a adopté, à la séance de la nuit, la loi de la santé et de la sécurité sociale et des articles instituant une taxe annuelle sur les spécialités pharmaceutiques et supprimant le recouvrement sur succession de

l'allocation aux vieux travailleurs salariés ainsi que le recouvrement des créances de l'aide sociale contre les débiteurs d'aliments des mineurs et des adultes handicapés.

La séance est levée vendredi à 2 h 15.

PATRICK FRANCES.

134 493 INTERRUPTIONS VOLONTAIRES DE GROSSESSE EN 1976.

Interrogé par M. Crépeau (rad. de gauche), rapporteur spécial, sur le bilan de la loi sur l'interruption volontaire de grossesse, le ministre de la santé a communiqué la réponse suivante :

En 1976, 134 493 interruptions volontaires de la grossesse ont été recensées à partir des bulletins statistiques prévus par la loi du 17 janvier 1975, dont 87 028 en secteur hospitalier public et 47 465 en secteur hospitalier privé. Il ressort d'enquêtes partielles que les femmes qui demandent une interruption volontaire de grossesse ont, dans 50 à 70 % des cas, entre vingt et trente ans ; il s'agit d'une fois sur trois d'une célibataire. La catégorie des « inactives » semblait en nombre légèrement supérieur comparée à celle des femmes qui exercent une profession. Les demandes sont présentes dans toutes les classes moyennes ; dans 50 % des cas environ, les femmes ont déjà deux enfants ou plus.

Il faut relever enfin que les avortements clandestins semblent en voie de disparition puisque les services hospitaliers ne constatent plus de complications liées à des avortements pratiqués par des non-médecins ou par l'intéressée elle-même. Enfin, le nombre de femmes se rendant à l'hôpital pour interrompre leur grossesse diminue aussi très sensiblement : les statistiques britanniques indiquent que le nombre est passé de 36 541 en 1974 à 14 806 en 1975 et à 4 459 en 1976.

LES ASSOCIATIONS DE JEUNESSE S'INQUIÈTENT DE LA FAIBLESSE DE L'AIDE DE L'ÉTAT

L'Assemblée nationale doit examiner, lundi 7 novembre, le budget de la jeunesse et des sports pour 1978. Dans l'état actuel du projet, celui-ci s'élève à 2 696 millions de francs, soit une augmentation de 13,3 % par rapport à l'année dernière. Les quatre-vingt-cinq associations et mouvements de la jeunesse et de l'éducation populaire (CNAJEP) se sont inquiétés mercredi 2 novembre, de la faiblesse de ces crédits qui représentent 0,87 % du budget de l'État.

Le CNAJEP demande l'application d'un plan d'urgence « qui chiffre à 17,7 millions de francs celui-ci permettrait d'améliorer sensiblement l'enveloppe allouée aux loisirs éducatifs, aux centres de vacances et à la formation des animateurs, trois secteurs que les associations jugent prioritaires.

Le CNAJEP souhaite, en outre, la revalorisation des crédits que l'État accorde au Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire (FONJEP) pour la prise en charge partielle du salaire de six cent soixante-ans animateurs socio-éducatifs. Cette prise en charge représente, selon les associations, le quart du coût réel. Elles réclament son doublement.

Le CNAJEP demande, enfin, la suppression de la taxe sur les salaires des animateurs et du personnel administratif des associations qui, pour certaines d'entre elles, dépasse le montant de l'aide allouée par l'État. Ces mesures, précise-t-il, doivent permettre « le maintien d'une vie associative authentique dans un secteur vital pour la nation ».

* CNAJEP, 30, rue Cabanis, 75014 Paris. Tél. 336-04-41.

Le Comité pour l'indépendance de la France, présidé par M. Michel Debré, tiendra samedi 5 novembre, à 15 heures, au Palais des congrès de Versailles (place du Château), une réunion publique à laquelle participeront notamment MM. Alexandre Sanguinetti, Georges Montarlot, Edouard Barrin des Rogiers, Pierre Dabouis, Georges Gorse, René-Victor Filheas, Maurice Druon et Mme Geneviève de Gaulle.

DOM : les effets de la départementalisation

Jeudi matin 3 novembre, sous la présidence de M. BROCARD (P.R.), l'Assemblée nationale examine le budget des départements d'outre-mer. M. DE ROCCA-SERRA (R.P.R., Corse), rapporteur spécial, relève que, considérés dans leur ensemble, les crédits de paiement (fonctionnement, intervention, etc.) équivalent confondus progressent de 4,49 % (de 576,3 millions de francs à 602,8 millions de francs), tandis que les autorisations de programme diminuent de 10,8 % (de 263,4 millions de francs à 235 millions de francs) par rapport au budget de 1977. L'essentiel des dépenses de fonctionnement est affecté aux personnels, notamment ceux du BUMDOM, organisme chargé de la migration de la main-d'œuvre des DOM vers la métropole.

Quant aux crédits gérés par les autres ministères, ils sont en hausse pour ce qui est de l'agriculture, de la culture, de la marine marchande, du travail et de la santé. En revanche, les sommes consacrées aux DOM par les ministères de l'éducation, de l'équipement et du logement, et par le secrétariat à la jeunesse et aux sports, sont en diminution. Globalement et tous budgets confondus, les dépenses civiles consacrées aux départements d'outre-mer passent de 5 338 millions de francs à 5 581 millions de francs, soit une majoration de près de 10 % dont le rapporteur

spécial souligne qu'une bonne part est affectée à l'amélioration de la situation des personnels et à la création de postes.

Le rapporteur, sous l'avis de la commission des lois, M. SAILLE (app. R.P.R., Martinique), passe en revue les différents domaines de l'action du secrétariat d'État dans les DOM.

Présentant au nom de M. DE GASTINES (R.P.R., Mayenne), l'avis de la commission de la production et du commerce extérieur, M. CHAMBERON (R.P.R., Pas-de-Calais) relève que le fait que 90 % des dépenses consacrées aux DOM ne figurent pas dans le budget de la Sécurité sociale, est dû au succès de la politique de départementalisation. « D'ici cinq ans si l'on est optimiste, dix ans si l'on est pessimiste, lorsque le problème de l'emploi aura été réglé dans les DOM et dans les TOM, il n'y aura plus de tout de budget de la Sécurité sociale pour les DOM-TOM », déclare-t-il. Il souligne que les crédits de ce secteur inscrits au budget d'autres ministères n'échappent pas par là même au contrôle parlementaire. L'essentiel des efforts dans le domaine agricole a porté sur l'irrigation de terres cultivables. Toutefois, observe-t-il, le financement de 270 millions de francs, devrait permettre d'atteindre l'objectif de 3 000 hectares irrigués d'ici à 1980. Le secrétariat d'État estime, d'autre part, que la production de canne à sucre pour la campagne 1977 sera satisfaisante dans l'ensemble, en dépit des mouvements sociaux qui ont affecté la production.

M. JERNE (app. P.C., Guadeloupe) ouvre la discussion générale en déclarant : « Le droit de notre appareil productif se poursuit à un rythme accéléré et inquiétant. Il représente 25,2 % de l'activité économique de la Guadeloupe, alors que le secteur tertiaire et l'État en représentent 14,6 % ». M. JERNE ne peut que « dresser le bilan des échecs de la départementalisation » et réclamer une fois de plus un statut d'autonomie qui permette aux élus de prendre en main les affaires de leur pays, dans le cadre de la République française.

M. RIVIERRE (R.P.R., Guyane) souligne que le budget des DOM représente 1,8 % de dépenses de l'État pour 1,8 % de la population. Le rapporteur, sous l'avis de la commission des lois, M. SAILLE (app. R.P.R., Martinique), passe en revue les différents domaines de l'action du secrétariat d'État dans les DOM.

Présentant au nom de M. DE GASTINES (R.P.R., Mayenne), l'avis de la commission de la production et du commerce extérieur, M. CHAMBERON (R.P.R., Pas-de-Calais) relève que le fait que 90 % des dépenses consacrées aux DOM ne figurent pas dans le budget de la Sécurité sociale, est dû au succès de la politique de départementalisation. « D'ici cinq ans si l'on est optimiste, dix ans si l'on est pessimiste, lorsque le problème de l'emploi aura été réglé dans les DOM et dans les TOM, il n'y aura plus de tout de budget de la Sécurité sociale pour les DOM-TOM », déclare-t-il. Il souligne que les crédits de ce secteur inscrits au budget d'autres ministères n'échappent pas par là même au contrôle parlementaire. L'essentiel des efforts dans le domaine agricole a porté sur l'irrigation de terres cultivables. Toutefois, observe-t-il, le financement de 270 millions de francs, devrait permettre d'atteindre l'objectif de 3 000 hectares irrigués d'ici à 1980. Le secrétariat d'État estime, d'autre part, que la production de canne à sucre pour la campagne 1977 sera satisfaisante dans l'ensemble, en dépit des mouvements sociaux qui ont affecté la production.

spécial souligne qu'une bonne part est affectée à l'amélioration de la situation des personnels et à la création de postes.

Le rapporteur, sous l'avis de la commission des lois, M. SAILLE (app. R.P.R., Martinique), passe en revue les différents domaines de l'action du secrétariat d'État dans les DOM.

Présentant au nom de M. DE GASTINES (R.P.R., Mayenne), l'avis de la commission de la production et du commerce extérieur, M. CHAMBERON (R.P.R., Pas-de-Calais) relève que le fait que 90 % des dépenses consacrées aux DOM ne figurent pas dans le budget de la Sécurité sociale, est dû au succès de la politique de départementalisation. « D'ici cinq ans si l'on est optimiste, dix ans si l'on est pessimiste, lorsque le problème de l'emploi aura été réglé dans les DOM et dans les TOM, il n'y aura plus de tout de budget de la Sécurité sociale pour les DOM-TOM », déclare-t-il. Il souligne que les crédits de ce secteur inscrits au budget d'autres ministères n'échappent pas par là même au contrôle parlementaire. L'essentiel des efforts dans le domaine agricole a porté sur l'irrigation de terres cultivables. Toutefois, observe-t-il, le financement de 270 millions de francs, devrait permettre d'atteindre l'objectif de 3 000 hectares irrigués d'ici à 1980. Le secrétariat d'État estime, d'autre part, que la production de canne à sucre pour la campagne 1977 sera satisfaisante dans l'ensemble, en dépit des mouvements sociaux qui ont affecté la production.

M. JERNE (app. P.C., Guadeloupe) ouvre la discussion générale en déclarant : « Le droit de notre appareil productif se poursuit à un rythme accéléré et inquiétant. Il représente 25,2 % de l'activité économique de la Guadeloupe, alors que le secteur tertiaire et l'État en représentent 14,6 % ». M. JERNE ne peut que « dresser le bilan des échecs de la départementalisation » et réclamer une fois de plus un statut d'autonomie qui permette aux élus de prendre en main les affaires de leur pays, dans le cadre de la République française.

M. RIVIERRE (R.P.R., Guyane) souligne que le budget des DOM représente 1,8 % de dépenses de l'État pour 1,8 % de la population. Le rapporteur, sous l'avis de la commission des lois, M. SAILLE (app. R.P.R., Martinique), passe en revue les différents domaines de l'action du secrétariat d'État dans les DOM.

Présentant au nom de M. DE GASTINES (R.P.R., Mayenne), l'avis de la commission de la production et du commerce extérieur, M. CHAMBERON (R.P.R., Pas-de-Calais) relève que le fait que 90 % des dépenses consacrées aux DOM ne figurent pas dans le budget de la Sécurité sociale, est dû au succès de la politique de départementalisation. « D'ici cinq ans si l'on est optimiste, dix ans si l'on est pessimiste, lorsque le problème de l'emploi aura été réglé dans les DOM et dans les TOM, il n'y aura plus de tout de budget de la Sécurité sociale pour les DOM-TOM », déclare-t-il. Il souligne que les crédits de ce secteur inscrits au budget d'autres ministères n'échappent pas par là même au contrôle parlementaire. L'essentiel des efforts dans le domaine agricole a porté sur l'irrigation de terres cultivables. Toutefois, observe-t-il, le financement de 270 millions de francs, devrait permettre d'atteindre l'objectif de 3 000 hectares irrigués d'ici à 1980. Le secrétariat d'État estime, d'autre part, que la production de canne à sucre pour la campagne 1977 sera satisfaisante dans l'ensemble, en dépit des mouvements sociaux qui ont affecté la production.

Enfin, M. GABRIEL (R.P.R., Saint-Pierre-et-Miquelon) estime regrettable que la France n'ait pas adhéré à l'Organisation pour la Paix et la Coopération (O.P.C.).

Répondant aux orateurs, M. STERN déclare notamment : « La production agricole n'a baissé dans aucun des départements. Le projet de loi de finances de 1978 a prévu sans garanties européennes. Une SAER sera créée à la Guadeloupe et à la Martinique. Les crédits de l'État vont prioritairement à la population de nombreux départements. Faire croire le contraire est une duperie. Globalement, l'appartenance à l'Europe constitue pour ces

«TOM : il n'existe pas de « réserve électorale », affirme M. Stirn

L'Assemblée nationale examine samedi les crédits des territoires d'outre-mer.

Rapporteur spécial, M. DE ROCCA-SERRA (R.P.R.), indique que ce budget, compte tenu de l'incidence financière de l'indépendance de Djibouti, s'élève à 425 millions de francs, en progrès d'environ 9 %. La commission des finances a insisté sur la nécessité de réajuster l'enveloppe budgétaire devant l'insuffisance de l'investissement productif.

Dans son rapport écrit, M. PIOT (R.P.R.) indique que l'importance de la dépense publique dans les TOM s'élève en 1978 à 2 123 millions.

Pour M. COUDREAU (R.P.R., rapporteur pour avis (département), le budget de 1978, difficile surtout pour les investissements, ne pourrait pas être équilibré sans danger pour le développement économique des TOM.

Analysant son budget, M. STERN précise que quatre orientations ont été retenues :

- 1) Clarification des rapports entre l'État et les territoires.
- 2) Sauvegarde des subventions d'équilibre et des dotations d'équipement.
- 3) Actions en faveur des populations de l'intérieur. Des rapports d'archipels dans les territoires du Pacifique.
- 4) Intervention des ministères techniques.

« Le président de la République rappelle-t-il, a décidé le principe d'une intervention généralisée de toutes les administrations de toutes les régions en 1977, elle sera encore plus importante en 1978.

M. Stirn conclut : « Le gouvernement a établi des structures économiques et sociales des territoires. Ces réformes supposent cependant que les administrations et les territoires adoptent des méthodes, et il cite deux exemples : la réforme du FIDES et la réforme des fiscalités territoriales.

Dans la discussion générale, M. VACANT (P.S.), qui intervient au nom de M. Alain Vivien (P.S., Seine-et-Marne), s'attache à montrer que les crédits diminuent sensiblement. Au fond, estime-t-il, le gouvernement ne vise qu'à se conserver une réserve électorale au motif qu'il, tout en laissant exploiter par certains ce qui peut être rentable. Pour M. FIDOT (non insc., Nouvelle-Calédonie), « rien de sérieux ne sera fait en Nouvelle-Calédonie sans l'autonomie interne. Faute de quoi, continuer à en encourager le courant national favorable à l'indépendance du territoire ». Pour M. ODRU (P.C., Seine-Saint-Denis), « ce budget, étiré la persistance et les méfaits de la situation coloniale dans des territoires que le gouvernement considère comme une réserve électorale pour la majorité ».

Répondant aux orateurs, M. Stirn observe notamment que M. Odru ne se console pas de l'absence d'études de son parti dans les TOM et s'accroche au mythe d'un tel fondement de la réserve électorale que ces territoires constitueraient pour la majorité.

Les crédits des TOM sont adoptés par l'Assemblée, l'opposition votant contre.

La préparation des élections législatives

M. RAYMOND BARRE SE REND LUNDI A LYON

M. Raymond Barre doit se rendre lundi 6 novembre à Lyon, où il prendra contact — apprend-on de bonne source — avec les représentants locaux des formations de la majorité afin de préparer avec eux sa campagne électorale dans la quatrième circonscription du Rhône où il est candidat aux élections législatives. Le premier ministre annonce vraisemblablement, à cette occasion, le nom de son suppléant.

مكتبة الأصل

ASSEMBLEE NATIONALE
Le projet de budget

La grogne

PARC DE SÉN

هكذا من الأصل

POLITIQUE

A LOI DE FINANCE

nanteler, déclare Mme

ter l'assiette ne peut être d'entre- r une entre- on de la part gulaire, elle a moudisse condrusse. problèmes ent : ceux dépenses Ce sont ces avnement p des actes. de déman- us de la donner un le gouver- p concu- ppi au sens e chucun et a croissance es de santé, e engagé a umes hau- druse stabi- lité. D'ores e Veil, l'ac- a entraîné e de soins e des taux e de jourée

La séance est levée à 2 h 15.

PATRICK FRANCE

134 493 INTERRUPT VOLONTAIRES DE GROSSE EN 1976.

Interrogé par M. Crépas (de gauche), rapporteur sur le bilan de la loi sur l'indemnisation des rapatriés, le ministre de la Santé a répondu :

En 1976, 134 493 interruptions de grossesse ont été recensées à partir des données statistiques prévues par la loi du 17 janvier 1975, dont 47 468 en secteur hospitalier privé (...).

Il ressort de ces données que le nombre de femmes qui exercent une profession a augmenté de 10 % en 1976 par rapport à 1975.

La catégorie des femmes supérieures comparée à celle des inférieures a augmenté de 10 % en 1976 par rapport à 1975.

Les demandes de prestations de la loi sur l'indemnisation des rapatriés ont augmenté de 10 % en 1976 par rapport à 1975.

Le fait de relever en fin de l'année le nombre de femmes qui exercent une profession a augmenté de 10 % en 1976 par rapport à 1975.

Le fait de relever en fin de l'année le nombre de femmes qui exercent une profession a augmenté de 10 % en 1976 par rapport à 1975.

Le fait de relever en fin de l'année le nombre de femmes qui exercent une profession a augmenté de 10 % en 1976 par rapport à 1975.

Le fait de relever en fin de l'année le nombre de femmes qui exercent une profession a augmenté de 10 % en 1976 par rapport à 1975.

Le fait de relever en fin de l'année le nombre de femmes qui exercent une profession a augmenté de 10 % en 1976 par rapport à 1975.

Le fait de relever en fin de l'année le nombre de femmes qui exercent une profession a augmenté de 10 % en 1976 par rapport à 1975.

Le fait de relever en fin de l'année le nombre de femmes qui exercent une profession a augmenté de 10 % en 1976 par rapport à 1975.

Le fait de relever en fin de l'année le nombre de femmes qui exercent une profession a augmenté de 10 % en 1976 par rapport à 1975.

Le fait de relever en fin de l'année le nombre de femmes qui exercent une profession a augmenté de 10 % en 1976 par rapport à 1975.

Le fait de relever en fin de l'année le nombre de femmes qui exercent une profession a augmenté de 10 % en 1976 par rapport à 1975.

Le fait de relever en fin de l'année le nombre de femmes qui exercent une profession a augmenté de 10 % en 1976 par rapport à 1975.

Le fait de relever en fin de l'année le nombre de femmes qui exercent une profession a augmenté de 10 % en 1976 par rapport à 1975.

Le fait de relever en fin de l'année le nombre de femmes qui exercent une profession a augmenté de 10 % en 1976 par rapport à 1975.

Le fait de relever en fin de l'année le nombre de femmes qui exercent une profession a augmenté de 10 % en 1976 par rapport à 1975.

Le fait de relever en fin de l'année le nombre de femmes qui exercent une profession a augmenté de 10 % en 1976 par rapport à 1975.

Le fait de relever en fin de l'année le nombre de femmes qui exercent une profession a augmenté de 10 % en 1976 par rapport à 1975.

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

LA LOI D'INDEMNISATION DES RAPATRIÉS

Veillée d'armes

Aucun extraordinaire qu'il puisse paraître, le débat parlementaire sur la loi d'indemnisation des rapatriés a débuté, jeudi soir 3 novembre...

La séance est levée à 2 h 15.

PATRICK FRANCE

134 493 INTERRUPT VOLONTAIRES DE GROSSE EN 1976.

Interrogé par M. Crépas (de gauche), rapporteur sur le bilan de la loi sur l'indemnisation des rapatriés, le ministre de la Santé a répondu :

En 1976, 134 493 interruptions de grossesse ont été recensées à partir des données statistiques prévues par la loi du 17 janvier 1975, dont 47 468 en secteur hospitalier privé (...).

Il ressort de ces données que le nombre de femmes qui exercent une profession a augmenté de 10 % en 1976 par rapport à 1975.

La catégorie des femmes supérieures comparée à celle des inférieures a augmenté de 10 % en 1976 par rapport à 1975.

Les demandes de prestations de la loi sur l'indemnisation des rapatriés ont augmenté de 10 % en 1976 par rapport à 1975.

Le fait de relever en fin de l'année le nombre de femmes qui exercent une profession a augmenté de 10 % en 1976 par rapport à 1975.

Le fait de relever en fin de l'année le nombre de femmes qui exercent une profession a augmenté de 10 % en 1976 par rapport à 1975.

Le fait de relever en fin de l'année le nombre de femmes qui exercent une profession a augmenté de 10 % en 1976 par rapport à 1975.

Le fait de relever en fin de l'année le nombre de femmes qui exercent une profession a augmenté de 10 % en 1976 par rapport à 1975.

Le fait de relever en fin de l'année le nombre de femmes qui exercent une profession a augmenté de 10 % en 1976 par rapport à 1975.

Le fait de relever en fin de l'année le nombre de femmes qui exercent une profession a augmenté de 10 % en 1976 par rapport à 1975.

Le fait de relever en fin de l'année le nombre de femmes qui exercent une profession a augmenté de 10 % en 1976 par rapport à 1975.

Le fait de relever en fin de l'année le nombre de femmes qui exercent une profession a augmenté de 10 % en 1976 par rapport à 1975.

Le fait de relever en fin de l'année le nombre de femmes qui exercent une profession a augmenté de 10 % en 1976 par rapport à 1975.

Le fait de relever en fin de l'année le nombre de femmes qui exercent une profession a augmenté de 10 % en 1976 par rapport à 1975.

Le fait de relever en fin de l'année le nombre de femmes qui exercent une profession a augmenté de 10 % en 1976 par rapport à 1975.

Le fait de relever en fin de l'année le nombre de femmes qui exercent une profession a augmenté de 10 % en 1976 par rapport à 1975.

Le fait de relever en fin de l'année le nombre de femmes qui exercent une profession a augmenté de 10 % en 1976 par rapport à 1975.

Le fait de relever en fin de l'année le nombre de femmes qui exercent une profession a augmenté de 10 % en 1976 par rapport à 1975.

Le fait de relever en fin de l'année le nombre de femmes qui exercent une profession a augmenté de 10 % en 1976 par rapport à 1975.

Le projet de budget militaire pour 1978

La commission des finances de l'Assemblée lance une série d'avertissements au gouvernement

Le président de la République rend visite, lundi 7 novembre, à Brest, à la marine nationale, qui connaît des difficultés de programmation budgétaires, comme l'ont révélé les rapporteurs de la commission de la défense et de la commission des finances de l'Assemblée.

Sur la proposition de M. Joël Le Theule, député R.P.R. de la Sarthe, la commission des finances a, de reste, déposé cinq amendements qui demandent au gouvernement de fixer, notamment, un échelancier de la construction d'un système sous-marin lance-missiles et de

construire de nouveaux bâtiments de surface. Le ministre de la défense a refusé de communiquer aux députés l'échéancier des autorisations de programme des prochaines années concernant ces différents projets.

Après cette prise de position du ministre, les membres de la commission des finances ont adopté les amendements de M. Le Theule, qui constituent, de l'avis de l'Assemblée, d'ailleurs, autant d'avertissements adressés au gouvernement.

Le projet de budget militaire pour 1978

La commission des finances de l'Assemblée lance une série d'avertissements au gouvernement

Le président de la République rend visite, lundi 7 novembre, à Brest, à la marine nationale, qui connaît des difficultés de programmation budgétaires, comme l'ont révélé les rapporteurs de la commission de la défense et de la commission des finances de l'Assemblée.

Sur la proposition de M. Joël Le Theule, député R.P.R. de la Sarthe, la commission des finances a, de reste, déposé cinq amendements qui demandent au gouvernement de fixer, notamment, un échelancier de la construction d'un système sous-marin lance-missiles et de

construire de nouveaux bâtiments de surface. Le ministre de la défense a refusé de communiquer aux députés l'échéancier des autorisations de programme des prochaines années concernant ces différents projets.

Après cette prise de position du ministre, les membres de la commission des finances ont adopté les amendements de M. Le Theule, qui constituent, de l'avis de l'Assemblée, d'ailleurs, autant d'avertissements adressés au gouvernement.

Le projet de budget militaire pour 1978

La commission des finances de l'Assemblée lance une série d'avertissements au gouvernement

Le président de la République rend visite, lundi 7 novembre, à Brest, à la marine nationale, qui connaît des difficultés de programmation budgétaires, comme l'ont révélé les rapporteurs de la commission de la défense et de la commission des finances de l'Assemblée.

Sur la proposition de M. Joël Le Theule, député R.P.R. de la Sarthe, la commission des finances a, de reste, déposé cinq amendements qui demandent au gouvernement de fixer, notamment, un échelancier de la construction d'un système sous-marin lance-missiles et de

construire de nouveaux bâtiments de surface. Le ministre de la défense a refusé de communiquer aux députés l'échéancier des autorisations de programme des prochaines années concernant ces différents projets.

Après cette prise de position du ministre, les membres de la commission des finances ont adopté les amendements de M. Le Theule, qui constituent, de l'avis de l'Assemblée, d'ailleurs, autant d'avertissements adressés au gouvernement.

Le projet de budget militaire pour 1978

La commission des finances de l'Assemblée lance une série d'avertissements au gouvernement

Le président de la République rend visite, lundi 7 novembre, à Brest, à la marine nationale, qui connaît des difficultés de programmation budgétaires, comme l'ont révélé les rapporteurs de la commission de la défense et de la commission des finances de l'Assemblée.

Sur la proposition de M. Joël Le Theule, député R.P.R. de la Sarthe, la commission des finances a, de reste, déposé cinq amendements qui demandent au gouvernement de fixer, notamment, un échelancier de la construction d'un système sous-marin lance-missiles et de

construire de nouveaux bâtiments de surface. Le ministre de la défense a refusé de communiquer aux députés l'échéancier des autorisations de programme des prochaines années concernant ces différents projets.

Après cette prise de position du ministre, les membres de la commission des finances ont adopté les amendements de M. Le Theule, qui constituent, de l'avis de l'Assemblée, d'ailleurs, autant d'avertissements adressés au gouvernement.

Le projet de budget militaire pour 1978

La commission des finances de l'Assemblée lance une série d'avertissements au gouvernement

Construction : le Sénat approuve la réforme du système d'assurance et précise le champ des responsabilités

Le Sénat a adopté, jeudi 3 novembre, en séance de nuit, à l'unanimité, avec quelques modifications les propositions de loi relatives à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction.

Ce projet, a indiqué M. PILLET (Un. cent. Loire), rapporteur de la commission des lois, tend à instituer un système d'assurance original, et à double détente : l'assurance souscrite par le maître de l'ouvrage couvrira le financement de la réparation des dommages et notamment la présomption de responsabilité décennale tandis que sera maintenue et généralisée l'assurance personnelle des locataires d'ouvrage.

Pour M. LEDERMAN (P.C. Val-de-Marne), cette amélioration est déjà partiellement acquise grâce à la généralisation de la procédure « référé-provision » et le projet donne un pouvoir excessif à l'arbitrage des experts qui seront presque toujours, affirme-t-il, des techniciens du bâtiment liés aux compagnies d'assurances.

M. LANCOURNET (P.S. Haute-Vienne) approuve les intentions des auteurs de la réforme tout en estimant que les mécanismes proposés sont améliorables.

M. BARROT, secrétaire d'Etat au logement, souligne que ce texte a fait l'objet d'une large concertation et présente l'avantage de conférer la priorité à l'indemnisation. La recherche des responsabilités viendra après et sera le fait de l'assureur.

Le projet mettra fin à une situation qui se caractérisait par un contraste regrettable entre une protection juridique qui se veut étendue et une protection réelle incertaine. Il introduit aussi la notion de garantie de paroi d'achèvement qui apporte l'équilibre et qui l'oblige dans le cadre de son contrat à réparer tout dommage, quel qu'en soit l'objet, que l'ouvrage subisse pendant le délai d'une année.

Les modifications

A l'expiration de ce délai la garantie, les garanties légales confortées par le système d'assurance commencent à jouer.

A. G.

POINT DE VUE

La grogne des marins

par AYMAR

ACHILLE-FOULD (*)

La commission de la défense de l'Assemblée nationale vient de remettre en cause le projet de budget de la défense pour 1978. Elle l'a fait principalement parce que ses membres ont jugé notamment insuffisants les crédits prévus pour la marine. Décréditation de son pouvoir d'achat pour 1977, retard d'un an sur la plupart des constructions navales en cours, recul par rapport aux prévisions votées de la loi de programmation militaire 1977-1982, telles sont, effectivement, les conséquences du projet présenté.

La question du système sous-marin lanceur d'engins (S.N.L.E.) a été posée.

A l'occasion du débat, j'ai voulu présenter quelques observations. Il faut préalablement savoir qu'en matière de dissuasion — c'est-à-dire dans un domaine essentiellement psychologique — il n'est pas de science infuse ou de certitude absolue. Nous sommes nécessairement dans le domaine de la spéculation intellectuelle, j'allais presque dire du pari.

A quelque niveau que ce soit, personne n'est sûr de ne pas se tromper ; la seule chose que nous pouvons faire, c'est, à partir de quelques principes de bases, de tenter d'en tirer les conséquences pour l'action. Car le budget d'aujourd'hui, c'est l'action de demain.

Le premier principe est naturellement celui de notre indépendance nationale : la faire respecter exige

la priorité des priorités

C'est en tenant compte de ces impératifs que se posent le problème et le chronologie de la réalisation du système sous-marin lanceur d'engins (S.N.L.E.).

Sur ce point, mon sentiment est sans doute plus nuancé que celui de la majorité des membres de la commission de la défense et de son rapporteur.

Stratégiquement et techniquement, il y a certes urgence à la mise en chantier d'un système sous-marin : le eurocrat de permanence opérationnelle, qui serait ainsi obtenu au profit de la force nucléaire de dissuasion, conforterait notre marine dans une tâche dont elle a l'essentielle vocation.

Mais, dans l'ordre des urgences, je pense à croire que la priorité des priorités est la sécurité de nos échanges maritimes. Il est malheureusement clair que le budget marine, seul, ne peut faire face à cette double urgence.

C'est au président de la République, gerent de l'indépendance nationale, de choisir entre ces priorités ou de décider qu'elles doivent être assumées l'une et l'autre, et d'en tirer alors les conséquences. Que l'on me permette de dire à cette occasion, sans le moindre esprit polémique, qu'il me paraît bien aventureux de

(*) Député sup. réformateur de la Gironde, ancien secrétaire d'Etat à la Défense, président du Groupe interministériel de coordination de l'action en zone des administrations (GICAMA).

Le Sénat a adopté, jeudi 3 novembre, en séance de nuit, à l'unanimité, avec quelques modifications les propositions de loi relatives à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction.

Ce projet, a indiqué M. PILLET (Un. cent. Loire), rapporteur de la commission des lois, tend à instituer un système d'assurance original, et à double détente : l'assurance souscrite par le maître de l'ouvrage couvrira le financement de la réparation des dommages et notamment la présomption de responsabilité décennale tandis que sera maintenue et généralisée l'assurance personnelle des locataires d'ouvrage.

Pour M. LEDERMAN (P.C. Val-de-Marne), cette amélioration est déjà partiellement acquise grâce à la généralisation de la procédure « référé-provision » et le projet donne un pouvoir excessif à l'arbitrage des experts qui seront presque toujours, affirme-t-il, des techniciens du bâtiment liés aux compagnies d'assurances.

M. LANCOURNET (P.S. Haute-Vienne) approuve les intentions des auteurs de la réforme tout en estimant que les mécanismes proposés sont améliorables.

M. BARROT, secrétaire d'Etat au logement, souligne que ce texte a fait l'objet d'une large concertation et présente l'avantage de conférer la priorité à l'indemnisation. La recherche des responsabilités viendra après et sera le fait de l'assureur.

Le projet mettra fin à une situation qui se caractérisait par un contraste regrettable entre une protection juridique qui se veut étendue et une protection réelle incertaine. Il introduit aussi la notion de garantie de paroi d'achèvement qui apporte l'équilibre et qui l'oblige dans le cadre de son contrat à réparer tout dommage, quel qu'en soit l'objet, que l'ouvrage subisse pendant le délai d'une année.

Les modifications

A l'expiration de ce délai la garantie, les garanties légales confortées par le système d'assurance commencent à jouer.

A. G.

Le Sénat a adopté, jeudi 3 novembre, en séance de nuit, à l'unanimité, avec quelques modifications les propositions de loi relatives à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction.

Ce projet, a indiqué M. PILLET (Un. cent. Loire), rapporteur de la commission des lois, tend à instituer un système d'assurance original, et à double détente : l'assurance souscrite par le maître de l'ouvrage couvrira le financement de la réparation des dommages et notamment la présomption de responsabilité décennale tandis que sera maintenue et généralisée l'assurance personnelle des locataires d'ouvrage.

Pour M. LEDERMAN (P.C. Val-de-Marne), cette amélioration est déjà partiellement acquise grâce à la généralisation de la procédure « référé-provision » et le projet donne un pouvoir excessif à l'arbitrage des experts qui seront presque toujours, affirme-t-il, des techniciens du bâtiment liés aux compagnies d'assurances.

M. LANCOURNET (P.S. Haute-Vienne) approuve les intentions des auteurs de la réforme tout en estimant que les mécanismes proposés sont améliorables.

M. BARROT, secrétaire d'Etat au logement, souligne que ce texte a fait l'objet d'une large concertation et présente l'avantage de conférer la priorité à l'indemnisation. La recherche des responsabilités viendra après et sera le fait de l'assureur.

Le projet mettra fin à une situation qui se caractérisait par un contraste regrettable entre une protection juridique qui se veut étendue et une protection réelle incertaine. Il introduit aussi la notion de garantie de paroi d'achèvement qui apporte l'équilibre et qui l'oblige dans le cadre de son contrat à réparer tout dommage, quel qu'en soit l'objet, que l'ouvrage subisse pendant le délai d'une année.

Les modifications

A l'expiration de ce délai la garantie, les garanties légales confortées par le système d'assurance commencent à jouer.

A. G.



le Parc de Sénart: l'appel de la Forêt

à Soisy-sur-Seine (91)

Il était une fois, à l'orée de la forêt... ainsi pourrait commencer l'histoire du Parc de Sénart. Les plus beaux châteaux de France, dans une forêt de 2.000 ha, sont à deux pas de chez vous. Avec à proximité : manège, centre de tir, terrains de golf et le plan d'eau de Virey-Châtillon. Ajoutez par ailleurs tous les équipements publics et privés (écoles, C.E.S.). Comment rêver mieux ?

Venez nous voir

Le Parc de Sénart
chemin de l'Herminette,
91450 Soisy-sur-Seine
Téléphone : 497 03.03
Maison modeste.
Ouvert tous les jours de
10 à 20 h même le dimanche.

Genst. 419 000 F
5 pièces 141 m² terrain et garage compris.
Prix ferme jusqu'au 15.11.77.



un style de vie différent

Il y a un style Kaufman & Broad, mais chaque village a sa personnalité. Au Parc de Sénart, chaque maison, construite en matériaux traditionnels, avec son toit de petites tuiles brunes, est dotée d'une belle cheminée, entourée de son jardin privatif. L'extérieur

témoigne d'une profonde connaissance des besoins d'une famille : répartition intelligente de l'espace, cuisine avec coin repas et accès direct à la salle à manger, deux superbes salles de bains entièrement équipées, dont une particulièrement pour les parents, nombreux placards de rangement, garage pour deux voitures, etc.

C'est ainsi que Kaufman & Broad a pu devenir l'un des premiers constructeurs de maisons individuelles dans le monde.

financement Kaufman & Broad. Achat "clés en main" : 5 % à la réservation. Rien à payer pendant la construction : 15 % à la remise des clés et le solde 80 % remboursable sur 20 ans ou moins, comme un loyer.

Pour recevoir une documentation gratuite
Le Parc de Sénart, sans engagement
de votre part, remplissez ce coupon à :
Kaufman & Broad, 90 Champs-Élysées, Paris 8^e

NOM : _____
ADRESSE : _____
TEL. : _____
M. 44/77

À Paris Kaufman & Broad a construit le quartier de la Défense sur le site de la Défense.

À Paris Kaufman & Broad a construit le quartier de la Défense sur le site de la Défense.

À Paris Kaufman & Broad a construit le quartier de la Défense sur le site de la Défense.

À Paris Kaufman & Broad a construit le quartier de la Défense sur le site de la Défense.

À Paris Kaufman & Broad a construit le quartier de la Défense sur le site de la Défense.

À Paris Kaufman & Broad a construit le quartier de la Défense sur le site de la Défense.

À Paris Kaufman & Broad a construit le quartier de la Défense sur le site de la Défense.

À Paris Kaufman & Broad a construit le quartier de la Défense sur le site de la Défense.

Le communiqué du conseil des ministres

100

DANS LES

tirant le
 les dépar-
 té adopté
 familiales
 milles des
 r est un
 gouverne-
 s plusieurs
 cessitent
 en métro-
 de l'adop-
 tion du
 métropole.
 agé à ins-
 titut dans
 re-mer en
 loi sur le
 r prochaine

pour objet
tielle aux
ux presta-
charges
le soutien
f. L.
charge un
as et dont
érieures. A
nt de la
fond sera
élév pour
les familles
r, dont le
de 200 f.
q ne se
partements,
i actuelle-
projet de
on de la
partements

faire aux
à les ex-
aux n'est
e dans les
à au les
iale et de
trop dis-
mmes en-
prier plus
ment qu'
vages une
tre, relié
leja d'une
naissance.
lent vers
te médical
s dépend
en obligé
ernelle et
s de sécu-
à eux de
res à leur

ITALIEN
s'adopte
l'objet de
des tuteurs
des vices
Berger
sont cano
nisme de
l'entende
la loi d
accusatio
ra, en in
sistent a
perman
nente de
devant le
des publi
e établis
sur l'esp
e de la r

[illegible]

無名氏

du Vendredi 4 Nov. au 19 novembre

Présentation mondiale de la fourrure 77~78

dans les salons de

L'HOTEL GEORGE V

31, avenue George V (Champs-Élysées)

FANTASTIQUE EXPOSITION-VENTE

organisée par les FOURRURES DU NORD

Avec le concours des plus importants fabricants français, anglais, canadiens, américains, scandinaves, italiens, hollandais.

DES MILLIERS DE MANTEAUX

réalisés dans les plus belles pelletteries du monde, avec label d'origine : (vison-Black Diamond, Blackglama, Embla, Saga, Majestic, Zibeline de Russie, Chinchilla, Breitschwanz, Astrakan Swakara, Castor, Ragondin, Marmotte, Rat d'Amérique, Murrel, Opossum, Mouton doré, Agneau Toscane, etc...).

Parmi les plus prestigieux modèles, de classe internationale, vous pourrez remarquer, des créations de Pierre Balmain, Nina Ricci, Lanvin, Givenchy, Ted Lapidus, Buci, Roberta di Camerino, Emilio Gucci, Silvano Naldoni,

De nombreuses collections de "Modèles Diffusion" sont également présentées.. toutes les fourrures, tous les styles, toutes les tailles, tous les prix vous sont proposés de 1.250 F à 127.500 F.

**REMISE
EXCEPTIONNELLE**

15%

**sur tous
les prix marqués**

ET CREDIT GRATUIT

pendant la durée de cette exposition-vente

COLLECTION BOUTIQUE

MANTEAUX

Hamster	3.150 f	2.670 f	Loup	6.850 f	5.820 f
Queue de Vison	5.850 f	4.970 f	Ragondin	4.750 f	4.030 f
Patte de Renard	3.950 f	3.350 f	Lapin naturel	1.550 f	1.310 f
Rat d'Amérique	4.650 f	3.950 f	Lapin Nankin	1.250 f	1.060 f
Opossum	3.850 f	3.270 f			
Mouton doré	2.150 f	1.820 f	Renard Australie	5.750 f	4.880 f
Murmel	3.450 f	2.930 f	Renard bleu	4.750 f	4.030 f
Patte d'Astrakan	1.950 f	1.650 f	Patchwork Renard	2.250 f	1.910 f
Astrakan russe peuples peaux	4.650 f	3.950 f	Agneau Toscane	1.850 f	1.570 f
Astrakan Swakara	5.850 f	4.970 f	Lapin naturel	1.050 f	890 f

COLLECTION PRESTIGE

MANTEAUX.

Vison Blackglama - Pearl	18.750 f	15.900 f	Vison Pastel	10.750 f	9.130 f
Vison Koh-i-Noor	12.950 f	10.900 f	Vison Dark	8.750 f	7.430 f

COLLECTION HAUTE FOURRURE

MANTEAUX

Zibeline	115.000 f	97.750 f	Vison Black Diamond	32.500 f	27.600 f
Zibeline	75.000 f	63.750 f	Vison Blackglama	26.750 f	22.700 f
Chinchilla	47.500 f	40.300 f	Vison Lunarine col Zibeline	38.500 f	32.700 f
Vison Black Diamond	53.000 f	45.000 f	Vison Emba	28.500 f	24.200 f

MANTEAUX LONGS ET CAPES DU SOIR

250 f 1 CAP

Vison Blanc	45.000 f	38.250 f	CAPE		
Vison Koh-i-Noor	54.500 f	46.320 f	Astrakan Breitschwantz,		
Vison Lunaraine			marron	28.750 f	24.430 f
et vison blanc	27.850 f	24.000 f	Astrakan Breitschwantz,		
Vison Blackglama	45.000 f	38.250 f	et Vison Blanc	32.750 f	27.830 f
Chinchilla	65.000 f	55.250 f			

PRESENTATION DES COLLECTIONS 77-78

chaque jour même le dimanche à 15 h

Chorégraphie Jean Guelis, assistante de production Francine Robineau, tenues masculines Francesco Smalto, coiffures Jacques Dessange (George V), maquillage Hélène Rubinstein
Présenté par les animateurs vedettes de la Radio, Robert WILLAR et Pierre DAILLE.

ENTRÉE LIBRE
tous les jours de 10h à 20h



Le Monde

Société

L'auteur présumé du meurtre de l'Hippodrome de Paris est identifié par la police

Un avis de recherche a été lancé sur l'ensemble du territoire pour retrouver M. Marcel Aurv, vingt-huit ans, ouvrier en chômage, qui a été identifié, par les enquêteurs de la deuxième brigade territoriale, comme le meurtrier présumé de Lucien Melyon, dix-sept ans, tué par balle, dimanche 30 octobre, à l'entrée de l'Hippodrome de Paris, avant un concert de pop' music. « Le Monde » des 3 et 4 novembre. Le meurtrier présumé, qui réside à Paris, n'a pas, aux dires de sa

femme, regagné son domicile depuis le 2 novembre. La plupart des témoins ont formellement reconnu, sur photographie, M. Aurv, comme l'auteur du coup de feu qui a tué Lucien Melyon. M. Aurv était périodiquement recruté, comme surmarchand, par un employé de la société Galawash, chargée d'organiser le service d'ordre des concerts qu'elle programme. Après s'être « élevé avec indignation contre les allégations de certains organes

de presse tendant à suggérer que le service d'ordre de l'organisation pourrait être responsable de la mort de Lucien Melyon », les responsables de cette société affirment maintenant que M. Aurv avait été exclu du service d'ordre, juste avant les faits, pour comportement « irrégulier ». Il est avéré qu'une partie du personnel recruté par la société Galawash, faisait parfois de la politique pour des organisations d'extrême droite.

Musique aux abattoirs

Bob Seger and the Silver Bullet Band, au Pavillon de Paris, porte de Paris, le 3 novembre. Tout s'est très bien passé. (Lire page 32.) Chacun y est allé de sa petite explication, à propos du « malheur », de l'accident, de « cette connerie » : la mort de Lucien Melyon, un lycéen d'origine guadeloupéenne, âgé de dix-sept ans, tué le dimanche précédent à l'entrée de l'Hippodrome de Paris avant un concert de pop' music. Par un membre du service d'ordre du concert.

Discret et efficace

Toujours la même explication, d'ailleurs : A., qui joue l'Hippodrome, n'est peut-être pas aussi attentif et vigilant que B., qui joue le Pavillon de Paris. Avec B., pas de problème. Avec A., on a vu... il ne faut pas non plus confondre C., l'organisation du concert de dimanche, et

D., celle de jeudi. D., veille à ce que le service d'ordre soit convenable. Un commissaire de police l'a confirmé : « Avec D., ce se passe toujours bien. C., en revanche, pas toujours regardant sur la qualité, ni sur l'identité de ses gros bras, ni sur quoi que ce soit : on a vu où cela l'a mené. » D'ailleurs, le dimanche précédent, le commissaire de police, les gens du S.O. de dimanche, on ne les avait jamais vus. Alors que d'ordinaire nous les connaissons. »

Jeudi soir, on se trouvait dans la bon cas de figure : un service d'ordre discret et efficace, discrètement surveillé par l'efficacité police, celle de l'Etat. Des colosses tout simples : tailles-walkies et litres de rouge à volonté. Rien dans les mains, rien dans les poches. Promis. Pas de secrets : par pure coquetterie, le patron de l'organisation « Concert D » refuse

de donner leur nombre, et les intéressés le nom de l'agence qui les recrute. Sachez seulement que tout est régulier : flèche de pale, sécurité sociale. « On y gagne un peu plus que si on balayait les rues de Paris. »

Un même combat : le flic

Tout cela est si simple qu'une partie des arrivants n'ont pas compris qu'une certaine amie de Lucien Melyon les invitait, par des tracts et des explications mesurées à boycotter le concert. « Bob Seger, il est pour rien là-dessus, le pauvre ! Il faut abattre les autres, qui ont tué le mec », a dit une fan irrédigible, avant de presser le pas vers la halle aux déchetes. Plus nombreux étaient les « Out, out, on comprend... » embarrassés, les timides « on est pas inconnus, les

on voit le problème », murmurés avant de s'avancer vers l'entrée.

D'autres ont écouté plus longuement. Plus rien n'était simple : A. et B., ménéralent le même combat, celui de « l'irre ». Tout comme C., et D., dont les services d'ordre très mouvementés avaient en partie interchangés et servaient parfois dans les « show-biz » électoraux.

Tout comme les radicaux, E. et F., qui coproduisent de temps à autre les spectacles. Pas une goutte du pactole qui coule à Pantin et prend sa source dans le poche des jeunes, ont encore expliqué les amis de Lucien, ne servant à leur ménage des fois moins coûteux et plus décentralisés, loin des « abattoirs ». « Non, là, vraiment, c'est de la politique », a laissé tomber un membre du service d'ordre (celui de l'Etat).

MICHEL KAJMAN.

Le Syndicat de la magistrature proteste contre des propos tenus par M. Peyrefitte devant l'Assemblée nationale

Le bureau du Syndicat de la magistrature a adressé, mercredi 2 novembre, à M. Alain Peyrefitte, ministre de la Justice, une lettre de protestation contre les propos qu'il a tenus devant l'Assemblée nationale lors de la discussion budgétaire, après l'attentat dont avait été victime le syndicat le jour même.

M. Peyrefitte, avant de donner lecture d'un télégramme adressé au Syndicat de la magistrature (« Je tiens à vous exprimer mon émotion et à condamner, une fois de plus, avec le plus grand fermeté tous les actes terroristes et ceux qui s'y associent ») et de commenter : « Que cela soit entendu par tous », avait déclaré, parlant de l'obligation de réserve : « Il est particulièrement choquant qu'une organisation syndicale se laisse aller à commenter une affaire judiciaire en cours d'instruction. Cette attitude est incompétente, voire contraire à la légalité qui doit s'imposer à tous. »

« Bander à Paris », suite du communiqué : « Nouvel attentat de Paris le 3 au 4 novembre. Bander. Mais, cette fois, dit-on, contre les terroristes. » De qui s'agit-il donc selon ce journal ? Du Syndicat de la magistrature, évidemment désigné par le quotidien ! »

Le Syndicat de la magistrature, qui se déclare « choqué » par ces propos, interroge : « Comment pourrions-nous admettre que réagisse le ministre de la Justice assise le combat que nous menons avec d'autres organisations, la Ligue des droits de l'homme, le Syndicat des avocats de France, le Mouvement d'action judiciaire, les juristes démocrates... pour réaffirmer des principes fondamentaux tels que le respect de la publicité de l'audience, le libre exercice de la défense, le respect du droit de masse, le respect du droit d'association politique, etc., à la pratique ou à l'apologie du terrorisme ? »

Les responsables du Syndicat de la magistrature souhaitent rencontrer M. Alain Peyrefitte afin d'examiner avec lui les raisons qui ont conduit à ces propos et de la violence, dont le ministre dénonce par ailleurs les dangers. »

FAITS ET JUGEMENTS

Quatre médecins de Pau contre le conseil de l'ordre.

Le tribunal d'instance de Pau a examiné mercredi 2 novembre, le dossier des docteurs Bourrel et Bouvier Lacabe, psychiatres, Montant, généraliste, et Morin, psychanalyste, quatre médecins paillots en conflit avec le conseil de l'ordre.

Ces médecins ont signé, il y a deux ans, avec six cents de leurs confrères, un manifeste demandant « la disparition pure et simple du tout-puissant conseil des médecins », et ont refusé, comme un bon nombre de leurs confrères, de régler la cotisation de 20 francs par an. Le dossier des quatre médecins était, au mois de juillet dernier, devant le Conseil d'Etat, qui, tout en rejetant leur requête, avait émis des réserves sur un point essentiel : « une violation de l'obligation de neutralité ». Pour M. Lécian, défenseur des quatre praticiens, la violation de cette règle est évidente, car, comme exemple les interventions du conseil de l'ordre en matière de contraception, d'avortement et de médecine du travail, effectuées sans consultation préalable des principaux intéressés. Le tribunal rendra son jugement sous huitaine. — (Corresp.)

Une femme est tuée lors d'une agression dans les Yvelines.

Mme Madeleine Wenner, une sexagénaire, qui venait de toucher le montant de sa retraite, 1.500 F, au bureau de poste de Boullier (Yvelines), a été assassinée, jeudi 3 novembre, dans la rue, par deux hommes circulant à bord d'une Simca 1100.

Le passager de la voiture a tenté de saisir au vol le sac à main de Mme Wenner. Mme Wenner, qui traîne une jambe prise, a été tirée par la voiture des malfaiteurs sur une route en stationnement. Elle est morte sur le coup. Les deux agresseurs se sont enfuis.

● Au conseil de l'ordre de la Légion d'honneur. — Par décret paru au Journal officiel du 4 novembre, sont nommés membres du conseil de l'ordre de la Légion d'honneur, MM. Marcel Crespin, Pierre Damelon, Jacques Vimont, Jean Hamburger et Thierry Maulnier. Sont maintenus, dans leur fonction, MM. Robert Ehrlich et André Ségalat.

● Suicide à la prison des Baumettes. — Un détenu de la prison des Baumettes à Marseille, Léandre Brache, âgé de cinquante ans, s'est pendu dans la nuit du 3 au 4 novembre. Père de neuf enfants, Léandre Brache avait été placé sous mandat de dépôt le 25 octobre dernier pour vols et attentats à la pudeur. Cette mort porte à trente-trois le nombre des suicides de détenus depuis le 1^{er} janvier 1977.

● La police ouest-allemande des frontières a annoncé, jeudi 3 novembre, la saisie de 2,8 tonnes de haschisch d'une valeur d'environ 40 millions de francs français, à bord d'un cargo battant pavillon chypriote, le Sea-Horse, dans le port d'Anvers (Belgique du Nord). Les neuf hommes de l'équipage ont été arrêtés. — (A.F.P., A.P.)

Attentats contre des établissements allemands.

Un cocktail Molotov a été lancé, pendant la nuit du 3 au 4 novembre, contre la façade des établissements Mercedes à Toulouse. L'engin incendiaire, qui n'a fait aucun dégât, a été revendiqué auprès de l'Agence France-Presse par un « groupe Jan Carl Raspe ». A Paris, deux cocktails Molotov ont été jetés contre la façade d'un garage BMW-Ford, avenue de la Porte d'Anvers (17^e), au cours de la même nuit. A Roanne (Loire), le monument élevé à la mémoire des combattants des deux dernières guerres dans le cimetière de la ville a été profané, dans la nuit du 30 au 31 octobre, par des inscriptions « Morts pour rien ».

« L'Humanité-Dimanche » : M. Peyrefitte et Klaus Croissant.

Dans un article publié dans le dernier numéro de l'Humanité-Dimanche, M. Charles Lederman, avocat au barreau de Paris, dénonce les propos dernièrement tenus par M. Alain Peyrefitte à propos de la demande d'extradition de M. Klaus Croissant (le Monde des 25 octobre et 4 novembre).

« M. Peyrefitte, demande l'arrestation, jout-il d'un privilège spécial, d'une immunité particulière, lui qui peut, quelques jours avant que ne se réunisse la chambre d'accusation, déclarer, sans être interpellé par le président de la République, que la tradition française en matière d'extradition est dépassée par les événements. Quelle idée le garde des sceaux donne-t-il ainsi de l'indépendance de la magistrature française ? »

● M. Miguel-Angel Apalategui : immunité partielle. — L'arrêt rendu le 2 novembre par le tribunal de Madrid (le Monde du 4 novembre) ne fait bénéficier M. Miguel-Angel Apalategui, militant basque de l'ETA, d'une immunité partielle. De fait, on a appris, jeudi 3 novembre, dans les couloirs du palais de justice de Madrid, que la mesure d'immunité ne s'applique qu'à son éventuelle participation à l'élevage de l'industrie javier de Ybarra, retrouvé mort le 20 juin dernier. Encore libre au moment de l'enlèvement de l'industriel espagnol, M. Apalategui était emprisonné en France au moment de l'assassinat. — (A.F.P.)

● Expulsion d'un étudiant marocain. — M. Ahmed Agbadi, un étudiant marocain, qui préparait un doctorat de lettres à l'université de Toulouse-le-Mirail, a été expulsé du territoire français, jeudi matin 3 novembre.

Il avait reproché à M. Agbadi, qui, grâce à une bourse de son gouvernement, suit des études en France depuis 1971, d'avoir été trouvé, lors d'une rafle sur la place du Capitole, dans la soirée du 24 mai 1974, en possession de 24 grammes de haschisch. Son expulsion avait été décidée par la commission départementale et signée par le ministre de l'Intérieur le 16 septembre 1977, mais elle ne lui a pas été signifiée, les services de police n'ayant pu le retrouver. Pour protester contre cette mesure, qui risque de toucher d'autres étudiants étrangers, un comité de soutien s'est constitué. — (Corresp. rég.)

Pour gagner l'Amérique, choisissez votre porte d'entrée.

NEW YORK	16 fois par semaine
WASHINGTON	7 fois par semaine
CHICAGO	4 fois par semaine
LOS ANGELES	4 fois par semaine
HOUSTON	4 fois par semaine
MONTREAL	4 fois par semaine
TORONTO	4 fois par semaine
MEXICO	4 fois par semaine

Air France vous offre vers l'Amérique du Nord :
 • Le plus grand nombre de dessertes au départ de Paris (47 par semaine) vers 8 des principales villes. Et de là, des correspondances rapides vers tout le continent américain.
 • le choix entre 3 types d'appareils
 • le plus grand nombre de vols en Boeing 747
 • et Concorde, le long-courrier le plus rapide du monde.



هكذا من الأصل

Parents, ne soyez ni de

La jeunesse indépendante denonce le chômage et l'in

Un week-end en Irlande est peu. C'est beau

Irlande

ÉDUCATION

RELIGION

Le congrès des enseignants de français

REVALORISER L'ORAL

(De notre correspondant.)

Limoges. — Enseignant Forêt. Tel était le thème choisi par l'Association française des enseignants de français (AFEF), qui a réuni, à Limoges, son congrès national, avec la participation de quelque six cent cinquante enseignants de la maternelle à l'université.

L'étude de l'oral, partie intégrante de la langue, a toujours été négligée par l'école, expliquent les organisateurs du congrès : c'est l'écrit qu'on étudie, qu'on valorise, et qui sert de modèle pour l'apprentissage de la langue.

Or, sans parole pas de pouvoir, ni dans la profession, ni dans la société, ni même dans les relations interpersonnelles, et c'est dans et par la parole que se structure la personnalité de l'enfant.

Au cours de ces trois jours de réflexions, de conférences et de échanges, une tendance novatrice s'est dégagée : « L'enseignant, dit M. Burgelin, maître assistant à l'université de Lyon, président de l'association, a évolué dans la plupart des disciplines, et on reprend plus aujourd'hui la chimie comme avant la découverte de l'atome. Faut-il enseigner la français après comme avant la télévision ? Il est aberrant que l'on recrute aujourd'hui les professeurs de français à partir de leur aptitude à enseigner le grec ou la littérature du Moyen Âge. Il faudrait mieux qu'on les prépare à affronter les problèmes que leur posent leurs rapports avec des élèves issus de milieux très différents ».

Quarante-deux ateliers ont fonctionné pendant le congrès. L'un d'eux s'est particulièrement intéressé aux enfants étrangers. Près d'un million d'entre eux, âgés de moins de seize ans, sont scolarisés en France.

Quel français leur enseigner ? Avec quels objectifs ? L'atelier a constaté qu'aujourd'hui le français devrait coexister à l'école avec les différentes langues parlées par les immigrés. Il recommandait en conséquence que se constitue au sein de l'Association française des enseignants de français un groupe de travail chargé de sensibiliser les enseignants sur ces problèmes et d'établir des contacts avec l'association des professeurs de langues vivantes « pour une action concertée en vue du développement de l'enseignement des langues de l'immigration ».

Enfin le congrès a discuté et critiqué les instructions préparées par le ministère de l'éducation pour les classes de second cycle. Selon l'AFEF ces directives ne proposent que des notions hétérogènes « érogées à peu près tout, c'est-à-dire rien ».

MARCEL SOULÉ.

POINT DE VUE

Parents, ne soyez ni dociles, ni soumis, ni dupes

par ANTOINE LAGARDE (*)

Ce pays vit en ce moment un événement qui paraît stupéfiant dans tout pays plus démocratique que le nôtre.

Après un siècle d'attente, trois millions et demi de familles, responsables de plus de six millions d'enfants, vont pouvoir élire leurs représentants dans les écoles maternelles et primaires.

Cet événement aurait dû susciter un accord unanime. La préparation de ces élections n'aurait dû provoquer que l'enthousiasme démocratique des enseignants. Il n'en est rien. J'ai dansé des preuves que d'ores et déjà des élections sont fustigées, qu'il y a refus de pluralisme, qu'il y a manipulation des élections.

Je dis que ces pratiques, parce qu'elles en dérivent sous les yeux de six millions et demi d'enfants, ont un mauvais coup porté à l'éveil de notre école et de notre démocratie. C'est pourquoi je lance cet appel.

Tout d'abord je dirai pourquoi notre Fédération a voulu et obtenu ces élections :

Personnellement, j'ai toujours considéré comme un scandale que le droit d'élire leurs représentants soit refusé aux parents dans les écoles. L'école serait-elle moins importante pour une famille que le Parlement, une mairie, une caisse de Sécurité sociale, une chambre consulaire ou un ordre professionnel ? Et quel de plus banal, de plus normal, que cette revendication au moment où les hommes et les femmes de ce pays exigent sur leur lieu de travail, sur leur lieu de vie, d'être informés, d'être associés, rompent ainsi avec une vieille tradition centralisatrice et bureaucratique ?

Seule l'école aurait pu rester à l'écart du mouvement, seuls les parents seraient restés des administrés passifs et irresponsables ?

D'autre part, comment espérer le moindre progrès, la moindre évolution d'une institution qui se fermerait au monde extérieur au point de refuser l'admission à ses propres usagers ?

Voilà pourquoi nous avons voulu

les élections dans les lycées et collèges, que nous avons obtenues en 1968.

Voilà pourquoi nous avons voulu les élections dans les maternelles et les primaires : si nous les avons échoués en trois ans d'efforts.

Encore faut-il qu'il s'agisse d'élections et non de la mise en place, par désignation administrative, de courroies de transmission, d'associations.

Or, voilà ce que certains souhaitent, voilà ce qu'ils sont en passe de réussir si vous, parents, ne réagissez pas en votant massivement et librement.

Tout d'abord, je condamne les propos du secrétaire général du Syndicat national des instituteurs, déclarant à France-Inter, voici quinze jours, son hostilité au principe même des élections.

En réalité, si le Syndicat national des instituteurs se désigne à l'insupportable, c'est que le décret a prévu que, dans le cas où les élections échoueraient, l'inspecteur tirerait au sort publiquement les représentants parmi les parents volontaires.

Faute de boycotter, restait donc à manipuler pour contrôler. Et je condamne maintenant les consignes écrites du Syndicat national des instituteurs de ne s'adresser à faire lire que l'association maison, la Fédération Cornet. Cela est diffusé par tracts et dans les journaux syndicaux.

Nous mesurons actuellement l'effet de ces consignes sur le terrain : retard ou refus de diffuser nos documents d'adhésion, alliance sur l'existence d'autres fédérations.

Je l'ai dit, je l'ai écrit, j'en ai donné les preuves. Je n'aurai cessé de le répéter : à l'école la démocratie est bafouée.

Pour terminer, je m'adresse à tous les parents pour les prendre à témoin. Quelle école, quelle démocratie, peuvent produire de tels comportements ?

Sera-t-elle longtemps laïque, l'école qui refuse le pluralisme associatif ?

La jeunesse indépendante chrétienne dénonce le chômage et l'individualisme

La Jeunesse indépendante chrétienne internationale (JIC), qui groupe les militants de dix-huit pays, a réuni ses représentants à Québec, au mois de juillet dernier. Les dirigeants de la JIC française ont présenté, jeudi 3 novembre, le document élaboré par cette assemblée internationale.

La vie des jeunes des milieux indépendants (classes moyennes, bourgeoises...) se trouve assombrie ainsi par la réponse apportée par la JIC à cette situation : « La formation que nous recevons, écrit le document, fait de nous des techniciens plus capables d'appliquer aveuglément des techniques, sans voir quoi produire aujourd'hui ».

Les jeunes indépendants sont de plus en plus des salariés, puisque les professions libérales se transforment, les architectes, les avocats, les psychologues travaillent de plus en plus dans des groupements. « Dans le secteur tertiaire, les employés de banque ou d'assurance sont re-

dités à être de simples exécutants d'un processus planifié d'en haut ». Le chômage, qui touche deux millions et demi de jeunes en Europe, pèse même sur ceux qui ont un emploi, en créant l'insécurité et la dépendance. Enfin, dans certains pays, les jeunes se voient obligés d'émigrer pour des raisons économiques, intellectuelles (jeunes du tiers-monde : seuls les diplômés occidentaux sont reconnus partout), ou politiques.

« Nous dénonçons clairement, conclut le document, le capitalisme et tout autre système qui porte atteinte aux droits fondamentaux... Nous sommes en voyés pour annoncer la libération intégrale de Jésus-Christ. » Dans chaque pays, la JIC organisera une semaine internationale pour alerter les jeunes indépendants des mécanismes internationaux qui influencent leur vie quotidienne.

* JIC, 3 bis, rue François-Ponsard, 75015 Paris, tél. 504-16-85.

RÉUNIES A LYON

Les communautés sépharades françaises affirment « leur solidarité totale avec l'État d'Israël »

De notre correspondant régional

Lyon. — Les délégués de peu près toutes les grandes communautés sépharades françaises ont participé récemment, au centre communautaire juif de la Duchère à Lyon, aux assises nationales de la section française de la Fédération sépharade mondiale (1), en présence de M. Mordechai Gazit, ambassadeur d'Israël en France.

M. Benatar, président sortant de la section française, comme M. Gagn, président de la Fédération mondiale, ont mis l'accent sur la nécessité, pour les juifs en général, les sépharades français en particulier, d'affirmer sans ambiguïté et avec fermeté notre solidarité totale avec l'État et le peuple d'Israël.

Pour M. Benatar, le mouvement n'a plus seulement aujourd'hui pour ambition « la défense des intérêts culturels et religieux de la communauté. Nous devons devenir, chaque jour davantage, non pas un mouvement politique, mais un mouvement de pression politique ; témoigner de notre solidarité inconditionnelle avec le peuple d'Israël afin que celui-ci retrouve toute sa place dans une société plus juste ».

Ce thème d'une plus grande justice sociale en Israël devrait être repris par un étudiant en médecine qui entend animer une section française des jeunes sépharades. « L'ampleur des disparités sociales, en particulier au niveau de l'éducation, crée des tensions qui peuvent avoir des conséquences dramatiques », a-t-il déclaré en substance.

Pour M. Benatar, le gouvernement de M. Begin paraît avoir pris conscience du désir de la communauté sépharade d'Israël (plus de 50 % de la population)

BERNARD ELIE.

(1) Communauté juive sépharade en France, c'est-à-dire originaire du Bassin méditerranéen et du Proche-Orient. Elle se compose d'environ trois cent vingt-cinq mille personnes, dont un très grand nombre de rapatriés d'Afrique du Nord.

(2) Les ashkénazes sont des juifs originaires d'Occident.

SOUTENANCES DE THÈSES

Doctorat d'État

— Samedi 5 novembre, à 14 heures, université de la Sorbonne nouvelle, salle Jaurès, Mme Françoise Lescure (née Vauthier) : « La crise de l'histoire du Nord (octobre 1968-juin 1974) ».

— Samedi 5 novembre, à 14 heures, université de la Sorbonne nouvelle, amphithéâtre Guizot, M. Michel Wronoff : « Homère, Juge des Troyens ».

— Lundi 7 novembre, à 14 heures, université de la Sorbonne nouvelle, salle Jaurès, Mme Monique Gosselin (née Noël) : « L'expression du naturel dans l'œuvre romanesque de G. Bernanos ».

— Lundi 7 novembre, à 9 heures, université Panthéon-Sorbonne, salle Jaurès, M. Jacques Boudreau : « La Géométrie métrique (État-Uni) ». Contribution à l'analyse spatiale de « Vieux Sud » américain.

● RECTIFICATIF. — Une erreur typographique a rendu incompréhensible le début de l'article sur l'aide accordée aux écoles privées de Saint-Chamond (le Monde du 2 novembre). Il fallait lire dans le premier paragraphe :

« A Saint-Chamond (Loire), les subventions aux écoles privées viennent d'être votées... à l'unanimité par les conseillers socialistes » et communales à une abstention près, celle d'un apparenté communiste. La municipalité de gauche a attribué pour chaque école des subventions de 105 francs de participation à caractère social, 27 francs de fournitures scolaires et 90,11 francs de frais de fonctionnement.

Saint-Chamond compte dix-huit écoles publiques et onze établissements privés du premier degré (et non pas deux), fréquentés par mille six cent vingt-cinq élèves (et non pas cent vingt-cinq). Le numéro exact est : 873-38-39.

● RECTIFICATIF. — Le numéro de téléphone de S.O.E. Futurs mères, un organisme créé par Laissez-les vivre pour venir en aide aux mères qu'une maternité laisse en difficulté, que nous avons indiqué dans le Monde du 1^{er} novembre, était erroné. Le numéro exact est : 873-38-39.

M. Guy de Rothschild dénonce les « divisions » au sein de la communauté juive de France

M. Guy de Rothschild, président du Fonds social juif unifié, organisme financier, administratif et structurel de la communauté juive de France (le CRIF), que préside M. Alain de Rothschild, étant l'organe représentatif de cette communauté, a présidé la semaine dernière la sixième session du conseil national du F.S.U.J. Dans le discours de clôture qu'il a prononcé le 30 octobre au centre Rachi, devant une assemblée de ce conseil, il a évoqué les dissensions provoquées au sein de la communauté juive par la manifestation Douze Heures pour Israël, qui se tenait le même jour au Palais des expositions, la porte de Versailles (le Monde du 1^{er} novembre). « Si la manifestation de 1976, a-t-il déclaré, a été l'occasion d'affirmer tout à la fois l'unité

de la communauté et son soutien indéfectible à Israël, celle du 3 octobre 1977 a donné lieu à des divergences profondes à un moment où Israël connaît une situation la plus dangereuse depuis sa création ».

« (...) La diversité est une richesse de notre communauté et le fondement du F.S.U.J. pour qui le caractère pluraliste est la pierre angulaire de toute entreprise communautaire. Diversité, qui, mais non pas division, car c'est le début de la dégradation, au mieux de la balkanisation de la communauté, c'est la division de la communauté, a ajouté M. Guy de Rothschild, ces haines internes, sont intolérables et je critiquerai non seulement certains dirigeants de la communauté qui ont permis qu'une telle situation se crée, mais aussi ceux dont la vocation et les responsabilités générales sont incompatibles avec l'ingérence dans des problèmes strictement communautaires. Les tergiversations des uns, l'intercommunalisme des autres, tout comme l'électoralisme d'une poignée d'hommes, risquent d'envenimer la situation anarchique aux conséquences imprévisibles pour la communauté, et pour Israël à terme ».

« LA RECHERCHE »

dans la publicité parue en page 65 du « MONDE DE L'ÉDUCATION » (novembre 1977 : « L'enfant et la ville »), l'adresse de cette revue n'a pas été mentionnée.

57, RUE DE SEINE
PARIS (8^e) - Tél. : 326-98-78.

A L'HOTEL DROUOT

Samedi

- 1 - Tableaux et mobilier ancien.
- 2 - Est, tableaux modernes.
- 3 - Belles lettres, art public, coul.
- 4 - Séances de Mrs. S. O. G. Objets art et d'artisanat, prime 10^e.
- 5 - Europe, dentel, jouets et d'art.
- 6 - Imp. Tabl. mod. et d'art.

Composition de la Chambre des Commissaires-Priseurs de Paris Session 1977-1978 : Président : M. ROYLAND Syndic : M. SOLANET Rapporteur : M. OGIER Secrétaire : M. GONZALEZ Trésorier : M. ARISTO Membres : MM. GODDARD, Jean-Paul GOUTY, M. BOISCHARD, BOISCHARD, FERRI, BOISSON, TAJAN, OULLOUX, DEUBERQUE et MILLON.

Par voie électronique. Tarif sur demande. Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande. Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux virements) : les abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les virements en espèces d'impression.

Le Monde

Service des Abonnements 75427 PARIS - CEDEX 03 C.C.P. 6207-23

ABONNEMENTS 1 mois 6 mois 9 mois 12 mois FRANCE - D.O.M. - T.O.M. 146 F 185 F 253 F 379 F TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE 136 F 375 F 533 F 736 F ÉTRANGER (par mandats) X - BELGIQUE-LUXEMBOURG FAXS-BAS - SUISSE 135 F 259 F 365 F 486 F IL - TUNISIE 173 F 325 F 478 F 630 F Par voie aérienne Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande. Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux virements) : les abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les virements en espèces d'impression.

7 et 11, rue la Fayette - 75003 PARIS

Un week-end en Irlande. C'est peu. C'est beaucoup.

C'est peu : même un Irlandais au mieux des formes aurait du mal à vous convaincre que 3 jours et 3 semaines, c'est du pareil au même.

Et pourtant c'est beaucoup : bien qu'étant rigoureusement à la même distance qu'habituellement (c'est prouvé), l'Irlande semble bien plus loin hors saison. Et vous transformez en Irlandais plus vite.

Il y a plusieurs moyens tout préparés de passer un week-end loin de tout. Le plus dépayssant est de s'inviter (1.065 F*) dans une gentilhommière : la courtisane d'un autre âge, l'acertitude d'être dans un autre siècle.

Le plus appétissant est de se consacrer à la gastronomie et d'aller voir un pen à quoi ressemblent les étoiles Michelin du comté de Cork (1.020 F*). Le plus classique, c'est Dublin (990 F*). Les pubs, les boutiques de Duke Street, la Liffey. Et, à 20 kilomè-

tres à peine, l'impression d'être à mille lieues de tout quand on arrive dans le Wicklow.

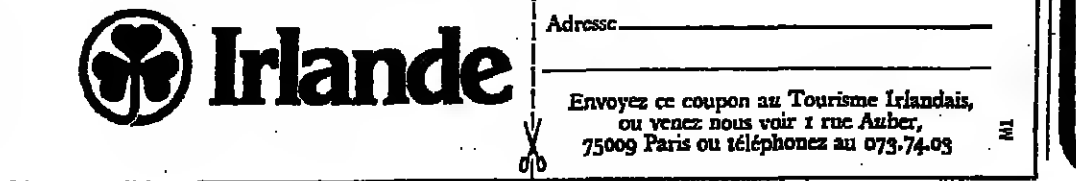
Le plus imprévisible bien sûr, c'est de partir à l'aventure avec une voiture que vous trouvez à l'aéroport (780 F, voyage avion et voiture à kilométrage illimité).

Le plus extravagant c'est d'aller passer ses vacances de Noël en Irlande. Nous avons là-dessus quelques idées qui sortent du commun.

Mais le plus urgent, c'est d'aller voir votre Agot de Voyages : le prochain week-end c'est bientôt.

J'aimerais recevoir votre documentation sur : ☐ les week-ends en Irlande ☐ Noël en Irlande (cochez la case qui vous intéresse)

Nom : Adresse : Envoyez ce coupon au Tourisme Irlandais, ou venez nous voir 1 rue Aubert, 75009 Paris ou téléphonez au 073-74-03



SONY
VIDEO CASSETTE COULEUR
UMATIC V.C. 1830
disponible immédiatement
téléphonez à NICOLE
770.98.25
pour tous renseignements

Pour voir et revoir sur votre téléviseur couleur vos émissions TV préférées, enregistrez-les : formation, information, éducation, sport, réunion de famille.

Jeunes 912.77, pour gratuite prise vidéo sur votre téléviseur couleur (toutes marques).

7 et 11, rue la Fayette - 75003 PARIS

Association universitaire pour l'entraide et la liberté (AUPEL)

POUR QUE L'UNIVERSITÉ NE MEURE...

Pierre Aubenque, Robert Eliot, Marcel Merle, Jean Mura, Charles Piezzi, Georges Videl, Jean-Henri Vivien

Une analyse claire des menaces qui pèsent actuellement sur l'université. Des propositions constructives sur les problèmes d'aujourd'hui et de demain : autonomie, participation, exigences du service public, recherche, accès à l'enseignement supérieur, carrières, etc...

160 PAGES - 29 F

le Centurion

CARNET

Réceptions

L'ambassadeur des Pays-Bas et Mme de Bont ont donné une réception jeudi à l'occasion du départ du ministre plénipotentiaire et de Mme Sadi de Gortier.

La tête des services culturels de l'ambassade des Pays-Bas depuis plus de trente ans, M. de Gortier, qui parle et écrit notre langue à merveille, a accompli une tâche considérable, notamment le rayonnement de l'institut culturel néerlandais de Paris. Il prend aujourd'hui sa retraite qui lui laisse davantage de temps pour se consacrer à son œuvre d'écrivain. Ses amis étaient nombreux, jeudi, non pour lui dire adieu, puisqu'il se fixe en France, mais pour lui souhaiter de nouveaux succès.

Naissances

M. Thierry Pinte et Mme, née Charlotte de la Brosse, ont eu leur fils Jérôme, né le 27 octobre 1977, 23, rue des Bourdonnais, 75006 Versailles.

Mariages

— Anne-Marie Cattan et Jean-Benoît Cattan ont été mariés le 22 octobre à Paris, en l'église de la Madeleine.

— Mayfair Street, West-Paris, 6005 Aubertville-Occidentale.

— On nous prie d'annoncer le mariage de Marie-Françoise Souche et Jean-François ZARN, qui se sont unis le 22 octobre 1977, 13, avenue Foch, 91600 Saint-Mandé.

Décès

— Mme Philippe Bérard, née Marie-Françoise Bérard, est décédée le 2 novembre 1977, à Paris, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

— Mme Maurice Bérard, née Marie-Françoise Bérard, est décédée le 2 novembre 1977, à Paris, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

— Le docteur Serge Chibret et Mme, née Nicole Brunet, ont eu leur fils, né le 2 novembre 1977, à Paris, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

— Le docteur Serge Chibret et Mme, née Nicole Brunet, ont eu leur fils, né le 2 novembre 1977, à Paris, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

— Le docteur Serge Chibret et Mme, née Nicole Brunet, ont eu leur fils, né le 2 novembre 1977, à Paris, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

— Le docteur Serge Chibret et Mme, née Nicole Brunet, ont eu leur fils, né le 2 novembre 1977, à Paris, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

— Le docteur Serge Chibret et Mme, née Nicole Brunet, ont eu leur fils, né le 2 novembre 1977, à Paris, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

— Le docteur Serge Chibret et Mme, née Nicole Brunet, ont eu leur fils, né le 2 novembre 1977, à Paris, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

— Le docteur Serge Chibret et Mme, née Nicole Brunet, ont eu leur fils, né le 2 novembre 1977, à Paris, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

— Le docteur Serge Chibret et Mme, née Nicole Brunet, ont eu leur fils, né le 2 novembre 1977, à Paris, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

— Le docteur Serge Chibret et Mme, née Nicole Brunet, ont eu leur fils, né le 2 novembre 1977, à Paris, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

— Le docteur Serge Chibret et Mme, née Nicole Brunet, ont eu leur fils, né le 2 novembre 1977, à Paris, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

— Le docteur Serge Chibret et Mme, née Nicole Brunet, ont eu leur fils, né le 2 novembre 1977, à Paris, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

— Le docteur Serge Chibret et Mme, née Nicole Brunet, ont eu leur fils, né le 2 novembre 1977, à Paris, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

— Le docteur Serge Chibret et Mme, née Nicole Brunet, ont eu leur fils, né le 2 novembre 1977, à Paris, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

— Le docteur Serge Chibret et Mme, née Nicole Brunet, ont eu leur fils, né le 2 novembre 1977, à Paris, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

— Le docteur Serge Chibret et Mme, née Nicole Brunet, ont eu leur fils, né le 2 novembre 1977, à Paris, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

— Le docteur Serge Chibret et Mme, née Nicole Brunet, ont eu leur fils, né le 2 novembre 1977, à Paris, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

— Le docteur Serge Chibret et Mme, née Nicole Brunet, ont eu leur fils, né le 2 novembre 1977, à Paris, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

— Le docteur Serge Chibret et Mme, née Nicole Brunet, ont eu leur fils, né le 2 novembre 1977, à Paris, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

— Le docteur Serge Chibret et Mme, née Nicole Brunet, ont eu leur fils, né le 2 novembre 1977, à Paris, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

— Le docteur Serge Chibret et Mme, née Nicole Brunet, ont eu leur fils, né le 2 novembre 1977, à Paris, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

— Le docteur Serge Chibret et Mme, née Nicole Brunet, ont eu leur fils, né le 2 novembre 1977, à Paris, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

— Le docteur Serge Chibret et Mme, née Nicole Brunet, ont eu leur fils, né le 2 novembre 1977, à Paris, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

Messes anniversaires

— Pour le premier anniversaire du décès de Jean DUPIN, et en souvenir de son fils Robert, une messe sera célébrée le lundi 7 novembre, à 17 heures, en l'église Saint-François-Xavier.

Visites et conférences

SAMEDI 5 NOVEMBRE

Visites guidées et conférences.

15 h. 30, Palais de la Concorde, Mme Puchat : « Le Louvre et ses environs ».

15 h. 30, rue de la Harpe, Mme Bachelier : « Le musée Marmottan ».

15 h. 30, rue de la Harpe, Mme Bachelier : « Le musée Marmottan ».

15 h. 30, rue de la Harpe, Mme Bachelier : « Le musée Marmottan ».

— Les familles Moulis, Vuillemin, ont le regret de faire part du décès de leur fils, M. Pierre Moulis, né le 2 novembre 1977, à Paris, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

— M. et Mme Pierre Orbeck, ont le regret de faire part du décès de leur fils, M. Pierre Orbeck, né le 2 novembre 1977, à Paris, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

— M. et Mme Pierre Orbeck, ont le regret de faire part du décès de leur fils, M. Pierre Orbeck, né le 2 novembre 1977, à Paris, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

— M. et Mme Pierre Orbeck, ont le regret de faire part du décès de leur fils, M. Pierre Orbeck, né le 2 novembre 1977, à Paris, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

— M. et Mme Pierre Orbeck, ont le regret de faire part du décès de leur fils, M. Pierre Orbeck, né le 2 novembre 1977, à Paris, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

— M. et Mme Pierre Orbeck, ont le regret de faire part du décès de leur fils, M. Pierre Orbeck, né le 2 novembre 1977, à Paris, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

— M. et Mme Pierre Orbeck, ont le regret de faire part du décès de leur fils, M. Pierre Orbeck, né le 2 novembre 1977, à Paris, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

— M. et Mme Pierre Orbeck, ont le regret de faire part du décès de leur fils, M. Pierre Orbeck, né le 2 novembre 1977, à Paris, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

— M. et Mme Pierre Orbeck, ont le regret de faire part du décès de leur fils, M. Pierre Orbeck, né le 2 novembre 1977, à Paris, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

— M. et Mme Pierre Orbeck, ont le regret de faire part du décès de leur fils, M. Pierre Orbeck, né le 2 novembre 1977, à Paris, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

— M. et Mme Pierre Orbeck, ont le regret de faire part du décès de leur fils, M. Pierre Orbeck, né le 2 novembre 1977, à Paris, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

— M. et Mme Pierre Orbeck, ont le regret de faire part du décès de leur fils, M. Pierre Orbeck, né le 2 novembre 1977, à Paris, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

— M. et Mme Pierre Orbeck, ont le regret de faire part du décès de leur fils, M. Pierre Orbeck, né le 2 novembre 1977, à Paris, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

— M. et Mme Pierre Orbeck, ont le regret de faire part du décès de leur fils, M. Pierre Orbeck, né le 2 novembre 1977, à Paris, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

— M. et Mme Pierre Orbeck, ont le regret de faire part du décès de leur fils, M. Pierre Orbeck, né le 2 novembre 1977, à Paris, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

— M. et Mme Pierre Orbeck, ont le regret de faire part du décès de leur fils, M. Pierre Orbeck, né le 2 novembre 1977, à Paris, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

— M. et Mme Pierre Orbeck, ont le regret de faire part du décès de leur fils, M. Pierre Orbeck, né le 2 novembre 1977, à Paris, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

— M. et Mme Pierre Orbeck, ont le regret de faire part du décès de leur fils, M. Pierre Orbeck, né le 2 novembre 1977, à Paris, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

— M. et Mme Pierre Orbeck, ont le regret de faire part du décès de leur fils, M. Pierre Orbeck, né le 2 novembre 1977, à Paris, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

— M. et Mme Pierre Orbeck, ont le regret de faire part du décès de leur fils, M. Pierre Orbeck, né le 2 novembre 1977, à Paris, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

— M. et Mme Pierre Orbeck, ont le regret de faire part du décès de leur fils, M. Pierre Orbeck, né le 2 novembre 1977, à Paris, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

— M. et Mme Pierre Orbeck, ont le regret de faire part du décès de leur fils, M. Pierre Orbeck, né le 2 novembre 1977, à Paris, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

— M. et Mme Pierre Orbeck, ont le regret de faire part du décès de leur fils, M. Pierre Orbeck, né le 2 novembre 1977, à Paris, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

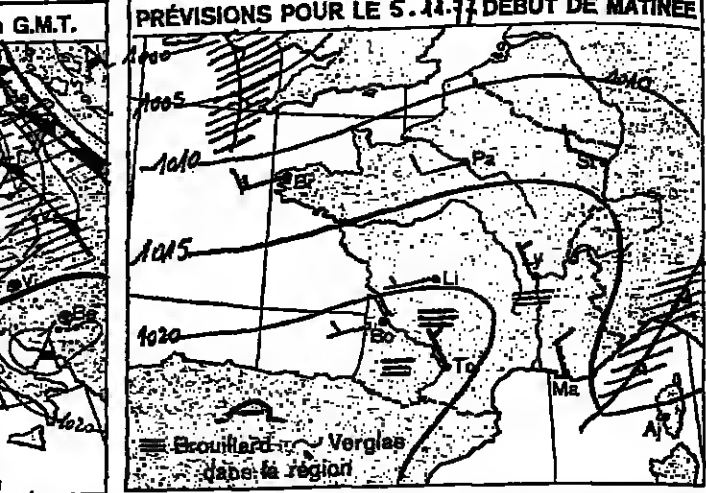
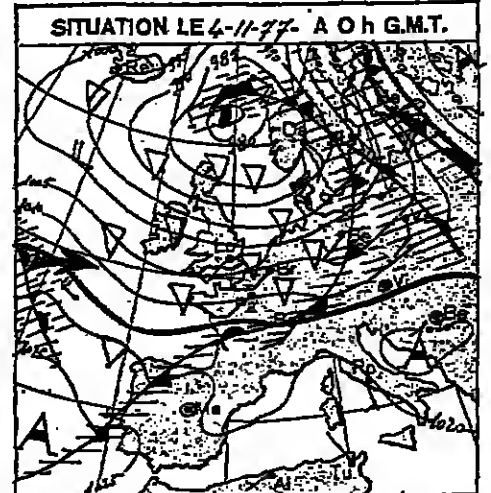
— M. et Mme Pierre Orbeck, ont le regret de faire part du décès de leur fils, M. Pierre Orbeck, né le 2 novembre 1977, à Paris, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

— M. et Mme Pierre Orbeck, ont le regret de faire part du décès de leur fils, M. Pierre Orbeck, né le 2 novembre 1977, à Paris, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

— M. et Mme Pierre Orbeck, ont le regret de faire part du décès de leur fils, M. Pierre Orbeck, né le 2 novembre 1977, à Paris, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

AUJOURD'HUI

MÉTÉOROLOGIE



MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1911

HORIZONTALEMENT

I. Un rien l'habille : France, à l'époque de Charles VII. — II. Très forts quand ils sont bons : Trophée de chasse. — III. Des choses délaissantes : Il y a des heures où l'on ne voit qu'elle sur la plage. — IV. Révèle une ingestion : Vieux roi. — V. Très chargée quand elle est mère : Chose le tripler. — VI. Se dégonfle dès qu'on le met à l'épreuve : Caractère. — VII. Détruit : Lettres de prières. — VIII. Se dégonfle dès qu'on le met à l'épreuve : Caractère. — IX. D'un auxiliaire : Sans tarder. — X. Plus haut chez la femme : Les œufs du chef. — XI. Ce qu'un est en droit d'obtenir d'un historien : Ce que l'on attend d'un témoin. — XII. Fait écho à l'épave (épave). — XIII. Le grand vif le fait toujours avec plaisir : Sorties. — XIV. On le tient par la queue : Fréon. — XV. Sa botte est à la hauteur des pieds : Issue. — XVI. Pronom : Fin de participation. — XVII. Pronom : Fin de participation. — XVIII. Pronom : Fin de participation. — XIX. Pronom : Fin de participation. — XX. Pronom : Fin de participation. — XXI. Pronom : Fin de participation. — XXII. Pronom : Fin de participation. — XXIII. Pronom : Fin de participation. — XXIV. Pronom : Fin de participation. — XXV. Pronom : Fin de participation.

VERTICALEMENT

I. Peut aller de plus en plus : Servent souvent à l'asile à des rochers agglomérés. — II. Retarde une chute : Articles. — III. Vinités. — IV. Parmi les spécialités tourangelles : Voie d'eau. — V. Progressera : Frot descendant. — VI. Un qui a trouvé un bon moyen pour illustrer : 5. Entonné par de pieuses assemblées : Evoque certains jeux de bon ton. — VII. Département : Fit la bombe sous l'Empire. — VIII. Ne laissait pas en place : Se repasse généralement de père en fils. — IX. Lances dans la bête : Renonce à toute transaction. — X. Préposition. — XI. Comme le pape : Grecque. — XII. Occasion de se réjouir. — XIII. Turbulent enfant de Bohème : N'est pas de ce monde : Ajouté par celui qui devient moins intrinsèque. — XIV. Symbole : M. le paquet : Pronom : Victime d'un abus de confiance caractérisé. — XV. Homme ordonné : Une douleur l'Empire. — XVI. Ne laissait pas en place : Se repasse généralement de père en fils. — XVII. Lances dans la bête : Renonce à toute transaction. — XVIII. Préposition. — XIX. Comme le pape : Grecque. — XX. Occasion de se réjouir. — XXI. Turbulent enfant de Bohème : N'est pas de ce monde : Ajouté par celui qui devient moins intrinsèque. — XXII. Symbole : M. le paquet : Pronom : Victime d'un abus de confiance caractérisé. — XXIII. Homme ordonné : Une douleur l'Empire. — XXIV. Ne laissait pas en place : Se repasse généralement de père en fils. — XXV. Lances dans la bête : Renonce à toute transaction. — XXVI. Préposition. — XXVII. Comme le pape : Grecque. — XXVIII. Occasion de se réjouir. — XXIX. Turbulent enfant de Bohème : N'est pas de ce monde : Ajouté par celui qui devient moins intrinsèque. — XXX. Symbole : M. le paquet : Pronom : Victime d'un abus de confiance caractérisé. — XXXI. Homme ordonné : Une douleur l'Empire. — XXXII. Ne laissait pas en place : Se repasse généralement de père en fils. — XXXIII. Lances dans la bête : Renonce à toute transaction. — XXXIV. Préposition. — XXXV. Comme le pape : Grecque. — XXXVI. Occasion de se réjouir. — XXXVII. Turbulent enfant de Bohème : N'est pas de ce monde : Ajouté par celui qui devient moins intrinsèque. — XXXVIII. Symbole : M. le paquet : Pronom : Victime d'un abus de confiance caractérisé. — XXXIX. Homme ordonné : Une douleur l'Empire. — XL. Ne laissait pas en place : Se repasse généralement de père en fils. — XLI. Lances dans la bête : Renonce à toute transaction. — XLII. Préposition. — XLIII. Comme le pape : Grecque. — XLIV. Occasion de se réjouir. — XLV. Turbulent enfant de Bohème : N'est pas de ce monde : Ajouté par celui qui devient moins intrinsèque. — XLVI. Symbole : M. le paquet : Pronom : Victime d'un abus de confiance caractérisé. — XLVII. Homme ordonné : Une douleur l'Empire. — XLVIII. Ne laissait pas en place : Se repasse généralement de père en fils. — XLIX. Lances dans la bête : Renonce à toute transaction. — L. Préposition. — LI. Comme le pape : Grecque. — LII. Occasion de se réjouir. — LIII. Turbulent enfant de Bohème : N'est pas de ce monde : Ajouté par celui qui devient moins intrinsèque. — LIV. Symbole : M. le paquet : Pronom : Victime d'un abus de confiance caractérisé. — LV. Homme ordonné : Une douleur l'Empire. — LVI. Ne laissait pas en place : Se repasse généralement de père en fils. — LVII. Lances dans la bête : Renonce à toute transaction. — LVIII. Préposition. — LIX. Comme le pape : Grecque. — LX. Occasion de se réjouir. — LXI. Turbulent enfant de Bohème : N'est pas de ce monde : Ajouté par celui qui devient moins intrinsèque. — LXII. Symbole : M. le paquet : Pronom : Victime d'un abus de confiance caractérisé. — LXIII. Homme ordonné : Une douleur l'Empire. — LXIV. Ne laissait pas en place : Se repasse généralement de père en fils. — LXV. Lances dans la bête : Renonce à toute transaction. — LXVI. Préposition. — LXVII. Comme le pape : Grecque. — LXVIII. Occasion de se réjouir. — LXIX. Turbulent enfant de Bohème : N'est pas de ce monde : Ajouté par celui qui devient moins intrinsèque. — LXX. Symbole : M. le paquet : Pronom : Victime d'un abus de confiance caractérisé. — LXXI. Homme ordonné : Une douleur l'Empire. — LXXII. Ne laissait pas en place : Se repasse généralement de père en fils. — LXXIII. Lances dans la bête : Renonce à toute transaction. — LXXIV. Préposition. — LXXV. Comme le pape : Grecque. — LXXVI. Occasion de se réjouir. — LXXVII. Turbulent enfant de Bohème : N'est pas de ce monde : Ajouté par celui qui devient moins intrinsèque. — LXXVIII. Symbole : M. le paquet : Pronom : Victime d'un abus de confiance caractérisé. — LXXIX. Homme ordonné : Une douleur l'Empire. — LXXX. Ne laissait pas en place : Se repasse généralement de père en fils. — LXXXI. Lances dans la bête : Renonce à toute transaction. — LXXXII. Préposition. — LXXXIII. Comme le pape : Grecque. — LXXXIV. Occasion de se réjouir. — LXXXV. Turbulent enfant de Bohème : N'est pas de ce monde : Ajouté par celui qui devient moins intrinsèque. — LXXXVI. Symbole : M. le paquet : Pronom : Victime d'un abus de confiance caractérisé. — LXXXVII. Homme ordonné : Une douleur l'Empire. — LXXXVIII. Ne laissait pas en place : Se repasse généralement de père en fils. — LXXXIX. Lances dans la bête : Renonce à toute transaction. — LXXXX. Préposition. — LXXXXI. Comme le pape : Grecque. — LXXXXII. Occasion de se réjouir. — LXXXXIII. Turbulent enfant de Bohème : N'est pas de ce monde : Ajouté par celui qui devient moins intrinsèque. — LXXXXIV. Symbole : M. le paquet : Pronom : Victime d'un abus de confiance caractérisé. — LXXXXV. Homme ordonné : Une douleur l'Empire. — LXXXXVI. Ne laissait pas en place : Se repasse généralement de père en fils. — LXXXXVII. Lances dans la bête : Renonce à toute transaction. — LXXXXVIII. Préposition. — LXXXXIX. Comme le pape : Grecque. — LXXXXX. Occasion de se réjouir. — LXXXXXI. Turbulent enfant de Bohème : N'est pas de ce monde : Ajouté par celui qui devient moins intrinsèque. — LXXXXXII. Symbole : M. le paquet : Pronom : Victime d'un abus de confiance caractérisé. — LXXXXXIII. Homme ordonné : Une douleur l'Empire. — LXXXXXIV. Ne laissait pas en place : Se repasse généralement de père en fils. — LXXXXXV. Lances dans la bête : Renonce à toute transaction. — LXXXXXVI. Préposition. — LXXXXXVII. Comme le pape : Grecque. — LXXXXXVIII. Occasion de se réjouir. — LXXXXXIX. Turbulent enfant de Bohème : N'est pas de ce monde : Ajouté par celui qui devient moins intrinsèque. — LXXXXXX. Symbole : M. le paquet : Pronom : Victime d'un abus de confiance caractérisé. — LXXXXXXI. Homme ordonné : Une douleur l'Empire. — LXXXXXXII. Ne laissait pas en place : Se repasse généralement de père en fils. — LXXXXXXIII. Lances dans la bête : Renonce à toute transaction. — LXXXXXXIV. Préposition. — LXXXXXXV. Comme le pape : Grecque. — LXXXXXXVI. Occasion de se réjouir. — LXXXXXXVII. Turbulent enfant de Bohème : N'est pas de ce monde : Ajouté par celui qui devient moins intrinsèque. — LXXXXXXVIII. Symbole : M. le paquet : Pronom : Victime d'un abus de confiance caractérisé. — LXXXXXXIX. Homme ordonné : Une douleur l'Empire. — LXXXXXXX. Ne laissait pas en place : Se repasse généralement de père en fils. — LXXXXXXXI. Lances dans la bête : Renonce à toute transaction. — LXXXXXXXII. Préposition. — LXXXXXXXIII. Comme le pape : Grecque. — LXXXXXXXIV. Occasion de se réjouir. — LXXXXXXXV. Turbulent enfant de Bohème : N'est pas de ce monde : Ajouté par celui qui devient moins intrinsèque. — LXXXXXXXVI. Symbole : M. le paquet : Pronom : Victime d'un abus de confiance caractérisé. — LXXXXXXXVII. Homme ordonné : Une douleur l'Empire. — LXXXXXXXVIII. Ne laissait pas en place : Se repasse généralement de père en fils. — LXXXXXXXIX. Lances dans la bête : Renonce à toute transaction. — LXXXXXXXX. Préposition. — LXXXXXXXXI. Comme le pape : Grecque. — LXXXXXXXII. Occasion de se réjouir. — LXXXXXXXIII. Turbulent enfant de Bohème : N'est pas de ce monde : Ajouté par celui qui devient moins intrinsèque. — LXXXXXXXIV. Symbole : M. le paquet : Pronom : Victime d'un abus de confiance caractérisé. — LXXXXXXXV. Homme ordonné : Une douleur l'Empire. — LXXXXXXXVI. Ne laissait pas en place : Se repasse généralement de père en fils. — LXXXXXXXVII. Lances dans la bête : Renonce à toute transaction. — LXXXXXXXVIII. Préposition. — LXXXXXXXIX. Comme le pape : Grecque. — LXXXXXXXX. Occasion de se réjouir. — LXXXXXXXXI. Turbulent enfant de Bohème : N'est pas de ce monde : Ajouté par celui qui devient moins intrinsèque. — LXXXXXXXII. Symbole : M. le paquet : Pronom : Victime d'un abus de confiance caractérisé. — LXXXXXXXIII. Homme ordonné : Une douleur l'Empire. — LXXXXXXXIV. Ne laissait pas en place : Se repasse généralement de père en fils. — LXXXXXXXV. Lances dans la bête : Renonce à toute transaction. — LXXXXXXXVI. Préposition. — LXXXXXXXVII. Comme le pape : Grecque. — LXXXXXXXVIII. Occasion de se réjouir. — LXXXXXXXIX. Turbulent enfant de Bohème : N'est pas de ce monde : Ajouté par celui qui devient moins intrinsèque. — LXXXXXXXX. Symbole : M. le paquet : Pronom : Victime d'un abus de confiance caractérisé. — LXXXXXXXXI. Homme ordonné : Une douleur l'Empire. — LXXXXXXXII. Ne laissait pas en place : Se repasse généralement de père en fils. — LXXXXXXXIII. Lances dans la bête : Renonce à toute transaction. — LXXXXXXXIV. Préposition. — LXXXXXXXV. Comme le pape : Grecque. — LXXXXXXXVI. Occasion de se réjouir. — LXXXXXXXVII. Turbulent enfant de Bohème : N'est pas de ce monde : Ajouté par celui qui devient moins intrinsèque. — LXXXXXXXVIII. Symbole : M. le paquet : Pronom : Victime d'un abus de confiance caractérisé. — LXXXXXXXIX. Homme ordonné : Une douleur l'Empire. — LXXXXXXXX. Ne laissait pas en place : Se repasse généralement de père en fils. — LXXXXXXXXI. Lances dans la bête : Renonce à toute transaction. — LXXXXXXXII. Préposition. — LXXXXXXXIII. Comme le pape : Grecque. — LXXXXXXXIV. Occasion de se réjouir. — LXXXXXXXV. Turbulent enfant de Bohème : N'est pas de ce monde : Ajouté par celui qui devient moins intrinsèque. — LXXXXXXXVI. Symbole : M. le paquet : Pronom : Victime d'un abus de confiance caractérisé. — LXXXXXXXVII. Homme ordonné : Une douleur l'Empire. — LXXXXXXXVIII. Ne laissait pas en place : Se repasse généralement de père en fils. — LXXXXXXXIX. Lances dans la bête : Renonce à toute transaction. — LXXXXXXXX. Préposition. — LXXXXXXXXI. Comme le pape : Grecque. — LXXXXXXXII. Occasion de se réjouir. — LXXXXXXXIII. Turbulent enfant de Bohème : N'est pas de ce monde : Ajouté par celui qui devient moins intrinsèque. — LXXXXXXXIV. Symbole : M. le paquet : Pronom : Victime d'un abus de confiance caractérisé. — LXXXXXXXV. Homme ordonné : Une douleur l'Empire. — LXXXXXXXVI. Ne laissait pas en place : Se repasse généralement de père en fils. — LXXXXXXXVII. Lances dans la bête : Renonce à toute transaction. — LXXXXXXXVIII. Préposition. — LXXXXXXXIX. Comme le pape : Grecque. — LXXXXXXXX. Occasion de se réjouir. — LXXXXXXXXI. Turbulent enfant de Bohème : N'est pas de ce monde : Ajouté par celui qui devient moins intrinsèque. — LXXXXXXXII. Symbole : M. le paquet : Pronom : Victime d'un abus de confiance caractérisé. — LXXXXXXXIII. Homme ordonné : Une douleur l'Empire. — LXXXXXXXIV. Ne laissait pas en place : Se repasse généralement de père en fils. — LXXXXXXXV. Lances dans la bête : Renonce à toute transaction. — LXXXXXXXVI. Préposition. — LXXXXXXXVII. Comme le pape : Grecque. — LXXXXXXXVIII. Occasion de se réjouir. — LXXXXXXXIX. Turbulent enfant de Bohème : N'est pas de ce monde : Ajouté par celui qui devient moins intrinsèque. — LXXXXXXXX. Symbole : M. le paquet : Pronom : Victime d'un abus de confiance caractérisé. — LXXXXXXXXI. Homme ordonné : Une douleur l'Empire. — LXXXXXXXII. Ne laissait pas en place : Se repasse généralement de père en fils. — LXXXXXXXIII. Lances dans la bête : Renonce à toute transaction. — LXXXXXXXIV. Préposition. — LXXXXXXXV. Comme le pape : Grecque. — LXXXXXXXVI. Occasion de se réjouir. — LXXXXXXXVII. Turbulent enfant de Bohème : N'est pas de ce monde : Ajouté par celui qui devient moins intrinsèque. — LXXXXXXXVIII. Symbole : M. le paquet : Pronom : Victime d'un abus de confiance caractérisé. — LXXXXXXXIX. Homme ordonné : Une douleur l'Empire. — LXXXXXXXX. Ne laissait pas en place : Se repasse généralement de père en fils. — LXXXXXXXXI. Lances dans la bête : Renonce à toute transaction. — LXXXXXXXII. Préposition. — LXXXXXXXIII. Comme le pape : Grecque. — LXXXXXXXIV. Occasion de se réjouir. — LXXXXXXXV. Turbulent enfant de Bohème : N'est pas de ce monde : Ajouté par celui qui devient moins intrinsèque. — LXXXXXXXVI. Symbole : M. le paquet : Pronom : Victime d'un abus de confiance caractérisé. — LXXXXXXXVII. Homme ordonné : Une douleur l'Empire. — LXXXXXXXVIII. Ne laissait pas en place : Se repasse généralement de père en fils. — LXXXXXXXIX. Lances dans la bête : Renonce à toute transaction. — LXXXXXXXX. Préposition. — LXXXXXXXXI. Comme le pape : Grecque. — LXXXXXXXII. Occasion de se réjouir. — LXXXXXXXIII. Turbulent enfant de Bohème : N'est pas de ce monde : Ajouté par celui qui devient moins intrinsèque. — LXXXXXXXIV. Symbole : M. le paquet : Pronom : Victime d'un abus de confiance caractérisé. — LXXXXXXXV. Homme ordonné : Une douleur l'Empire. — LXXXXXXXVI. Ne laissait pas en place : Se repasse généralement de père en fils. — LXXXXXXXVII. Lances dans la bête : Renonce à toute transaction. — LXXXXXXXVIII. Préposition. — LXXXXXXXIX. Comme le pape : Grecque. — LXXXXXXXX. Occasion de se réjouir. — LXXXXXXXXI. Turbulent enfant de Bohème : N'est pas de ce monde : Ajouté par celui qui devient moins intrinsèque. — LXXXXXXXII. Symbole : M. le paquet : Pronom : Victime d'un abus de confiance caractérisé. — LXXXXXXXIII. Homme ordonné : Une douleur l'Empire. — LXXXXXXXIV. Ne laissait pas en place : Se repasse généralement de père en fils. — LXXXXXXXV. Lances dans la bête : Renonce à toute transaction. — LXXXXXXXVI. Préposition. — LXXXXXXXVII. Comme le pape : Grecque. — LXXXXXXXVIII. Occasion de se réjouir. — LXXXXXXXIX. Turbulent enfant de Bohème : N'est pas de ce monde : Ajouté par celui qui devient moins intrinsèque. — LXXXXXXXX. Symbole : M. le paquet : Pronom : Victime d'un abus de confiance caractérisé. — LXXXXXXXXI. Homme ordonné : Une douleur l'Empire. — LXXXXXXXII. Ne laissait pas en place : Se repasse généralement de père en fils. — LXXXXXXXIII. Lances dans la bête : Renonce à toute transaction. — LXXXXXXXIV. Préposition. — LXXXXXXXV. Comme le pape : Grecque. — LXXXXXXXVI. Occasion de se réjouir. — LXXXXXXXVII. Turbulent enfant de Bohème : N'est pas de ce monde : Ajouté par celui qui devient moins intrinsèque. — LXXXXXXXVIII. Symbole : M. le paquet : Pronom : Victime d'un abus de confiance caractérisé. — LXXXXXXXIX. Homme ordonné : Une douleur l'Empire. — LXXXXXXXX. Ne laissait pas en place : Se repasse généralement de père en fils. — LXXXXXXXXI. Lances dans la bête : Renonce à toute transaction. — LXXXXXXXII. Préposition. — LXXXXXXXIII. Comme le pape : Grecque. — LXXXXXXXIV. Occasion de se réjouir. — LXXXXXXXV. Turbulent enfant de Bohème : N'est pas de ce monde : Ajouté par celui qui devient moins intrinsèque. — LXXXXXXXVI. Symbole : M. le paquet : Pronom : Victime d'un abus de confiance caractérisé. — LXXXXXXXVII. Homme ordonné : Une douleur l'Empire. — LXXXXXXXVIII. Ne laissait pas en place : Se repasse généralement de père en fils. — LXXXXXXXIX. Lances dans la bête : Renonce à toute transaction. — LXXXXXXXX. Préposition. — LXXXXXXXXI. Comme le pape : Grecque. — LXXXXXXXII. Occasion de se réjouir. — LXXXXXXXIII. Turbulent enfant de Bohème : N'est pas de ce monde : Ajouté par celui qui devient moins intrinsèque. — LXXXXXXXIV. Symbole : M. le paquet : Pronom : Victime d'un abus de confiance caractérisé. — LXXXXXXXV. Homme ordonné : Une douleur l'Empire. — LXXXXXXXVI. Ne laissait pas en place : Se repasse généralement de père en fils. — LXXXXXXXVII. Lances dans la bête : Renonce à toute transaction. — LXXXXXXXVIII. Préposition. — LXXXXXXXIX. Comme le pape : Grecque. — LXXXXXXXX. Occasion de se réjouir. — LXXXXXXXXI. Turbulent enfant de Bohème : N'est pas de ce monde : Ajouté par celui qui devient moins intrinsèque. — LXXXXXXXII. Symbole : M. le paquet : Pronom : Victime d'un abus de confiance caractérisé. — LXXXXXXXIII. Homme ordonné : Une douleur l'Empire. — LXXXXXXXIV. Ne laissait pas en place : Se repasse généralement de père en fils. — LXXXXXXXV. Lances dans la bête : Renonce à toute transaction. — LXXXXXXXVI. Préposition. — LXXXXXXXVII. Comme le pape : Grecque. — LXXXXXXXVIII. Occasion de se réjouir. — LXXXXXXXIX. Turbulent enfant de Bohème : N'est pas de ce monde : Ajouté par celui qui devient moins intrinsèque. — LXXXXXXXX. Symbole : M. le paquet : Pronom : Victime d'un abus de confiance caractérisé. — LXXXXXXXXI. Homme ordonné : Une douleur l'Empire. — LXXXXXXXII. Ne laissait pas en place : Se repasse généralement de père en fils. — LXXXXXXXIII. Lances dans la bête : Renonce à toute transaction. — LXXXXXXXIV. Préposition. — LXXXXXXXV. Comme le pape : Grecque. — LXXXXXXXVI. Occasion de se réjouir. — LXXXXXXXVII. Turbulent enfant de Bohème : N'est pas de ce monde : Ajouté par celui qui devient moins intrinsèque. — LXXXXXXXVIII. Symbole : M. le paquet : Pronom : Victime d'un abus de confiance caractérisé. — LXXXXXXXIX. Homme ordonné : Une douleur l'Empire. — LXXXXXXXX. Ne laissait pas en place : Se repasse généralement de père en fils. — LXXXXXXXXI. Lances dans la bête : Renonce à toute transaction. — LXXXXXXXII. Préposition. — LXXXXXXXIII. Comme le pape : Grecque. — LXXXXXXXIV. Occasion de se réjouir. — LXXXXXXXV. Turbulent enfant de Bohème : N'est pas de ce monde : Ajouté par celui qui devient moins intrinsèque. — LXXXXXXXVI. Symbole : M. le paquet : Pronom : Victime d'un abus de confiance caractérisé. — LXXXXXXXVII. Homme ordonné : Une douleur l'Empire. — LXXXXXXXVIII. Ne laissait pas en place : Se repasse généralement de père en fils. — LXXXXXXXIX. Lances dans la bête : Renonce à toute transaction. — LXXXXXXXX. Préposition. — LXXXXXXXXI. Comme le pape : Grecque. — LXXXXXXXII. Occasion de se réjouir. — LXXXXXXXIII. Turbulent enfant de Bohème : N'est pas de ce monde : Ajouté par celui qui devient moins intrinsèque. — LXXXXXXXIV. Symbole : M. le paquet : Pronom : Victime d'un abus de confiance caractérisé. — LXXXXXXXV. Homme ordonné : Une douleur l'Empire. — LXXXXXXXVI. Ne laissait pas en place : Se repasse généralement de père en fils. — LXXXXXXXVII. Lances dans la bête : Renonce à toute transaction. — LXXXXXXXVIII. Préposition. — LXXXXXXXIX. Comme le pape : Grecque. — LXXXXXXXX. Occasion de se réjouir. — LXXXXXXXXI. Turbulent enfant de Bohème : N'est pas de ce monde : Ajouté par celui qui devient moins intrinsèque. — LXXXXXXXII. Symbole : M. le paquet : Pronom : Victime d'un abus de confiance caractérisé. — LXXXXXXXIII. Homme ordonné : Une douleur l'Empire. — LXXXXXXXIV. Ne laissait pas en place : Se repasse généralement de père en fils. — LXXXXXXXV. Lances dans la bête : Renonce à toute transaction. — LXXXXXXXVI. Préposition. — LXXXXXXXVII. Comme le pape : Grecque. — LXXXXXXXVIII. Occasion de se réjouir. — LXXXXXXXIX. Turbulent enfant de Bohème : N'est pas de ce monde : Ajouté par celui qui devient moins intrinsèque. — LXXXXXXXX. Symbole : M. le paquet : Pronom : Victime d'un abus de confiance caractérisé. — LXXXXXXXXI. Homme ordonné : Une douleur l'Empire. — LXXXXXXXII. Ne laissait pas en place : Se repasse généralement de père en fils. — LXXXXXXXIII. Lances dans la bête : Renonce à toute transaction. — LXXXXXXXIV. Préposition. — LXXXXXXXV. Comme le pape : Grecque. — LXXXXXXXVI. Occasion de se réjouir. — LXXXXXXXVII. Turbulent enfant de Bohème : N'est pas de ce monde : Ajouté par celui qui devient moins intrinsèque. — LXXXXXXXVIII. Symbole : M. le paquet : Pronom : Victime d'un abus de confiance caractérisé. — LXXXXXXXIX. Homme ordonné : Une douleur l'Empire. — LXXXXXXXX. Ne laissait pas en place : Se repasse généralement de père en fils. — LXXXXXXXXI. Lances dans la bête : Renonce à toute transaction. — LXXXXXXXII. Préposition. — LXXXXXXXIII. Comme le pape : Grecque. — LXXXXXXXIV. Occasion de se réjouir. — LXXXXXXXV. Turbulent enfant de Bohème : N'est pas de ce monde : Ajouté par celui qui devient moins intrinsèque. — LXXXXXXXVI. Symbole : M. le paquet : Pronom : Victime d'un abus de confiance caractérisé. — LXXXXXXXVII. Homme ordonné : Une douleur l'Empire. — LXXXXXXXVIII. Ne laissait pas en place : Se repasse généralement de père en fils. — LXXXXXXXIX. Lances dans la bête : Renonce à toute transaction. — LXXXXXXXX. Préposition. — LXXXXXXXXI. Comme le pape : Grecque. — LXXXXXXXII. Occasion de se réjouir. — LXXXXXXXIII. Turbulent enfant de Bohème : N'est pas de ce monde : Ajouté par celui qui devient moins intrinsèque. — LXXXXXXXIV. Symbole : M. le paquet : Pronom : Victime d'un abus de confiance caractérisé. — LXXXXXXXV. Homme ordonné : Une douleur l'Empire. — LXXXXXXXVI. Ne laissait pas en place : Se repasse généralement de père en fils. — LXXXXXXXVII. Lances dans la bête : Renonce à toute transaction. — LXXXXXXXVIII. Préposition. — LXXXXXXXIX. Comme le pape : Grecque. — LXXXXXXXX. Occasion de se réjouir. — LXXXXXXXXI. Turbulent enfant de Bohème

POINT DE VUE

Quels rendez-vous pour le chèque-vacances ?

M. JACQUES MEDECIN, secrétaire d'Etat au tourisme, vient d'affirmer que le seul effet mécanique de la croissance actuelle du phénomène touristique supprimerait, en sept ans, les inégalités en matière de départ en vacances (le Monde du 15 octobre).

Une telle affirmation ne semble pas reposer sur des bases sérieuses, car la croissance a principalement bénéficié aux catégories déjà favorisées de la population. On peut rappeler que, selon les statistiques gouvernementales, 47 % des ouvriers et 34 % des employés ne peuvent actuellement utiliser leurs congés payés : que, de plus, un grand nombre d'entre eux qui partent doivent abréger leur séjour faute de ressources suffisantes ; enfin, que ce sont les plus défavorisés qui doivent se contenter de vacances au rabais.

Depuis 1974, le Conseil économique et social, le Conseil supérieur du tourisme, la commission nommée par le président de la République, et présidée par M. Jacques Blanc, ont unanimement reconnu que de nombreux Français, estimés à six millions, ne pouvaient partir pour des raisons purement financières et ont, en conséquence, réclamé la mise en place d'aides à la personne au départ en vacances, notamment l'institution du chèque-vacances.

Depuis 1971, les organisations syndicales (C.G.T., C.F.D.T., F.O., FEN), mutualistes et coopératives ont mis au point un système d'aide à la personne sous la forme du chèque-vacances. Il s'agit d'un système contractuel et volontaire.

Rappelons que ce système consiste à faire acquiescer par les employeurs, auprès d'organismes émetteurs spécialisés, des titres de paiement que ceux-ci cèdent chaque mois à leur personnel, à un prix inférieur à leur valeur. Ces chèques-vacances sont acquis tout au long de l'année par les travailleurs et sont utilisés par eux au paiement de prestations de services liées aux vacances. Les prestataires de services se font rembourser leurs chèques-vacances par l'organisme émet-

teur, ce remboursement étant garanti par un pool bancaire auprès duquel sont déposés les fonds.

Le système de chèque-vacances intéresse bien toutes les catégories de Français, et nous en sommes bien d'accord. Pour les salariés, la bonification serait versée par les employeurs, pour les autres catégories socio-professionnelles (artisans, fonctionnaires, agriculteurs, commerçants, retraités, veuves civiles, etc.), des textes particuliers d'application devront définir le ou les organismes susceptibles d'accorder la bonification. On ne voit pas pourquoi il faudrait que les salariés attendent que l'application du système soit étendue à toutes les catégories socio-professionnelles pour pouvoir, eux-mêmes, bénéficier du chèque-vacances.

Si le chèque-vacances ne peut résoudre en lui-même le problème de l'étalement des vacances, il pourrait, dès lors qu'il serait largement répandu, constituer une incitation, dans la mesure où un chèque d'une valeur de 100 francs sera accepté, par exemple, en juin et septembre pour le règlement d'une prestation de 120 francs. Nous pouvons affirmer que de nombreuses organisations de tourisme social et de nombreux hôteliers saisonniers sont prêts à accorder de telles bonifications aux chèque-vacances, mais ceci suppose, au préalable, que le chèque-vacances soit mis en fonctionnement et que les organisations promotrices du chèque-vacances n'aient jamais revendiqué un quelconque monopole. Elles ont cependant demandé que soit institué un système de contrôle par les représentants des usagers des organismes émetteurs, afin que les fonds stables, placés auprès des banques, servent à faciliter l'octroi de prêts pour le financement d'investissements sociaux et non pour celui d'hôtels quatre étoiles.

Le système du chèque-vacances est prêt à fonctionner depuis 1972, puisque l'Union coopérative a été créée avec le soutien de l'ensemble des associations du tourisme social ; elle bénéficie de

l'aide et de l'assistance d'organismes techniques : la Caisse suisse de voyage (REKA), qui fonctionne depuis 1938, lui apporte son parrainage et son expérience ; le Chèque-Déjeuner C.C.R., qui émet plus de cinquante millions de titres-restaurant par an et met à sa disposition son support administratif, technique et comptable ; l'Union coopérative équipement loisirs (UCEL), établissement financier du tourisme social ; le pool bancaire actuellement constitué par la Banque française de crédit coopératif, la Banque centrale des coopératives, la Banque fédérative du crédit mutuel et la Caisse centrale de crédit coopératif.

Mais, depuis 1972, le système n'a pu fonctionner faute d'accord du gouvernement sur l'exonération des charges fiscales et sociales demandées pour la contribution des employeurs.

Nous demandons aux pouvoirs publics de donner leur accord à un tel amendement à la loi de

finances de 1978, qui, comme le signale le rapport de la commission Blanc, n'aura d'effet que progressivement : sur les recettes futures de la Sécurité sociale et des allocations familiales à partir de 1979, et sur celles de l'Etat à partir de 1980 (revenus de l'année 1979).

Si l'on veut que le système puisse fonctionner en 1979, il est indispensable que le principe de l'exonération soit reconnu dans la loi de finances en cours d'examen devant le Parlement. Ceci permettrait de mettre à l'étude les textes d'application en 1978 de façon qu'ils puissent être promulgués avant le fin du premier semestre 1978. Les travailleurs pourraient alors se procurer des chèques-vacances au cours du quatrième trimestre 1978 pour pouvoir les utiliser lors de leurs vacances 1979.

PIERRE TRIBIE,
Président du conseil
de surveillance
de « Chèque-Vacances ».

EMIRATS ET HOTELIERS

Palaces à la suite

(Suite de la page 19.)

Pour florissante qu'elle soit, l'hôtellerie qui se développe dans les pays du Golfe n'en demeure pas moins une hôtellerie à part. Non seulement tous les produits de consommation y sont importés mais les chaînes internationales se voient contraintes d'aller recruter leurs personnels en Inde et au Pakistan, car les Arabes préfèrent généralement le petit commerce, l'exploitation d'un taxi, aux métiers hôteliers. Hilton a donc mis sur pied à Khartoum (Soudan), un cycle de formation de huit semaines, qui, à raison de trois heures de cours théorique et de trois heures d'exercices pratiques par jour, transforme un Indien qui n'a jamais vu une fourchette en serveur stylé. Et la société se propose d'installer dans

les emirats mêmes une école de formation commune à tous les pays du Proche-Orient.

La formation du personnel, le transport et le logement de celui-ci et de sa famille (trois cent vingt personnes à la charge d'Hilton, à Abou-Dhabi), les salaires, supérieurs de 30 % à ceux pratiqués en Europe, sont légèrement compensés par l'absence totale d'impôts.

Au bout du compte, Hilton est obligé d'élever ses tarifs. Alors qu'à Paris la chambre double coûte 71 dollars (345 francs), elle est facturée 88 dollars (427 francs) à Dubaï et, à Abou-Dhabi, 92 dollars (448 francs) par jour.

Les hôteliers du Moyen-Orient sont des gens heureux.

ALAIN FAUJAS.

CHIFFRES

Mapotel
saute les frontières

Depuis cinq ans, Mapotel, association composée d'hôteliers indépendants, et fondée voici quarante années, a multiplié les contacts afin de nouer avec des chaînes du même type des pays européens d'étroites relations, qui, comme souhaité, ont débouché sur un accord. Ainsi, les nouveaux partenaires (1), désormais groupés sous le nom de « Les hôteliers européens indépendants », disposent-ils maintenant de quarante mille chambres réparties dans six cents hôtels de catégories 3 ou 4 étoiles.

Le central de réservation parisien (2) se charge de retenir dans tous les établissements membres, qu'ils soient de ce côté-ci des frontières ou de l'autre.

France-Mapotel compte pour sa part cent onze hôtels (six mille chambres), dont quatre-vingt-on ont un restaurant — parfois de très haute qualité, comme celui d'André Daguin, à l'Hôtel de France, à Auch (Gers).

(1) Outre France-Mapotel : Mapotel-Espagne, Interchange (Grande-Bretagne), Golden Tulip (Pays-Bas), Inter 5 (Suède), Inter N (Norvège), Irish Welcome (Irlande), Ambassador Service Hotel (Suisse), Polot Hotel (Finlande), DE Hotels (Danemark), Ritz Hotels Deutschland (R.F.A.).

(2) Central Mapotel Paris : 2, rue de la Ville l'Évêque, 75008 Paris, tél. 286-41-74, télex : 290 987.

Caravanes :

le vent en poupe

En 1960, le parc français des caravanes comptait environ 30 000 unités. Cette année, on peut en recenser 740 000. Un chiffre qui montre bien le succès rencontré par ce mode de vacances, assurément moins onéreux que les séjours en hôtel. Lors du dernier Salon, ouvert du 6 au 16 octobre, quelque deux cents fabricants avaient ancré sur 55 000 mètres carrés d'exposition près de 2 500 modèles. Le chiffre d'affaires de l'industrie française des caravanes s'est monté l'an dernier à 885 millions de francs.

Ainsi, la France tient la tête du peloton caravanier d'Europe, immédiatement suivie par la Grande-Bretagne (725 000 uni-

tés), l'Allemagne fédérale (431 000), les Pays-Bas (297 000) et la Belgique (170 000).

Un vélo

au bout du quai ?

Le service « train + vélo » n'est pas une exclusivité française : il existe aussi en Allemagne, en Suisse, en Autriche et en Belgique, comme l'indique un récent numéro de l'Union internationale des chemins de fer. En France, l'expérience entamée durant l'été 1973 sur 4 gares a été portée à 35 l'année suivante, puis à 82 au cours de l'été dernier, avec un parc de 750 machines. De l'autre côté du Rhin, c'est 250 gares allemandes qui offrent cette solution aux touristes à moyens modestes. En Suisse, 1 200 vélos sont 600 gares, en Autriche 290 vélos et 36 gares, en Belgique, enfin, 20 gares équipées, mais 90 où il est possible d'abandonner l'engin au terme de la randonnée.

Grande-Bretagne : ces touristes qui rapportent...

A la fin de cette année, c'est à peu près 3 milliards de francs (soit 25,5 milliards de francs) que les touristes auront fait entrer dans les caisses de la Grande-Bretagne. Déjà, l'année dernière, dix millions de visiteurs avaient sauté la Manche pour dépenser plus de 2 milliards de francs (environ 17 milliards de francs) dans les îles de Sa Gracieuse Majesté. Selon le British Tourism Authority (l'administration du tourisme britannique), le tourisme est devenu la troisième source de bénéfices du pays.

Portugal : reprise

du tourisme étranger

Le nombre de touristes étrangers venus au Portugal en septembre 1977 a été de 72 % supérieur à celui enregistré en 1976 au cours du même mois. Quant à l'augmentation intéressante la période janvier-septembre de l'année en cours, c'est à 42 % de mieux qu'en 1976 que l'on évalue les services officiels du tourisme portugais. — (Reuter).

BASF PRESENTE LE 1^{er} AMPLI-TUNER EVOLUTIF

Comment éviter que l'ampli-tuner que vous allez acheter ne devienne, peu de temps après, un matériel déjà dépassé ?

Avec le BASF 6440, BASF apporte, pour la première fois, une véritable réponse à ce problème.

Les techniques changent, vous changez de boîte noire.

L'évolution la plus rapide et les modifications les plus sensibles se situent au niveau des techniques permettant d'accroître le rapport signal/bruit (DNL, Dolby...) et de celles visant à améliorer la séparation des 4 canaux en stéréophonie.

Dans le BASF 6440, nous avons rassemblé ces fonctions dans une boîte noire interchangeable. Chaque fois qu'un nouveau système verra le jour, vous n'aurez pas besoin de changer d'appareil.

pour en bénéficier. Il vous suffira d'acquiescer la boîte noire correspondante.

Faits et chiffres.

Le BASF 6440 n'a pas pour seule qualité d'être évolutif. Regardez bien les caractéristiques du tableau ci-contre : elles sont éloquentes. La sensibilité en particulier est remarquable : c'est la meilleure de tous les ampli-tuners.

D'ailleurs, le BASF 6440 est sorti vainqueur de 69 autres appareils dans un test comparatif organisé par la revue spécialisée "Hi-Fi Stéréophonie".

Documentation et liste des points de vente sélectionnés sur demande : BASF 140, rue Jules-Guesde, 92300 Levallois-Perret. Tél. 738.33.22.

Prix indicatif unit. 10.77 : 3800 F.

Partie Tuner

4 gammes d'ondes OC-PO-GO-FM.
FM à 7 stations pré-régulées.
FM stéréo - démodulateur incorporé.
2 mètres (1) mesure de crête reçue.
22 accord précis en stéréo.

Muting 5 positions avec filtre stéréo.
Réponse facile sur très grand cadran à l'index.
Réglage des fonctions en service par diode LED.

Sensibilité FM : 0,7 µV
FM mono 1,0 µV - 25 dB S/N
FM stéréo 2,0 µV - 45 dB S/N

Bande passante FM stéréo : 18 Hz - 14 800 Hz
Taux de distorsion FM stéréo : < 0,3 %
Rapport signal/bruit mono : > 65 dB
stéréo : > 63 dB

Effet de capture : 12 dB
Sélectivité : 62 dB

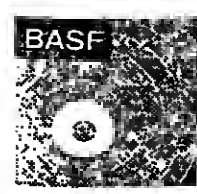
Partie Ampli

Puissance efficace (RMS) 2 x 40 W (8 Ω) / Facteur d'amplification 16 / Bande passante - 3 dB 9 Hz à 38 000 Hz
Distorsion à 40 W : < 0,1 %
Dynamique : - 48 dB
Rapport S/B magnéto : - 84 dB
plaine TO : - 62 dB
correcteur RIAA : < 1 dB

Sélections pour :
• 3 ondes normales
• 2 ondes stéréo
• 1 casque stéréo ou quadri
• ampli supplémentaire
• magnéto de copie
• instruments de musique électronique (guitare, orgue...)

Entrées pour :
• antenne FM 300 Ω et 75 Ω
• antenne AM
• magnéto 1
• magnéto 2 : copies
• platine TO magnétique
• platine TO céramique
• entrée directe sur ampli

Protection électronique des sorties : mise en service retardée.
Livrée avec un module ONI, agissant sur toutes les fonctions du tuner et de l'ampli.



هكذا من الأصل

Des repères pour la Transcaucasie

En pleine Arménie soviétique, se pratiquent encore des rites venus du fond des temps. Pour que soient exaucés leurs vœux, les familles, le dimanche, vont sacrifier, en grande pompe, une paire de pigeons ou de poulets, voire un chapon — l'importance de la victime est-elle à l'aisance des donateurs ? Le monton, curieusement, est amené en cortège à l'église, bûlé par le prêtre grégorien, puis égorgé tout à côté du lieu saint. On accroche le ruban à un arbre voisin, afin que le divinité (Dieu ?) reconnaît les siens. Alors, en plein air, l'animal est rôti, partagé entre tous les assistants — famille, amis, mais aussi passants — et la fête commence : odeur de monton grillé que l'on mange avec cet étrange pain ressemblant à une crêpe fine et craquelée, le *lavash*, chanté et musique, rondes d'hommes qui dansent les mains en l'air, comme sur tout le pourtour du bassin méditerranéen (et sur les fresques rupestres du Daghestan, au bord de la Caspienne, qui datent du septième millénaire avant notre ère).

L'Arménie semble, par toutes ses fibres, reliée à des temps immémoriaux. Le mont Ararat, qui transparaît parfois à travers la brume, est celui où Noé vint échouer l'Arche. Des églises de pierre à demi ensevelies dans le roc, comme le monastère de Gerhards, sortent intactes du quatrième siècle ; vue d'ici, l'histoire occidentale apparaît soudain bien relative. Les églises arméniennes, à l'inverse des russes, sont partiellement dépourvues : pas d'icônes,

seulement, sur les parois, des pierres ciselées, à la signification imprécise : pierres tombales ou ex-voto ? Mais à Gerhards, solidement, un bas-relief d'acaciaux, taillés, agiles, béni, là où l'on attendait la « croix » resuscitée, encore la vigueur d'un paillard, antérieur. Rasolmi aurait pu tourner Médée ici.

Le glaive et la coupe

Pierres ciselées, pierres arides des plateaux du Caucase, ciselées de basalte à pic dans les gorges, pierres roses d'Érevan, la capitale. Les Arméniens disent eux-mêmes de leur pays qu'il est « une symphonie de pierre ». Ce qui frappe à Érevan, c'est l'atmosphère méditerranéenne, détendue, aisée. La ville, toute de tuf volcanique rose, a été entièrement reconstruite depuis la Révolution. Les larges avenues sont tempérées d'arbres et de fontaines, dont l'une compte autant de jets que la ville d'années : elle a été fondée en 782 avant Jésus-Christ. Dans les rues, les hommes s'attendent à boire du café ou du vin sous les ombrages. Dans les jardins publics, les mères de famille promènent leurs enfants comme dans n'importe quelle ville de province, et le samedi soir les robes longues ne sont pas rares à l'Opéra, où l'hymne national arménien est joué au début de chaque représentation.

Le vin, les fruits, une certaine rusticité et le souvenir de Staline : son portrait est encore partout en Géorgie, même si sa patrie d'origine ne lui doit rien. Ici, la Russie

de Moscou ou de Leningrad est loin.

La fierté et la bonne humeur nonchalante des Géorgiens suscitent l'ironie des Moscovites : « Les Géorgiens ne portent pas de montre, ils n'en ont pas besoin, ils ne font rien ». Ou bien : « A Moscou, les gens ont des voitures parce que c'est utile, en Géorgie c'est pour paraitre ».

Les demeures patriciennes de la vieille ville de Tbilissi, accrochées à la colline autour de la synagogue et de quelques chapelles encore en activité, font penser à la Louisiane. Ces vieilles maisons à étages et balcons de bois peints aux couleurs passées donnent une impression de déséquilibre. Au sommet de la colline, une immense statue de métal symbolise la Géorgie : le glaive dans une main, pour les ennemis ; la coupe dans l'autre, pour les amis.

Ibises et pistachiers

Au restaurant Daryal, sous les fresques du Donatier Rousseau local — le peintre « naïf » du début du siècle, Peremenchvili — les hommes seuls boivent entre amis du vin de Géorgie en chantant et en mangeant de la soupe aux haricots rouges (*lobio*), du fromage rôti (*saulougouni*), du chachiki arrosé de sauce aux prunes, le tout agrémenté de pain et d'herbes aromatiques que l'on croque fraîches (persil, cerfeuil, aneth, une espèce de menthe aux feuilles violettes). Mais le bon ordre soviétique fait fermer les restaurants trop tôt le soir et n'autorise pas les « vrais » cafés.

Autour de Bakou, à perte de vue, depuis plus d'un siècle les derrick font le paysage. Les balances des pompes alimentent mécaniquement le désert, et l'odeur des torréfacteurs et des fumées d'usines est omniprésente dans la ville, coincée entre la mer Caspienne et la péninsule aride de l'Apshéron. Bien que l'Azerbaïdjan ne produise plus que 5 % du pétrole de l'Union soviétique, la prospérité de Bakou reste fondée sur l'industrie chi-

mique qu'a permis de développer la bonne qualité du pétrole local. Tout ici est contrasté. Contraste entre les immeubles bâtis dans le style français du dix-neuvième siècle, lors des premières années de l'extraction du pétrole, et le quartier de la citadelle avec ses caravansérails, ses mosquées et ses minarets, où le palais des chahs de Shirvan abrite ibises et pistachiers : contraste entre l'aspect texan du Bakou moderne, où des chantiers de construction s'ouvrent à chaque coin de rue, et les villages pauvres et tristes de l'Apshéron : contraste entre les zones désertiques abandonnées depuis des siècles par le recul de la Caspienne et les zones intensément irriguées des sovkhozes de fruits et légumes.

Arménie, Géorgie, Azerbaïdjan, chacune des républiques de Transcaucasie exprime farouchement sa nationalité. Leurs langues, tout en étant très anciennes, restent partiellement vivantes, avec leurs alphabets propres. L'enseignement est organisé jusqu'à l'université dans la langue locale, parallèlement au russe. Une seule chaîne sur trois, dans chaque république, retransmet les programmes de Moscou. Les élites intellectuelles sont soucieuses d'entretenir des liens directs avec leurs homologues à l'étranger. Parallèlement, chez les responsables politiques locaux, se manifeste la volonté de voir se développer leurs pouvoirs et leur autonomie. Ainsi le maire de Bakou — qui ressemble étonnamment à Jimmy Carter — faisait la remarque que chaque république devait résoudre tous ses problèmes de développement, en ayant prioritairement des pouvoirs locaux.

La question des nationalités, avec toutes les difficultés qu'elle soulève au niveau de la répartition des pouvoirs et des transferts de biens et de revenus au sein de l'Union, est sûrement douloureuse. Les Moscovites ne l'abordent pas sans passion : « Ils n'ont rien ! Et maintenant, regardez-les, ils vivent mieux que nous ! »

J.-J. et M. DAYRIES.

Le Colisée retrouvé

Pour accéder au Colisée, les touristes n'auront plus besoin d'effectuer un pénible trajet pédestre entre les véhicules lancés à toute allure : la voie automobile vient d'être, en effet, interdite entre le célèbre monument et l'arc de Constantin. « Il est très préférable d'étendre cette interdiction à tout le pourtour du Colisée, nous a fait remarquer M. Claudio Morichiani Carpano, directeur de la Surintendance archéologique de Rome. C'est néanmoins un premier pas encourageant ».

La soule des archéologues semble être surtout d'ordre esthétique. Certes, les vibrations du trafic automobile ne peuvent que faire du mal à un édifice vieux de dix-neuf siècles, abîmé par le foudre en 217, puis par trois tremblements de terre, en 422, 1201 et 1255. Mais le Colisée est bien assis sur ses bases, et l'on déplore essentiellement l'altération du paysage due à la présence des automobiles.

La restauration du monument entreprise depuis 1973 ne porte d'ailleurs pas sur « la statique », comme l'affirme M. Morichiani Carpano. Il s'agit seulement de faire quelques petites consolidations, de remplacer des blocs fissurés et d'imperméabiliser les murs, car les tonnes de travertin volées au Colisée depuis le Moyen Âge pour « habiller » d'autres bâtiments l'ont rendu plus vulnérable.

Après l'alerte de 1973, le monument a dû être fermé au public pendant un an et demi. Actuellement, le parti adopté sous l'ère, ainsi que les douzième et treizième siècles restent encore interdits. Mais on espère terminer l'essentiel des travaux d'ici à la fin de 1978 et permettre alors au public de déambuler à sa guise dans ce qui fut le théâtre des batailles de gladiateurs et du supplice des premiers chrétiens.

ROBERT SOLÉ.

Pas d'accord

PORTES OUVERTES A L'EST

Après l'article de notre correspondant à Belgrade, Paul Yankovitch intitulé « La Yougoslavie à la porte ouverte » (le Monde du 15 octobre), M. C. Billard, d'Orléans, nous a adressé la lettre suivante : « Appréhendant depuis de nombreuses années la qualité de vos publications qui, en règle générale, ne manquent pas d'objectivité, étant ouvertes à toutes les tendances politiques, j'ai été choqué par la lecture de l'article de Paul Yankovitch qui stipule, je cite : « Elle est également le seul pays communiste à l'intérieur duquel un étranger peut circuler librement par tous les moyens de locomotion... ».

Four qui, à l'heure des dernières années dans les divers pays de l'Est européen, il est notoire qu'à l'Albanie, difficilement accessible, seuls l'Union soviétique et son fidèle satellite l'Allemagne ont obtenu le droit de circuler librement par tous les moyens de locomotion... ».

● T.V.A. à taux réduit pour les locations meublées et les hôtels de préfecture. L'Assemblée nationale a adopté, le mardi 13 octobre, un amendement qui étend à toutes les formes d'hébergement le taux réduit de la T.V.A. (6 % au lieu de 7 %) — ou lieu de 17,60 % — s'appliquera à « la fourniture de logement et aux trois quarts du prix de pension ou de demi-pension dans les hôtels non homologués de tourisme ainsi qu'aux locations meublées ». En contrepartie, le taux de la T.V.A. sera majoré pour

les produits de toilette de luxe à « phase d'alcool ». Cette mesure, proposée par les groupes P.R. et R.P.R., constitue la première application des conclusions du rapport Blanc sur le tourisme social. En effet, celui-ci prévoyait d'abaisser la fiscalité applicable aux hôtels de préfecture pour « préserver leur fonction sociale ». Une mesure identique était demandée pour les meublés afin de « valoriser le patrimoine existant, sous-utilisé ou en difficulté ».

Les produits de toilette de luxe à « phase d'alcool ». Cette mesure, proposée par les groupes P.R. et R.P.R., constitue la première application des conclusions du rapport Blanc sur le tourisme social. En effet, celui-ci prévoyait d'abaisser la fiscalité applicable aux hôtels de préfecture pour « préserver leur fonction sociale ». Une mesure identique était demandée pour les meublés afin de « valoriser le patrimoine existant, sous-utilisé ou en difficulté ».

PANORAMA IMMOBILIER

HONFLEUR
Appartements du studio au triplex — Investissement de tout 1^{er} ordre
Documentation à :
SCELA RENOVATION DU VIEL HONFLEUR, SHERIDAN S.A.
24, place Gambetta, 14000 HONFLEUR — Tél. : (05) 68.07.37

DEAUVILLE
A partir de 4 800 F le m².

Dans un parc nous avons réalisé un petit immeuble de grand standing dans le style normand traditionnel. Tout Deauville est à votre porte : les plages, le casino, les hippodromes, le golf, le port.

RESIDENCE EDENPARK
Chemin de Tourgville - 14910 Benerville-sur-Mer
SCEPHEMME
18 bis de Courcelles - 75008 Paris - Tél. : 822.57.93
30 rue Saint-Jacques - 91400 Chelles - Tél. : (01) 69.55.55
Sur place :
Deauville - Agence : 88 rue Victor-Hugo - 14000 Deauville
Tél. : (05) 68.22.58

COSTA BRAVA
AMPURIABRAVA - A 35 km du Port de Roses
Appartements T3+ piscine + aménagement baignade 130 000 F.
Villas "les pieds dans l'eau" 93,25 m² au sol + 600 m² terrain + 15 m de quai pour bateau 210 000 F.
Possibilités de crédit 20 % sur 4, 10, 15, 20, 25, 30, 35, 40, 45, 50, 55, 60, 65, 70, 75, 80, 85, 90, 95, 100 %.

PROMOVENTS INTERNATIONAL
1, rue Louis Moreau 91150 ETAMPES - (01) 49.09.95

Après DÉVALUATION ESPAGNE
Villas 4 pièces 110 m² terrain complet
4 pièces 110 m² terrain complet, piscine, chauffage, sur 800 m² avec vue panoramique sur mer et montagnes. Pêche sur demande.
30 autres villas à partir de 75000 F
LOVAC, 18, rue Blaise 75009 PARIS
Tél. 67.54.57 — 67.54.58

A BEAULIEU-SUR-MER
Une vue exceptionnelle sur la mer
La Résidence GORDON BENNETT
2 pièces et studio de bain, chauffage central, 1^{er} étage, 70 m²
M. C. Billard, 7, rue de la République, 93110 Rosny-sous-Bois - Tél. (01) 48.28.16

Avec vue panoramique sur mer et montagnes
VOTRE VILLA A NICE
A 7 minutes de la promenade des Anglais et de la mer.
Habitable immédiatement, avec piscine et jardinage.
Constructeur sur place : VILLAS MONICA, 366, av. de Fabron.
Visites et téléphone : (03) 26.54.77 (l'après-midi).

N'ACHETEZ PAS EN MONTAGNE SANS AVOIR CONSULTÉ
le Spécialiste Immobilier de
MAJORELLE, FERRIER & CIE, CHAMPS-ÉLYSÉES-ALPES
Joindre règlement à AGEP - 13 rue Louis-Philippe, 91010 Villiers-sur-Marne
Le N° de novembre T.F. ORANGE - 10 F (étranger)
L'abonnement pour 10 numéros
(dont 4 spéciaux Montagne) 45 F (France) - 55 F (étranger)

COTE D'AZUR... SKI et SOLEIL
AURON, station neige à 30 minutes de NICE
LA RESIDENCE AZUR NEIGE
Mini-studio, 60.000 F et +, au 4 pièces
22 bis, Boulevard Poincaré-Charlotte - MONTE-CARLO - Tél. : (05) 30.38.57

Achetez ou louez en montagne
Appartements, chalets - Gestion assurée
CATALOGUE DES LOCATIONS SUR DEMANDE
M. d'Arbo Agence - A. DESGRIE et Cie
72150 Val d'Aure-Saint-Léger - Tél. : (05) 88.58.22

VAL THORENS en Savoie
Skiez plus blanc toute l'année
dans le plus grand domaine skiable du monde
du studio au 4 pièces
RESIDENCE 3 VALLEES
BERTOLINO - 38000 GRENOBLE - 57, rue de Mortillet
Tél. : (03) 42.50.72

SUISSE / MAYENS-DE-RHODES (1500 mètres)
A vendre ou à louer, dans une villa de 1000 m² avec piscine, chauffage central, 1^{er} étage, 70 m²
L'abonnement pour 10 numéros
(dont 4 spéciaux Montagne) 45 F (France) - 55 F (étranger)

IBIZA - Rega Lisa
Une propriété de prestige à la fin de la ville, dans une villa de 1000 m² avec piscine, chauffage central, 1^{er} étage, 70 m²
L'abonnement pour 10 numéros
(dont 4 spéciaux Montagne) 45 F (France) - 55 F (étranger)

Argeles-sur-Mer - 66 Centre ville - 1 km de la plage
15 villas du T3 au T5
Construction traditionnelle - Chauffage central - Garage - Jardin clos
Livraison immédiate - Vende direct - Prix à partir de 280.000 F - Location possible
CALDERON - 8, rue Saint-Cyprien - 66010 PERPIGNAN
Tél. : (05) 50.19.34 et 50.73.12

SAINT MANDRIER (Côte Varoise)
Loin de la foule, au cœur d'un parc fleuri de 5 ha avec tennis et aires de jeux pour les enfants, les petits immeubles de la Pinède Saint Georges s'ouvrent largement sur la Méditerranée.
De nombreuses familles ont déjà été séduites. Pourquoi pas vous ?
Livraison immédiate. Possibilité de location.
Rens. sur place 7 jours sur 7 - Tél. : (04) 94.97.03
Rens. à Paris, 47, avenue Hoche (8e) - Tél. : 824.45.63

RENTABILISEZ 4 FOIS PLUS VOTRE INVESTISSEMENT SPORTS D'HIVER

Mieux qu'une simple résidence à la neige, un studio ou un appartement aux Givettes c'est :
• Le ski de piste, le ski de fond... En hiver les skieurs de la Côte 2000 sont aux pieds de l'immeuble.
• La pêche, la spéléo, les balades en forêt...
• La montagne, la piscine... En été.
• Le cheval, le tennis... En automne.

Parce que les Givettes, c'est d'une vue sur la mer, et à 5 mn de Villard-de-Lans, et dans le Vercors la saison dure toute l'année. Essayez les Givettes dès cet hiver, en louant ou en achetant, prêts personnalisés jusqu'à 80 %.

Autrefois, la piscine... En été.
• Le cheval, le tennis... En automne.

Desire recevoir une documentation gratuite :
☐ Givettes studio ou appartement
☐ formule de location

A retourner à :
S.C.I. Les Givettes, 38200 Villard-de-Lans
Tél. : (05) 95.10.79 / 95.11.47

les givettes en vercors

Pour plus d'informations sur cette rubrique, s'adresser à MULTIMEDIA : 271 32 55

مكتبة من الأصل

Les bonnes d'un grand

LES SIX JOURS DES TR

% de succès

réalité
plan : Lanka

ceylane

TOURISME CEYLANAIS

LA STATION SANS STATIONS

DEPUIS quelques années, les stations de sports d'hiver cherchent à s'adapter à de nouvelles saisons touristiques : l'exploitation de la seule neige ne suffit plus, disent unanimement les directeurs des stations, à amortir des installations de plus en plus coûteuses. Déjà, certains d'entre eux ont su attirer des estivants rebutés par les plages surpeuplées, en leur proposant le calme de la montagne et des activités comme la randonnée, le tennis, le golf, l'équitation.

M. Louis Perret, directeur de Puy-Saint-Vincent (Hautes-Alpes), veut, lui, faire « tourner » la station « encore plus longtemps, au-delà de l'été. Aussi se propose-t-il d'attirer les clients à l'automne. Pour gagner ce qui ressemble — jusqu'ici — à un pari, il dispose d'un bel atout : l'environnement. A 20 kilomètres de Briançon (230 kilomètres de Lyon, 250 de Marseille, 700 de Paris), la station de Puy-Saint-Vincent s'étend sur les contreforts de la Fendine, de 1 400 à 1 750 mètres, et domine la vallée de Valloise, porte du parc national des Ecrins. Louis Perret, un Avignonnais de trente-neuf ans bouillonnant d'idées, veut maintenant faire connaître les Hautes-Alpes sous d'autres couleurs : les verts, les jaunes et les rouges de l'automne. En octobre, le remonte-pente est-il à l'arrêt ? qu'à cela ne tienne, à sa place, l'escalade des sentiers à travers les médoces, avec l'espoir d'apercevoir au petit matin quelques coqs de bruyère, tandis qu'en toile de fond se dévoilent progressivement à la lumière du jour naissant la Barre des Ecrins et les cimes du Pelvoux.

Ceux d'en bas et ceux d'en haut

« Le public ne connaît que les sentiers de la neige — du moins en Savoie — regrette Louis Perret. Bien souvent, on ne sait pas où est notre département et les gens continuent encore à penser à Briançon ! »

Pour vaincre les obstacles et gagner son pari il proposera, à l'automne 1978 des tarifs d'hébergement (draps, électricité, chauffage compris) de 50 francs par personne pour un week-end allant du samedi matin au dimanche soir, et de 125 francs pour un séjour du vendredi soir au lundi matin. D'autre part, il consentira une réduction d'environ 10 % sur le tarif pratiqué dans les locations de septembre pour des séjours de plus longue durée en octobre. Il faut en effet assurer la rentabilité des investissements et, notamment, des

Deux slaloms géants en décembre

Louis Perret, rétorque, lui, que la station a empuché le village de mourir : « Il a fallu ouvrir une nouvelle classe à l'école et la station apporte de substantielles ressources à la commune, comme, par exemple, le versement de 3 % des recettes des remontées mécaniques sans contrepartie d'aucun service. »

Cette nouvelle carte, qu'il joue aujourd'hui, lui donnera-t-elle l'occasion de mettre fin à la guerre qui subsiste entre l'ancien et le jeune Puy-Saint-Vincent ? Des deux côtés, en tout cas, on se prépare, en attendant l'automne prochain, à recevoir la marée des skieurs qui débarquera des décaembre, et à encaisser les « royalties ». De toute façon, Puy-Saint-Vincent espère bien attirer de nombreux regards les 19 et 20 décembre prochains avec les deux slaloms géants de son premier Grand Prix international, organisé par la Fédération internationale de ski (FIS). — E. F.

* Puy-Saint-Vincent, station : 73120 Courchevel, Office de tourisme, le 75 à Valloise.

COURCHEVEL

INITIATION A LA MISE EN CONDITION PHYSIQUE

du 22 au 29 janvier 1978 - du 26 au 28 mars 1978
Hébergement en hôtel 3 étoiles N.N. + Ski-pass

RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS : COURCHEVEL ACCUEIL OFFICE DU TOURISME

73120 COURCHEVEL 1830 - Tél. : (78) 08-00-29.

Egalement cot hiver à Courchevel :
Stage SKI LIMITE, avec Sylvain Saudan. Semaines de Ski.

Une avalanche en quête de responsables

C'EST le 6 janvier 1978, soit après un long délai de réflexion, que le tribunal de grande instance de Tarbes rendra son jugement dans l'affaire des avalanches de La Mongie, la plus importante station de sports d'hiver de toute la chaîne des Pyrénées. Le dossier est venu à l'audience du vendredi 28 octobre, où l'ancien directeur de la station, M. Marcel Bérat, quarante-six ans, ancien inspecteur du parc national des Pyrénées, était prévenu d'homicide involontaire et de blessures involontaires par imprudence : les avalanches du 15 février 1976 avaient causé la mort de sept skieurs, et il y avait eu une dizaine de blessés, plus ou moins gravement atteints.

Depuis, les autorités préfectorales ont décidé de clarifier la situation de la gestion de cette station et d'imposer de nouvelles normes de sécurité. Le substitut du procureur de la République, M. Parant, qui prononcera le réquisitoire, n'a pas caché que les poursuites engagées contre M. Bérat avaient précisément cette signification profonde : « Il existait au moment du drame, entre les localités tutrices de La Mongie, Bagnères et Campan, un différend au sujet des prérogatives et des responsabilités respectives qui ne se recoupent pas, mettant le directeur de la station dans une position très difficile. » Ce différend s'est encore aggravé puisque le tribunal administratif de Pau est saisi du problème, a déclaré l'un des défenseurs de M. Bérat, M. Didier Rouzeau. De son côté, M. de Lafond, du barreau de

Grenoble, autre défenseur du prévenu, devait dire qu'il avait fait les sept morts de La Mongie pour que les problèmes de sécurité soient enfin abordés sur le plan financier ; par l'Etat qui a accordé 3 640 000 francs pour la protection de la route d'accès ; par les communes de Campan et de Bagnères mises en demeure, en un premier temps, d'effectuer des travaux de sécurité des pistes pour un montant de 800 000 francs.

Partie civile pour deux victimes de Toulouse (M. Battistella, trente-deux ans, ingénieur, et Mlle Metge, vingt ans, infirmière), M. Bru, du barreau de Toulouse, a déclaré que : « Les compagnies d'assurances couvrant par contrat les villes de Bagnères et de Campan se retranchent derrière la thèse qu'il n'y a pas de responsabilité précises pour qu'elles accordent des indemnités aux victimes. »

Rapport secret

Le procureur de la République, M. Parant, allait ensuite s'étonner que les prévisions météorologiques de l'observatoire du pic du Midi soient retranchemées par Toulouse après avoir été traitées par la station centralisatrice de Saint-Martin-d'Hères, près de Grenoble. « Pourquoi de tels cheminement ont lieu d'une transmission directe d'à peine 4 kilomètres entre le pic du Midi et la station de La Mongie ? »

Le ministère public a observé que M. Bérat était le seul responsable, puisqu'il détenait une délégation permanente de pon-

voir du maire de Bagnères, et qu'il était ainsi investi de l'autorité et de la compétence. Il n'y avait pas lieu dans ces conditions de rechercher la faute du maire. « Nous avons voulu, en poursuivant M. Bérat, porter un grave débat sur un plan public pour que l'opinion soit informée des dangers existants à La Mongie et, d'une manière plus générale, dans toutes les stations, et souligner qu'il faut partout des moyens nettement meilleurs pour assurer la sécurité. »

Désormais, les directeurs de station pourront faire preuve d'autorité et s'opposer à des intérêts commerciaux. Le ministère public n'a demandé aucune peine précise contre M. Bérat.

M. de Lafond a encore déclaré qu'il ne ferait pas de « concessions aux autorités administratives qui auraient dû se retrouver à cette audience aux côtés de l'ancien directeur de la station. Pourquoi M. Bérat est-il seul contre tous ? Pourquoi, avant 1976, la commission de sécurité des Hautes-Pyrénées ne s'est-elle jamais préoccupée des problèmes de cette grande station ? Ainsi un homme seul paie-t-il l'absurdité de la situation de deux communes qui ne s'entendent pas, et il a fallu qu'en pleine saison de ski, en 1977, les autorités préfectorales, constatant que les travaux de protection n'avaient pas encore été commencés, décident la fermeture, jusqu'à nouvel ordre, de toutes les pistes nord de la station. »

M. de Lafond a révélé que, dans un rapport de la commission d'enquête administrative nommée après le drame — rap-

port qui n'a pas été rendu public, — il était constaté « qu'il faudrait quinze années au moins pour que les travaux de protection soient définitivement assurés ».

Bulletin quotidien

Considérant « qu'on n'avait jamais vu, non seulement dans les Pyrénées mais en France, d'avalanches aussi subtiles que celle qui, à La Mongie, ont emporté tout sur plus d'un kilomètre », l'avocat a mis alors en cause les responsables pyrénéens des stations pour n'avoir pas encore obtenu l'institution d'un centre d'observation de la neige qui soit propre au massif et non tributaire du centre grenoblois de Saint-Martin-d'Hères. Si ce dernier établit un bulletin quotidien d'observations pour les Alpes, les Pyrénées ne bénéficieraient que d'un bulletin météorologique tous les trois jours seulement. Il a indiqué encore que « si les bulletins de Saint-Martin-d'Hères avaient été pris au pied de la lettre, toutes les stations des Alpes auraient dû interrompre leurs activités de remontées mécaniques, du 27 janvier au 9 avril 1976 ».

M. de Lafond a rappelé, enfin, que le Comité français des stations de sports d'hiver et la Fédération française de ski s'étaient opposés à ce qu'une commission présidée par M. Christian Geroudeau prévoie, le 12 mai 1976, « que les parours de certaines zones situées hors des pistes, et dans lesquelles existaient des dangers d'avalanches pourraient être interdits aux skieurs ».

GILBERT DUPONT.

ASSURANCE

fait le rapport. La déclaration doit être adressée par lettre recommandée dans les cinq jours à l'assureur. Ce dernier indemniser la victime à votre place, à condition que votre contrat d'assurance ne soit pas la pratique du ski. Votre responsabilité est également émise par l'assureur de votre club (affilié à la Fédération française de ski ou à la Fédération française de la montagne), ou par un contrat « sports d'hiver » souscrit pour l'occasion. C'est à l'assureur du club ou à celui auprès duquel vous vous êtes assuré que vous enverrez la déclaration d'accident.

● Si vous vous blessez tout seul. — Vous vous retrouvez à l'hôpital avec, par exemple, une jambe cassée : l'établissement de soins vous réclamera votre numéro de Sécurité sociale, afin de vous faire bénéficier des indemnités prévues par cet organisme. Si vous êtes titulaire d'une « individuelle - accidents », déclarez l'accident à votre assureur dans les cinq jours. De même, si vous êtes garanti par un contrat d'une fédération (ski ou montagne), ou par un contrat spécial « sports d'hiver » couvrant les dommages corporels dont vous pouvez être victime.

● Si vous blessez quelqu'un. — Vous devez déclarer l'accident à votre assureur en précisant les circonstances, indiquer le nom et l'adresse de votre victime, le numéro de votre contrat d'assurance de « responsabilité civile chef de famille » et, s'il y a lieu, quelle brigade de gendarmerie a

ainsi, rappelle le C.D.I.A., que la cour d'appel de Chambéry a déclaré entièrement responsable de ses blessures la passagère d'un télésiège en panne, qui, en dépit des conseils de patience prodigués par un préposé, avait sauté dans le vide.

De tels accidents sont d'autant plus rares que les usagers se montrent prudents et les exploitants vigilants. Car, de leur côté, les exploitants sont évidemment tenus d'avoir un matériel vérifié, en parfait état de fonctionnement, un personnel à la fois compétent et suffisant et... une assurance. A la suite du déraillement d'un câble, le tribunal de grande instance d'Albertville a déclaré l'exploitant responsable de l'accident qui s'en suivit, la victime n'ayant commis aucune faute.

● Le téléphérique est considéré comme un ascenseur. — Dans le cas d'un accident de téléphérique, la responsabilité de l'exploitant est presque toujours retenue. La cabine de téléphérique est considérée comme la cabine d'un ascenseur.

(1) C.D.I.A., 2, Chaussée d'Antin, 75009 Paris. Tél. : 824-88-12 et 779-88-35.
(2) Etude portant sur des accidents de ski constatés à l'hôpital de Grenoble entre 1969 et 1974.

forfaits neige chaussez les Arcs

forfait n° 1
Ski évolutif :
490 F.
Location skis et chaussures.
4 h de cours collectifs par jour.
Usage illimité des remontées mécaniques sur tout le domaine des Arcs pendant 7 jours.

Les Arcs, c'est aussi la promenade, les restaurants, les cinémas, les discothèques, une garderie d'enfants... et du soleil !

Réservez : Christine Petit
Maison des Arcs - 75014
98, bd du Montparnasse
322.43.33
ou chez votre agence de voyages

Investissement neige

4 raisons d'investir à Superdevoluy

- 1 Vous achetez le m² moins cher que dans la plupart des grandes stations nouvelles.
- 2 Vous louez à une clientèle de plus en plus nombreuse.
- 3 Vous louez une courbe hiver.
- 4 Vous vous offrez un hébergement à la station, pendant 1 semaine, pour jouer par vous-même.

Bon de documentation et de location gratuite

A retourner à SUPERDEVOLUY SARL
Parc de la Vallée du Rhône - 13120 Courchevel
06 74 00 00 00 - Tél. 04 78 00 00 00

Je suis intéressé par Superdevoluy, et je désire recevoir une documentation complète sur la Résidence des Arcs et être informé des possibilités d'hébergement pendant 7 jours dans les premières semaines de la saison 1978-79, à partir du 15 octobre et le 27 mars 1978.

Nom : _____
Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____
Ville : _____
Tél. : _____

chaussez les Arcs

forfait n° 2
Hôtel du Golf
3 étoiles NN
1.540 F.
Personne complète (saison exceptée)
Usage illimité des remontées mécaniques pendant 7 jours.
Location matériel + assurance Poly-Arcs.
4 h de cours par jour pendant 7 jours.
Garderie d'enfants (2-6 ans).

(*) Prix saison par personne en chambre double - Vue M-Blanc

Les Arcs, c'est aussi la promenade, les restaurants, les cinémas, les discothèques... et du soleil !

Réservez : Christine Petit
Maison des Arcs - 75014
98, bd du Montparnasse
322.43.33
ou chez votre agence de voyages

Ne téléphonez plus 50 fois pour réserver votre séjour dans les Alpes 1 fois suffit

Tel. (50) 45 33 33

Ski Hôtel Reservations
2 rue Saint-François-de-Soleil
74000 Annecy France
Tél. 04 78 38 97 57



forfaits neige chaussez les Arcs

forfait n° 3
Studio
"spécial Noël" :
710 F.*
forfait.
remontées mécaniques, gratuit pour 1 des 4 occupants du studio.

(*) Prix vacances scolaires par personne en studio.
Vue Mont-Blanc
(4 personnes par studio minimum, taxe non comprise).

Les Arcs, c'est aussi la promenade, les restaurants, les cinémas, les discothèques... et du soleil !

Réservez : Christine Petit
Maison des Arcs - 75014
98, bd du Montparnasse
322.43.33
ou chez votre agence de voyages

مكتبة من الأصل

PREMIÈRES PENTES

sables

gnères, et ti de l'au- tence. Il ces condi- l'acte du vout, en porter un lan public t informée La Mon- plus géné- ditions, et tout des l'ère pour l'économique, a pourrout t et d'op- commer- public n'a se précise

a encore t pas de tés admi- nt d'a se lence aux jout de la érot, est-il vut, avant t s'écourt t s'est-elle problèmes Ainsi un "sécurité amonies", et il a n. de ski, tectonales, u de pro- ncore été émettue, le toutes tion n.

été que, commis- istrative — rap-

On glisse, on marche ...

A FOND LES PLANCHES !

PRATIQUE seulement per quelques "lanettes" - il y a encore des ans, le ski de fond est en passe de devenir aujourd'hui un phénomène de masse. La clientèle actuelle du ski nordique compte quatre cent cinquante mille adeptes en France, et la clientèle potentielle a été estimée à douze millions de personnes. Depuis 1972, presque toutes les stations de ski alpin se sont dotées de pistes de ski de fond. De leur côté, de nombreux petits villages de moyenne montagne ont investi dans la construction d'un taver de ski de fond, acquis du matériel, engagé des moniteurs.

« L'expérience a été un succès qui a dépassé toutes nos espérances », constate avec une certaine fierté M. Roux, le maire de la commune de Vassieux-en-Vercors. Le village compte deux cent cinquante-sept habitants mais reçoit en moyenne chaque dimanche d'hiver six cents skieurs. Ils viennent parcourir les 70 kilomètres de pistes balisées qui serpentent dans le forêt. « Pendant la semaine, nous accueillons beaucoup de scolaires, le dimanche ils reviennent avec leurs parents », note l'un des responsables du foyer de fond où travaillent à partir du 15 décembre dix personnes et, notamment, des agriculteurs du village. En deux ans, deux hôtels ont été construits dans la commune, et plusieurs cultivateurs pratiquent l'« accueil à la ferme » après avoir aménagé des gîtes ruraux ou des chambres d'hôtes. « Le ski de fond joue désormais un rôle écono-

mique très important », Vassieux, affirme M. Roux. Autrement dit, tout l'hiver, nous nous sur-tions isolés, car personne ne venait ici.

Mais le ski de fond n'a pas pour autant enrichi toutes les communes. Certains constatent même que cette activité est devenue trop envahissante et risque de poser à terme de graves problèmes. Quand on tente de mesurer les « retombées » de cette pratique sportive, on observe qu'elles sont souvent « négatives », comme le considère l'hôtelier de La Foclaiz : « Les tondeurs montent le matin de Chambéry avec leur matériel et repartent quatre ou cinq heures plus tard sans avoir consommé quoi que ce soit dans la station. Que reste-t-il à la commune ? Les détritus, les papiers gras, le gaz carbonique et les taches d'huile. »

Ce sont les communes, par

l'intermédiaire de leur foyer de fond, qui ont aménagé et balisé les pistes, les ont entretenues et les ont dotées des premières chutes de neige. A Bessans, en Savoie, on estime que pour une saison normale l'entretien des pistes coûte de 700 à 900 francs le kilomètre. Pendant la saison 1976-1977, Vassieux a dépensé 10 000 francs pour damer ses « boucles ». « Il y a deux ou trois ans, raconte le président du foyer de fond, peu de tondeurs possédaient des skis. Nous les leur louons et le bénéfice réalisé nous permettait de boucler notre budget. Aujourd'hui, avec 200 francs, on peut s'équiper dans un grand magasin. » Si ces recettes disparaissent, les communes devront donc trouver ailleurs l'argent nécessaire pour offrir des pistes convenables. « Mais où ? » soupire un des maires confrontés à ce problème.

« Un sport de riches... »

de l'argent recueilli ! Un arrêté du ministre de l'intérieur serait en cours d'élaboration, qui donnerait aux communes la possibilité de disposer de tous les terrains publics et privés recouverts de neige. Il est à craindre alors que de nombreuses communes (elles sont actuellement cinq ou six) s'engagent dans la pratique du « péage », encore que ce système demeure très perméable en raison de la dimension des boucles de fond difficile à contrôler.

Jean-Jacques Rolland, président du Syndicat national des

moniteurs et professeurs de ski nordique, refuse quant à lui ce qu'il appelle « les nouvelles autoroutes payantes de montagne ». Il estime que les pistes de fond doivent être considérées comme un équipement public ouvert à tous, à l'instar d'un stade d'athlétisme. Il redoute que par l'intermédiaire du péage on introduise définitivement dans cette discipline essentiellement sportive les affaires commerciales, et que le fond devienne rapidement un « sport de riches » : « Comment accepter que le plus simple plaisir de la marche, de la randonnée, du « bon d'air » soit payant ? »

Des solutions plus « réalistes » ont envisagées. La première consisterait à aménager des parkings payants à proximité des départs des boucles de fond. Cette formule est déjà pratiquée avec succès au Canada. Mais viendrait-on forcément gérer sa voiture à cet endroit ? La seconde solution propose d'associer la collectivité « émettrice » de fondeurs (par le biais des syndicats intercommunaux ou de syndicats mixtes) aux charges de construction et d'entretien des boucles.

Le développement très rapide du ski de fond semble avoir pris tout le monde de court. Personne, cependant, ne peut désormais rester indifférent aux demandes de plus en plus pressantes des fondeurs qui revendiquent « la droit à la nature » et la liberté d'aller et venir... Sur une neige encore gratuite.

CLAUDE FRANÇILLON.

COURCHEVEL Semaines de ski

11-17 décembre 1977.
18-24 / 15-21 / 22-28 janvier 1978.
29 janvier-4 février 1978.
26 mars-1^{er} avril 1978.
16-22 avril 1978.

2 formules :
Pension complète au hôtel 2, 3 ou 4 étoiles et remontées mécaniques.
ou
pension complète en hôtel 2, 3 ou 4 étoiles, remontées mécaniques et cours de ski.

RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS :
COURCHEVEL ACCUEIL
OFFICE DU TOURISME
73120 COURCHEVEL 1830
Tél. : (79) 08-00-29

Egalement cet hiver à Courchevel : STAGE SKI LIMITE avec S. SAUDAN.

nouvelle brochure VVT
hiver 77 - printemps 78
avec toutes les formules
de vacances
pour tous les âges

voyages vacances tourisme

5, bd de Vaugirard
75015 Paris
tél. : 538.20.00

11, quai des Célestins
69002 Lyon
tél. : (78) 37.83.90

Bon pour une brochure gratuite

Nom _____
Adresse _____
Code postal _____

ASSURANCES SANS RISQUE

ainsi, rappelle le C.D.E.A. le tour d'appel de Chambéry a été entièrement responsable par « blessures » les passagers témoins en panne, qui, en cas de constat de patience pour un préposé, avait saisi le vide.

De tels accidents sont d'au-tant plus rares que les usagers sont prudents et les exploitants vigilants. Car, de leur côté, les exploitants sont évi-demment responsables de l'entretien matériel et de l'entretien personnel. A l'exploitant du téléphérique, c'est son assureur qui procédera aux indemnisations.

« Il faut respecter (aussi) la priorité sur les champs de neige. Sur la neige comme sur la route, il faut respecter la priorité : le skieur ou le lugeur « amont » doit modifier sa trajectoire en vue d'éviter le skieur ou le lugeur « aval » qu'il aperçoit au-dessous de lui. Les amateurs de vitesse sont donc tenus de garder le contrôle de leurs skis ou de leur luge. »

La cour d'appel de Nîmes a ainsi déclaré entièrement responsable un lugeur qui n'ayant pu contrôler son engin avait renversé un skieur évoluant devant lui. En l'occurrence, le skieur a été indemnisé pour ses blessures par l'assureur du lugeur.

Les magistrats ajoutent, en effet, que le skieur « aval » (qui ne voit pas forcément ce qui se passe derrière lui) n'a pas l'obligation de laisser le passage libre à ceux qui le suivent. Il doit seulement évoluer correctement et avoir un comportement prévisible pour le skieur « amont ». La Cour de cassation a récemment confir-

me un jugement dans ce sens. Une skieuse avait été heurtée par un skieur alors qu'elle se trouvait au-dessous de lui. Elle a été déclarée responsable pour avoir, lors de l'accident, parce qu'elle avait commis une faute en pénétrant sur une piste à pente rapide, en un point à visibilité limitée, et sans s'assurer qu'elle pouvait effectuer cette manœuvre sans danger.

« La neige en caravane. — On estime à environ trois mille le nombre des automobilistes français qui se rendront à la neige avec leur caravane. Ils disposeront, cet hiver, d'une centaine de terrains spécialement aménagés, soit trois fois plus qu'en 1967. Mais ces automobilistes ne doivent pas oublier pour autant qu'ils ont des précautions à prendre avant de partir. Ils doivent évidemment déclarer leur remorque à la compagnie qui assure leur voiture et obtenir une attestation. Sinon, ils risquent de ne pas être garantis en cas d'accident. Un caravancier qui averti d'un camion en fait la bête expérience. La remorque n'avait pas été déclarée à l'assureur, et bien qu'elle n'ait joué aucun rôle dans l'accident, l'ensemble de l'attelage n'était plus garanti. D'autre part, le caravancier doit vérifier que son contrat de « responsabilité civile chef de famille » est étendu à l'usage du caravanning. Dans la négative, il peut souscrire un contrat « carav-

tant » garantissant le risque d'incendie du matériel et sa responsabilité à l'égard des autres caravanciers en cas d'extension du sinistre. D'autres garanties existent : vol de la caravane et de son contenu, assurance « dommages » qui couvre les dégâts subis par cette dernière lors d'un accident.

LES DIX COMMANDEMENTS DU SKIEUR

Les règles ci-dessous ont été adoptées en mai 1967 au congrès de Beyrouth par le comité juridique de la Fédération internationale de ski :

1. — RESPECT D'AUTRUI : tout skieur doit se comporter de telle manière qu'il ne puisse mettre autrui en danger ou lui porter préjudice.
2. — MAITRISE DE LA VITESSE ET DU COMPORTEMENT : tout skieur doit adapter sa vitesse et son comportement à ses capacités personnelles ainsi qu'aux conditions générales du terrain et du temps.
3. — MAITRISE DE LA DIRECTION : le skieur amont, dont la position dominante permet le choix d'une trajectoire, doit prévoir une direction qui assure la sécurité du skieur aval.
4. — DÉPASSEMENT : le dépassement peut s'effectuer par amont ou par aval, par la droite ou par la gauche, mais toujours de manière assez large pour prévenir les évolutions du skieur dépassé.
5. — OBLIGATIONS DU SKIEUR ET CROISEMENT :

tout skieur qui pénètre sur une piste ou traverse un terrain d'exercice doit s'assurer, par un examen de l'amont et de l'aval, qu'il peut le faire sans danger pour lui et pour autrui. Il en est de même après tout stationnement.

6. — STATIONNEMENT : tout skieur doit éviter de stationner sans nécessité sur les pistes et notamment dans les passages étroits ou sans visibilité. En cas de chute, le skieur doit dégager la piste le plus vite possible.
7. — MONTÉE : le skieur qui monte ne peut utiliser que le bord de la piste, et doit même s'en écarter en cas de mauvaise visibilité. Il en est de même du skieur qui descend à pied.
8. — RESPECT DE LA SIGNALISATION : tout skieur doit la respecter.
9. — EN CAS D'ACCIDENT : toute personne doit porter secours.
10. — IDENTIFICATION : toute personne responsable ou témoin d'un accident est tenue de faire connaître son identité.

forfaits neige
chaussez les Arcs
forfait n°3
Studio
"special Neige"
10 F

Napoléon n'eut pas le temps

Mais vous, oui. Venez skier en Italie, sur les neiges du TRENTINO, entre les Dolomites et le lac de Garde.

TRENTINO. où l'hospitalité, les prix modiques (offres spéciales à partir de janvier) et la cuisine reflètent encore le bon goût et la simplicité des gens de montagne.

Pour renseignements et réservations, écrire à :
ASSESSORATO AL TURISMO PROVINCIA AUTONOMA DI TRENTO - Corso 3 Novembre, 132 - Tel. : 1939/461/80000

Neige sur Paris

Voici les 20 agences Havas Voyages proches de vous

1 26 avenue de l'Opéra - 1 ^{er}	10 27 rue de Passy - 15 ^e	17 13 rue de Paris - 10 ^e
2 28 rue Soufflot - 5 ^e	11 17 avenue des Ternes - 17 ^e	18 23 avenue du 8-Mai 1945 - 8 ^e
3 89 rue Saint-Denis - 7 ^e	12 19 avenue Secrétan - 16 ^e	19 58 rue de la Paix - 1 ^{er}
4 49 rue de la Harpe - 5 ^e	13 249 rue des Pyrénées - 20 ^e	20 65 rue Charles-de-Gaulle - 15 ^e
5 105 boulevard Magenta - 10 ^e	14 13 av. du Maréchal Foch - 16 ^e	
6 85 avenue d'Italie - 13 ^e	15 13 av. du Général Leclerc - 5 ^e	
7 66 rue d'Alsace - 14 ^e	16 11bis rue du Gal-de-Gaulle - 16 ^e	
8 170 rue de La Fayette - 15 ^e	17 21bis rue de la Harpe - 5 ^e	
9 264 rue de Valenciennes - 15 ^e		

La neige vient de faire son apparition dans 20 points de la capitale, et de la région parisienne. En effet, les 20 agences d'Havas Voyages viennent d'être submergées par l'arrivée du "Petit Livre Blanc de la Neige" qui accompagne notre catalogue Hiver 77/78. Ce "Petit Livre Blanc de la Neige" vous permet d'un seul coup d'oeil de situer les meilleures stations de sports d'hiver en France et en Europe.

Des milliers de personnes se sont déjà précipitées pour retirer un exemplaire gratuit. Dépêchez-vous avant qu'il ne soit épuisé, le vôtre vous attend dans votre agence Havas Voyages, la plus proche de chez vous.

Parmi les 64 stations de sports d'hiver présentées dans notre catalogue, voici deux exemples de prix :

Monte Nemetz (Suisse) Location d'un studio ou appartement. Une semaine de 255 à 1255 F	Châtel (Alpes) Hôtel "NN" 7 nuits pension complète par personne de 462 à 665 F
---	---

HAVAS VOYAGES
proche de vous pour réussir vos vacances

OPÉRATION FIN D'ANNÉE

3 costumes
(au choix parmi 1 000 ensembles)
1000 F

DX 131
TOUT LE PRÊT À PORTER
MASCULIN

ouvert tous les jours sauf dimanche
de 9 h à 18 h 30

DX 131
131, rue du Fg S^t Honoré
75008
M^r S^t Philippe du Roule

véritable
Loden
autrichien
coloris mode

FORSUSO
LA MAISON DU LODEN
146 rue de Rivoli - Paris 1^{er}
tél. 260 13 51 métro Louvre

AUTEUIL
Paris
COLLECTION AUTOMNE-HIVER 77
PRÊT À PORTER DE LUXE
GRANDES TAILLES
DU 44 AU 58
41, RUE LAPREVETTE, PARIS 8^e
ARCADE DU LIDO - 99, RUE DE PASSY

PRÊT-A-PORTER 77

LE FLOU JOUE ET GAGNE

DEUX CENT CINQUANTE exposants ont participé au Salon de la boutique, dans le cadre du prêt-à-porter international de la porte de Versailles. Sont regroupées, ici, les productions françaises sélectionnées pour leur qualité de création, de tissus et de finitions. L'inspectrice, Irène Delarivière, brune et serrene, tri, écoute et suit ses fabricants de l'année, de façon à maintenir le niveau de cette organisation largement exportatrice, dans les hauteurs de gammes, c'est-à-dire pour l'été, de robes vendues au public de 450 francs à 1 200 francs.

D'abord éparpillées dans plusieurs hôtels parisiens, les acheteuses de ce groupement ont réussi une percée aux Halles, en 1969, avant de se joindre à la grande



YUKI. — Robe de soirée en jersey synthétique jaune pâle de Courtauld, à encolure froncée pour retenir l'ampleur qui tombe droit à partir des épaules.



SAUNEL. — Typique des robes amples de l'été, ce modèle de Joël Mabaut est en voile de coton noir à bandes de fleurs rose thé imprimées, encolure arrondie et grandes manches raglan.



YAMAMOTO. — Robe en damas de coton à fleurs en camaïeu de gris à taille reboussée et manches larges sur un jupon noir uni.

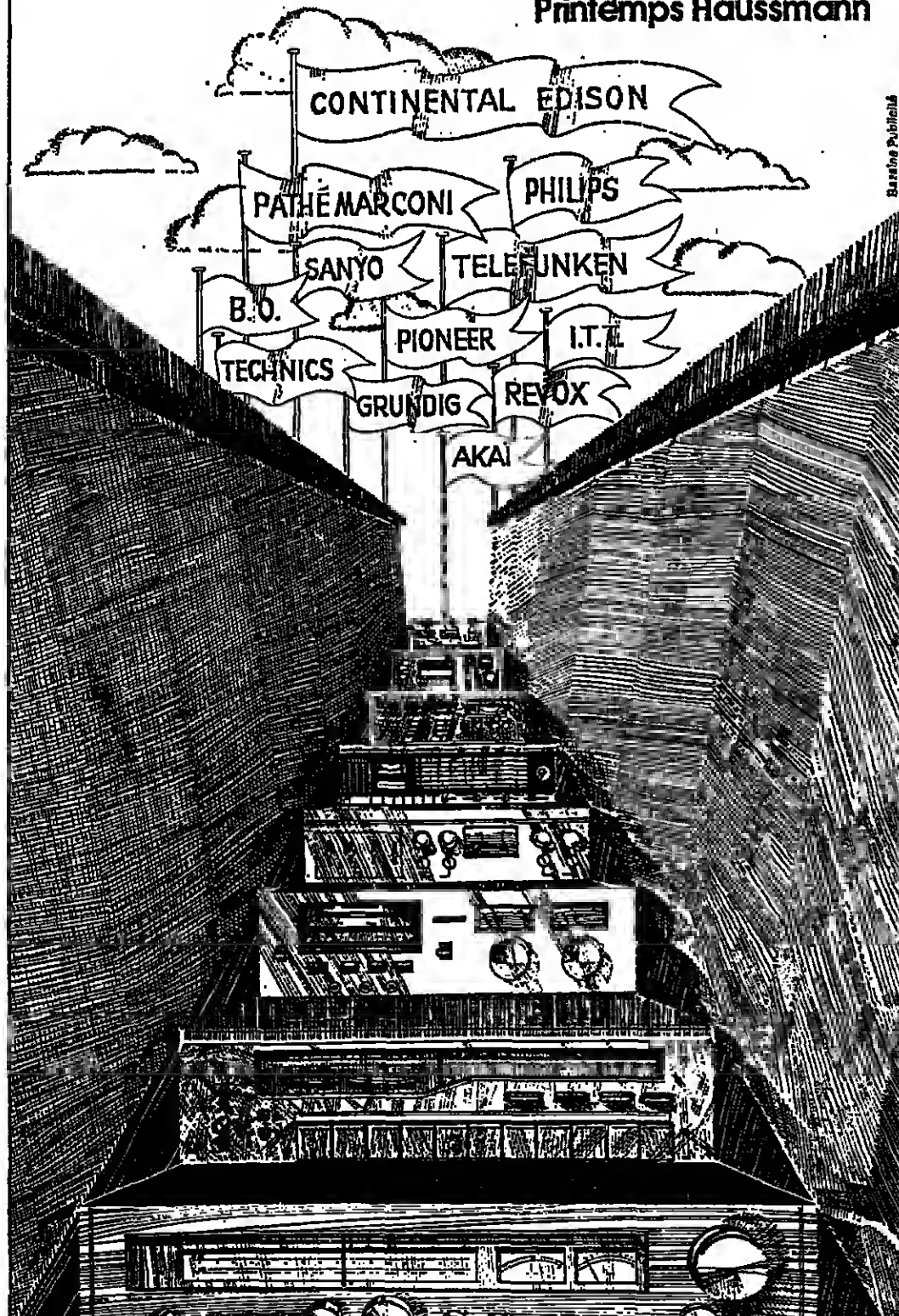
Printemps
Hausmann

Réunion au sommet
des Grands de la hifi.

Hifi-Parade au Printemps Hausmann (nouveau magasin 6^e étage), les meilleures marques hifi se sont donné rendez-vous, pour vous présenter leurs plus récents modèles.

Des vendeurs spécialisés vous accueilleront et vous conseilleront. Profitez des prix spéciaux Hifi-Parade jusqu'au 26 novembre.

Hifi-Parade : 6^e étage
Printemps Hausmann



PROMOTION HIFI DU 4 AU 26 NOVEMBRE.

Vous trouverez une sélection de ces grandes marques dans les Printemps Nation, Parly 2, Vélizy 2, Italie.

manifestation de la porte de Versailles, où les ont regroupés la plupart des couturiers ayant des accords de grande diffusion. Irène explique leur rôle de « potes-pilotes », à mi-chemin entre l'artisanat et l'industrie : les P.M.E. de la mode.

Ces deux cent cinquante maisons de confection et d'accessoires, parisiennes ou provinciales, apportent à leurs clients une synthèse évolutive des tendances d'avant-garde, interprétées de façon accessible. C'est d'ailleurs

ici que l'on trouve des modèles chics, réalisés en grande taille. Le flou l'emporte dans ces collections féminines, aux tons doux, où la soie triomphe sous de multiples aspects. Les carreaux se distinguent par le confort des emmanchures et l'ampleur contrainte des jupes, en somme une silhouette en X, à taille marquée et grandes jupes à fronces.

Nous avons déjà parlé de l'importance des soies, surtout pour le crépuscule et le soir, faisant suite à des kilomètres de coton, seul ou mélangé au lin, en tissages et en jersey. Les lamages légers restent souples en entrée de saison, tandis que l'aspect des imperméables est renouvelé par des matières poids plume, à protection invisible.

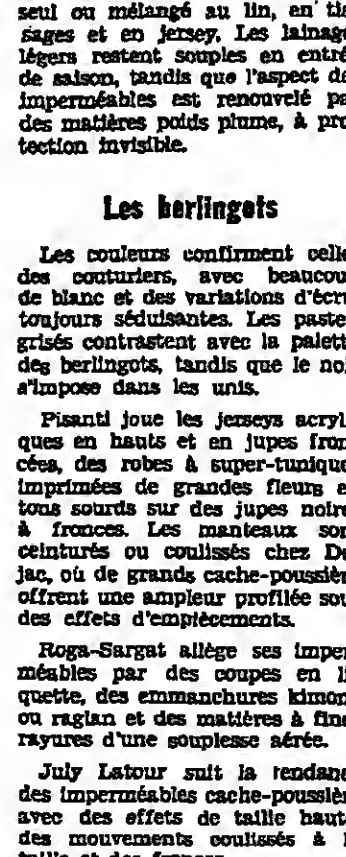
Nous enchaîtons toujours avec ses imprimés soulés sur fonds légers de jerseys ou voiles de coton. Des mousselines et des faconnés de soie à l'indienne sont montés en jupes composées de deux foulards.

Marinelli, de Nice, confectionne la ligne Zoé de la chanteuse Béatrice, en cotons d'inspiration 1900, coupés en robe douce à trou-trou. Boas, pour sa part, destine aux adolescentes des modèles amusants succédanés de lingerie, pyjamas ou chemises de nuit. C'est gai et frais, en filigrane lavable.

NATHALIE MONT-SERVAN.



DE LUCA. — Du grand large à la ville, cet ensemble reprend la forme d'un pantalon de pêcheur retourné jusqu'aux genoux avec une veste assortie en popeline de coton tampe doublée d'éponge comme le blouson.



DE TARASCON, Charles Demery. CROQUIS DE MARCQ.



TARLAZZI. — Robe en étamine de coton brut à effet de tunique enroulée et retournée, maintenue à la taille par un élastique.

Banzai!

APRÈS la fabuleuse réussite de Kansai sur le théâtre international de la mode, puis d'Issey Miyake, les créateurs et couturiers japonais envahissent la scène parisienne avec des présentations luxueuses et gigantesques qui n'ont, parfois, que peu de rapport avec les réalités commerciales.

Certes, étant donné le non moins gigantesque succès de la mode parisienne au Japon, il est normal que le rapprochement des échanges puisse s'établir. Encore faut-il prendre en considération le style de vie des Européennes et non présenter des modèles pour « l'homme-objet », comme certains de Jun Aishi, l'ancien couturier de la princesse Michiko, spécialiste des robes habitées à transformations.

Hanako Mori, elle, dès sa première présentation, a conquis la faveur des Parisiennes raffinées par la sérénité et l'élégance de ses formes, ses tissus exclusifs français et italiens et ses couleurs. Tout, dans sa boutique du 19 avenue Montaigne, est choisi dans une optique bien féminine.

L'arrivée de Yuki

A trente-trois ans, Kansai Yamamoto paraît un phénomène du rock, de la musique psychédélique... assagi. Il est tombé comme un météore voilà quatre ans, avec une présentation martonnée aux débâcles agressives et un style qui eût été assimilé et copié. Il vient d'ouvrir une

boutique, 18, rue du Dragon, où on trouve ses tricotés et ses ensembles aux couleurs extraordinaires. Pour le moment, tout est encore importé du Japon, mais Kansai, le Courtauld japonais en culotte de cheval sautoir, blouson, baskets et casquette de base-ball, cherche à adapter son style et sa production aux Françaises.

Enfin, de Londres, arrive Yuki, formé au studio de Pierre Cardin. Ancien élève d'un collège d'art appliqué anglais, il s'est fait un nom pour ses robes de crépuscule et du soir en jerseys synthétiques de Courtauld qui correspondent bien à ce que recherchent les jeunes femmes élégantes qui voyagent.

N. M.-S.

هكذا من الأصل

Pour tous ceux dont la photographie est un outil de travail ou un moyen d'expression

le photographe SPÉCIAL 32° SALON

maintenant en vente PARIS et BANLIEUE

dossier MOTEURS 24 x 36 et les nouveautés du salon

212 pages : 12 F - 189, rue St-Jacques 75005 PARIS

Photo-cinéma

Levées de rideaux au Salon

D U 5 au 13 novembre, à la Porte de Versailles, les fabricants de produits photographiques et cinématographiques présentent au Salon international de la photo et du cinéma l'ensemble des matériels qu'ils mettront sur le marché français vers la fin de l'année ou début 1978. Plus de 100 stands, plus de 1000 nouveautés, plus de 10000 visiteurs, plus de 100000 productions.

Dans le domaine des appareils photographiques, tout d'abord, l'effort des grandes firmes porte essentiellement sur les modèles 24 x 36, qu'ils soient reflex ou à télémètre. Dans les deux cas, on assiste à un recours de plus en plus large aux circuits électroniques dans les systèmes de réglage de l'exposition du film et des vitesses d'obturation (Canon AE-1, Fujica ST 901 et AE-1, Minolta 35, Minolta XD-7, Nikon F 2 AS, Olympus OM-2, Roliflex 35 SE).

La première fois au Salon de Paris.

L'augmentation des circuits électroniques et des fonctions d'un appareil ne va pas sans critiques. Sous prétexte de simplifier la tâche du photographe, on lui propose parfois la multiplication des systèmes de mesure et de correction de cette mesure sur un même appareil. Laisse perplexe l'utilisateur amateur peu habitué aux subtilités des techniques qu'ils offrent. De plus, si cette électronique n'est pas de très haute qualité, elle risque fort d'être fragile. Aussi, certaines grandes marques, s'attachant à la simplicité et à la fiabilité, se contentent-elles de constructions plus simples, mécaniques, tout en adoptant un posemètre à base de silicium ou de gallium (tel, est par exemple, le cas du dernier Nikon, le FM).

Les 24 x 36 reflex les plus récents sont tous des compacts (poids, de 500 à 700 g avec objectif standard). Fujica AE-1, Minolta 35, Minolta XD-7 et XG-II, Nikon FM, Petri MF-1 et Ricoh XR-1. La plupart possèdent un petit moteur électrique qui assure l'entraînement du film et l'armement de l'obturateur.

Les 24 x 36 non reflex, qui possèdent un viseur à cadre lumineux, conservent une bonne place sur le marché. Tous sont compacts, à point d'être plus petits, parfois, qu'un appareil miniformat du système 110 (appareil procurant des images 13 x 17 mm sur du film conditionné en chargeur). Ce système, prédisposé au passage, n'a connu aucune progression l'an dernier et ne tiendra pas une très grande place au Salon.

Parmi les derniers 24 x 36 compacts, le Konica C35 AF, qui sera exposé au Salon, attire tout particulièrement l'attention : c'est le premier appareil comportant un dispositif de mise au point automatique de la distance. Comme un appareil traditionnel, le Konica C35 AF possède un télémètre à coïncidence : d'un sujet, il forme deux images décalées lorsque la mise au point n'est pas réalisée et ces images se superposent lorsque cette mise au point est parfaite. Sur cet appareil, toutefois, les deux images ne sont pas observées par l'œil, mais sont recueillies distinctement par deux cellules : le courant produit par chacune d'elles est d'intensité différente quand les images sont décalées (et donc différentes) et de même intensité quand elles viennent en coïncidence. Les circuits électroniques sont montés en opposition afin de régler le dispositif de déplacement de l'objectif.

ristiques, une certaine compacité (14 x 7,5 x 3,5 cm nu), mais en conçu pour être employé avec un moteur au fonctionnement silencieux.

La piste de compensation

D'importantes nouveautés sont encore présentées dans le domaine du cinéma sonore super-8, essentiellement pour la projection et le montage des films ayant reçu un enregistrement à la prise de vues. En particulier, on pourra voir de nouveaux projecteurs permettant de modifier la bande sonore initiale en faisant appel à une seconde piste sur la pellicule (piste de compensation). Beaulieu S 777, Bauer T 800, Braun Visacoustic Stéréo, Sanyo 800 Stéréo. Nous n'insisterons pas sur cette tendance que nous avons déjà largement commentée (le Monde du 24 septembre dernier).

Peu de nouveautés, enfin, en matière de surfaces sensibles. Il est vrai qu'Agfa et Kodak seront tous deux (et les seuls) absents du Salon : seule la firme 3M présentera une gamme récente de films en couleurs, d'une part pour le cinéma super-8 (une émulsion de 40 ASA et une de 160 ASA, toutes deux en chargeur monté), d'autre part pour la photo (une négative de 400 ASA qui prend place près de la Fujicolor 400 et de la Kodacolor 400).

ROGER BELLONE.

le nouveau

photocinéma

SPECIAL 32° SALON

Toutes les nouveautés
200 pages - 32 en couleurs - 10 F

Participez au GRAND JEU CONCOURS
50 000 F DE PRIX

En vente chez tous les marchands de journaux
189 RUE ST-JACQUES - 75005 PARIS - TEL. 033.40.90

32° salon international

PHOTO CINEMA

5-13 novembre 1977



PARIS
Porte de Versailles

journée du lundi 7 : strictement réservée aux utilisateurs professionnels

ouvert tous les jours de 10 à 19 h

nocturne jeudi 10 jusqu'à 22 h

Les appareils les plus récents et les plus prestigieux sont équipés d'une cellule au silicium pour la mesure de la lumière. Par rapport à la cellule au sulfure de cadmium, employée jusqu'ici (et qui l'est encore surtout sur les appareils les moins coûteux), la cellule au silicium a des avantages importants. Elle est d'une plus grande sensibilité et sa réponse aux luminations, même faibles, est instantanée. De plus, elle ne possède aucune mémoire, phénomène, consistant à garder un faible courant électrique résiduel dans le circuit après une exposition à la lumière, ce qui lorsqu'on fait deux mesures successives, fausse la deuxième durant quelques secondes.

La cellule au silicium présente, en revanche, l'inconvénient d'être relativement coûteuse, car l'énergie électrique qu'elle libère est si faible qu'il faut l'amplifier par le truchement d'un circuit électronique très sophistiqué pour pouvoir l'employer dans le système de mesure. Aussi, sur des appareils de prix moins élevés que les grands reflex, les fabricants ont-ils un autre type nouveau de cellule, à base d'arséniure de gallium. Il offre les mêmes avantages que l'élément au silicium, est un peu moins sensible mais coûte moins cher parce qu'il n'a pas besoin de courant, il n'a pas besoin de système amplificateur (Nikon FM, Pentax M, notamment).

Simplifier ou compliquer ?

La quantité de circuits intégrés et imprimés logés dans certains appareils de conception très récente est élevée. Elle permet de multiplier les possibilités des systèmes automatisés, de régler, au moment de la prise de vue, la vitesse d'obturation, la sensibilité, la mise au point, etc. Mais, d'un autre côté, cela rend l'appareil plus complexe, plus coûteux, plus fragile, et peut-être aussi plus difficile à utiliser. C'est pourquoi, certains fabricants, comme le japonais Minolta, ont opté pour une simplification des circuits, tout en conservant les avantages de l'électronique. Le Minolta XD-7, par exemple, dispose d'un système de mesure de la lumière très simple, mais très efficace, qui permet de régler la vitesse d'obturation et la sensibilité de manière très précise, tout en gardant une grande simplicité d'utilisation.

Philatélie

FRANCE : « Guillaume de Machault ».

Pour la série « Personnalités célèbres », la troisième valeur de l'année sera dédiée à Guillaume de Machault (vers 1300-1377) poète et compositeur : la vente générale est fixée pour le 15 novembre.

1 F + 0,20 F, brun Van Dyck, vert olive et vert-bleu.

Tirage : trois millions d'exemplaires.

Découpe et gravure d'Eugène Lecaque, impression Salpêtrière, atelier de la Timbre de France.

La mise en vente anticipée :

A PARIS

— Les 12 et 13 novembre, de 9 h. à 18 h., au bureau de poste temporaire installé, dans le cadre du « 32° Salon philatélique d'automne », la salle des expositions, 5, rue Jean-Goujon, Paris-8^e.

— Le 12 novembre, de 8 h. à 12 h., à la B.P. 32, rue du Louvre, Paris-1^{er}.

— Le 12 novembre, de 10 h. à 17 h., au Musée postal, 34, bd de Valenciennes, Paris-11^e.

A MACHAULT

— Les 12 et 13 novembre, de 9 h. à 18 h., au bureau de poste temporaire ouvert à la salle des fêtes de Machault (Aisne).

— Le 12 novembre, de 8 h. à 12 h., au bureau de Machault. Boîte aux lettres spéciale pour l'oblitération.

— Les deux bureaux temporaires auront le même timbre à date.

FRANCE : Retraits.

Par les timbres de la série des « Régions » émis cette année, deux seront retirés de la vente des 18 novembre :

2,40 F, Bretagne ; émis les 10-21 février 1977.

7,75 F, Rhône-Alpes ; émis les 22-24 février 1977.

ANDORRE : Retraits de timbres.

Deux timbres seront retirés de la vente des philatélistes classiques : celui de 100 p. dans les Vallées, le 18 novembre ; et celui de 1,00 F, « Conteneur de la première maison, téléphonique », le 24 novembre.

LA SOCIÉTÉ DES AMIS DU MUSÉE POSTAL

La société fut créée en 1947 ; elle groupe actuellement huit cents membres. Elle a pour but de soutenir et encourager l'action du musée. Les adhésions peuvent être adressées au Musée postal, 34, boulevard de Valenciennes, 75131 Paris Cedex 15.

Bureaux temporaires

— 32000 Bordeaux (par des exposés), du 21 oct. au 10 nov. — XVIII^e Exposition du confort ménager et du IX^e Salon de la radio et de la télévision.

— 30000 Lille (Poire internationale), du 4 au 12 novembre.

— 40000 Lyon (Chambre de commerce), les 5 et 6 novembre.

— Trinité-Clémentine (bibliothèque universitaire), 109 bis, rue Vaquerie, le 6 novembre.

— 50000 Amiens (musée de Picardie), le 11 novembre.

— 60000 Lyon (palais Saint-Jean, avenue Adolphe-Max), les 11, 12 et 13 novembre.

— Cinquante expositions nationales des timbres de la libération.

FRANCE : Série « Croix-Rouge ».

La série annuelle de la Croix-Rouge se compose, comme de coutume, de deux valeurs avec surtaxe. Elles seront également émises en carnets groupant quatre figures de chaque (prix : 9 F). Vente générale le 28 novembre.

0,50 F + 0,20 F, bien illustrée et rouge ; émise par la Poste.

1 F + 0,25 F, vert-bleu et rouge ; « Canton de Provence » (France).

Tirage : quatre millions d'exemplaires de chaque et cloq cent mille carnets.

Découpe et gravure de Pierre Béquet (d'après Graillet). Imprimé en taille-douce dans les Ateliers du Timbre de France.

La mise en vente anticipée :

— Les 25 et 27 novembre, de 9 h. à 18 h., par le bureau de poste temporaire ouvert à la Chambre de commerce, la Cambière, à Marseille. Oblitération « premier jour » en rouge.

— Le 26 novembre, de 8 h. à 12 h., au bureau de Marseille R.P. — Boîte aux lettres spéciale pour l'oblitération « premier jour ».

Expositions philatéliques

— A L'ÉTOILE, 11 et 12 novembre, au Palais des Congrès.

— A LA ROCHE-SUR-YON, du 11 au 13 novembre, au Centre socioculturel.

ADALBERT VITALIOS.

INDEX DES RESTAURANTS PAR QUARTIER

<p>ALÉSIA</p> <p>AUBERGE DU PETIT TONNEAU, 51, rue Hable (14^e), 331-03-10. P. dim. 50. Perigord. Océ. dim. Rep. aff. LA BONNE TABLE, 42, rue Friant, 338-74-81. Nourriture spécialisée. Poissons. Pâtisseries.</p> <p>BONNE-NOUVELLE</p> <p>LE HOMARÉ A LA CREME, 18, rue d'Hauteville, 770-11-05. P. dim., lun.</p> <p>BUTTE MONTMARTRE</p> <p>BEAUVILLIERS, 52, rue Lamarck, rés. 354-19-50. Cuisine personnalisée. Recettes créées et retrouvées.</p> <p>CHAMPS-ÉLYSÉES</p> <p>Rue Pierre-Charbon</p> <p>N° 56 JOSEPH, 359-65-25. Cuisines française traditionnelle.</p> <p>Avenue des Champs-Élysées</p> <p>N° 142 COPENHAGUE, 1^{er} étage FLORA OANICA sur son agréable jardin. ELY, 30-41.</p> <p>Rue du Colisée</p> <p>N° 5 ELYSÉES MANDARIN, 223-19-73. Entrée cinéma Paramount. 1^{er} étage. Tous les jours.</p> <p>CHERCHE-MIDI</p> <p>TAVERNE BASQUE, 45, rue du Cherche-Midi, 6^e, 223-31-07. Menu vote. Torro 38 F. P. dim. soir et lundi.</p>	<p>CLICHY-BLANCHE</p> <p>LA CLOCHE D'OR, 3, rue Mansart, 874-18-88. Déj., dîna. soup. jusqu'à 4 h.</p> <p>ÉTOILE</p> <p>LE RUDE 11, av. Gde-Armée, 500-13-21. P. dim. le soir menu 30 F t.c.</p> <p>FAUBOURG MONTMARTRE</p> <p>Rue du Faubourg-Montmartre</p> <p>1 LE SIMPLON, 111, 824-51-10. Spéc. Italienne et pâtes fraîches.</p> <p>N° 12 AUBERGE DE RIQUETIÈRE, 770-62-39. Déjeuners. Oeuvres. Soup.</p> <p>GARE DU NORD</p> <p>DOUCET EST, 8, r. 6-Mai, 206-40-82. ARMES OÙ COLMAR, 13, r. 6-Mai-1945, 206-94-50. Spécial. alsaciennes.</p> <p>GARE DU NORD</p> <p>TERMINUS NORD, 21, rue Dancberg, 824-48-72. Spécial. alsaciennes.</p> <p>GARIGLIANO</p> <p>LE CORSAIRE, 1, bd Exelmans, 335-25-25. Le rest. du 16^e. Cuisine qual. Mets copieux. Cadre agréable. Sa table de h. d'œuvres à volonté. Men. 45 F t.c. et sa carte av. ses spéc.</p> <p>GRANDS BOULEVARDS</p> <p>FLO, 63, Fg-St-Denis, 770-13-59. P. dim. Jusqu'à 2 h. mat. Poie gras frais 12,50 F.</p>	<p>LES HALLES</p> <p>CAVEAU F.-VILLON, 64, rue Arbre-Sec, 236-19-22. On sert jusqu'à 9 h. 30.</p> <p>AU COCHON D'OR, 31, rue du Jour, 236-30-31. Ses grillés. son beaufort.</p> <p>Rue Etienne-Marcel</p> <p>N° 13 CHEZ PIERROT (ex-Montell) même cuisine. 508-17-64.</p> <p>Rue Coquillière</p> <p>N° 13 ALSACE AUX HALLES, CEN. 74-24. Jour et nuit. Spéc. 742.</p> <p>INVALIDES</p> <p>CHEZ FRANÇOISE, Aéroport des Invalides, 551-67-20. Perné lundi. Vente de foie gras à emporter.</p> <p>NUIT DE ST-JEAN, 23, r. Surcouf, 551-61-49. F. O. Cassini, coq au vin.</p> <p>MABILLON</p> <p>LA FOUX, 2, rue Clément (9^e), F. dim. 225-77-64. Alex aux fourneaux.</p> <p>MADELINE</p> <p>LE CHATELAIN, 4, rue l'Arcade, 253-53-13. Spéc. de terrines et poissons.</p> <p>MARAI</p> <p>GRILLE DU MARAIS, 13, r. Turbena, 272-62-45. Cuisine. Petit. Perné dim.</p>	<p>MONTPARNASSE</p> <p>CHEZ HANZI, 5, place du 18-Juin, 540-96-22. Cde brasserie alsacienne.</p> <p>ALISSA 214, 5, rue Sainte-Beuve, 545-07-22. T. fin cuisine. Pastilles. Perné dimanche et lundi.</p> <p>Boulevard de Montparnasse</p> <p>N° 3 bis ATOSSA, 501-64-43. Méchouli rôti charbon de bois dans la salle.</p> <p>MUETTE</p> <p>LA ROTONDE DE LA MUETTE, 12, ch. de la Muette, 19^e, 285-20-95.</p> <p>CARRFOUR ODEON</p> <p>LA MENARDIERE, 12, rue Spertus, 023-44-30. Déj., dîna. aux chandelles.</p> <p>OPÉRA</p> <p>PIERRE, place Gallien, O.P.E. 87-04, 770 dim. Spéc. Sud-Ouest. Menu 50 F et carte.</p> <p>OPÉRA-COMIQUE</p> <p>LES NOCES DE JEANNETTE, 34, r. Favart (2^e), 742-05-90. Cadre 1950. Menu 50 et 75 F.</p> <p>PALAIS-ROYAL</p> <p>OSAKA, 121, r. St-Bonnet, 250-64-01. Spécialités japonaises jusqu'à 12 h.</p> <p>CIEL OÙ PARIS, 36, étage Tour Montparnasse, 534-33-35. Juss. 2 h. mat. Rest. panoramique. Spécialités. Carte à partir de 80 F et comp. Réceptions jusqu'à 250 personnes au 1^{er} étage.</p>	<p>PLACE PÉREIRE</p> <p>N° 9 OESSINER, maître d'hôtel. Jusqu'à 1 h. du matin. 154-74-14. T.J. Poissons, grillades, ses apéc.</p> <p>PORTE DE BAGNOLET</p> <p>L'ŒUF ET LA POULE - NOVOTEL, Porte de Bagnolet, 858-90-10. Viag. recettes d'auteurs. Poulie au pot. volailles fermières. 68 F. vin, café et service compris.</p> <p>RÉPUBLIQUE</p> <p>RESTAURANT 44 Super menu 28 F t.c., 44, bd Voltaire, 700-93-79.</p> <p>SAINT-AUGUSTIN</p> <p>LE BARLADAIS, 2, rue de Vienne, 323-25-82. Cernouil. 35 F. Conf. 35 F.</p> <p>SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS</p> <p>CUY, 6, rue Mabillon, ODE. 87-61. Brétilles de 20 h. à 2 h. du matin.</p> <p>LA CHOUETTE, 39, r. de Seine, 6^e, 253-21-59. Jusqu'à 2 h. du matin.</p> <p>LA PETITE CHAISE, 36, rue de Grenelle, 345-12-35. Menu 30 F.</p> <p>LE MURICER, 27, rue de Buci, 6^e, 633-62-09. Choucroute. Spécialités.</p> <p>LES PETITS ZEPH, 24, rue de Buci, 6^e, ODE. 79-34. Nuit. Pôles. Vin pays.</p>	<p>SAINT-GEORGES</p> <p>Rue Saint-Georges</p> <p>N° 35 TY COZ, 878-42-93. Tous les poissons. Perné le dimanche.</p> <p>SAINT-MICHEL</p> <p>L'ALSACE A PARIS, 9, place Saint-André-des-Arts, 6^e, 326-39-36.</p> <p>LA COCHONNAILLE, 21, rue de la Harpe, 633-96-81. Son assiette 13 F.</p> <p>LA PAROUSIA, 51, r. O.-Augustin, 326-62-04. Men. Déj., 70 F. Ode. 100 F.</p> <p>JACQUES CŒUR, 6, pl. St-Michel, 326-61-13. T.J. Spécial. suiv. saison.</p> <p>TERNES</p> <p>AUB. OULOMITES, 38, r. Poncelet, 177-22-94-56. Spéc. poissons, oisill.</p> <p>LE CAUCHO, 18 bis, r. F.-Drouot, 177-380-22-44. ses grill. brésiliennes. Perné lundi.</p> <p>VAUGIRARD</p> <p>TY COZ, 33, rue de Vaugirard, 828-62-89. Cuis. bretonnes et cordon-rouges.</p> <p>LA TAVERNE ALSACIENNE, 288, r. de Vaugirard, 828-30-80. Ode des meilleures choucroutes de Paris.</p> <p>VILLIERS</p> <p>EL PICADOR, 80, bd Badgnoles, 267-38-57. P. mardi soir. Mer bas. Jusqu'à 100 conv. Patis. sarzuela.</p> <p>HALLES DE RUNGIS</p> <p>GRAND PAVILLON, 688-08-84. Pôles. crudi. fruits mer. Quiv. lun. P. dim.</p>
---	---	--	--	--	--

هكذا من الأصل

ça bouge chez l...

collars, kelch...

26

le grand café

BRASSERIE DE L'EST

BRASSERIE DE L'EST

BRASSERIE DE L'EST

BRASSERIE DE L'EST

BRASSERIE DE L'EST

BRASSERIE DE L'EST

BRASSERIE DE L'EST

Jeux

échecs N° 734

(Finales de la Coupe du monde de la F.I.D.E., 1977)
Blancs : S. IONOV
Noirs : V. KOUPOBOV
Défense noire - indienne.

1. Cf3 Cg6 2. Fg5 Fg6 3. Fg4 Fg7 4. Fg3 Fg6 5. Fg2 Fg7 6. Fg1 Fg6 7. Fg2 Fg7 8. Fg3 Fg6 9. Fg4 Fg7 10. Fg5 Fg6 11. Fg6 Fg7 12. Fg7 Fg6 13. Fg8 Fg7 14. Fg9 Fg6 15. Fg10 Fg7 16. Fg11 Fg6 17. Fg12 Fg7 18. Fg13 Fg6 19. Fg14 Fg7 20. Fg15 Fg6 21. Fg16 Fg7 22. Fg17 Fg6 23. Fg18 Fg7 24. Fg19 Fg6 25. Fg20 Fg7 26. Fg21 Fg6 27. Fg22 Fg7 28. Fg23 Fg6 29. Fg24 Fg7 30. Fg25 Fg6 31. Fg26 Fg7 32. Fg27 Fg6 33. Fg28 Fg7 34. Fg29 Fg6 35. Fg30 Fg7 36. Fg31 Fg6 37. Fg32 Fg7 38. Fg33 Fg6 39. Fg34 Fg7 40. Fg35 Fg6 41. Fg36 Fg7 42. Fg37 Fg6 43. Fg38 Fg7 44. Fg39 Fg6 45. Fg40 Fg7 46. Fg41 Fg6 47. Fg42 Fg7 48. Fg43 Fg6 49. Fg44 Fg7 50. Fg45 Fg6 51. Fg46 Fg7 52. Fg47 Fg6 53. Fg48 Fg7 54. Fg49 Fg6 55. Fg50 Fg7 56. Fg51 Fg6 57. Fg52 Fg7 58. Fg53 Fg6 59. Fg54 Fg7 60. Fg55 Fg6 61. Fg56 Fg7 62. Fg57 Fg6 63. Fg58 Fg7 64. Fg59 Fg6 65. Fg60 Fg7 66. Fg61 Fg6 67. Fg62 Fg7 68. Fg63 Fg6 69. Fg64 Fg7 70. Fg65 Fg6 71. Fg66 Fg7 72. Fg67 Fg6 73. Fg68 Fg7 74. Fg69 Fg6 75. Fg70 Fg7 76. Fg71 Fg6 77. Fg72 Fg7 78. Fg73 Fg6 79. Fg74 Fg7 80. Fg75 Fg6 81. Fg76 Fg7 82. Fg77 Fg6 83. Fg78 Fg7 84. Fg79 Fg6 85. Fg80 Fg7 86. Fg81 Fg6 87. Fg82 Fg7 88. Fg83 Fg6 89. Fg84 Fg7 90. Fg85 Fg6 91. Fg86 Fg7 92. Fg87 Fg6 93. Fg88 Fg7 94. Fg89 Fg6 95. Fg90 Fg7 96. Fg91 Fg6 97. Fg92 Fg7 98. Fg93 Fg6 99. Fg94 Fg7 100. Fg95 Fg6 101. Fg96 Fg7 102. Fg97 Fg6 103. Fg98 Fg7 104. Fg99 Fg6 105. Fg100 Fg7 106. Fg101 Fg6 107. Fg102 Fg7 108. Fg103 Fg6 109. Fg104 Fg7 110. Fg105 Fg6 111. Fg106 Fg7 112. Fg107 Fg6 113. Fg108 Fg7 114. Fg109 Fg6 115. Fg110 Fg7 116. Fg111 Fg6 117. Fg112 Fg7 118. Fg113 Fg6 119. Fg114 Fg7 120. Fg115 Fg6 121. Fg116 Fg7 122. Fg117 Fg6 123. Fg118 Fg7 124. Fg119 Fg6 125. Fg120 Fg7 126. Fg121 Fg6 127. Fg122 Fg7 128. Fg123 Fg6 129. Fg124 Fg7 130. Fg125 Fg6 131. Fg126 Fg7 132. Fg127 Fg6 133. Fg128 Fg7 134. Fg129 Fg6 135. Fg130 Fg7 136. Fg131 Fg6 137. Fg132 Fg7 138. Fg133 Fg6 139. Fg134 Fg7 140. Fg135 Fg6 141. Fg136 Fg7 142. Fg137 Fg6 143. Fg138 Fg7 144. Fg139 Fg6 145. Fg140 Fg7 146. Fg141 Fg6 147. Fg142 Fg7 148. Fg143 Fg6 149. Fg144 Fg7 150. Fg145 Fg6 151. Fg146 Fg7 152. Fg147 Fg6 153. Fg148 Fg7 154. Fg149 Fg6 155. Fg150 Fg7 156. Fg151 Fg6 157. Fg152 Fg7 158. Fg153 Fg6 159. Fg154 Fg7 160. Fg155 Fg6 161. Fg156 Fg7 162. Fg157 Fg6 163. Fg158 Fg7 164. Fg159 Fg6 165. Fg160 Fg7 166. Fg161 Fg6 167. Fg162 Fg7 168. Fg163 Fg6 169. Fg164 Fg7 170. Fg165 Fg6 171. Fg166 Fg7 172. Fg167 Fg6 173. Fg168 Fg7 174. Fg169 Fg6 175. Fg170 Fg7 176. Fg171 Fg6 177. Fg172 Fg7 178. Fg173 Fg6 179. Fg174 Fg7 180. Fg175 Fg6 181. Fg176 Fg7 182. Fg177 Fg6 183. Fg178 Fg7 184. Fg179 Fg6 185. Fg180 Fg7 186. Fg181 Fg6 187. Fg182 Fg7 188. Fg183 Fg6 189. Fg184 Fg7 190. Fg185 Fg6 191. Fg186 Fg7 192. Fg187 Fg6 193. Fg188 Fg7 194. Fg189 Fg6 195. Fg190 Fg7 196. Fg191 Fg6 197. Fg192 Fg7 198. Fg193 Fg6 199. Fg194 Fg7 200. Fg195 Fg6 201. Fg196 Fg7 202. Fg197 Fg6 203. Fg198 Fg7 204. Fg199 Fg6 205. Fg200 Fg7 206. Fg201 Fg6 207. Fg202 Fg7 208. Fg203 Fg6 209. Fg204 Fg7 210. Fg205 Fg6 211. Fg206 Fg7 212. Fg207 Fg6 213. Fg208 Fg7 214. Fg209 Fg6 215. Fg210 Fg7 216. Fg211 Fg6 217. Fg212 Fg7 218. Fg213 Fg6 219. Fg214 Fg7 220. Fg215 Fg6 221. Fg216 Fg7 222. Fg217 Fg6 223. Fg218 Fg7 224. Fg219 Fg6 225. Fg220 Fg7 226. Fg221 Fg6 227. Fg222 Fg7 228. Fg223 Fg6 229. Fg224 Fg7 230. Fg225 Fg6 231. Fg226 Fg7 232. Fg227 Fg6 233. Fg228 Fg7 234. Fg229 Fg6 235. Fg230 Fg7 236. Fg231 Fg6 237. Fg232 Fg7 238. Fg233 Fg6 239. Fg234 Fg7 240. Fg235 Fg6 241. Fg236 Fg7 242. Fg237 Fg6 243. Fg238 Fg7 244. Fg239 Fg6 245. Fg240 Fg7 246. Fg241 Fg6 247. Fg242 Fg7 248. Fg243 Fg6 249. Fg244 Fg7 250. Fg245 Fg6 251. Fg246 Fg7 252. Fg247 Fg6 253. Fg248 Fg7 254. Fg249 Fg6 255. Fg250 Fg7 256. Fg251 Fg6 257. Fg252 Fg7 258. Fg253 Fg6 259. Fg254 Fg7 260. Fg255 Fg6 261. Fg256 Fg7 262. Fg257 Fg6 263. Fg258 Fg7 264. Fg259 Fg6 265. Fg260 Fg7 266. Fg261 Fg6 267. Fg262 Fg7 268. Fg263 Fg6 269. Fg264 Fg7 270. Fg265 Fg6 271. Fg266 Fg7 272. Fg267 Fg6 273. Fg268 Fg7 274. Fg269 Fg6 275. Fg270 Fg7 276. Fg271 Fg6 277. Fg272 Fg7 278. Fg273 Fg6 279. Fg274 Fg7 280. Fg275 Fg6 281. Fg276 Fg7 282. Fg277 Fg6 283. Fg278 Fg7 284. Fg279 Fg6 285. Fg280 Fg7 286. Fg281 Fg6 287. Fg282 Fg7 288. Fg283 Fg6 289. Fg284 Fg7 290. Fg285 Fg6 291. Fg286 Fg7 292. Fg287 Fg6 293. Fg288 Fg7 294. Fg289 Fg6 295. Fg290 Fg7 296. Fg291 Fg6 297. Fg292 Fg7 298. Fg293 Fg6 299. Fg294 Fg7 300. Fg295 Fg6 301. Fg296 Fg7 302. Fg297 Fg6 303. Fg298 Fg7 304. Fg299 Fg6 305. Fg300 Fg7 306. Fg301 Fg6 307. Fg302 Fg7 308. Fg303 Fg6 309. Fg304 Fg7 310. Fg305 Fg6 311. Fg306 Fg7 312. Fg307 Fg6 313. Fg308 Fg7 314. Fg309 Fg6 315. Fg310 Fg7 316. Fg311 Fg6 317. Fg312 Fg7 318. Fg313 Fg6 319. Fg314 Fg7 320. Fg315 Fg6 321. Fg316 Fg7 322. Fg317 Fg6 323. Fg318 Fg7 324. Fg319 Fg6 325. Fg320 Fg7 326. Fg321 Fg6 327. Fg322 Fg7 328. Fg323 Fg6 329. Fg324 Fg7 330. Fg325 Fg6 331. Fg326 Fg7 332. Fg327 Fg6 333. Fg328 Fg7 334. Fg329 Fg6 335. Fg330 Fg7 336. Fg331 Fg6 337. Fg332 Fg7 338. Fg333 Fg6 339. Fg334 Fg7 340. Fg335 Fg6 341. Fg336 Fg7 342. Fg337 Fg6 343. Fg338 Fg7 344. Fg339 Fg6 345. Fg340 Fg7 346. Fg341 Fg6 347. Fg342 Fg7 348. Fg343 Fg6 349. Fg344 Fg7 350. Fg345 Fg6 351. Fg346 Fg7 352. Fg347 Fg6 353. Fg348 Fg7 354. Fg349 Fg6 355. Fg350 Fg7 356. Fg351 Fg6 357. Fg352 Fg7 358. Fg353 Fg6 359. Fg354 Fg7 360. Fg355 Fg6 361. Fg356 Fg7 362. Fg357 Fg6 363. Fg358 Fg7 364. Fg359 Fg6 365. Fg360 Fg7 366. Fg361 Fg6 367. Fg362 Fg7 368. Fg363 Fg6 369. Fg364 Fg7 370. Fg365 Fg6 371. Fg366 Fg7 372. Fg367 Fg6 373. Fg368 Fg7 374. Fg369 Fg6 375. Fg370 Fg7 376. Fg371 Fg6 377. Fg372 Fg7 378. Fg373 Fg6 379. Fg374 Fg7 380. Fg375 Fg6 381. Fg376 Fg7 382. Fg377 Fg6 383. Fg378 Fg7 384. Fg379 Fg6 385. Fg380 Fg7 386. Fg381 Fg6 387. Fg382 Fg7 388. Fg383 Fg6 389. Fg384 Fg7 390. Fg385 Fg6 391. Fg386 Fg7 392. Fg387 Fg6 393. Fg388 Fg7 394. Fg389 Fg6 395. Fg390 Fg7 396. Fg391 Fg6 397. Fg392 Fg7 398. Fg393 Fg6 399. Fg394 Fg7 400. Fg395 Fg6 401. Fg396 Fg7 402. Fg397 Fg6 403. Fg398 Fg7 404. Fg399 Fg6 405. Fg400 Fg7 406. Fg401 Fg6 407. Fg402 Fg7 408. Fg403 Fg6 409. Fg404 Fg7 410. Fg405 Fg6 411. Fg406 Fg7 412. Fg407 Fg6 413. Fg408 Fg7 414. Fg409 Fg6 415. Fg410 Fg7 416. Fg411 Fg6 417. Fg412 Fg7 418. Fg413 Fg6 419. Fg414 Fg7 420. Fg415 Fg6 421. Fg416 Fg7 422. Fg417 Fg6 423. Fg418 Fg7 424. Fg419 Fg6 425. Fg420 Fg7 426. Fg421 Fg6 427. Fg422 Fg7 428. Fg423 Fg6 429. Fg424 Fg7 430. Fg425 Fg6 431. Fg426 Fg7 432. Fg427 Fg6 433. Fg428 Fg7 434. Fg429 Fg6 435. Fg430 Fg7 436. Fg431 Fg6 437. Fg432 Fg7 438. Fg433 Fg6 439. Fg434 Fg7 440. Fg435 Fg6 441. Fg436 Fg7 442. Fg437 Fg6 443. Fg438 Fg7 444. Fg439 Fg6 445. Fg440 Fg7 446. Fg441 Fg6 447. Fg442 Fg7 448. Fg443 Fg6 449. Fg444 Fg7 450. Fg445 Fg6 451. Fg446 Fg7 452. Fg447 Fg6 453. Fg448 Fg7 454. Fg449 Fg6 455. Fg450 Fg7 456. Fg451 Fg6 457. Fg452 Fg7 458. Fg453 Fg6 459. Fg454 Fg7 460. Fg455 Fg6 461. Fg456 Fg7 462. Fg457 Fg6 463. Fg458 Fg7 464. Fg459 Fg6 465. Fg460 Fg7 466. Fg461 Fg6 467. Fg462 Fg7 468. Fg463 Fg6 469. Fg464 Fg7 470. Fg465 Fg6 471. Fg466 Fg7 472. Fg467 Fg6 473. Fg468 Fg7 474. Fg469 Fg6 475. Fg470 Fg7 476. Fg471 Fg6 477. Fg472 Fg7 478. Fg473 Fg6 479. Fg474 Fg7 480. Fg475 Fg6 481. Fg476 Fg7 482. Fg477 Fg6 483. Fg478 Fg7 484. Fg479 Fg6 485. Fg480 Fg7 486. Fg481 Fg6 487. Fg482 Fg7 488. Fg483 Fg6 489. Fg484 Fg7 490. Fg485 Fg6 491. Fg486 Fg7 492. Fg487 Fg6 493. Fg488 Fg7 494. Fg489 Fg6 495. Fg490 Fg7 496. Fg491 Fg6 497. Fg492 Fg7 498. Fg493 Fg6 499. Fg494 Fg7 500. Fg495 Fg6 501. Fg496 Fg7 502. Fg497 Fg6 503. Fg498 Fg7 504. Fg499 Fg6 505. Fg500 Fg7 506. Fg501 Fg6 507. Fg502 Fg7 508. Fg503 Fg6 509. Fg504 Fg7 510. Fg505 Fg6 511. Fg506 Fg7 512. Fg507 Fg6 513. Fg508 Fg7 514. Fg509 Fg6 515. Fg510 Fg7 516. Fg511 Fg6 517. Fg512 Fg7 518. Fg513 Fg6 519. Fg514 Fg7 520. Fg515 Fg6 521. Fg516 Fg7 522. Fg517 Fg6 523. Fg518 Fg7 524. Fg519 Fg6 525. Fg520 Fg7 526. Fg521 Fg6 527. Fg522 Fg7 528. Fg523 Fg6 529. Fg524 Fg7 530. Fg525 Fg6 531. Fg526 Fg7 532. Fg527 Fg6 533. Fg528 Fg7 534. Fg529 Fg6 535. Fg530 Fg7 536. Fg531 Fg6 537. Fg532 Fg7 538. Fg533 Fg6 539. Fg534 Fg7 540. Fg535 Fg6 541. Fg536 Fg7 542. Fg537 Fg6 543. Fg538 Fg7 544. Fg539 Fg6 545. Fg540 Fg7 546. Fg541 Fg6 547. Fg542 Fg7 548. Fg543 Fg6 549. Fg544 Fg7 550. Fg545 Fg6 551. Fg546 Fg7 552. Fg547 Fg6 553. Fg548 Fg7 554. Fg549 Fg6 555. Fg550 Fg7 556. Fg551 Fg6 557. Fg552 Fg7 558. Fg553 Fg6 559. Fg554 Fg7 560. Fg555 Fg6 561. Fg556 Fg7 562. Fg557 Fg6 563. Fg558 Fg7 564. Fg559 Fg6 565. Fg560 Fg7 566. Fg561 Fg6 567. Fg562 Fg7 568. Fg563 Fg6 569. Fg564 Fg7 570. Fg565 Fg6 571. Fg566 Fg7 572. Fg567 Fg6 573. Fg568 Fg7 574. Fg569 Fg6 575. Fg570 Fg7 576. Fg571 Fg6 577. Fg572 Fg7 578. Fg573 Fg6 579. Fg574 Fg7 580. Fg575 Fg6 581. Fg576 Fg7 582. Fg577 Fg6 583. Fg578 Fg7 584. Fg579 Fg6 585. Fg580 Fg7 586. Fg581 Fg6 587. Fg582 Fg7 588. Fg583 Fg6 589. Fg584 Fg7 590. Fg585 Fg6 591. Fg586 Fg7 592. Fg587 Fg6 593. Fg588 Fg7 594. Fg589 Fg6 595. Fg590 Fg7 596. Fg591 Fg6 597. Fg592 Fg7 598. Fg593 Fg6 599. Fg594 Fg7 600. Fg595 Fg6 601. Fg596 Fg7 602. Fg597 Fg6 603. Fg598 Fg7 604. Fg599 Fg6 605. Fg600 Fg7 606. Fg601 Fg6 607. Fg602 Fg7 608. Fg603 Fg6 609. Fg604 Fg7 610. Fg605 Fg6 611. Fg606 Fg7 612. Fg607 Fg6 613. Fg608 Fg7 614. Fg609 Fg6 615. Fg610 Fg7 616. Fg611 Fg6 617. Fg612 Fg7 618. Fg613 Fg6 619. Fg614 Fg7 620. Fg615 Fg6 621. Fg616 Fg7 622. Fg617 Fg6 623. Fg618 Fg7 624. Fg619 Fg6 625. Fg620 Fg7 626. Fg621 Fg6 627. Fg622 Fg7 628. Fg623 Fg6 629. Fg624 Fg7 630. Fg625 Fg6 631. Fg626 Fg7 632. Fg627 Fg6 633. Fg628 Fg7 634. Fg629 Fg6 635. Fg630 Fg7 636. Fg631 Fg6 637. Fg632 Fg7 638. Fg633 Fg6 639. Fg634 Fg7 640. Fg635 Fg6 641. Fg636 Fg7 642. Fg637 Fg6 643. Fg638 Fg7 644. Fg639 Fg6 645. Fg640 Fg7 646. Fg641 Fg6 647. Fg642 Fg7 648. Fg643 Fg6 649. Fg644 Fg7 650. Fg645 Fg6 651. Fg646 Fg7 652. Fg647 Fg6 653. Fg648 Fg7 654. Fg649 Fg6 655. Fg650 Fg7 656. Fg651 Fg6 657. Fg652 Fg7 658. Fg653 Fg6 659. Fg654 Fg7 660. Fg655 Fg6 661. Fg656 Fg7 662. Fg657 Fg6 663. Fg658 Fg7 664. Fg659 Fg6 665. Fg660 Fg7 666. Fg661 Fg6 667. Fg662 Fg7 668. Fg663 Fg6 669. Fg664 Fg7 670. Fg665 Fg6 671. Fg666 Fg7 672. Fg667 Fg6 673. Fg668 Fg7 674. Fg669 Fg6 675. Fg670 Fg7 676. Fg671 Fg6 677. Fg672 Fg7 678. Fg673 Fg6 679. Fg674 Fg7 680. Fg675 Fg6 681. Fg676 Fg7 682. Fg677 Fg6 683. Fg678 Fg7 684. Fg679 Fg6 685. Fg680 Fg7 686. Fg681 Fg6 687. Fg682 Fg7 688. Fg683 Fg6 689. Fg684 Fg7 690. Fg685 Fg6 691. Fg686 Fg7 692. Fg687 Fg6 693. Fg688 Fg7 694. Fg689 Fg6 695. Fg690 Fg7 696. Fg691 Fg6 697. Fg692 Fg7 698. Fg693 Fg6 699. Fg694 Fg7 700. Fg695 Fg6 701. Fg696 Fg7 702. Fg697 Fg6 703. Fg698 Fg7 704. Fg699 Fg6 705. Fg700 Fg7 706. Fg701 Fg6 707. Fg702 Fg7 708. Fg703 Fg6 709. Fg704 Fg7 710. Fg705 Fg6 711. Fg706 Fg7 712. Fg707 Fg6 713. Fg708 Fg7 714. Fg709 Fg6 715. Fg710 Fg7 716. Fg711 Fg6 717. Fg712 Fg7 718. Fg713 Fg6 719. Fg714 Fg7 720. Fg715 Fg6 721. Fg716 Fg7 722. Fg717 Fg6 723. Fg718 Fg7 724. Fg719 Fg6 725. Fg720 Fg7 726. Fg721 Fg6 727. Fg722 Fg7 728. Fg723 Fg6 729. Fg724 Fg7 730. Fg725 Fg6 731. Fg726 Fg7 732. Fg727 Fg6 733. Fg728 Fg7 734. Fg729 Fg6 735. Fg730 Fg7 736. Fg731 Fg6 737. Fg732 Fg7 738. Fg733 Fg6 739. Fg734 Fg7 740. Fg735 Fg6 741. Fg736 Fg7 742. Fg737 Fg6 743. Fg738 Fg7 744. Fg739 Fg6 745. Fg740 Fg7 746. Fg741 Fg6 747. Fg742 Fg7 748. Fg743 Fg6 749. Fg744 Fg7 750. Fg745 Fg6 751. Fg746 Fg7 752. Fg747 Fg6 753. Fg748 Fg7 754. Fg749 Fg6 755. Fg750 Fg7 756. Fg751 Fg6 757. Fg752 Fg7 758. Fg753 Fg6 759. Fg754 Fg7 760. Fg755 Fg6 761. Fg756 Fg7 762. Fg757 Fg6 763. Fg758 Fg7 764. Fg759 Fg6 765. Fg760 Fg7 766. Fg761 Fg6 767. Fg762 Fg7 768. Fg763 Fg6 769. Fg764 Fg7 770. Fg765 Fg6 771. Fg766 Fg7 772. Fg767 Fg6 773. Fg768 Fg7 774. Fg769 Fg6 775. Fg770 Fg7 776. Fg771 Fg6 777. Fg772 Fg7 778. Fg773 Fg6 779. Fg774 Fg7 780. Fg775 Fg6 781. Fg776 Fg7 782. Fg777 Fg6 783. Fg778 Fg7 784. Fg779 Fg6 785. Fg780 Fg7 786. Fg781 Fg6 787. Fg782 Fg7 788. Fg783 Fg6 789. Fg784 Fg7 790. Fg785 Fg6 791. Fg786 Fg7 792. Fg787 Fg6 793. Fg788 Fg7 794. Fg789 Fg6 795. Fg790 Fg7 796. Fg791 Fg6 797. Fg792 Fg7 798. Fg793 Fg6 799. Fg794 Fg7 800. Fg795 Fg6 801. Fg796 Fg7 802. Fg797 Fg6 803. Fg798 Fg7 804. Fg799 Fg6 805. Fg800 Fg7 806. Fg801 Fg6 807. Fg802 Fg7 808. Fg803 Fg6 809. Fg804 Fg7 810. Fg805 Fg6 811. Fg806 Fg7 812. Fg807 Fg6 813. Fg808 Fg7 814. Fg809 Fg6 815. Fg810 Fg7 816. Fg811 Fg6 817. Fg812 Fg7 818. Fg813 Fg6 819. Fg814 Fg7 820. Fg815 Fg6 821. Fg816 Fg7 822. Fg817 Fg6 823. Fg818 Fg7 824. Fg819 Fg6 825. Fg820 Fg7 826. Fg821 Fg6 827. Fg822 Fg7 828. Fg823 Fg6 829. Fg824 Fg7 830. Fg825 Fg6 831. Fg826 Fg7 832. Fg827 Fg6 833. Fg828 Fg7 834. Fg829 Fg6 835. Fg830 Fg7 836. Fg831 Fg6 837. Fg832 Fg7 838. Fg833 Fg6 839. Fg834 Fg7 840. Fg835 Fg6 841. Fg836 Fg7 842. Fg837 Fg6 843. Fg838 Fg7 844. Fg839 Fg6 845. Fg840 Fg7 846. Fg841 Fg6 847. Fg842 Fg7 848. Fg843 Fg6 849. Fg844 Fg7 850. Fg845 Fg6 851. Fg846 Fg7 852. Fg847 Fg6 853. Fg848 Fg7 854. Fg849 Fg6 855. Fg850 Fg7 856. Fg851 Fg6 857. Fg852 Fg7 858. Fg853 Fg6 859. Fg854 Fg7 860. Fg855 Fg6 861. Fg856 Fg7 862. Fg857 Fg6 863. Fg858 Fg7 864. Fg859 Fg6 865. Fg860 Fg7 866. Fg861 Fg6 867. Fg862 Fg7 868. Fg863 Fg6 869. Fg864 Fg7 870. Fg865 Fg6 871. Fg866 Fg7 872. Fg867 Fg6 873. Fg868 Fg7 874. Fg869 Fg6 875. Fg870 Fg7 876. Fg871 Fg6 877. Fg872 Fg7 878. Fg873 Fg6 879. Fg874 Fg7 880. Fg875 Fg6 881. Fg876 Fg7 882. Fg877 Fg6 883. Fg878 Fg7 884. Fg879 Fg6 885. Fg880 Fg7 886. Fg881 Fg6 887. Fg882 Fg7 888. Fg883 Fg6 889. Fg884 Fg7 890. Fg885 Fg6 891. Fg886 Fg7 892. Fg887 Fg6 893. Fg888 Fg7 894. Fg889 Fg6 895. Fg890 Fg7 896. Fg891 Fg6 897. Fg892 Fg7 898. Fg893 Fg6 899. Fg894 Fg7 900. Fg895 Fg6 901. Fg896 Fg7 902. Fg897 Fg6 903. Fg898 Fg7 904. Fg899 Fg6 905. Fg900 Fg7 906. Fg901 Fg6 907. Fg902 Fg7 908. Fg903 Fg6 909. Fg904 Fg7 910. Fg905 Fg6 911. Fg906 Fg7 912. Fg907 Fg6 913. Fg908 Fg7 914. Fg909 Fg6 915. Fg910 Fg7 916. Fg911 Fg6 917. Fg912 Fg7 918. Fg913 Fg6 919. Fg914 Fg7 920. Fg915 Fg6 921. Fg916 Fg7 922. Fg917 Fg6 923. Fg918 Fg7 924. Fg919 Fg6 925. Fg920 Fg7 926. Fg921 Fg6 927. Fg922 Fg7 928. Fg923 Fg6 929. Fg924 Fg7 930. Fg925 Fg6 931. Fg926 Fg7 932. Fg927 Fg6 933. Fg928 Fg7 934. Fg929 Fg6 935. Fg930 Fg7 936. Fg931 Fg6 937. Fg932 Fg7 938. Fg933 Fg6 939. Fg934 Fg7 940. Fg935 Fg6 941. Fg936 Fg7 942. Fg937 Fg6 943. Fg938 Fg7 944. Fg939 Fg6 945. Fg940 Fg7 946. Fg941

SPECTACLES

Les salles subventionnées

- Opéra, 19 h. 20 : Hommage à Sargis Lilit.
- Comédie-Française, 20 h. 30 : l'Ecole des femmes.
- Chaillet, grande salle, 20 h. 45 : la Mère (Festival d'automne). — Salle Gémier, 23 h. 30 : Night Club Cantata.
- Déjeu, 18 h. 30 : le Roi Lear.
- Petit T.H.F., 20 h. 20 : Rishies amours.
- Centre Pompidou, 19 h. : la Revue parée : F. Quenard (littérature).

Les salles municipales
Châtelet, 20 h. 30 : Volga
Nouvel Carré, grande salle,
Nueva Colonia. — Salle
20 h. 30 : la Guerre civile
Théâtre de la Ville, 18 h. 30 :
Gréco ; 20 h. 30 : la Mante

théâtre de
la salamandre

**Martin
EDEN**

MAISON DE LA CULTURE
DE NANTERRE

du 4 NOV.
au 3 DEC.

fete
at
MAZARIN

REVUE
ENTRETIEN
VOLONTÉ

DINERS 21h
SPECTACLE 23h

62 RUE MAZARINE, PARIS VI: 329.02.20

COMPAGNIE RENAUD-BARRAULT

THEATRE D'ORSAY

création
L'EDEN-CINÉMA
de Marguerite Duras
mise en scène Claude Régy - scénographie Jacques Le Marquet
musique Carlos d'Alessio - au piano Miguel Angel Ronduno
avec
Madeleine Renaud - Catherine Sellers - Bulle Ogier
Michaël Lonsdale - J.B. Malartre - Axel Boguisslavsky
en alternance

HAROLD ET MAUDE
LA VIE OFFERTE
PETIT ORSAY
LES LIBERTES DE LA FONTAINE
à partir du 7 novembre
PORTRAIT mime
7, quai A.-France - tél. 548.38.53 et agences

Les autres salles
Aire libre Montparnasse, 20 h. 30 :
Nuits sans nuit; 22 h. : Étoiles
rouges.
Arts-Hébertot, 30 h. 45 : Et t'es beau,
t'es con.
Atelier, 21 h. : le Friseur.
Athénée, 21 h. : Équus.
Bibliothèque Océana, 21 h. : Seins les

[illegible]

Pour tous renseignements concernant
l'ensemble des programmes ou des salles
- LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES -
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34
(de 11 heures à 21 heures,
sauf les dimanches et jours fériés)

Vendredi 4 novembre

théâtres

Michouds, 29 h. 30 : Peuvre amassain.
 Modern, 21 h. : Par-delà les mar-
 roisiers.
 Monoparis, 21 h. : Trois lits
 pour huit.
 Nouveautés, 19 h. 30 : Phédre.
 Nouveautés, 21 h. : Apprends-me
 à vivre.
 Opéra, 21 h. : La Magouille.
 Orsay, grande salle, 20 h. 30 : Harold
 et le monde, 21 h. 30 : Les
 Libertés de Les Fontaines.
 Palais-Royal, 30 h. 30 : La Cage aux
 hommes.
 Palisance, 20 h. 45 : Dui.
 Poche-Montparnasse, 20 h. 30 : Sigis-
 munde.
 Porte Saint-Martin, 21 h. : Pas d'or-
 chidées pour miss Elrodah.
 Saint-Georges, 20 h. 30 : Topaze.
 Saint-Rémy, 21 h. : Les
 Gammes du jeu.
 Théâtre Armand, 20 h. 45 : le Pro-
 phète.
 Théâtre d'Edgar, 20 h. 30 : Egypte
 Joy.
 Théâtre du Malin, 20 h. 30 : Victime
 du devoir, 22 h. : Un nœud dans
 la vitre.
 Théâtre des Marais, 22 h. 30 : la
 Comtesse Agathe, 23 h. 30 :
 Jeanne d'Arc et ses copines.
 Théâtre de Paris, 21 h. : Pyramion.
 Théâtre Paris-Rive, 21 h. : Christine
 Geste.
 Théâtre La Péniche, 20 h. 30 : le
 Capitaine Corcoran.
 Théâtre de la Plaine, 20 h. 30 :
 "L'ombre du conte".
 Théâtre Paris-Plaisance, 20 h. 30 : Les Der-
 nières Amphi théâtre, 20 h. 30 :
 Comme il vous plaira.
 Théâtre 347, 20 h. 30 : la Managerie
 des Femmes.
 Variétés, 20 h. 30 : Féré de Broadway.

Saint-Oenls, Théâtre Gérard-Philipe.
20 h. 30 : Peines de cœur d'une
chatte anglaise.
Sartrouville, Théâtre, 21 h. : Una
Ramos (variétés).
Suresnes, Théâtre Jeao-Villar, 21 h. :
Pauvre assassin.
Vincennes, Théâtre Odeon-Sorano,
21 h. : George Dandin.

[illegible]

Aux Quatre Cents Coups, 20 h. 30 :
Clovius : 21 h. 30 : l'Autobus :
22 h. 30 : l'Amour au visage.
Le Sérenité, I, 20 h. 45 : les Noces à
l'envers... — II, 21 h. : les Bonnes :
22 h. : Vos petites compagnes.
Le Splendid, 20 h. 45 : Frisson sur le
secreur : 22 h. 15 : Amours, coquillages
et crustacés.
Théâtre de Ois-Heures, 20 h. :
A ouïs deux, l'arrivail bien à
être de gauche.
La Veuve Piechard, 20 h. 30 : le My-
tère de la petite marehe; 22 h. :
le Secret de Zonga.

Festival d'automne

Voir aussi Les salles subventionnées.
Théâtre des Amandiers (Nanterre).
20 h. 20 : Palazzo Meniale.
Salle Wagram, 20 h. 30 : Ch. Tyler.
Théâtre Le Palace, 20 h. 30 : Louis
Solus.

La danse

Palais des Sports, 20 h. 30 : Ballet
soviétique sur glace.
Pavillon de Paris, 20 h. 45 : Chant
et danses des révolutions russes.
Centre Mandapa, 21 h. : Eharata-
Nalyam, danses sacrées de l'Inde.
Centre Verdier, 20 h. 20 : Ballets
modernes (musique électronique).

Jazz, pop, rock et folk

Vieille-Grille, 18 h. 30 : Musiq Ensemble, jazz; 23 h. : Geranium, folk; Gérard Dole et Bayou Sauvage.
Centre américain, 21 h. : Boko du Bayou, folk.
Théâtre Msoffetard, 22 h. 30 : Danyk Lazo, Jean-Jacques Avenal.
Stadium, 21 h. : Doc Watson.

Les concerts

Eglise Saint-Germain-des-Près, 21 h. :
Les Solistes de la Camerata (Mozart, Beethoven, Schubert).
Eglise Saint-Roch, 20 h. 30 : Agrup-
ment Musica de Euzenod-Alpes,
dir. S. Glego, et Cantate Tripe-
Acry.
Hôtel Héronet, 20 h. 30 : Etienne
Escure (Bach).
Locearnier Forum, 21 h. : Pierre
Lanier, guitare classique (Bach et
Lully).
Palais des glaces, 20 h. : Clemence
Trio (musique ancienne, du Moyen
Age au baroque).
Salle Gaveau, 18 h. 30 : Bernard
Flavigny (Schubert, Webern).
Salle de la Chapelle, 20 h. : Les Solistes
de Zurich, (Bach, Vivaldi).

CE SOIR

**THEATRE
DU CAMPAGNOL**

**DAVID
COPPERFIELD**

D'APRES CHARLES DICKENS
mise en scène
JEAN CLAUDE PENCHET

Lesquels, samedi 20 novembre, samedi 21 et 22, 19h.
Dimanches 10h30 et 14h30 et 19h30. 20 et 21
septembre. 10h30 et 14h30 et 19h30. 22 et 23
septembre. 10h30 et 14h30 et 19h30. 24 et 25
septembre. 10h30 et 14h30 et 19h30. 26 et 27
septembre. 10h30 et 14h30 et 19h30. 28 et 29
septembre. 10h30 et 14h30 et 19h30. 30 et 1er
octobre. 10h30 et 14h30 et 19h30. 2 et 3
octobre. 10h30 et 14h30 et 19h30. 4 et 5
octobre. 10h30 et 14h30 et 19h30. 6 et 7
octobre. 10h30 et 14h30 et 19h30. 8 et 9
octobre. 10h30 et 14h30 et 19h30. 10 et 11
octobre. 10h30 et 14h30 et 19h30. 12 et 13
octobre. 10h30 et 14h30 et 19h30. 14 et 15
octobre. 10h30 et 14h30 et 19h30. 16 et 17
octobre. 10h30 et 14h30 et 19h30. 18 et 19
octobre. 10h30 et 14h30 et 19h30. 20 et 21
octobre. 10h30 et 14h30 et 19h30. 22 et 23
octobre. 10h30 et 14h30 et 19h30. 24 et 25
octobre. 10h30 et 14h30 et 19h30. 26 et 27
octobre. 10h30 et 14h30 et 19h30. 28 et 29
octobre. 10h30 et 14h30 et 19h30. 30 et 31
octobre. 10h30 et 14h30 et 19h30. 1 et 2
novembre. 10h30 et 14h30 et 19h30. 3 et 4
novembre. 10h30 et 14h30 et 19h30. 5 et 6
novembre. 10h30 et 14h30 et 19h30. 7 et 8
novembre. 10h30 et 14h30 et 19h30. 9 et 10
novembre. 10h30 et 14h30 et 19h30. 11 et 12
novembre. 10h30 et 14h30 et 19h30. 13 et 14
novembre. 10h30 et 14h30 et 19h30. 15 et 16
novembre. 10h30 et 14h30 et 19h30. 17 et 18
novembre. 10h30 et 14h30 et 19h30. 19 et 20
novembre. 10h30 et 14h30 et 19h30. 21 et 22
novembre. 10h30 et 14h30 et 19h30. 23 et 24
novembre. 10h30 et 14h30 et 19h30. 25 et 26
novembre. 10h30 et 14h30 et 19h30. 27 et 28
novembre. 10h30 et 14h30 et 19h30. 29 et 30
novembre. 10h30 et 14h30 et 19h30. 1 et 2
décembre. 10h30 et 14h30 et 19h30. 3 et 4
décembre. 10h30 et 14h30 et 19h30. 5 et 6
décembre. 10h30 et 14h30 et 19h30. 7 et 8
décembre. 10h30 et 14h30 et 19h30. 9 et 10
décembre. 10h30 et 14h30 et 19h30. 11 et 12
décembre. 10h30 et 14h30 et 19h30. 13 et 14
décembre. 10h30 et 14h30 et 19h30. 15 et 16
décembre. 10h30 et 14h30 et 19h30. 17 et 18
décembre. 10h30 et 14h30 et 19h30. 19 et 20
décembre. 10h30 et 14h30 et 19h30. 21 et 22
décembre. 10h30 et 14h30 et 19h30. 23 et 24
décembre. 10h30 et 14h30 et 19h30. 25 et 26
décembre. 10h30 et 14h30 et 19h30. 27 et 28
décembre. 10h30 et 14h30 et 19h30. 29 et 30
décembre. 10h30 et 14h30 et 19h30. 31
décembre. 10h30 et 14h30 et 19h30.

Cartoucherie

1h. ST-GEORGES
louez : 878.63.47

Pour une
politique du rire



**VOTEZ
TOPAZE**
et vous rirez!

PAGNOL

9-10-11-12 NOVEMBRE 21H
newport
à saint quentin en yvelines
A 7 Kms de Versailles
A 30 minutes de la gare Montparnasse
Trousseau complet servi (bar)

9 GEORGE DUKE
10 FREDDIE HUBBARD
11 SHELLY MANNE
LEE KONITZ
12 ODETTA
SAMMY PRICE

RENSEIGNEMENTS LOCATION
062 82 81 et dans les trois F.N.A.C.

THÉÂTRE JEAN-VILAR DE SURESNES
place Stalingrad - Surènes

•

**PAUVRE
ASSASSIN**

de Pavel KOROUT

Mise en scène : M. SARRAZIN

•

**CRÉATION DU
GRÉNIER DE TOULOUSE**

•

les 4 et 5 novembre, à 21 heures
le 6 à 15 heures

Pr des pl. : 20 F ; étudiants : 10 F
Location : 777-35-80 et 3 FNAC

DEUXIÈMES RENCONTRES INTERNATIONALES DE L'AUDIO-VISUEL SCIENTIFIQUE

LES DEUXIEMES RENCONTRES
INTERNATIONALES DE
L'AUDIO-VISUEL SCIENTIFIQUE
sont organisées par
la COMMISSION D'ETUDE DE
REALISATION ET DE
FUSION DE DOCUMENTS
AUDIO-VISUELS (CERDAD)
du CENTRE NATIONAL DE
RECHERCHE SCIENTIFIQUE
avec le soutien des organismes
suivants :

- LA DELÉGATION GÉNÉRALE
DE RECHERCHE SCIENTIFI-
QUE ET TECHNIQUE (DORST) ;
- LE CENTRE NATIONAL DE
RECHERCHE SCIENTIFIQUE
CAISSE (C.N.C.) ;
- LE COMITÉ INTERNATIONAL
DE CINÉMATOGRAFIE
SCIENTIFIQUE (A.I.C.S.) ;
- LE COMITÉ INTERNATIONAL
DU CINÉMA ET DE LA
VISION (C.I.C.T.) ;
- et la présidence de ceux-ci :
- LE COMITÉ INTERNATIONA-
LISME AUDIO-VISUEL (SANTÉ
ET ÉDUCATION) ;
- L'ASSOCIATION UNIVER-
SITAIRE POUR LE DÉVE-
LOPPEMENT DE LA CULTURE
EN AFRIQUE ET À MAOAGAS-
CAR ;
- LE CENTRE NATIONAL DE DO-
CUMENTATION PÉDAGOGIQUE
(C.N.D.P.) ;
- LE CENTRE AUDIO-VISUEL DE
L'ÉDUCATION NORMALE SUPÉ-
RIEURE DE LA GUYANE ;
- LES CENTRES AUDIO-VISUELS
DES UNIVERSITÉS ;
- LE COMITÉ FILM ETHNO-
GRAPHIQUE (C.F.E.) ;
- LE COMITÉ DE DOCUMENTATION FRAN-
ÇAISE.

— L'INSTITUT DE CINÉMATO-
GRAPHIE SCIENTIFIQUE
(I.C.S.) ;
— L'INSTITUT NATIONAL DE
RECHERCHE ACROUSIQUE
(I.N.A.S.) ;
— L'INSTITUT NATIONAL DE RE-
CHERCHE PÉDAGOGIQUE ;
— LE DÉPARTEMENT DU FILM DE RE-
CHERCHE SCIENTIFIQUE
(S.F.R.S.).

— DEUXIÈME FESTIVAL
INTERNATIONAL DE L'ÉMISSION
SCIENTIFIQUE DE TÉLÉVISION

Salle des conférences du C.N.R.S.
15, quai d'Orléans-France, Paris (7^e).

- Séance publique.
- Entrée libre.
- Vendredi 4 novembre : 21 h.
— LES MALADIES NERVEUSES MIGRAI-
NES ET LES MALADIES MALAISES
(Japon).
- Samedi 5 novembre : 21 h.
— L'ENFANT ET L'ACQUISITION DE
L'ENFANT DE L'HOMME ET
L'ENFANT DE L'ANIMAL
(France).
- Samedi 5 novembre :
15 h. 30 :
— Documents hors complé-
tion.
- 18 h.
— LE CANCER (Canada).
— ATTENTION ! VIBRATIONS...
— TU DOIS PLIER OUVANT LE
CUEUR (E.F.A.).
- 19 h.
— LES MALADIES VÉNÉRIEN-
NES. COMMENT EN CACHER L'ÉTY-
MOLOGIE ?
- SOUS LE SIDA D'HYDIE
— LE MONDE DE LA SCIENCE :
L'INTERPENSION ART ET
SCIENCE.

■ **Dimanche 5 novembre : 21 h.**
— **CONDUITE SOCIALE DU LOUP LÉBESQUE (Espagnol).**
— **LA DERNIERE FORET IBERIQUE**
— **L'OCEAN PLANETAIRE : QU'EST-CE QUE NON LE MITTES (Roumaine).**

■ **Lundi 6 novembre : 21 h.**
— **PROFESSION : PROFESSEUR**
— **LA SITUATION DE LA MER OU NORD (Pays-Es).**
— **QUESTIONS PRIERES MINUTES AVEC UNE METHODE DIFFERENTE (Pologne).**

■ **Mardi 7 novembre :**
— **18 h. 30 :**
— **UNE REGRE EN CELLULE (Pays-Es).**
— **16 N'T A Q'UN SALTIC (Pologne).**

■ **21**
— **DES FANTILLES COMME THERAPEUTES (P.A.J.).**
— **L'AMORCE DE RINCEVENT (Suisse).**

■ **Mercredi 9 novembre : 18 h. 30.**
— **AU CENTRE DE LA MAISON**
— **LE DECLIN DE LA TERRE POUR QUAND ? (R.O.A.).**

COLLOQUE INTERNATIONAL : ASPECTS DE LA PHOTOGRAPHIE SCIENTIFIQUE

Ecole des conférences du C.N.R.S.
sur l'anal Anatole-France, Paris (77).
Sul invitation.

■ **10 novembre :**
— **9 h. 30 - 13 h. : 14 h. 30 - 18 h. :**
— **CADRAGE ET MISS AU**

- HISTORIQUE SEMIOTIQUE : L'IMAGOTYPE
COMME MOYEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION SCIENTIFIQUES
- L'IMAGOTYPE ET ELLE D'INFORMATION
- Mardi 9 novembre :
0 h. 30 - 13 h. : 14 h. 30 - 18 h. :
LA "PHOTOGRAFIE AD SERVICE"
EXEMPLE D'UTILISATION DANS DIVERSES DISCIPLINES
- Mercredi 9 novembre :
0 h. 30 - 11 h. :
QU'EST-CE QUE LA FONDATION PHOTOGRAFIQUE POUR LES SCIENCES ?
0 h. 30 - 13 h. :
PRIORITES SCIENTIFIQUE ET PHOTOGRAPHIE : APPLICATIONS PROSPECTIVE
- 14 h. 30 - 18 h. :
LA PHOTOGRAPHIE : PROBLEME DE LA VIEILLE DOCUMENTATION, D'ANALYSE ET D'INDEXATION.

TABLE RONDE
INTERNATIONALE :
LES EMISSIONS OTES SCIENTIFIQUES SONT-ELLES LE SEUL MOYEN D'ACCROITRE LA SCIENCE A LA TELEVISION ?
Jeudi 10 novembre :
0 h. 30 - 13 h. :
JOURNEES INTERNATIONALES
DU FILM SCIENTIFIQUE 1977
Salle des Assemblées du C.N.R.S.
3, quai Alexandre-Franco, Paris (7^e).
Entrée libre.
Mercredi 9 novembre : 21 h.
SALLE DES ASSEMBLÉES DU C.N.R.S.
LOGIS ANIMAL ET VÉGÉTAL
(Chlor, Grande-Bretagne, Japon,

- Jeudi 10 novembre : 21 h.
— CHIMIES ET RAYONNEMENT.
(Etats-Unis, France, Italie.)
- Vendredi 11 novembre : 21 h.
— CHIMIE ET RAYONNEMENT. FERRIE
DE L'ECRAN ET DE L'ES-
PACE.
(Canada, Pays-Bas.)
- Vendredi 11 novembre : 21 h.
— SCIENCES HUMAINES.
(Argentine, France, Omode-
s.)
- Samedi 12 novembre :
18 h. 30
— SCIENCES DE LA VIE : ME-
DECINE ET PHYSIOLOGIE.
(Israël, Chine, Etats-Unis.)
- Samedi 12 novembre :
21 h.
— SCIENCES DE LA VIE.
SCIENCES HUMAINES.
(Canada, France, Japon.)

**RÉTROSPECTIVE
DU CINEMA SCIENTIFIQUE**

Palais de la Découverte
105 Avenue de France, Paris (8^e).
• Entrées publiques.
Organisée par :
— L'INSTITUT OISE CINEMATO-
GRAPHIQUE SCIENTIFIQUE
avec la collaboration de
— L'ASSOCIATION INTERNATION-
NALE DU CINEMA SCIENTI-
FIQUE;
— LA CINEMATOGRAPHIE SCIENTI-
FIQUE INTERNATIONALE
ET LE COMITE D'ORGANISA-
TION DES RESEAUX DU FILM
SCIENTIFIQUE DE TULOUSE;
— L'ASSOCIATION FRANCAISE SCIENTI-
FIQUE EN ITALIE.
• Samedi 5 novembre : 21 h.
— RÉTROSPECTIVE DU CINEMA
SCIENTIFIQUE. CARTE D'IDENTI-
FICATION.

• Samedi 12 novembre : 21 h
 25^e ANNIVERSAIRE DE L'É
 CINE-CLUB DE CHAMBERY
 PHIQUE DE COTTINCEN
 Dinasties 13 novembre : 14 h
 1^{re} CINE-CLUB DE CHAMBERY
 QUE DE JEAN FAIVRE.

LA SCIENCE ET L'IMAGE

Salle Jules-Perry (L.N.R.P.),
 28, rue d'Ulm Paris (8^e).

• Echanges publiques.
 • Eclairé libre.
 • Programmes de films proposés :

— 1^{re} LE CENTRE AUDIO-VISUEL
 DE L'ECOLE NORMALE SU
 FILLES DE SAINT-CLO
 C.A.V.).
 (vendredi 4 novembre : 17 h)
 1^{re} LE MINUTE
 FILM KINOGRAPHIQUE IL
 SICOLOGIQUE (C.F.E.).
 (samedi 5 novembre : 17 h)
 L'INSTITUT NATIONAL C
 (luodi 6 novembre : 17 h)
 LE SERVICE OU FILM DE R
 C. C. CHE SCIENTIFIQ
 (S.F.R.S.).
 (mardi 8 novembre : 17 h).
 LE SERVICE NATIONAL DE O
 CUMENTATION PEDAGOGI
 (C.N.O.P.).
 (mardi 9 novembre : 17 h)
 LE CDMITE MINISTRI
 DE COORDINATION A
 AIG-LE
 (jeudi 10 novembre : 17 h).
 LE SERVICE D'ETUDE
 REALISATION DE D
 NION DE DOCUMENTS AUDI
 D.V.V.).

هكذا من الأصل

PADRE PA

MALMED'OR FESTIN
UN FILM DE

MEAN PATHE ELIZABETH LINCOLN
14 JUILLET FARNASSE
PALAZZARE PASQUIER GAUMONT CONVENTION


POINT COUSÉE ELIZABETH LINCOLN
POINT RIVE GAUCHE
14 JUILLET BASTILLE

LE PLUS BEAU FILM DE
WERNER HERZOG

**LA BALLADE
DE BRUNG**

Grand programme de films
à l'affiche à 8 heures

G



L'immobilier

100

هَكَذَا مِنَ الْأَصْلِ

économie

LA LUTTE CONTRE LA HAUSSE DES PRIX

Le gouvernement n'est pas disposé à céder à la facilité

déclare M. Raymond Barre

Voici les principaux passages de la déclaration faite jeudi soir 3 novembre par M. Raymond Barre à la télévision :
« L'an dernier, à la même époque, la hausse des prix, déjà forte, avait tendance à s'accroître ; nous étions menacés pour 1977 d'une augmentation de 12 à 13 % et les perspectives pour 1977 étaient très préoccupantes. Le gouvernement a alors décidé un blocage général des prix pendant trois mois, ce qui a permis de limiter le taux d'inflation pour 1976 à 9,9 %.
« Pour 1977, le gouvernement n'a pas maintenu le blocage des prix. C'est en effet une méthode artificielle qui renvoie à plus tard les difficultés qu'il faut résoudre. Nous avons mis en place une politique globale portant sur tous les facteurs qui commandent l'évolution des prix : monnaie, budget, rémunérations, taux de change. Nous pensons qu'il est de notre intérêt de ne pas nous limiter à l'exportation et de nous consacrer à la fin de ce mois, sera sans doute également écho. Le ralentissement de la hausse de prix sera donc moins accentué que nous ne l'espérons. »
Après avoir souligné que l'augmentation des prix des produits alimentaires avait été très forte (+ 11,1 % de janvier à septembre 1977) et que c'était sur eux qu'il convenait d'exercer un effort de modération, M. Barre a déclaré :

« Pour 1977, le gouvernement n'a pas maintenu le blocage des prix. C'est en effet une méthode artificielle qui renvoie à plus tard les difficultés qu'il faut résoudre. Nous avons mis en place une politique globale portant sur tous les facteurs qui commandent l'évolution des prix : monnaie, budget, rémunérations, taux de change. Nous pensons qu'il est de notre intérêt de ne pas nous limiter à l'exportation et de nous consacrer à la fin de ce mois, sera sans doute également écho. Le ralentissement de la hausse de prix sera donc moins accentué que nous ne l'espérons. »

« Pour 1977, le gouvernement n'a pas maintenu le blocage des prix. C'est en effet une méthode artificielle qui renvoie à plus tard les difficultés qu'il faut résoudre. Nous avons mis en place une politique globale portant sur tous les facteurs qui commandent l'évolution des prix : monnaie, budget, rémunérations, taux de change. Nous pensons qu'il est de notre intérêt de ne pas nous limiter à l'exportation et de nous consacrer à la fin de ce mois, sera sans doute également écho. Le ralentissement de la hausse de prix sera donc moins accentué que nous ne l'espérons. »

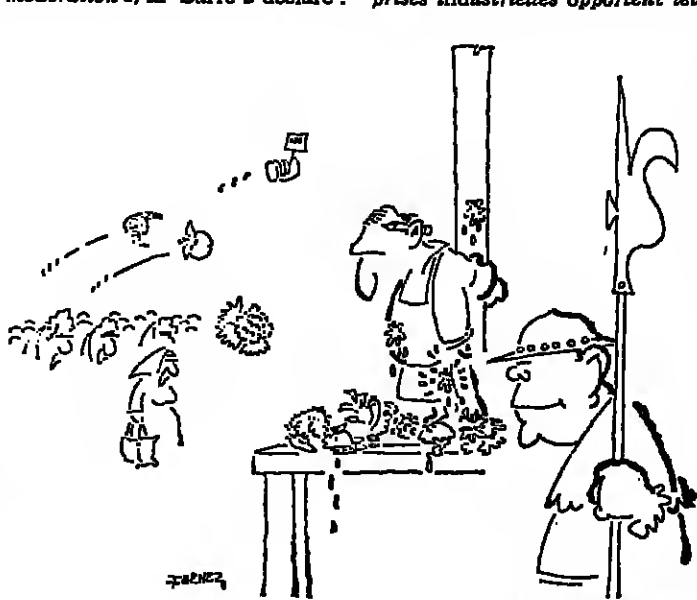
« Pour 1977, le gouvernement n'a pas maintenu le blocage des prix. C'est en effet une méthode artificielle qui renvoie à plus tard les difficultés qu'il faut résoudre. Nous avons mis en place une politique globale portant sur tous les facteurs qui commandent l'évolution des prix : monnaie, budget, rémunérations, taux de change. Nous pensons qu'il est de notre intérêt de ne pas nous limiter à l'exportation et de nous consacrer à la fin de ce mois, sera sans doute également écho. Le ralentissement de la hausse de prix sera donc moins accentué que nous ne l'espérons. »

Pourquoi si tard ?

(Suite de la première page.)

Les statistiques montrent en tout cas que si, en 1976, ce sont les prix à la production qui ont provoqué les fortes hausses de prix de détail, de fait, c'est la sécheresse, c'est l'inverse qui s'est produit cette année. Après avoir fait preuve d'une réelle modération jusqu'à l'automne 1976, les commerçants ont commencé à se rattraper à partir d'octobre de la même année en gonflant leurs marges. Ce phénomène s'est poursuivi sans arrêt depuis. Il a connu deux phases. Ce sont d'abord les détaillants qui, d'octobre 1976 à janvier-février 1977, ont reconstruit leurs profits ; les grossistes ont alors pris le relais et le conservent depuis.
M. Barre, qui dispose de tout un appareil de statistiques et d'observations, a-t-il ignoré ce phénomène ? C'est possible. On attribue souvent aux calculs politiques ceux qui relèvent de l'erreur ou de l'ignorance des faits. Les événements de mai 1968 n'auraient-ils pas pris l'importance que l'on sait si M. Michel Debré, alors ministre de l'économie et des finances, avait su, dès 1967, que d'exceptionnels progrès de la production entraîneraient un chômage important malgré la reprise vive de la production industrielle. Mais il est aussi possible que le retard mis par M. Barre à agir sur les prix alimentaires s'explique par un choix tactique : ne pas affronter en même temps trois catégories de citoyens, les commerçants, les agents de l'Etat et les salariés du secteur privé, les deux dernières étant mises en 1977 au régime sec du simple maintien du pouvoir d'achat. En stratégie militaire, on connaît le danger d'attaquer sur plusieurs fronts à la fois.
La question reste posée. M. Barre s'est peut-être senti plus libre d'affronter les

commerçants depuis que les chances de victoire de la gauche aux prochaines élections législatives ont baissé à la suite de la brouille P.S.-F.C. Simple hypothèse.
Ce qui apparaît évident, en revanche, c'est que, dans la lutte déjà ancienne que se livrent les diverses catégories socio-professionnelles pour s'attribuer une part maximum du revenu national, les commerçants, grossistes ou détaillants, ont très probablement tiré leur épingle du jeu cette année. Ils l'avaient moins bien fait en 1976. Sur deux ans, leur pouvoir d'achat aura augmenté de façon honorable : environ 5 %. C'est, même un peu plus qu'avec qui se revoie aux salaires pendant la même période (4 % environ).
L'ennui pour l'économie française est que ce rattrapage survient à un moment difficile, où rien de tel ne peut se produire sans mettre en péril le redressement de l'économie. L'étude du commerce risque en effet de relancer les hausses de salaires, que M. Barre avait réussi à contenir un succès de son plan à nettement freiner. Elle détourne aussi de l'investissement industriel des flux monétaires qui aboutissent au secteur du commerce, alimentent le chômage, soit la consommation, soit encore la construction de résidences secondaires ou des dépenses de loisirs : le contrepoint redoublé de ce que souhaite M. Barre.
Il reste peu de temps maintenant au premier ministre pour colmater la brèche importante qui menace sa politique, dont les milieux d'affaires pensent jusqu'à présent qu'elle était bien menée. « Nous sommes sans illusions », c'est une autre politique de l'économie qu'il faudrait proposer aux Français, à la fin de la semaine, vendredi Pierre Charpy dans la Lettre de la Notion, organe quotidien du R.F.R.
ALAIN VERNHOLLES.



(Dessin de GHERNEZ.)

« Or vous savez que l'indice des prix pour septembre a été de 0,9 %. C'est d'octobre, que nous connaissons à la fin de ce mois, sera sans doute également écho. Le ralentissement de la hausse de prix sera donc moins accentué que nous ne l'espérons. »

« Or vous savez que l'indice des prix pour septembre a été de 0,9 %. C'est d'octobre, que nous connaissons à la fin de ce mois, sera sans doute également écho. Le ralentissement de la hausse de prix sera donc moins accentué que nous ne l'espérons. »

« Or vous savez que l'indice des prix pour septembre a été de 0,9 %. C'est d'octobre, que nous connaissons à la fin de ce mois, sera sans doute également écho. Le ralentissement de la hausse de prix sera donc moins accentué que nous ne l'espérons. »

L'immobilier

appartements vente

Paris Rive droite

M° POMPE Immeuble récent

PETIT STUDIO, entrée, kitchenette, confort, idéal, 15 m², 150.000 F. 150.000 F.

17° RÉSIDENCE BEL IMM. PIERRE TAILLE

ASCENS. CHAUFF. INTERP. 100.000 F.

ATELIER D'ARTISTE EN DUPLEX CONF. 110 m²

PRIX : 867.500 F.

PLUSIEURS STUDIOS Cuisine, bain, tout confort

LIV. + CHBRE Cuisine, bain, 40 m²

PRIX : 488.000 F.

EN DUPLEX LIVING + CUISINE

PRIX : 478.500 F.

ADPT EN DUPLEX 150 m², 2 p. 2 b. grande

JARDIN PRIVÉ PRIX : 1.322.500 F.

RUE DE ROME 5 PIERCES

Entrée, cuisine, w.c., salle de bain, 100 m², 1.300.000 F.

13° RUE DU CARPEAUX

Luxueux 5 pces, cuis. équipée, 120 m², 1.500.000 F.

COURCELLES IMMEUBLE

Manoir 130 m², 1.800.000 F.

M° LAMARCA-CALVAUDOURT

Dans bel imm. 100 m², 1.200.000 F.

1° LUX. 100 m², 1.200.000 F.

1° LUX. 100 m², 1.200.000 F.

1° LUX. 100 m², 1.200.000 F.

1° LUX. 100 m², 1.200.000 F.

1° LUX. 100 m², 1.200.000 F.

1° LUX. 100 m², 1.200.000 F.

1° LUX. 100 m², 1.200.000 F.

1° LUX. 100 m², 1.200.000 F.

1° LUX. 100 m², 1.200.000 F.

1° LUX. 100 m², 1.200.000 F.

1° LUX. 100 m², 1.200.000 F.

1° LUX. 100 m², 1.200.000 F.

1° LUX. 100 m², 1.200.000 F.

1° LUX. 100 m², 1.200.000 F.

1° LUX. 100 m², 1.200.000 F.

1° LUX. 100 m², 1.200.000 F.

1° LUX. 100 m², 1.200.000 F.

1° LUX. 100 m², 1.200.000 F.

1° LUX. 100 m², 1.200.000 F.

1° LUX. 100 m², 1.200.000 F.

1° LUX. 100 m², 1.200.000 F.

1° LUX. 100 m², 1.200.000 F.

1° LUX. 100 m², 1.200.000 F.

1° LUX. 100 m², 1.200.000 F.

1° LUX. 100 m², 1.200.000 F.

1° LUX. 100 m², 1.200.000 F.

1° LUX. 100 m², 1.200.000 F.

appartements vente

Région parisienne

Pour investissement Vanves

5 minutes de la station de métro Malakoff / Plateau de Vanves

Guys de Gascogne

STUDIO 31 m² : à partir de 141.100 F

PRX FERME A LA SIGNATURE

LIVRAISON IMMEDIATE

676 5176

Etang la Ville, Part. vd 5 Pces

15-25, rue Jean-Marcel, 15-25

15-25, rue Jean-Marcel, 15-25

15-25, rue Jean-Marcel, 15-25

15-25, rue Jean-Marcel, 15-25

15-25, rue Jean-Marcel, 15-25

15-25, rue Jean-Marcel, 15-25

15-25, rue Jean-Marcel, 15-25

15-25, rue Jean-Marcel, 15-25

15-25, rue Jean-Marcel, 15-25

15-25, rue Jean-Marcel, 15-25

15-25, rue Jean-Marcel, 15-25

15-25, rue Jean-Marcel, 15-25

15-25, rue Jean-Marcel, 15-25

15-25, rue Jean-Marcel, 15-25

15-25, rue Jean-Marcel, 15-25

15-25, rue Jean-Marcel, 15-25

15-25, rue Jean-Marcel, 15-25

15-25, rue Jean-Marcel, 15-25

15-25, rue Jean-Marcel, 15-25

15-25, rue Jean-Marcel, 15-25

15-25, rue Jean-Marcel, 15-25

15-25, rue Jean-Marcel, 15-25

15-25, rue Jean-Marcel, 15-25

15-25, rue Jean-Marcel, 15-25

15-25, rue Jean-Marcel, 15-25

15-25, rue Jean-Marcel, 15-25

15-25, rue Jean-Marcel, 15-25

15-25, rue Jean-Marcel, 15-25

15-25, rue Jean-Marcel, 15-25

15-25, rue Jean-Marcel, 15-25

15-25, rue Jean-Marcel, 15-25

15-25, rue Jean-Marcel, 15-25

15-25, rue Jean-Marcel, 15-25

15-25, rue Jean-Marcel, 15-25

15-25, rue Jean-Marcel, 15-25

15-25, rue Jean-Marcel, 15-25

15-25, rue Jean-Marcel, 15-25

15-25, rue Jean-Marcel, 15-25

15-25, rue Jean-Marcel, 15-25

15-25, rue Jean-Marcel, 15-25

appartements

occupés

1° Montmartre, 21, r. Languet

1° Montmartre, 21, r. Languet

1° Montmartre, 21, r. Languet

1° Montmartre, 21, r. Languet

1° Montmartre, 21, r. Languet

1° Montmartre, 21, r. Languet

1° Montmartre, 21, r. Languet

1° Montmartre, 21, r. Languet

1° Montmartre, 21, r. Languet

1° Montmartre, 21, r. Languet

1° Montmartre, 21, r. Languet

1° Montmartre, 21, r. Languet

1° Montmartre, 21, r. Languet

1° Montmartre, 21, r. Languet

1° Montmartre, 21, r. Languet

1° Montmartre, 21, r. Languet

1° Montmartre, 21, r. Languet

1° Montmartre, 21, r. Languet

1° Montmartre, 21, r. Languet

1° Montmartre, 21, r. Languet

1° Montmartre, 21, r. Languet

1° Montmartre, 21, r. Languet

1° Montmartre, 21, r. Languet

1° Montmartre, 21, r. Languet

1° Montmartre, 21, r. Languet

1° Montmartre, 21, r. Languet

1° Montmartre, 21, r. Languet

1° Montmartre, 21, r. Languet

1° Montmartre, 21, r. Languet

1° Montmartre, 21, r. Languet

1° Montmartre, 21, r. Languet

1° Montmartre, 21, r. Languet

1° Montmartre, 21, r. Languet

1° Montmartre, 21, r. Languet

1° Montmartre, 21, r. Languet

1° Montmartre, 21, r. Languet

1° Montmartre, 21, r. Languet

1° Montmartre, 21, r. Languet

1° Montmartre, 21, r. Languet

1° Montmartre, 21, r. Languet

1° Montmartre, 21, r. Languet

1° Montmartre, 21, r. Languet

1° Montmartre, 21, r. Languet

1° Montmartre, 21, r. Languet

1° Montmartre, 21, r. Languet

1° Montmartre, 21, r. Languet

1° Montmartre, 21, r. Languet

1° Montmartre, 21, r. Languet

locations

non meublées

Offre

Paris

16° - AV. MALAKOFF

Appartement 7 pces, grand stand.

Téléph. 522-82-97 ou 72-33.

Région parisienne

VALLEE DE CHENEUSE

CHEVRY 2

MAISON 6 p. 2 conf., 2.600 F.

MAISON 8 p. 2 conf., 2.700 F.

R. BERNARD - T. 012-12-12

locations

non meublées

Demande

Paris

NE PRENEZ PLUS DE RISQUES

INUTILISER sous votre

compte à la fin de l'année.

Téléph. sur rendez-vous : 25-77-93 et 25-77-94

Région parisienne

Etude cherche pour CAHORS

villas, pavillons, etc. 1.200 F.

Compte médical sans encaissement

appt. chtr 100 m², 1.200 F.

Téléph. : 383-53-45

locations

meublées

Offre

Paris

PROXIMITE TOUR

MONTMARTRE

BEL APPARTEMENT LUXUEUX

Mobilier, ascens. gd log. cuis.,

living 30 m², 2 p. 2 b., 2.500 F.

22-45-14 et 22-45-15

ÉCONOMIE - SOCIAL

LA LUTTE CONTRE LA HAUSSE DES PRIX

- Prix bloqués : poulet, eau minérale, certaines pâtisseries
- Marges limitées : veau
- Droits de douane abaissés : pommes et agrumes

Les mesures annoncées jeudi soir par M. Barre sont de trois ordres : actions directes sur les prix et les marges, qui sont soit plafonnées soit réduites ; meilleur approvisionnement des marchés pour accroître l'offre et peser à la baisse sur les cours ; amélioration — à terme — des circuits de distribution et renforcement de la concurrence.

1. — ACTIONS DIRECTES SUR LES PRIX ET LES MARGES

Les prix du poulet devront baisser de 5 % au stade de gros, sur la base des cours bloqués au 15 octobre. Cette mesure obligera les opérateurs qui vendent « sortie abattoir » à répercuter la baisse des coûts de production entraînée par la diminution du

et des coquillages augmentent depuis le début de l'année au rythme de 15 %. Cette hausse est une conséquence à une diminution sensible des prises. Le relèvement des cours à la production est donc explicable. Mais il est anormal que les commerçants en bénéficient grâce au calcul de leurs marges en pourcentage. De plus, certaines marges prélevées sur la vente des coquillages sont très élevées.

Des prix plafonnés vont être fixés pour les eaux minérales et la plupart des vins d'appellation d'origine contrôlée servis dans les restaurants et dans les débits de boissons, ainsi que pour les bières et pour certaines denrées solides à consommer sur place dans ces débits.

(Les prix des vins servis dans les débits de boissons ont beaucoup



(Dessins de KONE.)

soja, aliment des volailles. Les importateurs et les grossistes sont également touchés par cette mesure.

Les marges commerciales vont être limitées pour la viande de veau (elles le sont déjà pour la viande de bœuf), ainsi que pour les poissons, coquillages et crustacés.

Depuis novembre 1976 à février 1977, une importante baisse des cours des veaux à la production s'était produite. Elle avait atteint jusqu'à 7 %, tandis que les prix de détail pour les consommateurs avaient augmenté de 6,4 % de juillet à septembre. Le mouvement de baisse des prix à la production a également eu lieu en juin 1977 sans avoir été répercuté au stade de détail.

D'autre part, les prix des poissons frais, des crustacés, des mollusques

progressent (14,2 % entre août 1976 et août 1977), alors qu'au cours de la même période les prix des vins au détail ne progressent que de 9,7 %. L'augmentation de la marge des débits de boissons a donc été importante. Il en a été de même pour la bière.

Les prix de la pâtisserie fraîche seront bloqués au détail, tandis que sept produits de large consommation (croissants, pains, chocolat, etc.) seront taxés en valeur absolue.

Les prix de la pâtisserie fraîche ont augmenté de 15 % depuis au 1er juillet à septembre. En l'absence d'intervention, la progression des prix de ces produits risquait d'atteindre en 1977, selon M. Barre, de 15 à 20 %.

2. — MEILLEUR APPROVISIONNEMENT DES MARCHÉS

Le gouvernement français a demandé à la C.E.E. le droit de suspendre au cours des prochains mois les droits de douane sur les pommes et les agrumes. Par ailleurs, les ventes de beurre à prix réduits auront lieu à partir de décembre.

En raison de l'insuffisance de la récolte, le prix des pommes a augmenté très fortement par rapport à l'an dernier (de l'ordre de 70 à 75 %). Cette situation a poussé les grossistes d'agrumes à majorer leurs prix très sensiblement.

3. — RENFORCEMENT DE LA CONCURRENCE ET AMÉLIORATION DES CIRCUITS DE DISTRIBUTION

Le marché de Rungis va être réorganisé selon les principes arrêtés en juin dernier.

Une antenne de la direction générale de la concurrence et des prix est désormais installée sur le marché de Rungis. Les fonctionnaires qui la composent sont chargés de surveiller que la réglementation des marges de gros est bien appliquée. Ils ont également pour rôle d'informer et de conseiller les acheteurs des grandes collectivités publiques de la région parisienne (administrations, hôpitaux, établissements scolaires, etc.) qui s'approvisionnent à Rungis, afin qu'ils achètent dans les meilleures conditions.

D'autre part, l'amélioration du marché va être étudiée par M. Bernard-Raymond, secrétaire d'Etat au budget.

La modernisation et le regroupement des petits et moyens commerces sera encouragée.

La création de grandes surfaces (supermarchés, hypermarchés) à prédominance alimentaire sera autorisée chaque fois que la concurrence sera suffisamment renforcée, notamment à Paris.

Cette précision donnée par M. Barre est importante. Elle confirme l'information (« le Monde » du 3 octobre) selon laquelle le gouvernement va suspendre l'application de la loi Royer de 1972 qui visait — pour satisfaire les petits commerçants — à freiner la création des supermarchés.

LE MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE PUBLIERA UNE ÉTUDE SUR L'ÉVOLUTION DES PRIX AGRICOLES ET ALIMENTAIRES

Une étude sur l'évolution comparée des prix des produits agricoles et des produits alimentaires en France et dans le Marché commun va être réalisée par le ministère de l'Agriculture d'ici à Noël, a annoncé le 3 novembre M. Méhaignerie, ministre de l'Agriculture. C'est sur la base des travaux de quatre principales organisations paysannes (chambre d'agriculture, Fédération des syndicats d'exploitants, Jeunes Agriculteurs et organisations mutualistes).

Au cours de cette réunion, qui aura lieu au ministère de l'Agriculture, la date de la conférence sur les revenus agricoles de 1977 a été fixée : elle se tiendra le 29 novembre à l'hôtel Matignon. C'est sur la base des travaux de la commission des comptes de l'agriculture, réunie quelques jours auparavant à l'INSEE, que le premier ministre décidera d'éventuelles mesures de soutien aux agriculteurs. Pour l'instant, les experts de l'INSEE et de la profession présentent les statistiques relativement favorables et concordantes : une progression de 2 à 4 % du revenu moyen par exploitant.

Enfin, M. Méhaignerie a annoncé que le règlement de l'indemnisation des calamités de cette année (gelées de printemps et inondations de l'été, qui ont fait l'objet de quatre-vingt mille dossiers, plus spécialement dans le Sud-Ouest) interviendrait entre le 15 décembre et le 15 février.

Les réactions

- Commerçants : tantôt modérés tantôt hostiles

Le discours de M. Raymond Barre a suscité de la part des professionnels concernés, des réactions tantôt modérées (grossistes, conseils du commerce), tantôt réservées (fruitiers, détaillants, chambres de commerce), tantôt franchement hostiles (CID-UNATI, associations commerciales). On n'y retrouve pas le refus violent et quasi général qui avait accueilli dans le passé des mesures de ce ordre.

M. JACQUES SLEMBROUCK, vice-président de la chambre syndicale des grossistes de Rungis, qualifie de « sages » et « intelligents » les mesures annoncées en matière d'importations de fruits et de suspension des droits de douane. Mais il juge impossible que les grossistes réduisent leurs marges bénéficiaires, certains étant allés jusqu'à « la limite de la rentabilité ».

M. JEAN-FRANÇOIS FÉRESSE, président du Conseil national du commerce, a déclaré : « Je pense que dans nos milieux, même ceux du petit commerce, on espère dans le succès du plan Barre. Si l'on s'élève un peu au-dessus de ces questions de réglementation, l'intérêt du commerce c'est la prospérité du pays. Alors, je crois qu'il va y avoir un grand mécontentement... », parce que le premier ministre fait appel au citoyen de tous, mais pas à celui du commerce. Il impose au commerce son cynisme à lui. Mais je pense que, si son opération réussit, cela effrayera le rancœur de ces quelques jours ».

M. BERNARD RAPINE, président des fruitiers détaillants, trouve souhaitable une réorganisation du marché de Rungis, qui est du ressort des professionnels et non de celui des pouvoirs publics. Mais il se montre sceptique sur les progrès encore possibles : « Une organisation interprofessionnelle œuvre à Rungis pour que la concurrence soit suffisamment renforcée, mais elle n'est pas plus que les grossistes faisaient la loi aux Halles. Quant à grouper les petits détaillants ».

• Syndicats : un aveu d'échec

Dans les centrales syndicales on souligne, essentiellement, à propos de l'allocution de M. Barre, l'échec de la politique gouvernementale en matière de prix :

M. GEORGES SEGUY, secrétaire général de la C.G.T., a déclaré : « Le premier ministre accuse les petits commerçants d'avoir pratiqué des augmentations excessives des prix des produits alimentaires et utilitaires, et annonce des sanctions. De plus, il rend les consommateurs responsables des hausses. Cette nouvelle preuve de cynisme et de désinvolture sera un élément de plus pour renforcer la combativité des travailleurs ».

POUR LA C.F.D.T., le premier ministre est contraint de faire aujourd'hui un aveu d'échec de sa politique, justifiant l'inflation par l'augmentation des prix des produits importés relève de la mystification. En effet, la France n'a pas augmenté ses prix par rapport aux autres pays, mais elle a subi une hausse des prix des produits importés.

Le premier ministre est contraint de faire aujourd'hui un aveu d'échec de sa politique, justifiant l'inflation par l'augmentation des prix des produits importés relève de la mystification. En effet, la France n'a pas augmenté ses prix par rapport aux autres pays, mais elle a subi une hausse des prix des produits importés.

Le premier ministre est contraint de faire aujourd'hui un aveu d'échec de sa politique, justifiant l'inflation par l'augmentation des prix des produits importés relève de la mystification. En effet, la France n'a pas augmenté ses prix par rapport aux autres pays, mais elle a subi une hausse des prix des produits importés.

lants, il constate que jusqu'ici on n'y est pas parvenu, tant les produits, les points de vente et les clientèles sont diversifiés.

M. ROBERT DELOROZOY, vice-président de l'Assemblée permanente des chambres de commerce et d'industrie, estime que les mesures annoncées, « identiques à bien des précédentes, ne résolvent pas le problème ». Constant que l'appareil commercial français n'a cessé de se moderniser depuis vingt ans, au point d'« indiquer presque, dans certains secteurs, le point de saturation », il juge que « la poursuite de cet effort est souhaitable », à Paris notamment, « sous-équipée en ce domaine du fait du manque d'emplacements disponibles ». Enfin, il dénonce le processus fait aux distributeurs et souligne que « l'on ramène les charges à proportion de ce que peuvent supporter les prix alimentaires ».

Le CID-UNATI déclare dans un communiqué que la remise en cause de la loi Royer est « inadmissible », d'autant qu'en matière de fruits et légumes « les grandes surfaces sont souvent plus chères que les détaillants spécialisés ». « À travers le blocage des marges, poursuit le communiqué, ce sont les revenus tirés de l'effort et du risque qui sont mis en cause. M. Barre n'appelle pas les consommateurs à être vigilants, mais il incite les catégories sociales de Français à se dénoncer et à se déchirer les uns les autres pour masquer son échec personnel. Il ne sert à rien de dénoncer un collectivisme qui n'est que le premier ministre développe un collectivisme de droite ».

M. ANDRÉ LEVY, président de la Fédération des associations commerciales de France, s'élève avec force contre l'attitude de la loi Royer que constituerait une action gouvernementale en vue de la création de grandes surfaces alimentaires, et rappelle qu'il a déjà démontré qu'aucun moment les méthodes pratiquées par les grandes surfaces n'avaient entraîné une baisse du prix des produits alimentaires ».

• Consommateurs : la hausse est d'abord

l'affaire des pouvoirs publics

Le rôle des associations de consommateurs

M. Michel Debré : « On ne pouvait pas attendre de M. Barre qu'il fasse des miracles. Dans les conditions dans lesquelles il a été chargé des affaires, il ne pouvait que tenter une certaine évolution, et, comme l'expérience l'a montré, ce freinage lui-même est difficile. (...) L'inflation, la hausse du prix du pétrole, ce qui appelle la bataille des monnaies, impose un grand effort : travail, épargne, investissement et, comme il se doit, solidarité ».

L'ORGANISATION GÉNÉRALE DES CONSOMMATEURS (ORGECO) considère (de son côté) que les dispositions annoncées ne sont pas à la mesure de la gravité de la situation. La hausse des prix n'est pas d'abord l'affaire des ménages, qui n'ont que de bien faibles possibilités pour l'empêcher, mais d'abord celle des pouvoirs publics.

L'ORGECO doute que les services des prix aient les moyens de faire respecter les limitations et blocages. Elle regrette enfin que M. Raymond Barre compte « sur le seul concours des professionnels » et tienne « pour négligeable le rôle des associations de consommateurs ».

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

Le capital de l'IDF va être augmenté. — Le capital de l'Institut de développement industriel (IDF) va être porté de 585,3 millions de francs à 680 millions de francs par émission en numéraire réservée aux actionnaires actuels. Rappelons que les principaux actionnaires de l'IDF sont : l'Etat (48,2 %), le Crédit national (13,8 %), le Crédit agricole (8,4 %), la B.N.P. (6,4 %) et le Crédit lyonnais (6,4 %). La Société générale (6,4 %) et divers établissements financiers se partageant les 10,4 % restants.

Emploi

30 000 jeunes dans les P.T.T. en 1978. — Le budget des P.T.T. pour 1978 permettra de recruter l'année prochaine 30 000 jeunes, a annoncé M. Norbert Ségard, en lançant l'opération « P.T.T. Jeunes ». Sur ces 30 000 recrutements, 14 000 correspondront à la création d'emplois nouveaux : 7 000 dans les postes et 7 000 dans les télécommunications. L'opération « P.T.T. Jeunes » sera organisée dans toutes les régions du 7 au 10 novembre, où les jeunes pourront se renseigner dans tous les bureaux de poste et agences commerciales pour connaître les possibilités de recrutement et de carrière.

Énergie

Accord américano-saoudien pour l'énergie solaire. — L'Arabie Saoudite et les Etats-Unis ont signé, le 30 octobre, un accord de coopération dans le domaine de l'exploitation de l'énergie solaire. Cet accord prévoit la mise en œuvre de crédits d'un montant de 100 millions de dollars payables à parts égales par les deux parties. — (A.F.P.)

À l'étranger

Les prix agricoles à la production en R.F.A. ont diminué de 0,5 % en septembre.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	CHANG. DU JOUR	UN MARC	DEUX MARCS	SIX MARCS
	• des • du jour	• des • du jour	• des • du jour	• des • du jour
\$ E.-U.	4,8490	4,8520	4,8550	4,8580
\$ can.	4,2715	4,2715	4,2715	4,2715
Yen (100)	1,8500	1,8500	1,8500	1,8500
D.M.	2,1450	2,1450	2,1450	2,1450
Finla	2,000	2,000	2,000	2,000
F.S.	13,7500	13,7500	13,7500	13,7500
F.S.	2,1830	2,1830	2,1830	2,1830
L. (1000)	5,5100	5,5100	5,5100	5,5100
S. ...	8,7625	8,7625	8,7625	8,7625

TAUX DES EURO-MONNAIES

	3 1/2	4	3 1/2	4	3 1/2	4	3 1/2	4	3 1/2	4
U.S.	3 1/2	3 1/2	3 1/2	3 1/2	3 1/2	3 1/2	3 1/2	3 1/2	3 1/2	3 1/2
Finla	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2
F.S.	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2
L. (1000)	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2
F.S.	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2
F.S.	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2

Notes : Les taux de change des monnaies étrangères ont été calculés sur la base du franc français.

des devises les plus utilisés sont indiqués en fin de semaine par une grande banque de la place.

Le Monde
RÉALISE CHAQUE SEMAINE

UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE
réservée à nos lecteurs résidant à l'étranger

Au sommaire de chaque numéro :

- * Les principaux faits de l'actualité française et étrangère.
- * Un choix des articles de synthèse et de commentaires.
- * Les grandes enquêtes politiques, économiques, sociales.
- * Une chronologie des événements.

Renseignements et tarifs :
5, rue des Italiens — 75001 PARIS CEDEX 02.
Téléphone : 246-72-23

COTE VAROISE FACE A LA MER
RECHERCHONS APPARTEMENT

LOIN DE LA FOULE DANS UN GRAND PARC FLEURI - stop
LIVRABLE IMMEDIATEMENT - stop - POSSIBILITE DE LOCATION - stop
PINEDE ST GEORGES A ST MANDRIER NOUS INTERESSE - stop

Bon à retourner à la Pinède St. Georges,
47 av. Hoche - 75008 Paris, Tél : 924 45 63
pour recevoir une documentation en couleur

Nom
Adresse
on peut apprécier le site sur place 7 jours sur 7 (face au part de Saint-Mandrier). Tél : (94) 94 97 03

SINGAPORE AIRLINES

Dès le 1^{er} janvier, douze 747 B de Singapore Airline chaque semaine, dont deux vols directs vers plus de destinations dans le Moyen-Orient, et le Pacifique d'un seul tenant.

Et toujours un service impeccable.

SINGAPORE AIRLINES

هكذا من الأصل

REPUBLIC OF LIBERIA

LIBERIA ELECTRICITY CORPORATION
BUSHROD POWER PLANT EXTENSIONINVITATION TO PREQUALIFICATION
OF PROSPECTIVE TENDERERS

The Liberia Electricity Corporation (LEC) will undertake on extension of its Bushrod Power Plant near Monrovia. The extension will consist of 27 MW in diesel electric capacity delivered by two low speed diesel engines driven generators each of 13.5 MW, with a third generating unit of same capacity as an option. Three separate contracts are contemplated.

CONTRACT N° 1 - CIVIL WORKS

The construction of a powerhouse to accommodate three diesel generator sets. The superstructure of the powerhouse will be a steel structure. The foundations for the powerhouse and the units foundation blocks will all be supported on piles. The supply, transport, installation and commissioning of a 50-ton powerhouse travelling crane. The approximate overall volume of the powerhouse is 30,000 m³. The construction of a pump house located in the harbor, about 1,500 meters from the powerhouse is 5,000 m³. The supply and installation of closed circuit approximately 600 mm conduit from the pump house to the powerhouse for the cooling water system of the units. The supply and installation of two heavy fuel oil storage tanks. The construction of appurtenances and surrounding roads and earthworks.

CONTRACT N° 2 - MECHANICAL WORKS

The supply, transport, installation and commissioning of two, 13.5 MW each, 150 RPM 2-stroke diesel engines designed for burning 3,500 S.R. 1100 F heavy fuel oil with appurtenances. The supply, transport, installation and commissioning of pump house equipment.

CONTRACT N° 3 - ELECTROMECHANICAL WORKS

The supply, transport, installation and commissioning of two low speed synchronous generators, appurtenant unit power excitation system and two 18 MVA unit transformers 138/69 kV to be tendered for in two alternatives: one suitable for 60 Hz operation only and one suitable for 60 Hz or 50 Hz operation after appropriate modification. The supply, transport, installation and commissioning of a 69 kV switchgear with steel structure, control system, low voltage system, station battery, and emergency diesel electric unit.

The LEC has applied to the World Bank, the Arab Bank for Economic Development of Africa, the Kuwait Fund for Arab Economic Development and other international financing institutes for assistance in the financing of the subject project.

Contractors or manufacturers from any country accepted by the Kuwait Fund of Arab Economic Development and the Arab Bank for Economic Development of Africa are allowed to tender for Contract No. 2 while contractors or manufacturers from member countries of the World Bank and Switzerland may bid for Contract No. 1 and 3. They are invited to apply for qualification for bidding by submitting a brief introduction of the company, giving particulars of their financial status and their own capacity and experience for the execution of the appropriate work. This information shall be submitted to the Engineer not later than November 30, 1977. In a specially prepared questionnaire form which is available from the Engineer, whose address is given below, either together with the Tender Documents or separately.

Three copies of tender documents, contract documents and contract drawings for each contract will be available to prospective tenderers on November 7, 1977. These documents can be obtained from the Engineer by payment of US \$ 300.00 per contract. Only qualified tenderers will be permitted to submit tenders. LEC will notify the qualified prospective tenderers one month ahead of the tender submission date.

The sealed tenders of qualified tenderers shall be submitted by hand on February 2, 1978 before 9 a.m. local time to the office of the Managing Director of the LEC located in Providence Building, Monrovia, Liberia. Public opening of tenders will take place at 10 a.m. of the same day. Tenderers' representatives may attend.

Tenders will be considered only if accompanied by appropriate bid bonds.

Liberia Electricity Corporation, Monrovia, Liberia.

The Engineer is: Motor-Columbus
Consulting Engineers Inc.
Poststrasse 27 - 5401 Baden, Switzerland.
Tel.: 22-97-71 - Telex: 54532 moco CH.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES INDUSTRIES LÉGÈRES

SOCIÉTÉ NATIONALE
DES INDUSTRIES CHIMIQUES

« AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL »

La Société Nationale des Industries Chimiques lance un appel d'offres pour la fourniture de :

- 1) Matières premières pour des usines de peintures, détergents, produits d'entretien, cosmétiques, verre, céramique.
- 2) Gammes, colorants alimentaires et textiles, amidon, encres et divers produits du monopole de notre société.

Les entreprises intéressées peuvent retirer ou demander l'envoi des cahiers des charges contre la somme de 100 DA l'un à la S.N.I.C. division des achats — Cinq Maisons — El-Harrach Alger, B.P. 27. Tél.: 76-37-82 à 87, telex 52 840.

Les offres accompagnées des documentations techniques doivent parvenir à l'adresse indiquée ci-dessus, sous double enveloppe cachetée, le pli intérieur devant comporter obligatoirement la mention « Appel d'offres n° MPE/01/78 » et ne pas ouvrir pour le premier cas et « Appel d'offres n° MPM/02/78 » pour le second, avant le 30 novembre, délai de rigueur.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant 90 jours.

RÉGIONS

Ile-de-France

IL RESTE ENCORE UN BATIMENT A CONSTRUIRE AUX HALLES

Un forum pour la musique ?

Le maire de Paris, M. Jacques Chirac, a présenté, jeudi 3 novembre, devant la presse, l'ordre du jour de la prochaine séance de l'Assemblée municipale, qui sera ouverte le lundi 7 novembre. Le maire de Paris a également commenté sa récente visite, en compagnie de M. Christian de La Malène (S.P.R.), premier adjoint au premier ministre, M. Raymond Barre.

La rénovation du carreau des Halles est toujours au centre des discussions entre l'Etat et la Ville. Ainsi, l'utilisation du bâtiment qui doit être construit le long de la rue Pierre-Lescol, face à la bourse de commerce, a été l'un des principaux thèmes de la rencontre entre le maire de Paris et le premier ministre, le lundi 24 octobre à Matignon. Ce bâtiment, une des pièces maîtresses de la rénovation, ne pourra être élevé que si sa destination est clairement définie. Or, tous les projets élaborés jusqu'à présent, pour des raisons financières ou techniques, ont échoué : sa remise en cause risquerait de relancer

la querelle des Halles mettant ainsi en danger une opération qui a aujourd'hui trouvé sa vitesse de croisière.

« L'Etat », a déclaré M. Chirac, ayant par la voix du président de la République manifesté le souhait de voir se créer à Paris un équipement destiné à la musique, j'ai cru devoir proposer au gouvernement ce site pour une telle réalisation. M. Chirac a précisé : « Compte tenu de l'importance des enjeux déjà engagés par la Ville dans l'opération des Halles, j'ai demandé à l'Etat que la participation financière de la Ville soit limitée en l'absence de l'apport de la surface constructible. Le premier ministre devait, d'autre part, révéler M. Chirac, a promis que l'Etat tiendrait les engagements pris au sujet des terrains Citroën du quai de Javel, dans le 15^e arrondissement : dès 1979, l'Etat prendra en charge la création des espaces verts sous la forme d'un crédit annuel de 20 millions de francs. Pour ce qui concerne la Villette, l'engagement du premier ministre a été aussi net : l'Etat assumera les dépenses des espaces verts prévus, et la commission de concertation Etat-Ville sera mise sur pied rapidement.

M. Chirac a également annoncé diverses mesures qui seront étudiées par le Conseil de Paris :

● **Marché Saint-Germain** : poursuite des travaux d'infrastructures et respect des équipements sociaux prévus. Un nouveau projet architectural, notamment pour la façade, devra être étudié afin de pouvoir être accepté par tous : la hauteur sera réduite. Les architectes vont donc étudier un nouvel aménagement.

● **Macaron de stationnement** : la préfecture de police va délivrer un macaron aux artisans, représentants et médecins, qui leur permettra de stationner dans les colonnes d'autobus jusqu'à 13 heures, de réaménager les parcs-mètres au-delà de deux heures de stationnement, et de stationner sur les zones de livraison existantes et à venir. La distribution de ce macaron se fera par l'intermédiaire de la chambre des métiers et les organisations professionnelles.

● **Classement du château de Bagatelle** : le Conseil de Paris donnera un avis favorable aux propositions du ministère de la culture et de l'environnement de classer le château de Bagatelle. Ce monument appartient à la

Ville de Paris depuis 1906. Le parc et le château sont déjà inscrits à l'inventaire supplémentaire depuis 1944.

La grève des égoutiers

Les responsables syndicaux des égoutiers parisiens qui ont rompu leur mouvement, le jeudi 3 novembre, ont lancé une mise en garde contre la prolifération des rats qui se seraient manifestés dans les trois, quatre, sixième et onzième arrondissements. « Les services techniques de la Ville opposent le démenti le plus formel à cette affirmation fantaisiste », a précisé M. Chirac, qui ajoute : « Il n'y a ni plus ni moins de rats dans les égouts ou circulent quotidiennement, en dehors des égoutiers, cinq mille personnes. » Le maire de Paris a précisé, par ailleurs, que les négociations avec les égoutiers se poursuivaient.

Les égoutiers en grève demandent notamment une augmentation de leurs effectifs, une revalorisation des salaires, le treizième mois et deux jours de repos consécutifs. La prime « queue de rat » (50 centimes par animal) « n'est qu'une oumône », estiment-ils.

Provence-Alpes-Côte-d'Azur

A Marseille

Un des plus grands pétroliers du monde
dans la plus grande forme de réparations
de France

De notre correspondant régional

Marseille. — Le Port autonome de Marseille (PAM) a fait visiter, jeudi 3 novembre, la nouvelle forme de radoub n° 10 où est entré, pour sa première escale technique, le super-pétrolier *Bonifas* (550 000 tonnes).

Construit à Saint-Nazaire par les Chantiers navals de l'Atlantique pour le compte de la société maritime Shell et lancé en janvier 1976, le *Bonifas* (414 mètres de long, 63 mètres de large, 38 mètres de haut) est un des plus gros pétroliers du monde.

En service depuis le deuxième semestre de 1976, la forme de radoub n° 10 du PAM est, quant à elle, la plus grande en Europe après celle des chantiers de Lisieux, au Portugal. Elle peut recevoir des bateaux jaugeant jusqu'à 800 000 tonnes.

L'arrivée du *Bonifas* à Marseille est pour cela un événement. Bien que le marché des travaux qu'il apporte ne représente pour la réparation navale marseillaise qu'un gain relativement limité, le navire, qui séjournera environ trois semaines dans le port, dont une dizaine de jours en cale sèche, effectuera une simple visite de garantie. Celle-ci a été confiée pour l'essentiel à un numéro deux de la réparation navale marseillaise, la Compagnie marseillaise de réparations (C.M.R.), qui emploie sept cents salariés.

Le véritable objectif de la manifestation organisée par le Port consistait à mettre en valeur les

installations du port et les capacités de la réparation navale marseillaise. Ainsi que la note son président, M. Paul Fabre, la réparation navale marseillaise, qui fait vivre directement ou indirectement quinze mille familles et représente en année pleine 70 % de la réparation navale française, a subi de manière brutale les effets de la crise, et a dû affronter la concurrence redoutable de certains pays étrangers. Les graves difficultés rencontrées par le groupe Terrin ne doivent pas masquer la situation relativement plus satisfaisante de certaines autres entreprises marseillaises, mais elles ne sont pas moins une illustration du marasme qui s'est installé dans le secteur industriel, et dans ce contexte la nouvelle forme ne peut être utilisée au maximum de ses capacités.

GUY PORTE

Faits et projets

PECHE

● **Vingt-sept chalutiers espagnols** arrivés à Marseille par l'administration fédérale, lors des essais du Concorde à New-York le mois dernier, ont montré que le superpétrolier respectait, dans l'ensemble, les normes de bruit applicables sur l'aéroport Kennedy.

TRANSPORTS

● **Concorde pas trop bruyant.** Les mesures effectuées par l'administration fédérale, lors des essais du Concorde à New-York le mois dernier, ont montré que le superpétrolier respectait, dans l'ensemble, les normes de bruit applicables sur l'aéroport Kennedy.

Les mesures effectuées par l'administration fédérale, lors des essais du Concorde à New-York le mois dernier, ont montré que le superpétrolier respectait, dans l'ensemble, les normes de bruit applicables sur l'aéroport Kennedy.

Ski en Italie.

Dans les salles Maine Montparnasse, 17 rue de l'Arrivée, (niveau esplanade), la Vallée d'Aoste, le Piémont, le Trentin, la Vénétie, le Frioul, le Superski Dolomites vous parleront du ski en Italie. Entrée libre. Projection de films. Jusqu'au 6 novembre (de 10h à 21h).

Shing-A-K-E

Shing-A-K-E

Shing-A-K-E

Shing-A-K-E

Shing-A-K-E

Shing-A-K-E

Shing-A-K-E

Shing-A-K-E

Shing-A-K-E

Shing-A-K-E

Shing-A-K-E

Shing-A-K-E

Shing-A-K-E

Shing-A-K-E

Shing-A-K-E

Shing-A-K-E

ECONOMI

à l'heure

Nouveau. I
près de 50
moins che



N°1 sur l'Atlantique
TWA

ÉPARGNE SOBI
des économies
c'est démodé ?
pourtant de l'argent
qui rapporte
8,25 à 11,60%
taux actuariel annuel brut
est bien pratique.

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS
3 NOVEMBRE

Marché plus résistant

Le pétrole, les minerais d'or et de cuivre, les fonds d'Etat.

20 novembre 1949

VALEURS	CLÔTURE	BOURSE
	9 11	4 11
décembre	810	820
British Petroleum	287	286
De Beers	117	118
of Canada	254	296
Imperial Chemical	407	407
Rio Tinto Zinc Corp.	100	181
Shell	552	553
West	182	182
Wells Fargo 3 1/2 %	31 1/2	32 1/2
United States	27 1/8	27 1/8

Alors, la tendance a été plutôt irrégulière, une majorité de gains ayant même été relevés dans les magasins.

La vente de la place est revenue sans conteste à Marx, qui s'est adjugé une nouvelle avance de 20 % à l'inverse, l'Union Européenne a perdu 17 % et Télévision Ericsson 5,6 %.

Séance qualifiée de « plutôt calme » par les boursiers, dans laquelle les rangs s'assomèrent, cependant la maigre persistance des affaires. Au moins les opérations ont-elles aujourd'hui une certaine importance.

Le « secret » le commentateur radio-télévisé que le premier ministre a tenté prononcer tendu sur le problème du dollar, a été interrompu avec grand intérêt. L'on a demandé d'autre part si la dévaluation du dollar observée sur le marché des devises, offre quelques chances de ne poursuivre, enfin, la revalorisation de 1/8 de cent le taux de l'argent au tour du dollar.

Le 11 novembre, le 12 et le 13 novembre, n'a pas été une des journées les plus des investis-

Western Holdings 102 10 10 87
" en dollars U.S. net 08 primo sur 100
dollar investissement

COURS DU DOLLAR A TOKYO

Dollars par yen	Cen	240	50
-----------------	-----	-----	----

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

COMPAGNIE FINANCIERE DE SUZUKI. Au 31 juillet 1977, le conseil d'administration a décidé d'appareiller un excédent de 20 millions de francs contre 177 millions de francs en 1976.

En conséquence, le dividende global exercé en cours devrait être égal à 150 francs par action.

Le capital augmenté traitant de 10 % l'été dernier sur le plan boursier, a été porté à 144 millions, 10 % qui s'ajoute actuellement une décote de 38 % des cours par rapport à la valeur nominale.

La somme estimée à 515 francs fin novembre.

COMPAGNIE FINANCIERE VICTOR. Le conseil d'administration a décidé lors du 28 septembre 1977 d'augmenter de 4,20 millions de francs le capital à 100 millions.

Le capital a été augmenté de 38 % et la bénéfice net par action ressort, à 23,19 francs.

La somme estimée à 144 millions, 10 % la décote globale a été fixée à 38 %.

Sur le marché monétaire
Taux de marché monétaire
Taux privés

Taux de marché monétaire	d'émission des obligations du sec-
Effets privés 3 34 %	teur privé, avec un plancher de
	10 %.

LONDRES

Une timide reprise se dessine vendredi à l'ouverture, et, peu avant midi, l'indice des Industrielles s'établissait à 480,6 (+ 0,9 point). Progrès des pétroles, des mines d'or et des fonds d'Etat.

BO ouverture clôture 154 70 cache 154 70		
VALEURS	CLÔTURE 3 11	COURS 4 11
Secomac	817	820
Gulfina Petroleum	889	892
Comcast	117	117
De Sars	754	760
Imperial Chemical	807	864
Rio Tinto Zinc Corp.	180	181
Shell	552	553
Victors	182	183
West Union 3 1/2 %	24 1/2	24 5/8
West Drilling	34 7/8	27 3/4
Western Holdings	10 1/2	10 5/8
1st Nat Bank U.S.		
colony investments		

NEW-YORK

Légère reprise technique

Pour des motifs d'ordre purement technique, la Bourse américaine a révélé un peu plus résistante jeudi où l'indice Dow Jones est par-

Le nombre de valeurs en bourse est resté supérieur à celui des baux de 708 contre 614, et le volume des transactions a augmenté de 10,9 milliards de litres contre 9,78 milliards en veille.

Rien dans l'actualité n'étant nature à favoriser un redressement des cours, les cours de clôture ont baissé, la hausse des prix de coupe atteint 0,0 % en octobre contre 0,1 % en septembre. Autre nouvelle favorable à une hausse des cours, la production de la semaine dernière n'a été annoncée une nouvelle augmentation non négligeable de la masse monétaire 11,4 milliard de francs.

En fait, pour la plupart des o

COURS DU DOLLAR A TOKYO

1 Dollar (ten years)	8.11	4.11
	Cros	248.50

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS
COMPAGNIE FINANCIÈRE DE

SENEGAL. — Le 31 juillet 1977, le compte de pertes et profits faisait apparaître un excédent de 203 millions de francs contre 177 millions un an auparavant (+15 %). Mais, imprévu, le dividende global de l'exercice en cours devrait être égal au précédent (25,50 francs) sur un capital augmenté gratuitement de 10 % l'été dernier. Sur le plan boursier, le président du groupe a souligné qu'il subsiste actuellement une dette de 55 % en cours par rapport aux valeurs liquidables. La production estimée à 155.000 tonnes de rap-

COMPAGNIE FINANCIERE VICTOIRE. — Le bénéfice net de l'exercice clos le 30 septembre 1977 s'élève à 1.100 millions.

1986 cède le 30 septembre 1987 à 500 francs par action, soit 12,50 francs par action. Les dividendes ont été de 23,10 millions. Simultanément, le capital a été augmenté de 28 % et le bénéfice net par action ressort, à 23,10 francs. Le dividende est fixé à 12,50 francs par action. Enfin, une action nouvelle pour dix actions sera distribuée gratuitement.

SIMCO. — Le bénéfice d'exploitation de la société a été de 33,85 millions de francs, contre 39,60 millions du 30 juin 1970. Le G.S. — Lancement, le 7 novembre, d'un emprunt de 700 millions de francs à taux fixe sur la durée de 5,50 %. A la moyenne pondérée des taux d'émission des obligations du second privé, avec un plancher de 18,7 %.

donner une nouvelle preuve
résistance traditionnelle auto

seuils considérés comme « psychologiques » : en l'occurrence le niveau 800 points de l'indice Dow Jones.

indices Dow Jones : transport
99 (- 0,53); services publ
23 (- 0,23).

VALEURS	COURS 2 11	COURS 2 1
.....	43	43
.....	80	80
.....	71 1/8	72
Bank of Montreal	175 1/2	175 1/2
Bank of Nova Scotia	40 7/8	40 7/8
.....	47	47
.....	42 1/2	42 1/2
Electric	49 1/8	49 1/8
Funds	80 1/4	80 1/4
Metals	17 1/2	17 1/2
Oil	140 1/8	140 1/8
.....	29 3/4	29 3/4
Com	91	91
Oil	50 1/4	50 1/4
.....	34 7/8	34 7/8
.....	67	67
.....	27	27
Inc.	48 1/2	48 1/2
Cardinal	29 1/2	29 1/2
Steel	17	17
.....	17	17
.....	47 3/8	47 3/8

INDICES QUOTIDIENS

	2 nov.	3 nov.
nrs françaises ..	07,5	97
nrs étrangères ..	97,8	99
e DES AGENTS DE CHANGE		
(Base 100 - 29 déc 1961.)		
ce général	63,7	63

BOURSE DE PARIS - 3 NOVEMBRE - COMPTANT

[illegible]

MARCHÉ A TERME

La Chambre syndicale a décidé, à titre expérimental, de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant fait l'objet de transactions entre 14 h. 18 et 14 h. 30. Pour

[illegible]

COTE DES CHANGE.

MARCHE OFFICIEL	COURS préc	COURS 8 11	de 8 h à 17 h autres banques	MONNAIES ET DEVISES	COURS préc	COURS 8 11
-----------------	---------------	---------------	---------------------------------	---------------------	---------------	---------------

[illegible]

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc	COURS 3 1
---------------------	---------------	----------------

	25460	25450
Gr. file (auto en carro,	25566	25470
Gr. file (auto en tumbos)		
Pieza traqueas (20 fr.)	247 88	247 29
Pieza traqueas (10 fr.)	218 68	222
Pieza suiza (20 fr.)	223 80	224 10
Union latine (20 fr.)	227 30	229 30
Souvenir	237 00	237 50
Pieza de 20 dollars	1134	1134
Pieza de 10 dollars	016	016
Pieza de 5 dollars	382 50	381
Pieza de 50 pesos	1039	1046
Pieza de 10 pesos...	213 ..	215 ..

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2. MERS
 - Sur les nouveaux philosophes : « L'intermédiaire transatlantique ou un gauchisme de croisière », par Jérôme Sidié.
 - « A mourir de rire », par François-Marie Sauter.
 - « Adolescence et sainteté », par Gabriel Matzneff.
3. ÉTRANGER
 - Les crises africaines.
4. AFRIQUE
- 4.6. EUROPE
 - ESPAGNE : les prisonniers de droit commun réclament une véritable réforme pénitentiaire.
7. PROCHE-ORIENT
- 7-8. DIPLOMATIE
 - La visite à Paris du premier ministre québécois.
- 9.14. POLITIQUE
 - Le communiqué officiel du conseil des ministres.
 - CORRESPONDANCE : la crise de la gauche.
 - L'examen de la loi de finances à l'Assemblée nationale.
16. SOCIÉTÉ
 - L'incident présumé du meurtre de l'hippodrome de Paris est identifié par la police.
17. RELIGION
 - ÉDUCATION

LE MONDE DES LOISIRS ET DU TOURISME

- PAGES 19 A 30
- Le permis moto en groupe et en stage.
 - Une principauté sans taxes : Andorre l'insolite.
 - PREMIÈRES PENTES : A fond les planches !
 - MOÏSES DU TEMPS : Les Salons 77 du prêt-à-porter et du bricolage.
 - Plaisir de la table : Culin d'ail : Motocyclisme : Golf : Brocante : Photo - Cinéma : Philatélie : Hippisme : Jeux.

32-35. ARTS ET SPECTACLES

- CINÉMA : la Vie devant soi, de Moshé Mizrahi.
- MUSIQUE : Star Child et l'album d'Armer, sous la direction de P. Baulieu.

37-42. ÉCONOMIE

- La lutte contre la hausse des prix.
- RÉGIONS : il reste encore un bâtiment de corruption aux Halles de Paris.
- ÉCONOMIES ÉTRANGÈRES : Israël à l'heure de vérité, par Lionel Stokler.

LIRE ÉGALEMENT

- RADIO-TELEVISION (31)
- Annonces classées (38 et 37) : Aujourd'hui (18) ; Carnet (18) ; Radiodiffusion (10) ; Mots croisés (18) ; Bourse (42).

Le numéro du « Monde » daté 4 novembre 1977 a été tiré à 539 912 exemplaires.

LE PRIX TONY-BURNAND 1977

EST ATTRIBUÉ
A « DESSINS DE CHASSE »

Le prix Tony-Burnand 1977, décerné par l'Association des journalistes de la chasse, a été attribué au livre de l'artiste hollandais Henk Poortvliet, « Dessins de chasse », publié en France par les éditions Gerank.

« Safer », de Patrice Bailly (éd. O. Orban), a obtenu des votes. Mention spéciale a été accordée à « Ecologie du petit gibier et aménagement des chasses », importante étude collective publiée aux éditions Gauthier-Villars.

COPIN

ORFÈVRE JOAILLIER FABRICANT

—

joaillerie contemporaine

Place du Théâtre Français
161, rue Saint-Henri
75001 Paris

A B C D F G H

A L'ASSEMBLÉE DE LOURDES

Mgr Etchegaray : le chrétien ne peut s'abandonner à n'importe quel choix politique

Mgr Roger Etchegaray, archevêque de Marseille et président de la conférence épiscopale, a ouvert, ce vendredi 4 novembre, l'assemblée plénière de l'épiscopat réunie à Lourdes jusqu'au 9 novembre.

S'adressant aux cent vingt-deux évêques qui participent à l'assemblée, Mgr Etchegaray a notamment traité du pluralisme politique des chrétiens.

« Les chrétiens sont-ils à vendre ? s'est demandé l'archevêque de Marseille. En tout cas, ils sont très sollicités de toutes parts, pressés de se ranger sous des bannières partiales pour apporter leur concours, voire leur caution à une cause. Ils sont tous surpris, et certains même un peu irrités de voir ainsi qu'on se dispute parfois éperdument leurs faveurs ».

La valeur et la séduction de l'action politique viennent, selon Mgr Etchegaray, de ce qu'elle est un lieu de haut service des hommes, mais la fécondité plénière de l'évangile ne s'épuise pas dans cette action que dans aucune autre, et c'est ici que le danger du messianisme temporel est le plus menaçant aujourd'hui, a-t-il déclaré.

« On n'entre pas en politique comme en religion, de façon inconditionnelle », a ajouté Mgr Etchegaray, pour qui « rien n'est plus redoutable qu'une politique à prétention totalitaire, surtout à une époque où s'estompe l'absolu de la foi. La politique dans notre pays est venue trop souvent sur le mode de guerre de religion ».

« En revendiquant le pluralisme, le chrétien ne peut s'abandonner à n'importe quel choix politique, mais, à travers des situations diverses, il cherche à mettre en œuvre les exigences éthiques de l'évangile », a enfin déclaré Mgr Etchegaray, qui a rappelé le document adopté par les évêques français il y a cinq ans : « Aucun chrétien n'a le droit, sous peine de trahir sa foi, de soutenir les options qui occupent, présentement, engendrent ou consolident ce que la réflexion, tout comme la conscience humaine, reproche ».

A HONGKONG

La colère des « petits corrompus »

Correspondance

Hongkong. — Quatre mille policiers faisant le siège d'une administration, c'est à cette situation insolite que l'indépendant Commission against Corruption (ICAC) a eu à faire face, samedi 29 octobre. De la foule, pacifiquement assise, des contestataires, s'est détaché un groupe de cent agents de police, pour la plupart convaincus de corruption et révoqués, qui se sont rués dans les locaux de la Commission, molestant sérieusement plusieurs de ses membres.

L'ICAC, qui a reçu depuis sa création en février 1974 jusqu'à ce jour, dix mille deux cent soixante-trois plaintes concernant des fonctionnaires de tous ordres, se compose de chargés de mission indépendants et n'ayant en commun avec la police que le droit de porter une arme. On a dit des membres de la Commission que leurs salaires étaient si élevés qu'ils constituaient en eux-mêmes une forme de corruption. Il n'empêche qu'à travers cet organisme le gouvernement de la colonie s'est assigné un but qui faisait apparemment l'unanimité : l'éradication de la corruption dans l'administration coloniale. D'où vient que cette explosion de violence de la part de policiers convaincus de corruption ne soulève dans la presse locale que des réactions très élogieuses de l'indignation ?

Peut-être suffit-il pour le comprendre de rappeler un fait divers récent. Le 3 octobre dernier, l'ancien superintendant de la police de Hongkong sortait de prison, relâché pour « bonne conduite ». M. Godber, pressé, en 1976, de donner des expli-

cations sur une fortune personnelle incompatible avec son traitement, s'était enfui en Angleterre. Il n'avait pas fallu moins de deux ans pour obtenir son extradition. Condamné, en 1975, à quatre ans de prison, il s'en était purgé, que treize et un mois de sa peine. M. Godber se trouve actuellement dans sa luxueuse villa en Espagne. Les honneurs inhérents auxquels il a eu droit à sa sortie de prison (l'incrimination noire du gouvernement, véritable garde d'honneur jusqu'à l'abandon) ont suscité l'indignation de la presse.

Faut-il, après cela, s'étonner si le renvoi brutal de policiers moins haut placés, et qui ont eu le malheur de pratiquer la corruption à un niveau trop bas, ne suscite pas dans l'opinion une approbation sans réserve ? La lutte contre la corruption touche durement le « petit lilo », qu'elle met au chômage. Elle atteint plus difficilement les fonctionnaires haut placés, mais d'ailleurs met en péril leur butin, dissimulé dans des banques étrangères : la fortune de M. Godber se monterait à 4,1 millions de dollars de Hongkong (autant de francs).

La manifestation des policiers de Hongkong contre l'ICAC, qui a jusqu'à ce jour fait comparaître deux cent vingt-cinq des leurs devant les tribunaux (il y a eu cent vingt-sept condamnations), est donc révélatrice d'un malaise : ou il n'existe, à Hongkong, aucune instance légale où l'opposition et le mécontentement puissent être exprimés.

HENRI LEUWEN.

NOUVELLES BRÈVES

● M. Chang Hsiang-chen, directeur des services de la radio-diffusion chinoise, qui se trouve actuellement en visite à Tokyo (où il doit notamment rencontrer le premier ministre japonais, M. Takeo Fukuda), s'est inscrit en faux, jeudi 3 novembre, contre les informations publiées en particulier par le Sunday Telegraph le 30 octobre — qui avaient fait état de milliers d'exécutions en Chine.

M. Chang Hsiang-chen a réaffirmé que la politique du gouvernement à l'égard des opposants politiques n'était pas de les éliminer physiquement, mais de les « rééduquer ». Il a dit que la seule exécution récemment intervenue en Chine — celle d'un Chinois qui avait poignardé un Américain à Pékin — était la conséquence d'une affaire criminelle » — (U.P.I.).

● Blocus du pont de Neimoutier. — Le pont qui, en Vendée, relie l'île de Neimoutier au continent a été occupé, jeudi 3 novembre, dans l'après-midi, et vendredi 4, dans la matinée, par des habitants de l'île et plusieurs de leurs élus. Ceux-ci refusent l'augmentation des tarifs du péage décidée d'une « manière dictatoriale » par le conseil général. Le maire de l'île, M. Louis Dauphin, a donné rendez-vous aux habitants pour ce vendredi à midi et se déclare prêt à reconstruire les manifestations si satisfaction ne lui est pas donnée. — (Corresp.)

La coupe de l'Union européenne de football, Basilie, recevra le Football Club de Turin, le 23 novembre, tandis que Lens se déplacera à Magdebourg (R.D.A.). Les matches de retour sont fixés au 7 décembre.

Venez visiter nos 5 étages d'exposition

La plus grande choix de marques de Paris

Neuf et occasion toutes marques

Location - Vente - Achat - Réparations - Accord - Transport

hamm Pianos Orgues

Instruments de musique

135-139 r. de Rennes - Paris 75008 - Tél : 544 38-08

Parking - Près gare Montparnasse

Au comité directeur du C.D.S.

M. LECANUET : le P.C. veut une collectivisation irréversible.

MM. Jean Lecanuet, président du Centre des démocrates sociaux, et André Dilligent, secrétaire général, ont rendu compte, vendredi matin 4 novembre, des travaux du comité directeur de leur parti qui s'était réuni la veille. Ils ont notamment indiqué que trois secrétaires généraux adjoints avaient été désignés : MM. Roger Partrat, député de la Loire, François Bordry, ancien secrétaire général du Mouvement des jeunes démocrates sociaux, et Luc Bouvard, député du Morbihan.

Devant la presse, M. Jean Lecanuet a présenté l'analyse suivante de la situation de la gauche : « Le parti communiste veut arriver au pouvoir avec la certitude d'un processus de collectivisation irréversible. En effet, il sait parfaitement que, dans les prochaines années, il lui sera impossible de donner satisfaction aux travailleurs en même temps que d'assurer la stabilité de nos échanges et de notre économie. Il souhaite arriver au pouvoir, mais pour y faire une révolution, pas une gestion. C'est la que les socialistes sont pris à leur propre piège. Ils sont installés dans une contradiction ».

M. Lecanuet a ajouté : « Il n'y a d'élargissement possible de la majorité, il n'y a de démocratie sociale et de réformisme qu'après l'échec de l'adhésion confuse de la gauche, après l'échec des socialistes et des communistes ».

● Trois personnes ont fait une grève de la faim au Mémorial de la Shoah, du 1^{er} au 3 novembre, en signe de solidarité avec M. Lev Furman, de Leningrad. Ces grévistes tentaient par cette action de s'opposer au refus des autorités soviétiques, depuis 1974, d'accorder l'autorisation à M. Furman d'émigrer en Israël.

SUR LES MARCHÉS DES CHANGES

Légère reprise du dollar Baisse du franc

Le dollar s'est légèrement redressé en fin de semaine sur les marchés des changes, son cours passant à 2,2550 DM contre 2,2470 DM à Francfort, à 248,90 yens contre 247,90 yens à Tokyo et à 4,85 F contre 4,83 F sur la place de Paris. Ce mouvement est attribué aux propos tenus par M. Bergsten, secrétaire adjoint au Trésor américain, suivant lesquels « les hausses enregistrées ces derniers mois par le yen et par le deutschemark pourraient être qualifiées de substantielles de nouveaux mouvements d'importance des monnaies dans la situation actuelle ne lui semblaient pas nécessaires ». Après sa forte baisse de la veille, le cours de la livre s'est légèrement raffermi vendredi à 1,81 dollar contre 1,80 dollar mercredi et 1,80 dollar jeudi.

Le franc français a continué à s'affaiblir par rapport aux monnaies fortes : deutschemark et franc suisse. Ces deux monnaies ont cotées à un cours record, respectivement 2,1520 F et 2,1550 F, mais que la livre remontait de 8,70 à 8,78 F. Cet affaiblissement, qui s'est amorcé il y a quelques semaines, est dû, essentiellement, aux « mauvais » indices de prix enregistrés depuis le début de l'automne, le discours de M. Raymond Barre n'ayant qu'à moitié rassuré les investisseurs. Pour essayer d'enrayer ce mouvement, la Banque de France a entrepris de faire monter les taux d'intérêt sur la place de Paris, relevant de 0,25 % son taux d'intervention à 8 3/8 %, et laissant le taux de l'argent au jour le jour passer à 8 5/8 % à 8 3/4 %, contre 8 1/8 % il y a quelques semaines.

SELON L'ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ

La consommation d'antibiotiques est excessive

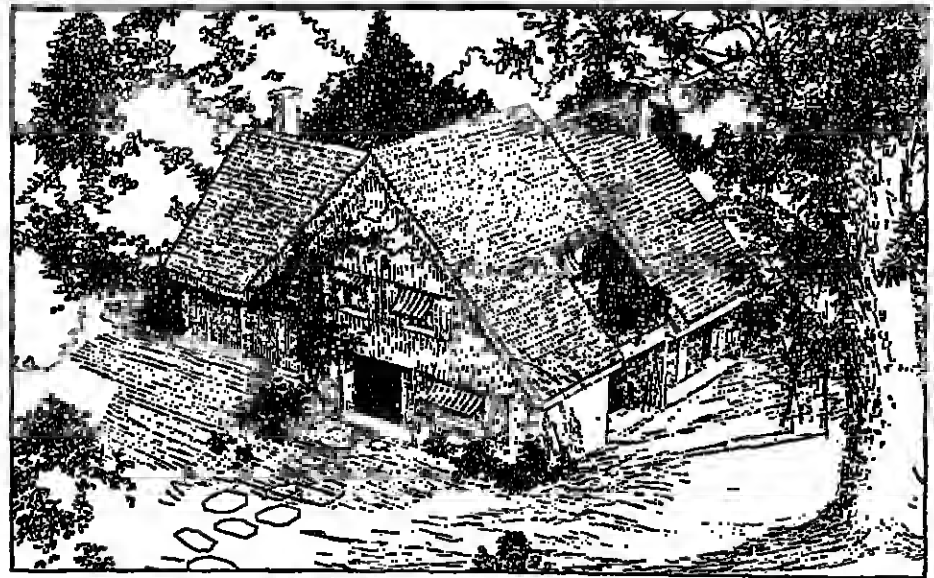
Genève. — L'Organisation mondiale de la santé (O.M.S.) a mis en garde les médecins et le public contre la consommation excessive ou inadaptée d'antibiotiques. Celle-ci peut entraîner une accoutumance des microbes à ces produits et la recrudescence des épidémies.

Selon les experts de l'O.M.S., les antibiotiques antibactériens, c'est-à-dire les bactéries résistantes aux antibiotiques, se multiplient et sont responsables de l'aggravation de l'une des maladies vénériennes, la blennorragie, et d'au moins trois grandes épidémies de typhoïde et de dysentérie qui ont sévi au Mexique, en Amérique centrale et au Bangladesh.

L'O.M.S. souligne que « les antibiotiques sont utilisés, en quantités considérables, pour lutter contre les infections virales comme la grippe et le rhume, ainsi que contre de nombreuses maladies bactériennes, alors que les antibiotiques sont totalement inefficaces dans ces cas précis ». Elle souligne l'utilisation croissante de certains antibiotiques, notamment la tétracycline dans l'alimentation du bétail. Cela a réduit à néant la raison d'être et l'efficacité de ces médicaments », déplore l'O.M.S.

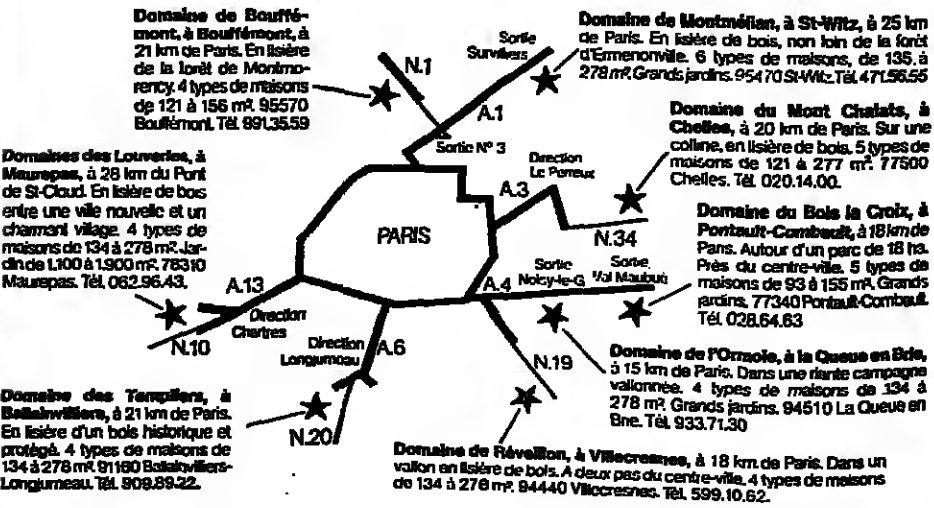
Breguet

CONSTRUIT DES MAISONS DURABLES SUR LES MEILLEURS TERRAINS.



Tiell, 227 m², 7 pièces. Un de nos 13 modèles de maisons de 93 à 278 m².

IL Y A DES MAISONS BREGUET TOUT AUTOUR DE PARIS. VENEZ LES VOIR.



VISITE DES MAISONS MODELES TOUS LES JOURS DE 10 A 19 H.

Envoyez ou téléphonez aux Domaines pour recevoir une documentation gratuite.

هكذا من الأصل